

Des centaines de blessés, des milliers d'arrestations

Le gouvernement sud-coréen s'efforce d'endiguer les violentes manifestations de rue

L'engrenage

Nul ne sait encore ce qui sortira des émeutes qui se développent depuis une dizaine de jours dans la plupart des villes sud-coréennes, mais une chose est certaine : s'il ne venait pas, à terme, compromettre un étonnant miracle économique, les dirigeants du pays vont devoir admettre la nécessité d'une démocratisation profonde d'un régime qui demeure une quasi-dictature militaire.

L'origine des troubles actuels réside d'ailleurs dans la nature même du système : c'est la désignation de l'ancien général Roh Tae Woo comme candidat à la succession du président Chun Doo Hwan — lui-même ancien général — le 10 juin dernier qui a tout déclenché. L'explosion avait été préparée par la rupture, au mois d'avril dernier, des pourparlers que M. Chun avait engagés avec l'opposition en vue de réformer la Constitution, qui permet aux militaires de se coopter pour continuer de contrôler le pouvoir.

C'est ce système de junte à peine déguisée dont de nombreux Sud-Coréens ne veulent plus. Les étudiants de l'opposition, dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne rêvent pas de démocratie perfectionnée, ont de nouveau sauté sur l'occasion : hier, agités, parfois très violents, ils ont commencé à défer un service d'ordre qui avait reçu des consignes de modération pour ne pas nuire à l'image de Séoul, destinée à être en 1988 capitale olympique. Quittant leurs campus, ils ont porté les combats au cœur même des villes. C'est alors que la répression a fait son œuvre, jetant dans le camp étudiant jeunes ouvriers et membres des classes moyennes par un phénomène de solidarité qui rappelle ce qui s'est passé en France en mai 1968.

Que vont faire les dirigeants du pays pour tenter d'enrayer l'engrenage ? La situation est délicate, ne serait-ce que parce que tous les regards sont aujourd'hui tournés vers Séoul et qu'il est impossible d'en revenir aux méthodes sanglantes qui avaient permis en 1980 de juguler la révolte de Kwangju : plus de cinq cents personnes avaient été tuées, sinon assassinées, au mois de mai de cette année-là par des unités spéciales de l'armée.

L'opinion publique internationale — américaine en particulier — ne tolérerait sans doute pas le recours à de telles pratiques. Celles-ci entraîneraient, d'autre part, un mouvement contre la tenue des Jeux olympiques à Séoul et ruinerait les chances de M. Roh Tae Woo, qui doit accéder à la présidence en février 1988, de modifier l'image du régime.

Poussé par les États-Unis, instruit par les mésaventures survenues au président philippin Marcos, conscient, enfin, d'une évolution des mentalités dans un pays où l'Eglise catholique joue un rôle de plus en plus important, M. Roh ne fait pas mystère de son intention d'amender le système. Il vient encore de proposer aux dirigeants de l'opposition de reprendre les négociations sur la modification de la Constitution, mais celui-ci, manifestement tenté par la surenchère, lui ont opposé une fin de non-recevoir.

M. Roh, d'autre part, n'est toujours pas au pouvoir, et M. Chun, le président actuel, a simplement prouvé qu'il ne partage pas toutes ses vues. Veut-il choisir de passer le main plus vite que prévu ou fera-t-il donner l'armée, quitte à compromettre pour longtemps toute possibilité d'évolution ? De la réponse dépendra, en grande partie, l'avenir d'un pays qui a su hisser en vingt ans à peine au niveau des grandes puissances industrielles.

Un calme précaire régnait, le vendredi 19 juin, à Séoul, après les violents affrontements qui ont opposé dans le centre de la capitale plusieurs dizaines de milliers de manifestants aux forces de l'ordre. Une agitation analogue avait eu lieu dans d'autres villes du pays. Incités à la modération par les États-Unis, les dirigeants sud-coréens s'efforcent néanmoins d'endiguer les violentes manifestations de rue. Ils s'approprient à décréter de strictes mesures de sécurité.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Le centre de la capitale sud-coréenne ne présentait plus guère, le vendredi 19 juin, en milieu de journée, de traces des manifestations de grande ampleur qui se sont prolongées tard dans la nuit de jeudi et ont été marquées par une série de batailles rangées entre quelque cinquante mille étudiants (trente mille, selon la presse locale) et la police anti-émeute. Mais on ne s'attend pas moins à Séoul qu'elles aient pour conséquence un raidissement du pouvoir, les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement étant partisans de la proclamation de la loi martiale.

S'il est vraisemblable que, pour l'instant, le pouvoir évitera de

prendre de telles mesures qui, à un an des Jeux olympiques, pourraient compromettre encore davantage l'image de stabilité qu'il voudrait donner, il n'en devrait pas moins annoncer dès ce vendredi soir des mesures de sécurité d'urgence.

Cette vague d'agitation, la plus longue et la plus violente que la Corée ait connue depuis l'arrivée au pouvoir, en 1981, de M. Chun Doo Hwan, s'est étendue aux principales villes de province, notamment Incheon, Kwangju, Taejeon et Pusan, le grand port du sud de la péninsule où des manifestations très violentes se poursuivaient vendredi matin. A Taegu régnait la nuit dernière la plus grande confusion.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 5.)

Un entretien avec le ministre de l'intérieur

M. Pasqua : « C'est aux Corses eux-mêmes de dire assez »

L'assassinat du docteur Lafay n'avait toujours pas été revendiqué vendredi. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Pasqua affirme que « les porte-parole officiels des thèses séparatistes portent la responsabilité de cet assassinat ». « C'est aux Corses eux-mêmes de dire assez », souligne le ministre. « Nous n'avons pas de piste privilégiée », a déclaré M. Pandraud, en annonçant, en Corse, jeudi, la diffusion d'un avis de recherche portant les photos de six Corses.



Lire page 8 les déclarations du ministre de l'intérieur recueillies par EDWY PLENEL

L'OCDE inquiète du fort ralentissement de la croissance occidentale

Bonn sourd aux appels à la relance

Les perspectives économiques des dix-huit mois à venir, présentées le vendredi 19 juin par l'OCDE (lire page 24), ont rarement été aussi grises : aucune amélioration n'est prévue d'ici à la fin 1988 alors que la situation s'est détériorée ces derniers mois. Croissance lente, taux de chômage élevé, déséquilibres extérieurs considérables. L'OCDE conclut à l'urgence de mesures de relance dans les deux principaux pays excédentaires, le Japon et la RFA. Pour ce dernier pays, les auteurs du rapport prévoient, pour 1987, une très faible expansion (1,5 %). Leurs craintes sont vivées à l'idée que de bons résultats, au deuxième trimestre, ne poussent le gouvernement à l'immobilisme alors que la fin de l'année risque d'être marquée par un sensible ralentissement de l'activité.

BONN
de notre envoyée spéciale

« Pour nos partenaires étrangers, nous ne jouerons jamais assez en faveur de la relance. Pour les responsables des Länder et pour nombre d'Allemands, nous en faisons déjà trop », plus que de l'irritation, ce constat de M. Hans Tiedtmeier, secrétaire d'Etat au ministère des finances, traduit le malaise d'un gouvernement pris entre les feux contradictoires des intérêts politiques et économiques d'une coopération internationale où la RFA est appelée à jouer un rôle accru et les réflexes plus traditionnels, d'un pays sûr d'avoir choisi la bonne voie et soucieux d'exorciser ses vieilles craintes. L'incertitude du lendemain. « Une grosse voiture, un solide compte d'épargne

et l'assurance d'une équipe gouvernementale capable de le protéger contre ce haut mal qu'est l'inflation, tel est aujourd'hui encore le rêve de la majorité des Allemands », rappelle, dans un sourire, un économiste. Une aspiration à la stabilité qui en dit long sur le sentiment « quelque peu schizophrénique » d'un peuple toujours inquiet de sa vulnérabilité entre les menaces de l'Est et les remises en cause de l'Ouest. Les promesses d'une plus grande expansion, régulièrement démenties par les faits depuis plus de deux ans, ont pourtant fini par inquiéter plus d'un Allemand.

Les syndicats et l'opposition ne sont plus seuls à s'interroger sur les moyens de relancer une économie dont le rythme de croissance ne dépassera sans doute guère 1,5 % cette année. En ramenant

officieusement ses propres estimations à 1,8 %, le gouvernement Kohl a tiré la leçon des revers du premier trimestre, une baisse de 0,5 % du PNB, largement due, il est vrai, à l'hiver le plus rigoureux depuis un quart de siècle. Il a surtout fait renaître les doutes sur la capacité de la machine économique à repartir d'elle-même à un rythme suffisant pour résorber un chômage frappant encore 2,1 millions de personnes. Et chacun de s'interroger sur la façon de mieux utiliser le potentiel de production sans hypothéquer pour autant l'avenir par une politique trop laxiste en termes de budget et d'inflation.

Car, de l'avis unanime, l'environnement actuel est « théoriquement excellent ».

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(Lire la suite page 25.)

Seize personnalités désignées par le premier ministre

La nationalité sous l'œil des « sages »

Seize personnalités composent la commission de la nationalité qui sera officiellement installée, le lundi 22 juin, par le premier ministre. Présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, ce comité de « sages » doit étudier une éventuelle réforme du code de la nationalité, à laquelle le gouvernement avait provisoirement renoncé.

Sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, pour résoudre une question délicate, on nommait des Monsieur Cœli, Monsieur Cela, Monsieur Brul, Monsieur Prostitution... Aujourd'hui, en période de crise et de désarroi, la mode est aux comités de « sages », qui sont censés dénouer les dossiers inextricables en les soustrayant aux débats politiques.

Deux attitudes étaient donc possibles à l'égard du code de la

nationalité : réunir des « sages » pour réexaminer ce texte si complexe qui date de 1973, ou décider, sagement de ne pas y toucher. M. Chirac a choisi la première solution, mais après quels décrets ? Engagée avec légèreté, marquée par beaucoup d'hésitations, cette tentative de réforme entre aujourd'hui dans une nouvelle phase dont personne ne sait encore sur quoi elle débouchera.

La refonte du code de 1973 figurait en quelques lignes dans la plate-forme électorale RPR-UDF. Quelques lignes apparemment pleines de bon sens qui disaient en substance ceci : pour devenir français, il faut le vouloir et le demander.

Traduisant ce principe dans un projet de loi, le gouvernement de M. Chirac a aussitôt provoqué un beau tollé. Partis de gauche, asso-

ciations, syndicats, Eglises... les protestations, courtoises ou indignées, se sont mises à pleuvoir, à la stupeur des responsables de la majorité qui pensaient, à bon compte, couper l'herbe sous le pied à M. Le Pen.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 10.)

Le Monde

SAMEDI 20 JUIN 1987

■ Le Mexique, des palais d'Acapulco au Palais maya de Palenque. ■ Terre-Neuve entre deux icebergs. ■ Gastronomie. ■ Une sélection de voyages.

Pages 13 à 17

Etranger

La prochaine visite de M. Kurt Waldheim au Vatican

Les Italiens s'interrogent sur les motivations de Jean-Paul II

ROME de notre correspondant

La stupeur est ici profonde après l'annonce de la prochaine visite officielle au Vatican du président autrichien, M. Kurt Waldheim, fortement soupçonné d'avoir été mêlé à des crimes nazis dans les Balkans durant la dernière guerre mondiale. Comme à l'ordinaire, les véritables explications ne commenceront d'être données qu'une fois l'événement passé, après le 25 juin. On ne peut dès lors, dans un premier temps, que s'en tenir aux suggestions qui viennent du Palais apostolique.

On peut passer rapidement sur l'explication par la logique diplomatique. Jean-Paul II s'est effectivement déplacé officiellement en Autriche en 1983, à l'invitation des autorités civiles et religieuses comme c'est la règle, et il devrait en principe s'y rendre à nouveau en 1988. C'est effectivement une pratique normale entre États souverains que se « rendre » ce genre de politesse.

Mais, à la vérité, le Vatican ne formule pas d'invitations formelles. En contrepartie il est vrai, il ne refuse jamais en principe d'accueillir quiconque. Mais, la diplomatie étant aussi un art d'escrime, il y a surtout une manière de faire comprendre qu'il serait inconvénient de

demande, « au risque, non, certes, de se voir refuser, mais de devoir l'annoncer ». C'est donc en parfaite connaissance du scandale inévitable que le Vatican a accepté d'être l'État qui allait permettre à M. Waldheim de tenter une sortie de l'isolement où l'a placé son élection.

Les suggestions en provenance des « bureaux » sont de deux ordres. La première est que M. Waldheim, président démocratiquement élu, est le légitime représentant de son pays. Chef, en outre, d'un État catholique à plus de 85 %, il est donc, jusqu'à preuve du contraire, tout ce qu'il y a de plus fréquentable.

Bénéfice du doute

Sur l'homme Waldheim, en second lieu, planent, certes, des ombres épaisses, largement évoquées par la presse et confirmées par la récente mise au ban du personnage par les États-Unis. Mais il n'existe pas de preuves incontestables de sa culpabilité. Et dès lors, comme il est normal pour tout accusé, le doute doit lui bénéficier : jamais condamné, M. Waldheim est présumé innocent.

Dans une perspective plus strictement politique, le pape est sans doute aussi conscient que n'importe lequel des chefs d'État occidentaux

du grave inconvénient que représente la mise en quarantaine de l'Autriche, pays que sa position géographique et son statut rendent essentiel à la charnière des deux Europe.

Jean-Paul II n'aurait-il pas accepté de se charger du « péché » de rencontrer Kurt Waldheim pour dédouaner ses pairs, les autres chefs d'État, leur suggérant ainsi de ne pas être... plus royalistes que le pape. Mais l'argument ne saurait évidemment avoir de portée vis-à-vis d'un pays tel que les États-Unis, à majorité protestante.

Une dernière explication de l'attitude du Vatican en la matière est suggérée par la grande proximité dans le temps entre cette annonce controversée et le récent déplacement du souverain pontife en RFA.

Occasion de condamnation ferme du nazisme, ce voyage avait été aussi une entreprise de réhabilitation de l'Église catholique durant la deuxième guerre mondiale, après les controverses sur l'attitude contestable et contestée de Pie XII en la circonstance.

Recevoir M. Waldheim serait alors donner acte à l'Autriche, conformément à la base qui y prévaut, qu'elle a été la première victime du nazisme et rien d'autre.

Jean-Paul II avait-il une raison impérieuse d'agir comme il l'a fait ?

Quel rôle a pu jouer dans cette décision un homme comme le cardinal Koenig, ancien archevêque de Vienne, qui fut le premier à prononcer le nom de Karol Wojtyła lors du concile d'octobre 1978 ?

Un dernier point plus spécifique reste à élucider : pourquoi avoir accueilli aussi promptement la sollicitation des émissaires lancés par Vienne auprès de toutes les capitales d'Europe de l'Ouest, en vue de faire inviter M. Waldheim ? Un délai de quelques mois n'aurait-il pas, à tout le moins, écarté la pénible impression qu'une diplomatie aux perspectives millénaires puisse se mettre au service des préoccupations contingentes d'un autre État ?

Ce n'est pas sûr, l'affaire Waldheim n'étant certainement pas destinée à s'accomplir si vite. Mais surtout ce « calendrier court » avait l'avantage de ne pas mettre l'Italie dans un excèsif embarras, et l'on sait qu'en matière diplomatique des deux États se rendent volontiers des services. La Péninsule est depuis trois mois et demi privée d'un gouvernement à part entière. Une circonstance qui lui permet de moduler opportunément son activité diplomatique. « C'est la tradition en temps de crise de suspendre toutes les visites officielles », nous a-t-on indiqué à la Farnesina, siège du ministère des affaires étrangères.

JEAN-PAUL CLERC.

Satisfaction à Vienne, condamnation en Israël et dans les communautés juives

L'annonce de la visite officielle que le président Waldheim doit effectuer le 25 juin au Vatican a suscité en Autriche satisfaction et soulagement, voire l'espoir de rompre un certain isolement dans lequel l'Autriche craignait d'être confinée.

Pour la presse autrichienne, l'invitation au Vatican de la part de « l'autorité morale » qu'est le pape Jean-Paul II semble blanchir M. Waldheim des soupçons qui ont motivé la décision américaine de le déclarer indésirable aux États-Unis.

Le vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, seul dirigeant politique à avoir réagi au lendemain de l'annonce de l'invitation, a estimé que cette visite (qui répond au séjour que Jean-Paul II a effectué en Autriche en 1983) est « un geste extraordinaire du Saint-Père envers le président » et « un geste particulier du pape vis-à-vis de l'Autriche et des chrétiens autrichiens ».

A Jérusalem, en revanche, le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a « condamné » jeudi 18 juin, dans un communiqué, l'invitation adressée par le Vatican au président autrichien : « L'annonce de cette invitation a surpris le monde juif et l'État d'Israël, et nous nous interrogeons sur les motifs d'une telle initiative, tout en la condamnant ».

En France, le grand rabbin, M. René Samuel Sirat, et le prési-

dent du consistoire central, M. Jean-Paul Elkann, estiment dans un communiqué que l'invitation papale « semble incompréhensible et inadmissible à la communauté juive ».

Aux États-Unis, enfin, plusieurs responsables de communautés juives ont évoqué la possibilité d'un boycottage de la visite que doit effectuer Jean-Paul II dans ce pays au mois de septembre prochain.

Une lettre de M. Theo Klein au cardinal Casaroli

M. Theo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France et du Congrès juif européen, a adressé la lettre suivante au cardinal Casaroli, secrétaire d'État auprès du Saint-Siège :

« Alors que l'on pouvait attendre de cet État souverain, dont la raison d'être est tout entière spirituelle, qu'il intervienne pour que soit soumis à un jury international et compétent le cas de cette personnalité qui a passé sa vie à servir la cause juive, voilà qu'une initiative tend à voir effacer ce passé, avant même qu'il n'ait pu être jugé.

« Je lis dans un journal parisien, directement informé, sinon inspiré par la « Salle de presse du Vatican » qu'il existe une présomption d'innocence en faveur d'une personne accusée. Nous en sommes bien d'accord. Mais jusqu'à quel jugement seulement. Or votre initiative tend à empêcher qu'un tel jugement — autre que celui de l'opinion publique — ne soit jamais rendu.

« Pourquoi aider ainsi M. Waldheim à s'évader de son passé ? En ce souvenir de quelques « Barthes » dont l'émotion vers l'Amérique du Sud avait été un droit de passage depuis cet État que vous servez. S'il s'agit du respect que l'on doit à un autre État souverain, pourquoi ne pas le manifester envers un autre État souverain, celui d'Israël ? Il y a, dit-on, dans la Salle de presse du Vatican, 87 % de catholiques en Autriche.

« Mais d'où tirez-vous la source de cette spiritualité qui fonde votre État, si ce n'est de cette terre que le pape n'a jamais foulée, et où il ne retrouverait pourtant, dans le pas de Jésus, la mémoire qui fonde le droit d'Israël et notre droit au respect. Nous avons, nous juifs d'Europe, été bien silencieux et charitables sur les silences de l'Église catholique, pendant que nos familles étaient anéanties. Nous avons, récemment encore, marqué notre volonté de dépasser les conflits, pour favoriser un vrai dialogue dans le respect de la dignité de chacun.

« On ne peut pas bénéficier d'une juive morte pour, le lendemain, mettre volontairement en péril les relations avec les juifs vivants. Faut-il vraiment que chaque fois que se lève un espoir, vous le méprisiez ? »

J.-P. C.

ITALIE : la lutte contre le terrorisme

La police estime avoir démantelé la « colonne romaine » de l'Union communiste combattante

ROME de notre correspondant

La police italienne a la conviction d'être parvenue à démanteler la « colonne romaine » de l'Union communiste combattante (UCC), responsable de l'assassinat le 20 mars dernier à Rome du général Licio Giorgieri, directeur des armements aéronautiques et spatiaux italiens. Parallèlement aux quatre arrestations opérées le 15 juin par la France à Paris (le Monde du 17 juin), les carabinieri menaient deux opérations présentées comme « décisives ».

Tout d'abord, ils découvraient dans un box du garage d'un immeuble de banlieue un véritable petit arsenal, quelques sacs de documents constituant apparemment les archives de l'UCC, ainsi qu'une moto dont les enquêteurs sont

convaincus qu'elle fut utilisée pour le meurtre de l'officier. En même temps, ils arrêtaient trois nouvelles personnes — deux hommes et une femme — âgés de vingt-trois à vingt-six ans. Les deux hommes sont des employés de ministère, et l'un d'eux était le chauffeur d'un préfet !

Au total, depuis janvier, dix-sept personnes ont ainsi été appréhendées. M. Maurizio Locusta, arrêté à Paris, est tenu pour l'un des deux assassins « matériels » du général Giorgieri. L'autre, M. Francesco Maietta, avait été arrêté le 29 mai à Rome.

La « colonne romaine » de l'UCC est en outre imputé l'attentat commis en 1986 contre un des conseillers économiques du gouvernement, M. Da Empoli, qui n'avait été que blessé.

La chute de l'UCC romaine avait commencé tout au début de cette

année (le 22 janvier) lorsque la police avait arrêté trois individus au terme d'une fouille dans une rue populaire de la capitale. Puis, deux mois après l'assassinat du général Giorgieri, était arrêtée, toujours à Rome, la fiancée d'un de ces personnages, en compagnie de quatre autres personnes, dont M. Maietta. L'une d'elles travaillait aux archives du ministère de l'Intérieur. Puis, après que trois comparses furent tombés à Bologne, sont venues, de façon coordonnée entre les services des deux pays, de part et d'autre des Alpes, les arrestations de ce début de semaine à Paris et à Rome. Les enquêteurs semblent surtout frappés par le fait que toutes les personnes arrêtées présentaient au monde extérieur le visage de citoyens au-dessus de tout soupçon, dépourvus d'antécédents judiciaires connus.

J.-P. C.

URSS : anniversaire des rafles stalinienne de 1941

Manifestation nationaliste en Lettonie

Plus d'un millier de Lettons ont manifesté, dimanche 14 juin à Riga, pour honorer la mémoire des victimes des rafles organisées sur l'ordre de Staline, en juin 1941, dans le cadre de la politique de soviétisation forcée de la Lettonie, annonce le Los Angeles Times, en se fondant sur des informations en provenance d'URSS relayées par des émigrés soviétiques en Scandinavie et aux États-Unis. Selon ces informations communiquées par téléphone par des manifestants nommément identifiés, le cortège a défilé pendant plusieurs heures, sans intervention de la police, avant de s'arrêter devant le monument de la Liberté, où plusieurs milliers de personnes ont alors entendu des discours commémorant l'événement (dans la nuit du 14 juin 1941, plusieurs dizaines de milliers de Lettons furent arrêtés par le NKVD, puis déportés dans des camps où ils trouvèrent pour la plupart la mort).

Selon le Los Angeles Times, la manifestation avait été annoncée quinze jours à l'avance par un petit groupe de défense des droits de l'homme, « Helsinki 86 », et elle avait été autorisée. Les organisateurs auraient incité les participants à s'abstenir de tout slogan antisovié-

tique. Les autorités tentèrent cependant de couvrir les voix des manifestants par de la musique diffusée par haut-parleurs, auxquelles les participants au cortège répondirent en entonnant des chants patriotiques lettons.

Des banderoles portant des inscriptions telles que « Pour la patrie et la liberté » ou « Dieu bénisse la Lettonie » — titre de l'ancien hymne national — auraient été déployées devant le monument de la Liberté.

Les trois républiques baltes — Lettonie, Estonie, Lituanie — attribuées à l'URSS aux termes de l'accord germano-soviétique de 1939 ont été annexées et soviétisées au prix de plusieurs centaines de milliers de déportations. Un vif sentiment national y subsiste, qui s'exprime parfois de manière détournée, par exemple, à l'occasion de rencontres sportives qui se transforment en manifestations, ou, en Lituanie, à travers un attachement à la religion catholique. Que ce type de manifestation clairement nationaliste soit toléré par les autorités est tout à fait exceptionnel — même si le prétexte en était la commémoration d'un épisode de la répression stalinienne.

Après deux ans de discussions

Le Parlement européen a adopté une résolution reconnaissant le génocide arménien

« La Turquie actuelle ne saurait être tenue pour responsable du drame vécu par les Arméniens de l'Empire ottoman », mais « le refus de l'actuel gouvernement turc de reconnaître le génocide » constitue l'un des « obstacles incontournables à l'examen d'une éventuelle adhésion de la Turquie à la Communauté ». Telle est la résolution adoptée, le jeudi 18 juin, par le Parlement européen.

Le texte condamne également « les actes de violence et toutes les formes de terrorisme émanant d'organisations isolées et qui ne sont pas représentatives du peuple arménien ». Il appelle en outre « les Arméniens et les Turcs à la réconciliation ».

Une telle résolution constitue la principale reconnaissance internationale des revendications morales et historiques de la diaspora arménienne, tout en indiquant des responsables d'organisations arméniennes présents à Strasbourg.

La nouvelle a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements des mille cinq cents à deux mille manifestants rassemblés devant le Parlement à l'appel de plusieurs organisations arméniennes. « Vive l'Arménie libre ! », ont scandé les manifestants, qui ont également entonné la Marseillaise.

L'adoption d'une résolution sur « une solution politique de la question arménienne » divisait depuis deux ans le Parlement européen. Les communistes et la majorité des socialistes, ainsi que des éléments isolés des autres groupes ont voté pour la thèse du génocide. Les socialistes allemands ont majoritairement

préféré une formule parlant d'« injustice ».

Les libéraux, les conservateurs et les démocrates-chrétiens ont refusé majoritairement de participer au débat et au vote, estimant que le Parlement européen n'avait pas à s'ériger en « tribunal de l'histoire ».

Une délégation de quatre députés turcs membres de l'opposition et de la majorité est venue, jeudi à Strasbourg, expliquer, au cours d'une conférence de presse, que le texte adopté s'appuyait sur des « falsifications et des distorsions historiques ».

Ils ont également déclaré que ce vote allait relancer l'« injustifiable terrorisme arménien, qui a déjà fait trente morts parmi les diplomates turcs ».

« Le ministre égyptien de la défense en visite officielle en France. — Le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala, vice-premier ministre et ministre égyptien de la défense, effectuée à partir du vendredi 18 juin une visite officielle de travail de quatre jours en France au cours de laquelle il visitera le Salon aéronautique du Bourget et l'exposition militaire de Satory. Le maréchal Abou Ghazala devait avoir vendredi un déjeuner de travail avec M. André Giraud, ministre de la défense, suivi dans l'après-midi d'une nouvelle rencontre en tête à tête avec son homologue français.

Le ministre égyptien, qui se trouve depuis lundi à Paris, a consacré la partie privée de son séjour à des entretiens avec des dirigeants de firmes françaises.

405, quel talent ! On en est fou !

Darl'mat



Venez l'applaudir
146, bd de Grenelle, Paris 15/45.75.62.80
Piano-Bar gratuit de 12 à 20 heures
les 18, 19, 20 et 21 juin

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. copieur : (1) 45-23-06-51
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Veret.
Correspondant en chef : Claude Salca.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-01-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
RF 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)	1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F
2 - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 806 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse difficiles ou impossibles : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux en capitale d'impression.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapeur LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde (ISSN 0395-2037) is published daily, except Sundays for 6 000 par year by Le Monde s/o Speditions, 45-45 30 th street, L.C.I., N.Y. 11164. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speditions, U.S.A., P.O. Box 45-30 th street, L.C.I., N.Y. 11164.

Afrique

SOUDAN : nouvelle menace contre les populations du Sud

Dans la guerre contre les rebelles, les milices tribales ont pris la relève d'une armée défaillante

Dans une interview à l'Agence France Presse, le colonel Garang, chef de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), a déclaré que ses troupes contrôlaient « probablement » plus de 95 % du Soudan sud et que l'offensive lancée en décembre par les gouvernementaux s'était soldée par

un « fiasco complet ». Le colonel Garang a, par ailleurs, affirmé qu'il y avait « une crise ouverte » à l'intérieur du commandement de l'Armée soudanaise et que le premier ministre Sadek El Mahdi « pourrait démissionner si la pression augmentait ». Il a ajouté que l'ancien commandant de l'armée soudanaise, le général Fawzi, était détenu à Khartoum, après la prise, le 31 mai dernier, de la ville de Joka par l'APLS.

Khartoum avait confirmé la chute de la ville, mais avait accusé l'Éthiopie d'avoir utilisé de l'artillerie et des hélicoptères pour bombarder Joka.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Plus d'un an après l'arrivée au pouvoir de M. Sadek El Mahdi, rien de décisif n'a été fait pour mettre fin à la guerre civile dans le Sud. Comme leurs prédécesseurs du comité militaire de transition, qui avait pris le pouvoir le 6 avril 1985 après le départ de Gaafar Nimeiry, les nouveaux gouvernants civils de Khartoum ont été dans ce domaine d'une passivité étonnante.

Tout semble indiquer que M. Sadek El Mahdi a perdu l'espoir d'arriver dans l'immédiat à une solution négociée avec les rebelles de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS) et souhaite reprendre les négociations avec son chef, le colonel John Garang, qui part d'une position de force sur le terrain.

Dans ce contexte, la récente initiative du premier ministre, qui le 6 avril dernier a proposé aux rebelles « un cessez-le-feu immédiat » (le Monde du 10 mai), n'a été qu'un coup d'épée dans l'eau. Si l'on en croit le *Sudan Times*, elle n'a fait que creuser davantage le fossé entre les deux parties. En effet, selon le quotidien indépendant en langue anglaise de Khartoum, généralement bien informé, la « proposition de paix » a été communiquée au colonel Garang d'une manière désinvolte, voire insultante : c'est-à-dire sur une simple feuille de papier sans en-tête transmise au bureau de l'APLS à Addis-Abeba par un employé soudanais de l'OUA, avec l'inscription « À ceux qui ont pris les armes ».

En fait, cet épisode relève de la guerre psychologique qui s'est installée dans les relations entre Khartoum et les rebelles depuis l'échec de la rencontre d'Addis-Abeba du 1^{er} août entre le premier ministre soudanais et le chef de l'APLS, M. Sadek El Mahdi et les dirigeants de Khartoum ont depuis multiplié les déclarations insultantes affirmant que la guerre était pratiquement gagnée, que le mouvement du colonel Garang était en pleine décomposition, que le chef de l'APLS avait été « liquidé » par ses propres partisans. La nouvelle consigne est d'affirmer que le colonel Garang est « le prisonnier du gouvernement éthiopien qui souhaite installer au Soudan sud une république marxiste-léniniste ».

M. Ali Hassan El Tajiddin, l'un des cinq membres du Conseil de souveraineté qui remplit ici les fonctions de direction de l'État, résume ainsi la thèse officielle : « John Garang n'a plus son mot à dire ».

TUNISIE

Les autorités s'élèvent contre les accusations de torture

TUNIS
de notre correspondant

Les milieux gouvernementaux tunisiens ont démenti, jeudi 18 juin, les assassinats et les tortures que dénonçait la veille dans un communiqué le Mouvement de la tendance islamique (le Monde du 18 juin).

Ces mêmes milieux considéraient que, si ce document est authentique, ce dont ils doutent, ses auteurs tentent « de faire illusion au moment où les Tunisiens sécurisés suivent avec soulagement l'opération de démantèlement du réseau khoméniste ».

Ils cherchent aussi, ajoutent-ils, à se « disculper » en « leurant » une opinion « déjà éditée sur leurs sombres desseins » par leurs tentatives d'« instaurer la violence et la peur », lors des dernières manifestations de rue et la découverte de « caches d'armes, d'explosifs et de matériels de subversion ».

Enfin, les milieux gouvernementaux affirment que la « connivence » du mouvement islamique avec l'Iran « a été formellement établie dans les faits ». Et de citer comme preuve le recrutement de Tunisiens dans « les écoles de terrorisme de Qom », et « les récentes révélations de l'Iranian Connection à Paris ».

M. D.

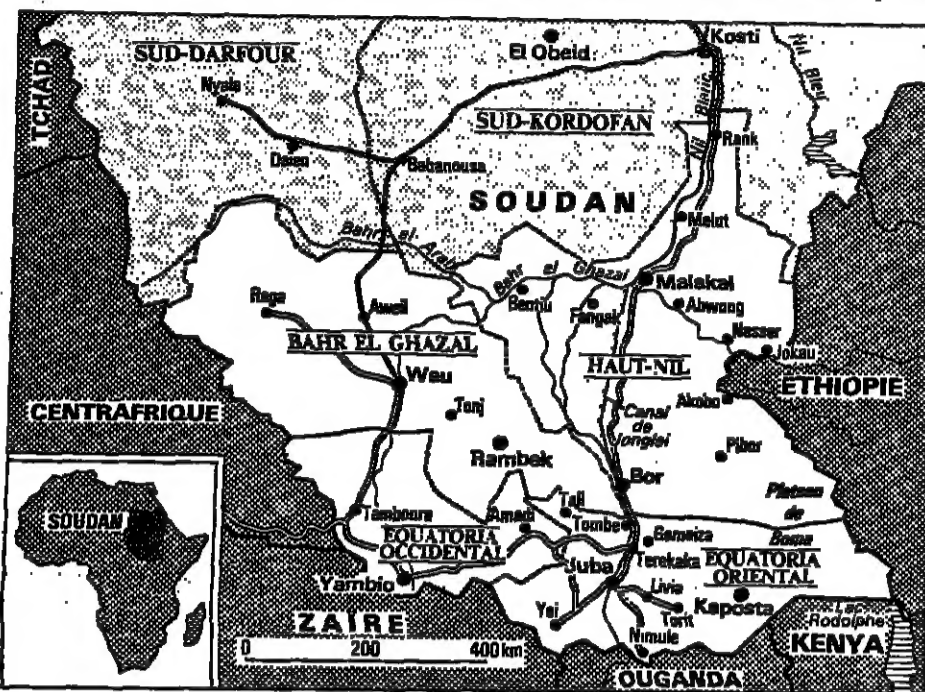
dire. Il se trouve pieds et poings liés entre les mains des Éthiopiens. En conséquence, le dialogue est désormais engagé avec le gouvernement d'Addis-Abeba, où M. Sadek El Mahdi doit se rendre en septembre. La porte des négociations n'est donc pas fermée, mais celles-ci ne reprendront que si, et lorsque, nous aurons trouvé un terrain d'entente avec l'Éthiopie ».

Il n'est plus question de la fameuse déclaration de Koka-Dam de mars 1984, la rédaction de laquelle le parti Oumma avait pourtant participé et qui constituait pour le colonel John Garang l'unique cadre possible des négociations avec le Nord. Elle a été pratiquement reléguée aux oubliettes à la demande, dit-on, du Front

tions, n'est pas à même de livrer. C'est ainsi que le gouvernement appelle et encourage les suppléants d'Anyanya II, recrutés parmi les Nueurs du Haut-Nil, les Fertis de Bahr-el-Ghazal en partie islamisés, les Mundaris de l'Équatoria, Murahilines arabes – les Rezeigat du sud Darfour et les Missiriyeh du sud Kordofan – à attaquer les Dinkas, Shillouks et autres ethnies nilotiques qui constituent l'essentiel du réservoir humain d'où proviennent la plupart des combattants de l'APLS. Les autorités démentent avec la plus grande énergie être derrière ces milices, mais le ministre de l'Agriculture, M. Omar Nour El Dayem, un membre influent du parti Oumma, a récemment admis que le gouvernement « armait et continuerait d'armer

M. Sadek El Mahdi s'emploie à mettre sur pied, au Sud, un pouvoir politique destiné à contrebalancer l'influence du mouvement rebelle. Pour remplacer le haut conseil exécutif qui, aux termes de l'accord d'Addis-Abeba, qui avait mis fin, en 1972, à dix-sept années de guerre civile entre le Nord et le Sud, est chargé de gouverner la région autonome du Sud, le chef du gouvernement a installé à Khartoum, au début de février, un Conseil du Sud, une sorte de super-gouvernement du Sud, composé de neuf membres, dont trois gouverneurs chargés d'administrer les trois régions méridionales.

Intervenant après plusieurs mois de négociations serrées avec les partis du Sud, qui souhaitaient



national islamique, qui la trouve inacceptable du fait qu'elle exige en priorité l'abolition inconditionnelle de la charia (loi islamique) et équivaut à « légitimer le mouvement du colonel Garang ».

Le scepticisme des militaires

L'absence de toute perspective de négociation dans l'immédiat ne peut qu'encourager ceux qui des deux côtés préconisent une solution militaire. En attendant, la lassitude gagne la population et le ras-le-bol se généralise devant une guerre qui semble s'éterniser. On commence à entendre des voix – parfois officielles – qui souhaitent en éliminer la sécession du Sud « qui n'apporte au Soudan que des ennemis ».

Paradoxalement, ce sont les militaires qui sont les moins chauds à poursuivre une guerre qui, selon eux, ne peut être remportée sur le terrain. Ils savent qu'ils ne peuvent réduire une rébellion fortement implantée dans un territoire de près de 600 000 kilomètres carrés, pratiquement dépourvu de moyens de communications dignes de ce nom et dont la configuration se prête merveilleusement à la guérilla. Durant la saison des pluies – de mai à octobre – les militaires se cantonnent dans les villes de garnison à demi ou totalement assiégées, et le reste de l'année, ils limitent leurs activités à assurer, tant bien que mal, la sécurité sur certains axes routiers.

Doté d'un matériel vétuste – l'armée est souvent obligée de louer les camions qui servent au transport des troupes et de leur équipement –, les militaires n'ont pas d'ambitions politiques. Tout ce qu'ils demandent au gouvernement « c'est davantage d'armes et de munitions pour se défendre et son gagner la guerre », nous dit un officier récemment démobilisé, qui déplore le fait que la « drôle de guerre » dans le Sud est en train de « miner le moral des troupes ».

Les dirigeants de Khartoum ne nourrissent d'ailleurs aucune illusion sur l'ardeur combattive de l'armée régulière et semblent compter de plus en plus sur les milices tribales pour mener la bataille que l'armée régulière, faute de moyens et de motiva-

tions, n'est pas à même de livrer. C'est ainsi que le gouvernement appelle et encourage les suppléants d'Anyanya II, recrutés parmi les Nueurs du Haut-Nil, les Fertis de Bahr-el-Ghazal en partie islamisés, les Mundaris de l'Équatoria, Murahilines arabes – les Rezeigat du sud Darfour et les Missiriyeh du sud Kordofan – à attaquer les Dinkas, Shillouks et autres ethnies nilotiques qui constituent l'essentiel du réservoir humain d'où proviennent la plupart des combattants de l'APLS. Les autorités démentent avec la plus grande énergie être derrière ces milices, mais le ministre de l'Agriculture, M. Omar Nour El Dayem, un membre influent du parti Oumma, a récemment admis que le gouvernement « armait et continuerait d'armer

La systématisation des milices est en train de disloquer tout un monde tribal qui avait vécu jusqu'à présent dans un certain équilibre et est en train de transformer de vastes portions du Sud en terres brûlées, mettant ainsi en danger l'avenir écologique de ces territoires et la survie même des populations menacées par la malnutrition, qui est la première conséquence de la « guerre des milices ». Dans la région du Haut-Nil, des villages entiers habités par des Shillouks ont été rasés au sol par les Anyanya II, et leurs habitants ont été contraints de se réfugier à Malakal, où la situation alimentaire est des plus inquiétantes.

Installation du Conseil du Sud

La situation est encore plus grave au nord de Bahr-el-Ghazal, où les éleveurs et agriculteurs Dinkas ont vu la plupart de leur bétail décimé et leurs récoltes brûlées au cours des nombreuses razzias effectuées par les Rezeigat et les Missiriyeh venus du Darfour et du Kordofan, et ont afflué à Aweil, où ils survivent dans le dénuement le plus complet. De toute évidence, la politique du gouvernement dans ce domaine est de tenter d'acculer les Dinkas à la famine pour les contraindre à la soumission, privant ainsi l'APLS de l'appui des tribus locales sans lequel elle ne pourrait évoluer dans le Sud « comme un poisson dans l'eau ».

Cette politique a été payante, et les rebelles, dans la région de Bahr-el-Ghazal, ont, semble-t-il, mis une sourdine à leurs attaques contre les militaires de Khartoum, pour parer au plus pressé, c'est-à-dire à la lutte contre les milices Rezeigat et Missiriyeh, armées par les Libyens et encadrées par des officiers de l'armée de Khartoum, mis en état de disponibilité.

Parallèlement à la généralisation des milices tribales,

substituer au HCE une administration intermédiaire où ils auraient leur mot à dire, la création du Conseil du Sud a été considérée par les Soudistes comme un véritable coup de force de la part de M. Sadek El Mahdi, qui leur a ainsi signifié qu'il tenait à avoir la haute main sur les affaires de leurs régions.

M. Pacífico Lado Lolik, l'unique membre soudiste du Conseil de souveraineté, déplore cet état de choses. « Les partis du Sud, nous dit-il, avaient fait diverses propositions relatives à l'administration de leurs régions. Toutes ces suggestions ont été traitées par le mépris et le gouvernement a imposé une solution qui ne tient aucun compte de leurs recommandations ». Pour M. Lolik, « le statut légal du Conseil du Sud n'a pas été défini, pas plus que la nature de ses relations avec les régions ». Ce qui veut dire que M. Mathew Ubur, désigné par M. Sadek El Mahdi à la tête de ce conseil, n'a aucun pouvoir, du point de vue légal, sur les trois régions méridionales et que celles-ci sont libres ou non de coopérer avec lui.

M. Mathew Ubur, qui avait en 1983 rallié l'APLS avant de se brouiller avec le colonel Garang, et que l'on dit partisan de l'unité du Sud, pourra-t-il dans ces conditions faire du Conseil du Sud, une institution indépendante du gouvernement central ? Beaucoup en doutent et estiment que toute cette opération n'est qu'une farce destinée à faire croire au monde que Khartoum est en train d'octroyer l'autonomie au Sud, alors qu'il vise en fait à diviser les populations du Sud et de s'assurer l'allégeance de certains d'entre eux en leur octroyant des positions honorifiques et des avantages d'ordre pécuniaire. Le Sud demeure donc, comme sous le règne de Nimeiry, divisé en trois régions coiffées par un conseil qui n'est qu'un appendice du pouvoir central.

Dans ces conditions, il est probable que les efforts de M. Sadek El Mahdi de susciter dans les régions méridionales une force politique crédible capable de s'opposer au mouvement du colonel Garang sont condamnés à l'échec.

JEAN GUEYRAS.

ALGÉRIE : l'édification du grand Maghreb arabe

La presse officielle exalte l'amélioration des relations avec la Libye

ALGER
de notre correspondant

Depuis la rencontre entre le président Chadli et le colonel Kadhafi, le 28 janvier 1986, à In-Amenas, dans le sud-est algérien, les relations algéro-libyennes connaissent une embellie sans précédent.

Rythmées par de nombreux aller-retour entre les deux capitales, elles ont été marquées par deux temps forts : d'une part, le voyage du premier ministre algérien, M. Abdel Hamid Brahimi, accompagné d'une dizaine de ministres, à Tripoli, au mois de mars 1986, au cours duquel plusieurs projets de coopération économique ont été ébauchés (le Monde du 25 mars 1986), et d'autre part, la visite entamée, lundi 15 juin, par le commandant Abdel-salam Jalloud.

Entre-temps, les projets ont mûri. Des protocoles d'accord ont été signés pour la création de huit sociétés d'économie mixte.

La presse officielle a accordé une place considérable à ces événements en les situant dans le cadre de l'édification du grand Maghreb arabe, avec force références au traité de fraternité et de concorde qui lie depuis 1983 l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie, présenté parallèlement à l'autre jalon de « l'unification de l'unité maghrébine ». « Le dialogue fraternel enrichissant et créateur d'in-Amenas ».

Évoqué régulièrement depuis un an et demi, le thème de l'union, cher au colonel Kadhafi, figure en bonne place dans le communiqué final diffusé par l'Agence Algérie Presse Service. Il souligne que « les deux parties ont étudié un document politique ayant trait à l'union entre la Libye et l'Algérie, qui sera soumis aux directions des deux pays ».

A aucun moment le Maroc n'est évoqué, comme si le grand Maghreb pouvait se construire sans lui. Cette manœuvre est essentiellement tactique. Après l'échec du sommet tripartite d'Aquid-Louis, où le président Chadli et le roi Hassan II se sont rencontrés en présence du roi Fahd d'Arabie Saoudite (le Monde du 5 mai), la décision unilatérale algérienne de libérer cent cinquante prisonniers marocains, immédiatement suivie d'une décision marocaine d'élargir cent deux prisonniers algériens ont détendu l'atmosphère.

Les contacts directs à haut niveau ont repris. Le ministre marocain des affaires étrangères, M. Fillali, est venu s'entretenir à la fin du mois de mai avec son homologue algérien, M. Taleb Ibrahim, du désir de Rabat de renouer des relations rompues depuis 1976. Alger aurait opposé une fin de non-recevoir, au sujet des propositions du président Chadli sur le Sahara occidental formulées en 1983 et 1985, qui sont à ce jour restées sans réponse.

Les deux ministres se sont à nouveau rencontrés à Brioni, en Yougoslavie, lors de la réunion des ministres des pays non alignés riverains de la Méditerranée, et ils devraient prochainement se revoir en Arabie saoudite ou en Espagne.

Le Maroc privilégie les discussions politiques, tandis que l'Algérie semble, en l'état actuel des choses, vouloir se cantonner au domaine économique.

Fidèle à ses principes, l'Algérie procède à petits pas, comme elle le fait précisément avec la Libye depuis dix-huit mois, préférant tisser dans un premier temps un réseau de liens économiques qui seront autant de garanties de stabilité pour les relations politiques à venir.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Diplomatie

Avant de quitter le commandement de l'OTAN

Le général Rogers critique l'« option zéro »

La Maison Blanche a démenti, jeudi 18 juin, s'être « précipitée » pour proposer à l'URSS la « double option zéro ». La position de négociation américaine sur les missiles nucléaires de portée intermédiaire a été développée après « des consultations intensives et continues » avec les alliés des États-Unis, a souligné le porte-parole de la présidence, M. Fitzwater, et elle résulte d'« une initiative mûrement réfléchie ».

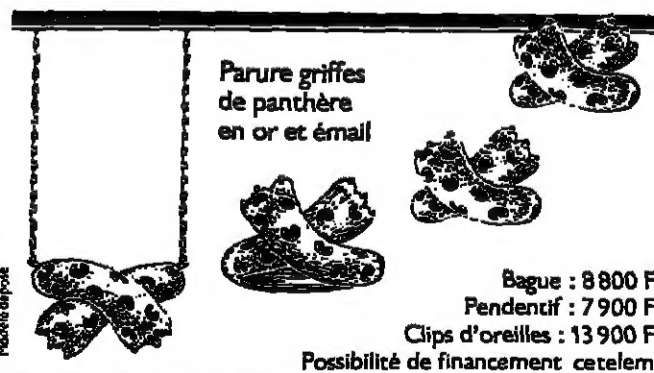
Le porte-parole répondait par là aux critiques très vives formulées contre la position américaine par le général Rogers, commandant des forces de l'OTAN, dans un entretien publié jeudi par le *Washington Post*. Le général Rogers, qui a été rappelé par M. Reagan et doit quitter son poste le 26 juin, déclarait notamment : « Je ne sais pas pourquoi il est tellement nécessaire de se précipiter, si ce n'est parce que certains gouvernements s'effacent dans certains délais. [Le dernier terme de la fin de 1988]. Est-il plus important de réaliser ces [accords] sous le mandat de certaines personnes, ou, à long terme, de s'assurer que ce que nous faisons est bon pour l'avenir de l'Europe occidentale ? ».

L'acceptation de la « double option zéro » ajoute le général, fait peser « tous les risques sur les Européens », lesquels selon lui, « ont eu à subir d'énormes pressions » de la part de Washington.

Si Moscou propose maintenant de réduire 1 700 avions nucléaires tactiques en échange de 400 avions équivalents pour l'OTAN, il sera « de plus en plus difficile aux gouvernements d'Europe de l'Ouest de refuser cette offre dans le contexte actuel », déclarait-il encore.

Par ailleurs, à Budapest, où il séjourne en visite officielle, M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a rappelé que les 72 fusées Pershing-1A occidentales équipées de têtes nucléaires américaines constituent « l'un des principaux obstacles » à un accord américano-soviétique. « Ils essaient de convaincre le public qu'il peut y avoir des têtes nucléaires qui n'appartiennent à personne, dont personne n'est responsable », a dit M. Chevardnadze, ajoutant que, dans le cas où un accord sur les FNI serait signé avant d'avoir résolu cette question, les 72 Pershing-1A pourraient devenir une « force très importante », menaçant principalement les alliés de l'Union soviétique. — (AFP)

COUP DE PATTE DE FRED



Parure griffes de panthère en or et émail
Bague : 8 800 F
Pendentif : 7 900 F
Clips d'oreilles : 13 900 F
Possibilité de financement cetelem

FRED 6, rue Royale, Paris. 42.60.35.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loeux, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Proche-Orient

La crise anglo-iranienne

Londres et Téhéran au bord de la rupture

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique a demandé, le jeudi 18 juin, à quinze diplomates iraniens de quitter Londres avant la fin du mois. Ainsi il ne restera plus qu'un seul représentant dans les locaux de l'ambassade de la République islamique. D'autre part, les derniers diplomates encore en poste à la mission que le Royaume-Uni conserve à Téhéran sous le drapeau suédois sont, sauf un, rappelés à Londres; quatre sont restés jeudi.

Cette décision est une manière d'essayer d'arrêter l'escalade des représailles et contre-représailles qui s'est produite depuis trois semaines entre les deux pays, en évitant une rupture complète des relations diplomatiques, qui avait été un moment envisagée. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a en effet exprimé l'espoir que « de vrais rapports seront de nouveau possibles avec un pays aussi important que

L'Iran - une fois que les choses se seront apaisées ».

Cependant on n'exclut pas au Foreign Office une détérioration plus grande de la situation. Les hommes d'affaires britanniques susceptibles de se rendre en Iran viennent une fois de plus d'être invités à différer leur voyage et les ressortissants britanniques se trouvant en Iran ont été prévenus qu'ils pourraient être amenés à devoir reconstruire leur position dans ce pays.

Le 9 mai, M. Ahmed Qassemi, vice-consul iranien à Manchester, était arrêté pour vol à l'échelle et inculpé. Le 28 mai il était de nouveau interpellé pour avoir refusé de se présenter à la police. Le même jour, M. Edward Chaplin, numéro deux de la mission britannique à Téhéran, roué de coups, était enlevé puis relâché vingt-quatre heures plus tard, tandis qu'à Londres M. Qassemi déclarait avoir été « maltraité » par les policiers britanniques. Le 4 juin, le gouvernement de Mme Thatcher décidait la fermeture du consulat de Manchester et l'expulsion des quatre membres du personnel qui y étaient attachés (le Monde du 6 juin). Les autorités iraniennes allaient ensuite répliquer par le renvoi de cinq diplomates britanniques.

C'est à ce jeu de la réciprocité que le Foreign Office a voulu mettre fin le 18 juin, sans rompre formellement tout contact et sans remettre en cause l'existence des bureaux d'achat d'armes dont dispose l'Iran à Londres. Ces bureaux qui abritent un effectif total d'une soixantaine de personnes ont un rôle crucial pour l'approvisionnement - sur le marché international - des forces iraniennes dans la guerre contre l'Irak.

F. C.

BEYROUTH
de notre correspondant

Après un répit de cinq mois - le dernier rapt, celui de trois professeurs américains et un Indien, remonte au 24 janvier 1987; à cette époque, des enlèvements en série s'étaient produits, englobant un Français, M. Augé, le médiateur britannique, M. Terry Waite, et deux Allemands de l'Ouest, MM. Cordes et Schmidt. - L'affaire des otages occidentaux au Liban vient d'être relancée avec éclat: un journaliste américain, M. Charles Glass, a été enlevé mercredi après-midi 17 juin. Sa disparition n'a été connue que jeudi. Cet enlèvement, le premier d'un étranger à Beyrouth-Ouest (secteur musulman) depuis l'entrée des troupes syriennes, le 22 février dernier, quels qu'en soient les auteurs et les mobiles, apparaît en tout cas comme un défi à l'autorité syrienne.

Le président du Parlement reprend ses fonctions. - M. Hussein Hussein, chef du Parlement libanais, qui avait annoncé sa démission le 5 juin, a présidé jeudi 18 juin deux réunions de commissions au siège du Parlement à Beyrouth. M. Hussein est ainsi revenu sur sa décision de quitter ses fonctions à la suite de l'assassinat du premier ministre Rachid Karame et l'implication, selon lui, d'une fraction de l'armée. M. Hussein avait également reproché au président Amine Gemayel son laxisme face à « l'infiltration de l'armée ». Le président Gemayel a, pour sa part, décidé que l'Etat libanais offrira une prime de 15 millions de livres libanaises (110 000 dollars) à toute personne qui donnera des indications permettant de démasquer l'assassin du premier ministre Rachid Karame.

LIBAN: un défi à l'autorité syrienne

Un journaliste américain et le fils du ministre de la défense enlevés près de Beyrouth

M. Ali Adel Ouseirane, fils du ministre de la défense libanais, enlevé avec le journaliste américain Charles Glass ne vent pas être libéré sans lui, a indiqué le vendredi 19 juin un membre de sa famille à l'AFP. L'attitude de M. Ouseirane « embarrasse » les ravisateurs qui se trouvent dans « l'impasse », a précisé cette personne qui a préféré garder l'anonymat et n'a fait aucun commentaire sur l'identité des responsables de ce double rapt. « Ali était responsable de Charles Glass, et ne veut pas le quitter », a-t-elle ajouté. « Nous avons grand espoir que les ravisateurs relâcheront les deux hommes ensemble », a conclu la même source, qui affirme avoir eu « des contacts indirects » avec les kidnappeurs.

Après une sanglante épreuve de force au lendemain de leur déploiement, qui fit vingt-deux morts à Basta dans les rangs du Hezbollah (parti de Dieu pro-iranien) - Damas avait démontré sa détermination à mettre tout le monde au pas, - un modus vivendi s'était établi entre la Syrie et les intégristes musulmans chiites liés à l'Iran. Damas mettait en veillance son intention de contrôler la banlieue sud chite, fief du Hezbollah (et d'Amal, conjointement), et les alliés de Téhéran acceptaient l'autorité syrienne et ne prétendaient plus à un traitement privilégié, du moins dans le petit périmètre de Beyrouth-Ouest même.

Bien qu'il n'ait pas eu lieu dans Beyrouth, mais à son entrée sud, le rapt se situe dans une zone de déploiement de l'armée syrienne, qui a étendu son champ d'action, il y a près d'un mois, aux premiers 40 kilomètres de la route côtière sud, jusqu'aux abords de Saida, Ouzai, où s'est déroulé l'événement, se trouve, depuis le 22 février, dans la zone contrôlée par l'armée syrienne même si généralement elle fait partie de la banlieue sud chite, politiquement elle n'est pas intégrée dans le territoire de facto autonome désigné sous cette appellation.

Circonstance aggravante: en même temps que le journaliste américain, les ravisateurs ont enlevé le fils du ministre libanais et son garde du corps, mais pas le journaliste américain qui était son hôte. Au moment du rapt, les agresseurs cherchaient d'ailleurs à enlever M. Glass et c'est à la suite de son intervention (trop) énergique pour les en empêcher que M. Ouseirane a été, lui aussi, embarqué.

Le fils du ministre libanais revenait d'une de ses propriétés du Sud proche de Saida, où il avait emmené son hôte américain lorsque sa voiture

a été coincée par un groupe d'élites armées. M. Charles Glass a été extirpé de force et, s'étant débattu, a été assommé et placé dans le coffre du véhicule des ravisateurs, tandis que M. Ouseirane et son garde, ayant tenté d'empêcher le rapt, étaient emmenés à leur tour. Trois voitures et une quinzaine d'hommes auraient participé à l'enlèvement. Les ravisateurs se sont immédiatement dirigés vers Borj-Barajneh, dans la banlieue sud toute proche, où ils sont pratiquement invulnérables. La plupart des autres otages étrangers s'y trouvent probablement. Avec M. Glass, le nombre des otages américains au Liban passe à dix et celui des étrangers à vingt (sans compter cinq extorqués et six relâchés), les autres étant dix Français, deux Britanniques, deux Allemands, un Irlandais, un Italien, un Sud-Coréen et un Indien. M. Glass est un vétéran de la couverture de la guerre du Liban. Son dernier reportage avait été, en 1985, le fameux détournement du Boeing de la TWA au cours duquel il avait interviewé le pilote. Ainsi, l'hypothèse émise aux Etats-Unis selon laquelle son rapt serait lié à l'affaire Hamade, le Libanais chite détenu en Allemagne fédérale pour terrorisme et dont Washington réclame l'extradition, l'accusant d'être aussi un des pirates de l'air de l'avion américain, paraît plausible. Mais il faut, estime-t-on ici, en plus de ce mobile direct, une volonté de relancer le défi aux Américains à la suite de leur déploiement naval dans le Golfe, et, parallèlement, aux Syriens.

LUCIEN GEORGE.

La crise des Emirats arabes unis

Le nouvel émir de Chardja décide de garder le pouvoir

Passant outre aux injonctions du Conseil suprême des Emirats arabes unis qui lui avait demandé de remettre ses pouvoirs à son frère Cheikh Sultan, déposé mercredi, le nouveau gouverneur de Chardja, Cheikh Abdel Aziz Ben Mohamed El Qasbi, a annoncé, jeudi soir 18 juin, son intention de demeurer à la tête de l'émirat. Après avoir reçu une délégation du Conseil suprême, il a souligné que la famille régnante à Chardja lui avait renouvelé son allégeance et qu'il n'existait « aucun motif d'ingérence concernant le maintien de l'ordre ». Par ailleurs, il a publié un décret portant nomination de vingt et une personnalités, appartenant, dans leur quasi-majorité, à la famille Qasbi, aux postes de directeurs de département.

Le Conseil suprême fédéral, qui a tenu jeudi soir, dans la ville d'Al-Ain (Abou-Dhabi), sa dernière réunion en vingt-quatre heures, n'a pas pris de nouvelle décision sur la crise. De son côté, l'émir Sultan, de retour jeudi à Dubaï venant de Londres, a fait savoir qu'il était « encore le souverain légitime » et qu'il refusait de reconnaître l'autorité de son frère aîné.

La crise, qui semble ainsi se transformer en une épreuve de force à l'intérieur même des Emirats, sus-

cite de vives inquiétudes en Arabie saoudite. Le roi Fahd a exprimé, dans un message adressé à Cheikh Zayed, chef des Emirats, son souhait de voir intervenir une solution rapide à la crise de l'émirat de Chardja, soulignant l'urgence d'une « initiative » destinée à mettre fin à la tension entre les émirats de Chardja et de Dubaï. Le souverain a estimé que « tout retard pris dans le règlement de cette crise se serait pas dans l'intérêt des frères des Emirats et de la région et pourrait compliquer la situation et rendre difficile, voire impossible, une solution de nature à éviter à la région les interventions étrangères qui nous guettent ».

A Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères a publié jeudi soir un communiqué soulignant la nécessité de rétablir rapidement la « solidarité régionale » afin de prévenir toute nouvelle tension dans la région du Golfe et accusant l'Irak et les super-puissances d'être à l'origine de toutes les actions de déstabilisation dans la région. L'émirat de Dubaï, hostile à ce changement à la tête de Chardja, est le pays du Golfe qui entretient les meilleures relations avec Téhéran. - (AFP)

La capitale des « Eléphants blancs »

« Chardja n'est peut-être pas aussi connue que les autres ports du Golfe, mais il devrait le devenir bientôt », disait, en 1976, une publicité diffusée par l'émirat afin de séduire les hommes d'affaires. « Chardja ou la croissance la plus rapide du Moyen-Orient... »

C'était il y a dix ans. Un tout petit émirat qui voulait faire comme les grands. Un morceau de côte aride sur l'ancienne baie des Pirates, plus trois îles enclavées à l'est sur le golfe d'Oman. En tout, 2 600 kilomètres carrés de désert et de montagnes calcaires. Mais des ambitions, grosses comme ça.

Des ambitions nourries d'une jalousie ancestrale vis-à-vis de ses voisins plus favorisés - Abou-Dhabi et surtout Dubaï. Des rêves de développement enfreints par la même pétrolière tombée du ciel au début des années 70. Des prétentions qui se concrétisaient par une série de constructions aussi spectaculaires que disproportionnées.

Un aéroport, totalement reconstruit en 1978 dans un style mauresque flamboyant,

mais qui, pour son malheur, n'est qu'à une heure et demie de Dubaï. Un port ultramoderne mais désert, conçu pour accueillir des cargos géants qui ne sont pas venus.

Sans oublier une bonne dizaine d'hôtels, dont quatre palaces, dont le luxe n'a d'égal que la faible fréquentation. Six hôpitaux - pour cent cinquante mille habitants. Un nouveau souk climatisé, mi-halle mi-palais, dont les six cents échoppes restent pour la plupart désespérément vides.

La chute des prix du pétrole, la récession du Golfe et la diminution inéluctable de sa production pétrolière, ont eu raison des ambitions commerciales de l'émirat. La loi interdisant depuis 1985 la consommation d'alcool a ruiné ses espoirs de développement touristique. En fait de plaisir, ce changement à la tête de Chardja, est le pays du Golfe qui entretient les meilleures relations avec Téhéran. - (AFP)

VÉRONIQUE MAURIS.

(Publicité)

RECYCLAGE SCIENTIFIQUE BACHELIERS LITTÉRAIRES

D'octobre à juin, classe préparatoire annuelle médecine, pharmacie, concours paramédicaux, S.N.V., etc.

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

La balance du commerce extérieur a besoin de M.F.L.

Heureusement pour nos exportations, il y a

MFL

Asie

Le gouvernement sud-coréen s'efforce d'endiguer les manifestations de rue

(Suite de la première page.)

Dans le centre de Séoul, cinquante policiers isolés ont été malmenés par les manifestants. Plusieurs autobus ont été brûlés. Les manifestants ont subi le même sort. Les manifestants étaient essentiellement des étudiants mais s'étaient joints à eux de jeunes ouvriers de la banlieue de la capitale. Au cours des dernières vingt-quatre heures, plus de six cents policiers ont été blessés.

Le gouvernement de M. Chun est dans une situation délicate; il a été pris de court par l'ampleur des manifestations qui durent depuis la désignation, la semaine dernière, de M. Roh Tae Woo comme candidat à la succession de M. Chun. Sous la pression américaine et dans le souci de ne pas inquiéter la communauté internationale à la veille des Jeux olympiques, il a cherché depuis quelques jours à éviter une répression trop dure des manifestations, mais l'utilisation excessive des gaz lacrymogènes a provoqué une irrita-

tion certaine dans la population de Séoul.

Les réactions que provoque aux Etats-Unis cette semaine de manifestations incitent en outre le pouvoir à une certaine prudence. Mais le gouvernement se trouve aujourd'hui confronté à une situation qui risque de lui échapper, la confusion qui règne dans certaines villes de province comportant des risques de dérapage importants. La pression de la rue et l'impasse au niveau politique en raison du refus de l'opposition de reprendre le dialogue avec le parti au pouvoir (le Parti pour la justice et la démocratie) ne laissent guère au gouvernement d'autre choix que la fermeté. M. Roh Tae Woo, qui essaye de se forger une image politique différente de celle de M. Chun, comme l'annonçait, jeudi, un quotidien gouvernemental, mais l'opposition, jouant sur l'agitation étudiante, semble, quant à elle, chercher à faire monter les enchères. M. Kim Young Sam, président du Parti pour la réconciliation et la démocratie, a rejeté la proposition de rencontrer M. Roh, déclarant qu'il entend avoir comme interlocuteur le président lui-même.

M. Roh avait proposé une reprise du dialogue sur la révision de la



Constitution (le débat avait été clos, par le président Chun, le 13 avril dernier). M. Kim a mis comme condition à toute reprise du dialogue la levée de l'assignation à résidence de M. Kim Dae Jung, autre grande figure de l'opposition, et la libération des personnes arrêtées depuis le 10 juin. Au total, sept mille personnes ont été appréhendées, dont certaines ont été relâchées au cours de la semaine dernière.

PHILIPPE PONS.

Des parlementaires américains demandent des sanctions économiques contre Séoul

Washington (AFP, Reuters). — Le sénateur Edward Kennedy et six autres parlementaires américains, estimant le « moment venu » pour une transition démocratique en Corée du Sud, ont introduit, jeudi 18 juin, un projet de loi visant à imposer des sanctions économiques contre ce pays. Un haut responsable du département d'Etat a, d'autre part, exprimé le soutien du gouvernement de M. Reagan à un projet de résolution du Congrès appelant à une reprise du dialogue entre le gouvernement et les groupes d'opposition. M. Reagan avait écrit au président Chun pour lui demander de modérer les réactions de la police et d'ouvrir de nouvelles négociations avec l'opposition.

« La patience vis-à-vis de la Corée du Sud est en train de s'épuiser », a déclaré M. Kennedy au cours d'une conférence de presse. « Le temps est venu pour une transition de la dictature vers la démocratie. » Il a indiqué que la mesure introduite, jeudi, devant les deux Chambres vise notamment à imposer aux Etats-Unis de voter contre les prêts des institutions multilatérales à la Corée du Sud et à éliminer les avantages tarifaires pour les produits coréens exportés aux Etats-Unis. Le sénateur démocrate du Massachusetts a précisé que ses collègues et lui s'efforceraient de faire inclure

ces dispositions dans une loi sur le commerce à l'étude au Congrès.

« Le régime du président Chun Doo-Hwan est coupable de torture physique et psychologique, d'arrestations et de détentions arbitraires, de violations du droit d'assemblée et du droit de liberté de la presse », dit M. Kennedy. Il a estimé que, faute de réformes de la part du gouvernement de Séoul, la Corée du Sud risquait de connaître une instabilité et une violence accrues, qui pourraient compromettre la tenue des Jeux olympiques de 1988.

La sous-commission de la Chambre des représentants sur l'Asie et le Pacifique a, pour sa part, adopté une résolution appelant à une reprise du dialogue politique entre le gouvernement sud-coréen et l'opposition. Le président Chun avait interrompu en avril les négociations avec l'opposition sur une réforme constitutionnelle.

Les partisans de cette résolution, qui critiquent également les violations des droits de l'homme dans les deux Corées, estiment qu'elle sera adoptée par l'ensemble de la Chambre avant la fin du mois. Le gouvernement américain, inquiet des troubles, a de nouveau appelé jeudi les responsables politiques coréens à « trouver les moyens de parvenir à des réformes réellement démocratiques par un processus pacifique ».

INDE : les élections dans l'Haryana

Humiliante déroute du parti de M. Gandhi

NEW-DELHI
de notre correspondant

Déroute totale : 78 résultats connus sur 87, 70 sièges pour l'opposition, 3 pour le parti de Rajiv Gandhi. Ce n'est plus une défaite, c'est un spectacle, une humiliante débâcle que le vieux Congrès des Nehru-Gandhi a subie, le mercredi 17 juin, en Haryana. Même le ministre en chef de la région, qui avait été choisi il y a un peu plus d'un an par M. Gandhi en personne, a mordu la poussière. Il perd non seulement sa charge, mais aussi son siège de député régional. Idem pour le président de l'Assemblée locale et la quasi-totalité des ministres en place.

Aucune des promesses faites par les candidats du Congrès concernant le terrorisme sikh, qui allait « être abattu » (l'Haryana, voisin du Pendjab, est à majorité hindouiste), la distribution d'eau et d'électricité aux zones rurales, l'allocation de nouvelles terres aux paysans pauvres, rien n'a pu convaincre les électeurs. Le raz de marée électoral en faveur de l'opposition, et surtout en faveur de son flamboyant chef local, M. Devi Lal, a tout submergé sur son passage, y compris les traditionnelles allégeances de castes sur lesquelles une majorité des 36 élus précédents du Congrès comptaient pour conserver leur siège. Beaucoup, dans la majorité gouvernementale, y compris sans doute le premier ministre, étaient mentalement préparés à la victoire de l'opposition. Personne cependant n'avait imaginé pareille déroute, et, vendredi matin, le parti était en virtuel état de choc.

Défait par les communistes dans deux Etats-clés, vaincu par des partis régionalistes dans quatre autres depuis dix-huit mois, empêtré dans deux grands scandales financiers à propos de contrats de défense, publiquement accusé pour la première fois de corruption personnelle, chef suprême d'une diplomatie contestée et titulaire d'une quinzaine de portefeuilles ministériels, dont celui des finances, parce qu'il n'a pas trouvé de remplaçants aux ministres qu'il a démissionnés ou qui sont partis d'eux-mêmes, Rajiv Gandhi a-t-il perdu le « droit moral » de gouverner le pays ? Beaucoup d'analystes le pensent et l'écrivent. L'opposition l'affirme haut et clair et réclame la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale et la convocation de nouvelles élections. Générales celles-là.

« Le mandat national obtenu en décembre 1984 par le Congrès à la suite de l'assassinat d'Indira Gandhi est désormais répudié », a déclaré M. Bahuguna, chef du Lok Dal, le parti régional et traditionaliste qui vient d'écraser celui du pre-

mier ministre. « Si Rajiv Gandhi avait la moindre dignité, il convoquerait immédiatement de nouvelles élections nationales. » Le premier ministre devait en principe répondre à ce nouveau défi vendredi après-midi. La veille au soir, il avait passé près d'une heure en compagnie du président sortant de la République, M. Zail Singh, un homme avec lequel M. Rajiv Gandhi a eu beaucoup de démêlés ces derniers mois. La rencontre, officiellement qualifiée « de routine », entre les deux plus hauts dignitaires de l'Etat indien a suscité beaucoup de spéculations dans le microcosme de New-Delhi.

En principe, la position de premier ministre ne peut pas être remise en cause par le verdict d'une ou même de plusieurs consultations régionales. Le premier ministre dispose toujours à la Chambre fédérale du peuple d'une majorité des deux tiers, et les prochaines élections générales n'auront lieu qu'à la fin de 1989. A moins, bien sûr, qu'un grand nombre de députés du Congrès (un tiers au moins précise la loi antidémagogie) affolés par la perspective de perdre leur mandat décident d'abandonner le premier ministre à mi-parcours et de rejoindre leurs forces à l'opposition.

Indira Gandhi, elle-même, avait poussé par deux fois le vieux parti du mahatma à la scission. Chaque fois, elle était revenue plus forte. Ces précédents en feront réfléchir beaucoup, même si des règlements de comptes sont à prévoir à l'intérieur du parti. De nouvelles têtes vont tomber, c'est certain, mais la position de Rajiv Gandhi en tant que président du Congrès n'apparaît pas immédiatement menacée. La raison en est simple : il n'y a pas présentement en Inde d'alternative viable à la dynastie des Nehru-Gandhi. Ni dans l'opposition, fragmentée, perdue de querelles intestines et idéologiquement divisée, ni dans le Congrès, une organisation atterrée tout que le premier ministre lui-même disait en 1986 « dénuée de principes et de dignité ».

PATRICE CLAUDE.

Les gaz lacrymogènes omniprésents

Séoul (Reuters). — Quand les policiers antiémeutes sud-coréens tirent des grenades lacrymogènes contre les étudiants qui manifestent à Séoul, les habitants de la capitale baissent la tête et se ruent vers un abri. Depuis dix jours, ils étouffent et crachotent sous le gaz omniprésent qui envahit les rues, se glisse dans les maisons et pénètre même dans les bureaux climatisés grâce aux appareils d'air conditionné.

Les gaz lacrymogènes sont l'arme la plus puissante des policiers antiémeutes, et c'est une arme qui peut être meurtrière. Pour les manifestants qui affrontent en première ligne les forces de l'ordre, elle peut être fatale, comme pour cet étudiant atteint à la tête par une grenade la semaine dernière et qui se trouve entre la vie et la mort dans un hôpital de Séoul.

Personne dans la capitale n'est à l'abri des vapeurs irritantes qui collent à la peau, aux cheveux et aux vêtements, et restent présentes même lorsque les rues ont été nettoyées au jet d'eau après une journée d'émeutes. Les violences, longtemps confinées aux campus universitaires, ont gagné les rues de Séoul et des autres grandes villes transformées en champs de bataille, où les citoyens ordinaires sont pris au piège. Manifestants et gens de la rue ont inventé des moyens de se protéger : lunettes de plongée ou morceaux de plastique transparents scotchés sur les yeux, visage recouvert d'un masque barbouillé de dentifrice à l'intérieur et vestes chaudes à manches longues malgré la canicule. Les journalistes, eux aussi, s'équipent pour « couvrir » les émeutes : casque intégral et masque à gaz.

Amériques

CHILI : la répression à Santiago

L'Eglise, les syndicats et les partis réclament une enquête sur la mort de douze personnes

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Prises de position et manifestations se multiplient dans la capitale chilienne pour demander que toute la vérité soit faite sur les douze morts violentes qui se sont produites à Santiago les 15 et 16 juin, lors d'une action répressive de grande envergure (le Monde du 18 juin). L'Eglise, le mouvement syndical, les formations politiques — y compris de droite — exigent qu'une enquête impartiale soit menée.

Mercredi, plusieurs centaines de personnes ont défilé des banderoles devant le palais présidentiel pour dénoncer « les douze assassinats commis par la dictature ». Dans de nombreuses facultés, des échauffourées ont opposé étudiants et forces de l'ordre, et plusieurs organisations annonçaient, pour vendredi 19, une « journée de défense de la vie ».

La version gouvernementale selon laquelle les douze victimes — qui auraient été membres du Front patriotique Manuel-Rodríguez (FPMR) — ont trouvé la mort au cours d'affrontements avec les services de sécurité a été accueillie avec la plus grande incrédulité. « La version officielle est obscure, contradictoire et ne correspond pas aux déclarations des témoins », souligne le Parti démocrate-chrétien. L'économiste Ignacio Valenzuela, par exemple, que les autorités présentent comme le responsable de la logistique du FPMR, a été abattu à quelques mètres de la demeure de sa mère. Toutes les entrées de projectiles sont sèches dans son dos.

La commission chilienne des droits de l'homme dénonce, pour sa part, les « faux affrontements » et rappelle que quatre-vingt-douze personnes ont trouvé la mort dans des circonstances analogues depuis 1981. Elle observe que c'est la Centrale nationale d'information (CNI), le service spécialisé dans la répression des opposants, qui a planifié et exécuté l'opération Albino — son nom de code — alors qu'un décret gouvernemental rendu public il y a un mois retire à la CNI la

faculté de procéder à des arrestations. Il est vrai que le décret n'a toujours pas été publié au Journal officiel.

Dans les milieux politiques, on craint que le général Pinochet ne cherche délibérément à créer un climat de violence qui lui permettrait de se présenter comme le seul recours contre la subversion. « Les douze morts de juin donnent le vrai coup d'envoi de la campagne de Pinochet », commente sans cacher son anxiété un dirigeant de l'opposition.

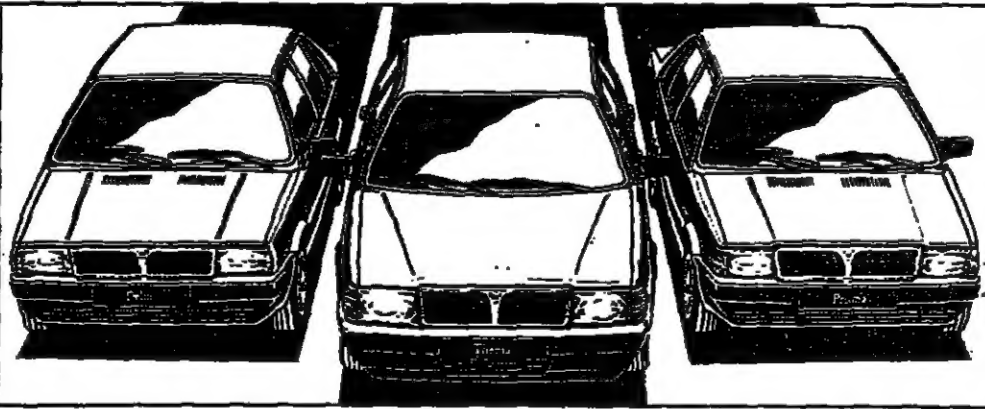
GILLES BAUDIN.

Du 1^{er} au 30 Juin 87

VOTRE VOITURE COTE 5000 F DE PLUS

Lancia vous reprend votre voiture 5000 F* au-dessus des conditions Argus pour l'achat d'une Lancia neuve. C'est le moment de faire une bonne opération et d'accéder à l'avance technologique et au raffinement Lancia.

Vendez votre voiture à la hausse. Investissez dans une



Lancia : 27 modèles au choix de 6 à 15 CV.

Et si votre voiture n'est pas cotée à l'Argus, Lancia vous en offre 5000 F quels que soient son âge et son état (carte grise au nom de l'acheteur).

* Aux conditions Argus, offre valable dans la limite des stocks disponibles.

CHEZ LANCIA

Réseau Charbonnet. Crédit Universel. Mondial assistance.

75 PARIS 9, 7, rue Bleue, 45.23.10.10. 75 PARIS 11, 160, rue de la Roquette, 43.79.88.16. 75 PARIS 13, 213, bd Vincent-Auriol, 45.84.15.39. 75 PARIS 14, 70, av. Jean-Moulin, 45.39.57.33. 75 PARIS 15, 44, rue Gutenberg, 45.50.19.21. 75 PARIS 16, 13, bd Edouard, 45.24.50. 75 PARIS 17, 3-5, bd Péclet, 46.22.14.40. 75 PARIS 19, 93, rue Faur, 46.07.57.88. 77 ARRON, 2, av. F.-Rochev. 64.22.38.71. 77 MAINTREUIL-LES-MEULX, Route de Melun, 64.34.10.25. 77 OZON-LE-FERME, 105, av. de Gél-de-Coulé, 68.20.41. 77 DAMMARE-LES-LYS, Cuv. Voltaire, 64.39.04.18. 78 ORGIVAL, R.N. 13, 39.75.95.84. 78 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, place Goyenier, 34.51.66.55. 78 VERSAILLES, 18-22, rue de Condé, 30.21.14.04. 91 ATHIS-MONS, 138, route de Fontainebleau, 60.48.39.65. 91 DOURDAN, R.N. 836, 64.39.66.65. 91 MASSY, 38, rue Gabriel-Péri, 69.20.08.03. 91 SAVIGNY-SUR-ORGE, 91, rue Aristide-Briond, 69.96.13.18. 91 VIGNES, 215, 221, av. H.-Barbasse, 69.03.33.14. 91 VIRY-CHATILLON, 155, Route Nationale 7, 69.05.35.71. 92 ANTONY, 35, av. Aristide-Briond, 46.66.05.89. 92 BOULOGNE, 58, rue Denfert-Rochereau, 46.04.91.19. 92 BOULOGNE, 15, rue de l'Eglise, 46.05.09.69. 92 CLAMART, 66-68, av. Henri-Barbasse, 46.45.92.00. 92 LEVALLOIS-PERRET, 120, rue Aristide-Briond, 47.37.16.94. 92 LEVALLOIS-PERRET, 90, 92, quai Michelet, 47.30.50.00. 92 MANTERRE, 36, 38, rue Raymond-Poincaré, 47.24.12.13. 92 NEUILLY-SUR-SEINE, 65/67, av. du Roule, 47.45.33.11. 93 AULNAY-SOUS-BOIS, 2-4, rue de Bruxelles, 48.66.18.31. 93 LE BOUGRET, 77-79, av. Division-Ledere, 48.39.91.30. 93 LA COUBREUILLE, 116, av. Jean-Jourès, 48.36.41.82. 93 NEUILLY-PLAISANCE, 33, bd Goffinet, R.N. 34, 43.08.95.73. 93 SAINT-DENIS, 15, rue Gabriel-Péri, 42.43.44.18. 93 VILLEMONAIE, 107 bis, Grande-Rue, 48.55.18.42. 94 CHAMPNY/MARNE, 248, bd de Stalingrad, 47.06.07.70. 94 IVRY-SUR-SEINE, 5, rue J.-J. Rousseau, 46.72.70.30. 94 NOGENT-SUR-MARNE, 150, bd de Strasbourg, 48.75.49.38. 94 SAINT-MAUR, 7 bis, av. Foch, 48.83.06.83. 94 VILLEJUIF, 6, bd Maxime-Gorki, 47.26.17.06. 94 VINCENNES, 2, av. Paul-Démoulin, 43.28.16.33. 95 ENGHEN-LES-BAINS, 14, rue Jules-Ferry, 39.64.70.32. 95 ERMONT, 18, rue de la République, 34.15.97.16. 95 ST-OUEN-JAUMONTE, 29, rue de Paris, 30.87.23.78. 60 BEAUVAIS, 15 et 17, rue de Calais, 44.48.29.35. 60 CHANTILLY, 29, av. du Mal-Joffre, 44.57.13.63. 60 COMPIEGNE, 10, rue Saint-Lazare, 44.40.10.10. 60 CREIL, 132, rue Bessmer, 44.24.23.73.

Politique

Le débat sur la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale

M. Séguin se pose en conservateur de « la cathédrale »

Le débat d'orientation sur les problèmes de la Sécurité sociale a commencé, le jeudi 18 juin, à l'Assemblée nationale. Il devait s'achever, vendredi, avec les votes successifs du projet de loi Séguin sur le financement de la Sécurité sociale et de la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano (UDF). Cette dernière, dans sa version remaniée par la commission des lois, prévoit que « le Parlement est saisi chaque année

d'un projet de loi sur les finances sociales qui porte approbation d'un rapport sur les comptes prévisionnels des régimes de base de la Sécurité sociale ». Cette proposition de loi ne pourra toutefois être adoptée définitivement qu'à la prochaine session parlementaire, c'est-à-dire après la tenue des « états généraux », comme le souhaitait le ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin. Le ministre a, pen-

dant deux heures, broché à la tribune ce qu'il est convenu d'appeler une fresque de l'histoire de la Sécurité sociale. En amoureux des vieilles pierres, M. Séguin a affirmé vouloir à tout prix préserver la « cathédrale » Sécurité sociale. Pas question pour lui d'abattre des pans de mur pour sauvegarder le reste de l'édifice. En revanche, certains élus de la majorité ne partageant pas ce culte sacré et seraient prêts à sacrifier un tympan

plutôt que de continuer à dépenser à fonds perdus des milliards pour raffaïoler une toiture qui s'effondre chaque année un peu plus. Pour l'opposition, le ministre et ses alliés de la majorité sont à mettre dans le même sac, les seconds disant tout haut ce que penserait en secret le premier. Les députés socialistes et communistes ont recouru, au cours du débat, à diverses motions de procédure pour s'opposer au projet.

« Je vous parlerai franc et net ! », a clamé M. Séguin devant un auditoire très réduit à cause des célébrations commémoratives du 18 juin. Le ministre a décrit les étapes successives de la construction de la Sécurité sociale avant d'examiner ses maux : les différentes étapes qui se sont succédées de 1945 à nos jours « loin de conduire, selon le ministre, à une construction baroque ont débouché sur un édifice cohérent et harmonieux ». Mais cette construction est menacée sur sa face nord par l'explosion des dépenses de santé

« tous les pays sont frappés », et sur sa face sud par l'augmentation du chômage et l'abaissement de l'âge de la retraite. « Le chômage n'est certes pas la cause de la crise mais il la transforme en fracture », a affirmé le ministre, qui a estimé, en outre, que le retour spontané à l'équilibre de nos finances sociales était « exclu ». M. Séguin a appuyé sa démonstration en citant le rapport du comité des « sages » qui concluait au caractère structurel du déficit de la Sécurité sociale.

Le ministre des affaires sociales a vigoureusement pris à parti les élus socialistes. Il a accusé les gouvernements socialistes de « manipulations de trésorerie après avoir inventé l'année comptable de gauche à onze mois et l'année comptable de droite qui doit en assumer treize ». « Le temps n'est plus aux procès d'intention, a toutefois proclamé le ministre, il faut s'interroger tous ensemble sur l'avenir. Pour moi, les choses sont claires. Je suis attaché à la Sécurité sociale. Je le suis par fonction, je le suis par instinct. La Sécurité sociale est une conquête sociale dont nous avons tous eu besoin à un moment ou à un autre de notre vie. L'institution fait partie de notre quotidien, de notre patrimoine, de notre éthique. »

Il est donc exclu, pour le ministre, de procéder à un « bouleversement des principes » de la Sécurité sociale qui risquerait de « rompre avec l'essentiel ». C'est, a-t-il expliqué, ce qui a conduit le gouvernement à opérer un double choix : consultation tout entière sur les questions confirmant que la protection sociale passe nécessairement par le maintien de la Sécurité sociale.

Le ministre s'est montré persuadé que l'audat permis par les États généraux clarifiera la situation. Il a précisé que si, à l'issue des états généraux des mesures « dont l'opportunité est établie, pouvons faire rapidement l'objet d'un consensus minimum nous ne reculerons pas devant leur mise en œuvre ». Enfin, M. Séguin a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de transgresser vis-à-vis des étrangers le principe de l'égalité de traitement devant la protection sociale.

Dénégations barristes

Sans critiquer le principe de la tenue des états généraux, certains députés de la majorité regrettent que le ministre des affaires sociales ne fasse pas preuve dans le traitement de ce dossier d'un esprit résolument novateur. Ainsi, dans les couloirs de l'Assemblée nationale M. Edmund Alphandéry (UDF) regrettait « le conformisme » de M. Séguin. Le député barriste, qui tout au long de l'intervention du ministre plaifait sur son banc en multipliant les signes de dénégation,

se plaignait de voir le gouvernement procéder une nouvelle fois à des « replâtrages ». « On ne veut pas toucher aux grands principes de la Sécurité sociale. C'est tabou. Or il est impossible de vouloir améliorer durablement les comptes de la Sécurité sociale sans toucher au dogme », a déclaré le député socialiste. Le député socialiste a également affirmé que l'affirmation par le ministre du caractère intangible des tables de la loi de la Sécurité sociale « laisse mal augurer des états généraux ».

Le rapporteur général de la commission des finances, M. Robert André-Vivien (RPR, Val-de-Marne) est apparu, en revanche, sur la même longueur d'onde que M. Séguin : « Les économies sociales d'aujourd'hui sont les emplois de demain et le progrès social d'après-demain. » Quant à M. Michel Ghysels (RPR, Nord), rapporteur de la commission des affaires sociales, il a estimé que le projet Séguin était « courageux et responsable », et que les états généraux étaient une « preuve de confiance dans la démocratie ».

Le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano, (UDF, Calvados), a défendu, pour sa part, sa proposition de loi autorisant les parlementaires à un droit de contrôle du budget social de la nation.

« La baleine qui accouche d'une souris »

Il a expliqué, d'autre part, qu'il ne s'attendait pas à ce que sa proposition soulève une telle « levée de bouillottes ». Il a catégoriquement repoussé les critiques selon lesquelles son texte final aurait conduit à une éviscération du système et à un contournement des partenaires sociaux. L'essentiel de sa proposition ayant été, selon lui, préservé malgré les coupes faites avec son accord par la commission des lois, il a affirmé que ce qui était important c'était que « le Parlement, disposant des documents nécessaires [soit] informé et [que] les commissions compétentes [puissent] examiner les conséquences, mener des investigations et entendre les partenaires sociaux ».

Le rapporteur de la commission des lois, M. Alain Lanassouze

(UDF, Pyrénées-Orientales) a précisé, quant à lui, que la proposition de M. Michel d'Ornano avait un triple objet : rendre les décisions du Parlement plus éclairées et plus cohérentes ; pousser les gestionnaires et leurs tutelles à un effort de prévisions introduire un meilleur partage des responsabilités entre le législatif et l'exécutif sans toucher au partage des tâches entre l'État et les partenaires sociaux.

Les députés socialistes et communistes ont dressé un réquisitoire sévère contre la politique du gouvernement. « Le déficit actuel est dû essentiellement à votre politique et à votre mauvaise gestion (...). Le gouvernement Fabius avait laissé les caisses pleines ; vous les avez vidées », a protesté M. Cottin, qui a jugé scandaleux que le gouvernement se soit attaqué au remboursement à 100 % de certaines longues maladies : « Vous avez déclenché une véritable catastrophe. »

Le député communiste, M. Jean Glard (Loire) s'est élevé contre le fait que l'essentiel des mesures proposées par M. Séguin soient, en fait, prises par décret : « Sur 21 milliards, le vote du Parlement ne concerne que 3 milliards de francs. » Décidément, a ajouté le député, en matière de Sécurité sociale, c'est la baleine qui accouche d'une souris.

M. Jean-Pierre Sauer (PS, Loiret), a reproché au gouvernement de demander au Parlement de légiférer alors que les états généraux n'avaient pas encore eu lieu. Il s'est également étonné que M. Lanassouze, signataire de la proposition de loi de M. d'Ornano, ait choisi ensuite de porter une autre question, en l'occurrence celle de rapporteur de la commission des lois, pour reconnaître que cette proposition de loi organique posait, dans sa version originale, un certain nombre de problèmes.

Enfin, tard dans la nuit, M. Alphandéry a regretté à la tribune que le gouvernement ait choisi, pour combler le trou de la Sécurité sociale, la voie de l'augmentation des prélèvements obligatoires, et d'augmenter, par conséquent, le poids de la dette publique, alors que le projet était engagé pendant la campagne électorale à ne pas suivre ce chemin.

PIERRE SERVANT.

Les mesures

Les mesures d'urgence présentées par M. Séguin comportent d'un côté des dispositions fiscales ou budgétaires, de l'autre des relèvements de cotisation.

Côté fiscal, sera maintenu en 1988 le prélèvement de 0,4 % sur les revenus imposables décidés l'an dernier (rapport 5 milliards de francs). S'y ajoutent un relèvement de 1 % sur les revenus du capital (mobilité et immobilière), qui devrait rapporter 1,7 milliard de francs versés à la Caisse nationale d'assurance vieillesse ; un relèvement de 2 % du prix des tabacs, qui devrait rapporter 500 millions de francs de taxes, reversées à la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), qui avec une baisse de 1,5 point du taux de la TVA sur les médicaments, économisera encore 500 millions de francs à la CNAM.

D'autre part, grâce à des économies sur son propre budget, l'État reprendra à sa charge les dépenses de sectorisation psychiatrique (3,2 milliards de francs) transférées à la CNAM le 1^{er} janvier 1988.

Côté cotisations, le plus gros videra d'un relèvement de 0,4 point de la cotisation d'assurance-maladie, qui devrait rapporter un peu plus de 8 milliards de francs (5,5 milliards sur les salariés du privé ; 1 milliard sur les retraités y compris les complémentaires ; 0,5 milliard sur les fonctionnaires des collectivités locales, les ouvriers de l'État, l'EDF ; autant que sur les autres régimes spéciaux, notamment les militaires ; 0,4 milliard sur les salariés agricoles, 120 millions sur chômeurs).

S'y ajoutent un relèvement de 0,2 point de la cotisation d'assurance-vieillesse des salariés (rapport : 2,4 milliards de francs). Ces deux augmentations seront appliquées aussi aux non-salariés, mais ni les modalités ni le rendement n'en sont encore connus.

PCF : les dix sont la cible

Ambiguïtés

Le double débat sur le projet de mesures fiscales d'urgence présenté par M. Séguin et sur la proposition de contrôle parlementaire sur la Sécurité sociale présentée par M. d'Ornano — et considérablement amendée par la commission des lois — a, une fois de plus, mis en évidence, l'art de torturer les chiffres par des allégories par les différents créateurs, comme l'interprétation des relations entre l'État et la Sécurité sociale.

Tout le débat entre M. Séguin et M. d'Ornano repose en fait sur l'ambiguïté actuelle des rapports entre l'État et les partenaires sociaux en matière de Sécurité sociale. Théoriquement, c'est aux partenaires sociaux de veiller à l'équilibre des dépenses et des recettes du régime général. Dans les faits, c'est l'État qui fixe les prestations et les cotisations — même si c'est après consultation et discussion avec les partenaires sociaux administrateurs des caisses, comme pour le « plan Séguin » d'économies sur l'assurance-maladie.

A partir de là, M. d'Ornano, supposant le problème résolu, voudrait aller au-delà d'un contrôle normal, et même obligatoire, du Parlement sur l'emploi des impôts qu'il autorise le gouvernement à lever ou à modifier (0,4 %, prélèvement sur les revenus du capital, modification de la TVA),

en faisant approuver chaque année recettes et dépenses des différents régimes par le Parlement.

Quant à M. Séguin, non seulement il n'appréciait guère un regard parlementaire sur son action, mais il ne pouvait accepter que l'on tranche avant que les états généraux n'aient répondu à la question qui leur a été posée par le gouvernement sur la clarification des rôles respectifs de l'État et des partenaires sociaux. Quant à la manipulation des chiffres, elle a été illustrée par la discussion entre M. Séguin et les socialistes. Le ministre des affaires sociales, accusé de facon excessive par le PS d'avoir mal géré l'assurance-maladie, a rendu à celui-ci le monnaie de sa pièce. Pourtant, les données sont claires : publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie, elles ne correspondent pas aux chiffres donnés de part et d'autre.

Pour l'hospitalisation, défrayées les différentes opérations de « décalage », la croissance des dépenses a été de 3 % en francs constants en 1986, après une baisse de 0,9 % en 1985 ; sur l'ensemble de l'assurance-maladie, elle a été de 5,5 % en 1986, après 3 % en 1985. Il y a donc eu une progression, dont M. Séguin s'est lui-même inquiété.

GUY HERZLICH.

La publicité a la parole

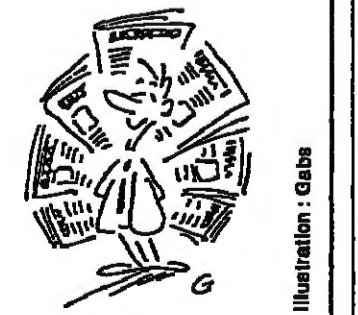
Depuis trois ans, l'agence Citation offre aux publicitaires eux-mêmes un nouvel art de bien communiquer : en paroles et en images. La communication publicitaire a retrouvé ses mots.

Qui veut entreprendre une campagne de publicité pour des déformations opter pour une campagne de publicités. Depuis trois ans, ces publicités (ces publi-rédactionnelles qui n'ont pas peur de dire leur nom) ont fait une entrée remarquée dans la presse, se frayant un chemin entre le journalisme et la publicité. Ce qui ne saurait surprendre puisque le fondateur de l'agence, Bernard Mériat, fut pendant dix ans directeur du marketing chez L'Oréal, puis directeur du journal Votre Beauté. Cette double compétence lui a permis de mettre au point un concept de communication très pointu. En synchronisant plusieurs annonces rédactionnelles dans la presse, il fait entendre un message en stéréophonie, qui rapidement propage une rumeur sur un produit ou un service. A tel point que les agences de publicité choisissent maintenant de faire précéder leur campagne de publicité classique par une campagne de publi-citations. Et on sait l'importance d'une vedette américaine ! Mais l'agence de Bernard Mériat travaille aussi en solo, fournissant aux annonceurs l'indispensable espace où expliquer la valeur d'usage de leurs produits, car le public a besoin d'une information réelle. Comment mieux vendre l'intérêt d'une chaudière à condensation qu'au moment de la grande chaleur de l'été ? Citation a su associer à cette réflexion le Gaz de France et 6 constructeurs de chaudières à

condensation. C'est peut-être, grâce à Citation, la naissance de la multipropriété publicitaire...

En trois ans, Citation a su également trouver un style visuel tout à fait particulier, qui donne à imaginer une atmosphère plus qu'à voir une simple image. Les illustrateurs, comme les journalistes d'ailleurs, travaillent avec beaucoup de précision à partir des éléments que leur fournit l'annonceur. A ces derniers, Citation garantit un taux d'écoute, même avec un budget plus restreint. Economique mais payante, douce mais efficace, c'est une nouvelle communication rédactionnelle hautement ciblée, véritable approche de cette communication globale que recherchent actuellement les entreprises.

CATHERINE LARRY



Si vous êtes intéressés par ce nouveau concept Citation et si vous souhaitez une référence de campagne publi-rédactionnelle plus spécifique à votre secteur, téléphonez à Citation (47 47 20 21). Vous recevrez les coupures de presse les plus à même de vous concerner. Pourquoi ne pas demander à Bernard Mériat un projet sur mesure... Il ne vous la refusera pas.

BIBLIOGRAPHIE

La genèse de la Constitution

Un grand absent

D'où vient la Constitution de 1958, celle de l'édifice institutionnel de la V^e République ? Il est malaisé de le savoir. Elaborée dans l'urgence et dans une discrétion qui confinait au secret, au milieu d'un maelstrom d'événements confus et souvent dramatiques, la Loi suprême est-elle dépourvue d'origines ?

Entre le début du mois de juin et le référendum du 28 septembre 1958 qui en approuve le texte, la Constitution naît d'un bouillonnement fébrile et complexe. Obscur aussi, puisque, fait exceptionnel, explicable sinon justifiable par des circonstances qui ne l'étaient pas moins, le Parlement fut tenu à l'écart de cette « fabrication ».

Le mérite des Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958, dont la Documentation française publie le premier volume est d'apporter — près de trente ans après — un certain nombre d'éclairages inédits sur la genèse de la Constitution.

La modestie — justifiée — du titre dit assez que cette histoire reste à écrire. Si elle peut l'être encore, après la disparition de nombre

d'acteurs essentiels et l'accumulation des strates inévitables de la mémoire sélective et des interprétations successives ou rétroactives.

Telles qu'elles, ces six cents pages de documents, procès-verbaux de réunions et documents divers rendront toutefois bien des services à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du texte constitutionnel.

De ce premier volume, qui embrasse la période allant « des origines de la loi constitutionnelle du 3 juillet 1958 à l'avant-projet du 29 juillet 1958 », on retirera d'abord, paradoxalement, l'absence d'une absence insolite : celle du général de Gaulle. L'ensemble est bien ouvert par le discours prononcé à Bayeux le 16 juin 1946 par le chef de la France libre. Mais dans la pré-histoire du texte constitutionnel proprement dit, nulle trace ou presque des interventions du général de Gaulle, malgré les recherches patientes dans les archives publiques (ou privées, quand elles ont bien voulu s'ouvrir).

Cette bizarrerie est aussi un double enseignement. A partir des « impulsions », du canevas fournis et commentés, le plus souvent oralement, par le général de Gaulle et son garde des sceaux, M. Michel Debré, cette élaboration, jusqu'à la réunion du comité consultatif constitutionnel dont les travaux seront publiés, dans le deuxième volume, fut l'œuvre très collective, et vingt fois remise sur le métier, d'un groupe de travail qui ne cessait de dialoguer avec un comité ministériel. Il faut donc prêter beaucoup au général de Gaulle : une volonté, une vision, mais pas tout.

D'autre part — et c'est peut-être la révélation la plus éclairante de ce volume — la Constitution de la V^e République doit plus qu'on ne l'a dit pendant des années aux volontés et aux projets de révision de celle de la IV^e qui revenaient régulièrement

sur le devant de la scène, avant de s'effondrer dans le « système ».

An fil des pages de cet ensemble se succèdent pas que de ses documents de travail utiles aux seuls spécialistes. Il y manque, certes — c'était fatal, — quelque chose du souffle qui pouvait rassembler à l'époque les artisans souvent volontairement modestes d'un texte aussi décisif.

Mais, côté politique, les propos tenus par les uns ou les autres il y a près de trente ans, résonnent quelquefois aujourd'hui d'étrange manière. A l'Assemblée nationale, le 1^{er} juin 1958, avant de refuser à de Gaulle l'investiture, M. François Mitterrand, député de la Nièvre, s'expliquant sur son opposition, affirme : « ... Si le général de Gaulle est le libérateur des peuples africains, le maître de la présence de la France partout au-delà des mers, s'il est le restaurateur de l'unité nationale, s'il prête à la France ce qu'il lui faut aussi de continuité et d'autorité, je me rallierai, et à sa suite, à sa vision, à sa condition... »

Un trublion l'interrompt. L'orateur réplique, perd le fil, coconit. Personne ne connaît la « condition » de celui qui depuis 1951 « veille au respect de la Constitution » après en avoir éprouvé le combat la genèse et le contexte originel.

MICHEL KARMAN.

* Documents pour servir à l'histoire de l'élaboration de la Constitution du 4 octobre 1958. Volume I : « des origines de la loi constitutionnelle du 3 juillet 1958 à l'avant-projet du 29 juillet 1958 ». La Documentation française, 613 pages, 300 F. (240 F. jusqu'au 30 septembre). Ce volume a été élaboré sous la direction du comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la V^e République, créé en 1984. M. Didier Maus, avec l'aide de M. Olivier Passelun, a coordonné la préparation matérielle de cette publication.

EN BREF

« Les travaux du Sénat. — Le Sénat a adopté trois projets : l'un portant approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe ; l'autre autorisant un accord de coopération culturelle et technique entre la France et le Zimbabwe ; le dernier approuvant une convention sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises.

« M. Milon : M. Barre et M. Lottard se complètent. — « Si la majorité est battue, elle le sera par elle-même » a déclaré M. Charles Milon lors d'une interview à l'Express. Le député de l'Ain s'est déclaré convaincu que MM. Barre et Lottard « peuvent travailler ensemble et se compléter » et s'est également félicité de la récente rencontre entre M. Chirac et M. Barre. M. Milon a affirmé que, des réseaux barristes RSE, il disparaît après mai 1988, le dit, je l'espère, de l'adhésion de Raymond Barre. « Ce sera alors aux partis de constituer et d'animer (...) la nouvelle majorité présidentielle » a-t-il ajouté.

La France « en état de péril », selon les gaullistes de progrès. — A l'occasion du 47^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940, les gaullistes de progrès ont lancé, jeudi, un appel au rassemblement des Français « au service du seul bien public ». Se référant à l'action du général de Gaulle, en juin 1940, ils ont mis l'accent sur « les périls qui menacent aujourd'hui la France », en évoquant notamment « le chômage, la décadence d'un Etat incapable de se faire respecter, l'indécision croissante et les assauts des catégories privilégiées au nom de leurs seuls intérêts contre l'Etat démocratique ».



Politique

M. Jacques Chirac cherche à redonner confiance aux cadres du RPR

M. Jacques Chirac préside le vendredi 19 juin, à Paris, la réunion du comité central du RPR. Celui-ci doit statuer sur la désignation des membres du bureau politique après les assises nationales des 23 et 24 mai. Mais c'est aussi l'occasion pour le président du RPR de s'adresser pour la première fois depuis un mois et à huis clos aux cadres du parti.

Ces derniers ont été troublés par la succession des « affaires » Noël et Létour, déçus par le comportement du gouvernement, inquiets des intentions prêtées à leurs alliés, et désorientés par certaines attitudes de M. Chirac.

Une reprise en main s'impose donc : cette tâche est d'autant plus difficile que M. Chirac est surtout jugé depuis un an à travers son action de premier ministre, non seulement par les électeurs potentiels du RPR mais aussi par ses sympathisants.

Quant aux militants du mouvement, ils voient surtout en lui le candidat à la prochaine élection présidentielle et ils attendent le signal d'entrer en campagne électorale. Or celui-ci ne viendra officiellement que dans quelques mois. Il faut donc entretenir l'ardeur combattante d'une troupe au bivouac tentée par la démobilité, et empêcher que celle-ci ne se transforme en débandade.

C'est donc à la préparation matérielle de la prochaine campagne que vont être consacrés les cadres du mouvement pendant l'été et l'automne. M. Toubon, secrétaire général est chargé de cette mise en forme interne.

Tous les partis politiques sont d'ailleurs dans la même situation et tous leurs chefs sont confrontés à des problèmes comparables. Tant il est vrai que les partis politiques sont des armées de réserve qui ne s'activent qu'à l'approche des combats électoraux pour encadrer les candidats vers les bureaux de vote. M. Chirac espère ranimer la flamme en manifestant son autorité. Ainsi mercredi, lors de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, il a affirmé sa résolution quant à la réforme du système de sanction à appliquer aux agents des services publics en cas de grève. Chassant, sur ce sujet, l'impression de confusion ou d'hésitation qui semblait s'installer, il a totalement satisfait les députés.

Le premier ministre n'ignore pas non plus que se répand dans l'opinion le sentiment que « la politique du gouvernement ressemble un peu à de la navigation à vue et qu'elle n'est pas assez coordonnée », selon l'expression de son porte-parole M. Denis Baudouin. A la demande de M. Chirac, celui-ci a donc affirmé qu'il n'en est rien, que « l'action du gouvernement est cohérente et toujours commandée par le schéma directeur arrêté lors de sa constitution en mars 1986 ».

Respecter les objectifs apaiser les inquiétudes

Il a toutefois reconnu que des « difficultés » se présentaient pour lesquelles, chaque fois, les solutions recherchées par le gouvernement s'inspiraient de deux principes : « respecter l'objectif de redressement économique et apaiser les inquiétudes des uns et des autres ». Il a cité comme illustration de cette règle les mesures décidées pour la Sécurité sociale et celles concernant la grève des fonctionnaires.

M. Baudouin a surtout rappelé que l'action du gouvernement devait être jugée en fonction de plusieurs considérations. « La date de l'élection présidentielle, a-t-il souligné, s'impose à tous. Bien que le gouvernement ne soit pas en campagne électorale (...), le premier ministre a eu à faire face à des foucades ou à des escarpements des uns ou des autres qui auraient pu porter atteinte à la présidence de la République. C'est maintenant remis en ordre, mais cela a pris un peu de temps ». M. Baudouin a ensuite évoqué les événements imprévus auxquels le gouvernement a dû faire face, comme la grève des « signifiants du ciel qui a désorganisé la vie économique de nombreuses entreprises ». Au total, pour M. Baudouin, ces actions diverses rappellent la manière impressionnante, et « c'est lorsque le tableau est terminé que l'on s'aperçoit de la qualité de l'œuvre ».

En affirmant que la politique du gouvernement est « cohérente, volontariste et que ses résultats seront positifs », M. Chirac veut surtout faire dire par son porte-parole qu'à dix mois de l'élection présidentielle, ses partisans doivent garder confiance.

ANDRÉ PASSERON.

PCF : les dirigeants du Doubs sont la cible de la direction

La direction du PCF ne supporte plus les dirigeants communistes du Doubs. Au risque — calculé ? — de provoquer une fuite, elle l'a fait savoir, par écrit, à plus de deux cents militants, exceptés les dirigeants concernés, en des termes d'une rare clarté. Une lettre, datée du 4 juin et signée par M. Gaston Pissonnier, membre du secrétariat du comité central chargé de la coordination du travail du bureau politique, dont il est le doyen, donne aux cadres communistes franc-comtois la version de la place du Colonel Fabien sur « le grave désaccord du comité central avec les pratiques et le fonctionnement appliqués par les dirigeants de la fédération du Doubs ».

M. Pissonnier fait d'abord référence à une rencontre qui s'est déroulée le 8 avril entre le secrétaire de la fédération du Doubs, « à sa demande », et une délégation du comité central (MM. Paul Laurent, René Le Guen et Guy Poussy). Cette entrevue — au cours de laquelle, disent les communistes de Besançon, M. Laurent, membre du secrétariat, aurait « consenti » à ses interlocuteurs de quitter leurs postes de responsabilité — était le point d'orgue d'une « dégradation progressive des rapports entre comité central et direction fédérale », écrit l'auteur de la missive.

Ce dernier dénonce « une véritable agression contre la direction [nationale] élue par le 25^e congrès », continue, selon lui, dans un texte adopté par le comité fédéral du Doubs, le 4 février

président : il accuse le secrétariat fédéral d'avoir voulu faire du « comité fédéral du Doubs un comité central bis ».

Au cours de cette rencontre, les dirigeants du comité central semblent avoir exigé un soutien sans faille pour la direction. La lettre de M. Pissonnier — c'est probablement sa finalité principale — explique que les dirigeants fédéraux ont « convenu du bon fonctionnement de la fédération ».

Pis, la fédération « n'a pas appliqué » dans le Doubs le processus de désignation du candidat à l'élection présidentielle qui avait été décidé à Paris.

Cette lettre soulève plusieurs questions parmi les communistes du Doubs. Un secrétaire de cellule estime que la direction du Parti veut mettre cette affaire sur la place publique afin de discréditer les dirigeants fédéraux qui, « conformément aux statuts, conservent leurs désaccords à l'intérieur du parti ».

Elément sans doute capital, la direction, qui a un respect scrupuleux du « centralisme démocratique » et du « fonctionnement hiérarchique » du parti, s'adresse directement aux cadres communistes du Doubs pour leur signifier qu'il n'est pas utile de réélire la direction fédérale actuelle avant le prochain congrès. Ils sont implicitement prévenus qu'elle ne serait pas reconnue par le comité central.

OLIVIER BIFFAUD.

M. Le Pen en campagne

« L'homme le plus diffamé du siècle... »

DOLE de notre envoyé spécial

Refroidi par le nu, lui, jamais ! Qu'on se le dise ! M. Le Pen nous l'outrage n'a pas l'intention de se suicider. Au contraire. Notre King Kong de la politique varait plutôt dans cette infamie gauchiste le gage de succès futurs. « Moi je ne m'appelle pas Salengro (1) confie-t-il ? Quand on est en train de montrer mes fesses et celles de ma femme, c'est vraiment qu'on n'a plus beaucoup d'arguments à m'opposer. »

Mardi 17 juin, sur le vol national et irrégulier de Paris-Mulhouse. Comme chaque semaine depuis son entrée en campagne présidentielle, M. Le Pen s'en va porter la bonne parole en terre de mission. Après la Creuse, la Normandie, la Picardie, le Lorraine, direction la Franche-Comté. Une heure de regard : la fause, bien sûr, à ces maudits signifiants. L'argument est tout trouvé. Tout au long de cette journée épuisante, M. Le Pen le ressensera à plaisir pour fustiger la France des fonctionnaires. Mais pour l'heure l'objet de ses pensées est ailleurs. Son garde du corps lui annonce que celui de son épouse permettra à Playboy de rédiger exceptionnellement son dernier numéro. Quelqu'un exhibe devant ses yeux la une toute fraîche du Canard enchaîné.

M. Le Pen se déchaîne, hésitant entre l'ironie et la colère : « Ça permettrait au moins aux lecteurs du Canard de savoir que, comme le pape, il n'y a aucun doute pour ce qui me concerne sur l'état de ma personne. » Plus solennel : « Le fait que cette affaire ait été rapportée par la télévision et relayée dans la presse politique montre bien que l'on a gravi un échelon supplémentaire dans la décadence de la déontologie politique. » Il parle de complot : « Je suis convaincu que Jean-François Kahn a joué un rôle dans la manipulation de ma femme. Il a été vu récemment et par deux fois déjeunant avec me

terme à Marseille. » Plus grave enfin : « Cette histoire donne le ton de la campagne présidentielle. Elle sera sanglante parce que les mêmes arguments peuvent être employés par d'autres contre d'autres. »

Ces confidences, M. Le Pen se gardera bien sûr tout au long de cette traversée de la Franche-Comté de les traduire en propos publics. Au Front national, on a le culte du chef. Chacun feint de ne connaître la revue en question ni d'Eve ni d'Adam. La chose étant entendue, M. Le Pen en vint cependant de lui-même à répondre aux campagnes de dénigrement, finissant par se décerner le titre de « combattant en vue ». « Je n'ai pas voulu m'inscrire à ses yeux de « l'homme politique le plus diffamé de ce siècle », il conclut se débattant par cette image odorante : « Souvenez-vous que pour avoir les plus belles fleurs il faut toujours leur mettre du fumier au pied. »

Faire comme les grands

A en croire son entourage, le fleur Le Pen est en pleine éclosion : les fédérations du RPR implorent ; les petits patrons et commerçants accourent ; les élus locaux de la majorité s'affolent pour les prochaines élections municipales. En Franche-Comté comme ailleurs, assurent les fantasmes du Front national, là où Le Pen passe, l'herbe ne repousse plus comme avant. Il n'ont pas tout à fait tort.

M. Le Pen crapahute au pas de charge. Mercredi, il a visité trois départements : Territoire de Belfort, Doubs, Jura, tenu deux conférences de presse, avalé un déjeuner-débat à Belfort. Cent soixante couverts. Des commerçants, des artisans : les trois quarts d'entre eux sont venus sans avoir la carte du Front national en poche. Dans la traversée du Doubs, autre signe : la progression du convoi de M. Le Pen est facilitée par le gendarmisme. « C'est vrai que

nous avons avec eux certaines complications », se flatte un local de l'étape. Arrivée à Dole : nouvelle rencontre avec des petits patrons et, au premier rang, le président de la chambre de commerce du Jura. Meeting le soir sous chapiteau : six cents personnes, 30 francs l'entrée, gratuit pour les chômeurs. Des adjoints de la ville étiquetés « divers droite » sont sur les bancs.

De plus en plus, M. Le Pen cherche à normaliser sa campagne, même si cela ne va pas sans quelques difficultés. Une visite à la Saline royale d'Arcs et Senans est au programme. Craignant que M. Le Pen profite de l'occasion pour faire des déclarations politiques, le directeur a interdit l'entrée au public dans l'après-midi. Un guide extérieur doit venir à la rescousse. Une heure plus tard, M. Le Pen fait un détour par le domaine vicieux d'Arbois du célèbre Henri Maire. « C'est un vieux radical qui vous reçoit », annonce d'entrée le maître des lieux. Il n'y a personne dans les caves : « Je n'ai pas voulu d'ennuis avec mes syndicats », confie-t-il un peu plus tard le propriétaire. Trois cents manifestants protesteront, à l'appel de la gauche, contre la venue du président du Front national à Dole. Qu'importe. La caravane Le Pen passe !

De l'est à l'ouest, du nord au sud, le candidat en campagne ne varie guère son discours. Profitant plus que jamais de la position de celui qui se considère comme seul contre tous. Seul candidat à dire la vérité. Seul candidat chef d'entreprise. Seul candidat d'une droite « populaire et nationale » capable de mettre un terme à plus de trente années de dérive socialiste. Giscard, Chirac, Mitterrand, Juppé, Jospin, Toubon, Fabius : tous coupables. « Nos gouvernements, se plaint-il, ont une tendresse particulière pour nos adversaires, comme s'ils étaient gens d'être ce qu'ils sont. »

Dernier exemple de « cette espèce de perversion de l'esprit » : les 2,5 millions de francs alloués par M. Chirac « à ce canard socialiste, apâtre et moribond », le *Matin de Paris*. Fait nouveau : M. Le Pen n'épargne plus M. Barre.

La guerre est déclarée !

Il reste convaincu que M. Chirac est désormais hors course et, plus encore, qu'il ne faut plus ménager M. Barre que l'on a vu applaudir M. Mithouret à l'Assemblée lorsque le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme réclamait que les thèses du Front national soient déléguées. La guerre est déclarée !

En avant pour les 20 % ! Ferme adepte de la méthode Coué, M. Le Pen a l'intention d'être partout, de débattre avec qui ose l'affronter ; de courir la province jusqu'à la fin de ce mois, de tourner sur les plages entre le 15 juillet le 15 août comme au bon temps de Tixier-Vignancourt en 1965. Vingt-six étapes avec derrière lui un chapiteau de trois mille places. La fête des bleu, blanc, rouge en septembre pour battre tous les records et faire la nique au RPR.

M. Le Pen veut livrer bataille « à visage découvert et à poitrine nue ». Lui rétorque-t-on qu'il part peut-être un peu tôt ? Il veut que « les Français ne soient pas idiots », « non pas vaincre les Français mais les convaincre » et surtout prendre le temps de sa faire connaître.

« Je ne pense pas que tout le monde m'aime, mais quand on me connaît, on m'aime beaucoup mieux. » Vaste programme en effet !

DANIEL CARTON.

(1) Député socialiste du Nord (1928-1936) et maire de Lille, Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front populaire de Léon Blum, se suicida à la suite d'une campagne de diffamation lancée par des journaux d'extrême droite.

Le PS voudrait combattre l'extrême droite sur le terrain

Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 17 juin, a débattu de la question de l'extrême droite, autour d'un rapport présenté par M. Michel Delabarre, membre du secrétariat national chargé des relations extérieures, au nom du groupe de travail constitué au sein du bureau sur ce sujet. Un débat jugé plutôt satisfaisant par tel membre du bureau, ou au contraire, à en croire tel autre, dénué d'intérêt, mais qui fixe les grandes lignes de l'attitude que va adopter le PS face au phénomène Le Pen.

M. Henri Emmanuelli, membre de ce groupe de travail et membre du secrétariat national chargé de la communication, résume en quelques points ces lignes de force : « Si le PS observe-t-il, ne se porte pas au front [contre M. Le Pen], il ne faut pas compter sur les forces de droite

pour le faire. » Il ne s'agit pas, pour le PS, de s'insérer dans un « front continué » avec les autres forces politiques. Mais le PS n'entend pas mener ce combat seul : il souhaite y associer les « forces spirituelles » du pays.

Enfin, compte tenu de la diversité du phénomène Le Pen, les dirigeants socialistes reconnaissent que « le combat idéologique en termes nationaux n'est pas suffisant ». Si des électeurs modérés ou proches du centre peuvent être sensibles, sur le plan des valeurs, à l'idée du « rempart » que voudrait constituer le PS contre l'extrême droite, ce discours n'est pas suffisant pour l'électorat populaire tenté par M. Le Pen : cet électorat-là doit être reconquis — ou préservé quand le mal n'est pas encore fait — par des « actions de

proximité » sur le terrain. La difficulté tient au fait que l'investissement militant dans les milieux populaires dont était capable le PCF n'a jamais été la spécialité du PS.

En tout état de cause, à en croire les dirigeants socialistes, le débat Jospin-Le Pen sur RTL, le lundi 22 juin, constitue une étape d'un combat qu'ils veulent mener sans faiblesse, une véritable confrontation, plus qu'un débat classique.

Cette échéance constitue pour M. Jospin une sorte de pari. Par solidarité avec le premier secrétaire, aucun dirigeant socialiste n'a regretté, mercredi, au bureau exécutif, la décision de M. Jospin, qui va à ce débat, selon l'un de ces proches, « encouragé par ses pairs ». Mais plusieurs s'interrogent, en privé, sur son opportunité, notamment parce que M. Le Pen est un adversaire

redoutable auquel ne s'appliquent pas les canons habituels de la joute politique.

Si M. Jospin réussit ce débat, il sera chaudement félicité. S'il le rate, nul doute que le reproche — sur le thème « Je l'avais bien dit » — en sera fait, plus ou moins discrètement, au premier secrétaire.

J.-L. A.

EN BREF

● M. Mitterrand au Mont Valérien. — M. François Mitterrand a présidé, jeudi 18 juin, les cérémonies au Mont Valérien célébrant le 47^e anniversaire de l'appel du général de Gaulle à la Résistance le 18 juin 1940. Le chef de l'Etat était accompagné du premier ministre ainsi que de plusieurs membres du gouvernement.

● Election définitive du premier secrétaire de la fédération du PS des Ardennes. — Invalidée par la direction nationale du PS (le Monde du 27 mai), l'élection, le 20 avril dernier, d'un rocardien, M. Louis Auboin, à la tête de la fédération des Ardennes du PS, a été confirmée par un nouveau vote et entérinée par le bureau exécutif national du PS. Le candidat rocardien a été élu contre le candidat du courant AB (mitterrand-mauroryste) avec l'appoint des voix de l'EXCERES.

LEONARD DE VINCI
TRAITE DE LA PEINTURE
Textes traduits et présentés
par André CHASTEL
16 x 21,5 cm. 370 p.
Nomb. ill. noir et coul. - 275 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Conte - 75006 PARIS

NOUVEAU
IMMOBILIER
Ventes + Locations
Une page d'annonces
Le Monde
chaque mercredi
numéro daté jeudi

L'EVENEMENT LUNDI 22 JUIN A 18 H 15
"GRAND DIRECT"
LIONEL JOSPIN ~ JEAN MARIE LE PEN
AVEC OLIVIER MAZEROLLE ET PAUL JACQUES TRUFFAUT SUR **RTL**

Politique

La situation en Corse après l'assassinat de Jean-Paul Lafay

Six personnes recherchées, six incarcérées à la suite de la visite de M. Robert Pandraud

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Cinq heures à Ajaccio : le séjour en Corse, jeudi 18 juin, de M. Robert Pandraud a été bref, mais le ministre chargé de la sécurité a tenu cependant, avant de monter dans le Mystère-20 qui devait le ramener à Paris, à préciser devant la presse les motifs et les résultats de sa visite : « Je suis là pour activer la lutte antiterroriste, et surtout en pratique ce qui avait été dit par M. Pasqua ».

M. Pandraud a donc présidé une réunion de travail en compagnie de M. Pierre Tulli, conseiller technique au cabinet du garde des sceaux, de MM. Joël Thoraval et Marcel Morin, préfet de région et préfet délégué à la police, de M. Alain Marsaud, chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, et de la plupart des responsables de la magistrature, de la police et de la gendarmerie afin de mettre au point les mesures à prendre pour accélérer l'enquête sur l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay.

« Je ne vous dirai rien, bien entendu », a déclaré M. Pandraud, qui a néanmoins annoncé « l'affichage, dès le début de la semaine prochaine, des portraits de certains individus recherchés, apposés dans l'île, à Paris, à Nice et à Marseille ». Cet affichage vise-t-il les assassins du docteur Lafay ? M. Pandraud répond : « Ce sont des gens tous recherchés comme suspects pour d'autres actes commis antérieurement. Je vais vous en donner les noms ».

Le premier cité, Charles-Joseph Pieri, avait été incarcéré en 1983 pour le meurtre d'un légionnaire, mais il s'évade de la prison de Bastia le 24 janvier 1984, l'évasion étant revendiquée par l'ex-FLNC. Le deuxième, Jean-Baptiste Acquaviva, et le troisième, Jean Albertini, sont

recherchés pour l'attaque d'une gendarmerie à L'Île-Rousse, en 1984, peu après la découverte d'une cache d'armes dans le cimetière de cette ville. Le quatrième, Olivier Sauli, prit la fuite à la fin de 1985, après une perquisition au cours de laquelle des documents clandestins furent saisis. Le cinquième, Jean-André Orsini, est en fuite à la suite de la découverte dans un box d'Ajaccio, en juin 1984, de nouveaux documents importants du mouvement clandestin indépendantiste et d'explosifs. Le sixième, Jean Casanova, est recherché pour l'attentat commis il y a trois mois contre une ferme de Ghisonaccia.

La loi du silence

Quant au démenti de l'ex-FLNC sur l'assassinat du docteur Lafay, M. Pandraud s'est borné à indiquer que le vétérinaire « avait déjà fait l'objet de menaces et d'attentats revendiqués par l'ex-FLNC ». Il a réitéré ensuite l'appel lancé par M. Pasqua à la population pour qu'elle coopère avec la police : promesse de prime, numéro de téléphone pour des renseignements éventuels. Le ministre souligne : « La loi du silence n'est pas aussi générale. Les primes peuvent donner certaines vocations. Le métier de terroriste est si lâche qu'il peut entraîner toutes les perversions ».

M. Pandraud enverra-t-il dans l'île des renforts supplémentaires ? « Vous le verrez bien », répond-il avant d'ajouter : « Nous avons de lourdes présomptions contre certains individus. Beaucoup sont des condamnés amnistiés et, dans cette organisation, il n'y a pas beaucoup d'anciens combattants ».

« Avant de conclure, dit enfin M. Pandraud, je vais répondre à une question que vous ne m'avez pas posée. Je puis vous assurer qu'il n'y a aucune barbouze en Corse ».

Dès le départ de M. Pandraud, dix des onze personnes interpellées au cours des incidents de mardi dernier ont été présentées au parquet, où M. François Muguet, procureur de la République au tribunal d'Ajaccio, a notifié à six d'entre elles des inculpations qui vont de l'outrage à magistrat et de rébellion aux violences à agent de la force publique et à la participation, au maintien ou à la reconstitution de ligue dissoute. Les six inculpés ont été incarcérés ; il s'agit de MM. Franck Fola, Jean-Philippe Arrighi, Jean-Claude Mondoloni, prêtre de Morosaglia, Paul Buresi, Jean-Baptiste Rotily-Forcioli et Jean-Pierre Gilquin. Quatre autres personnes ont été remises en liberté : MM. Aude Huillet et Muriel Giammarini et MM. Jean-Louis Lardo et Jean-Paul Nebbia. La onzième, M. Jean Brignoli, qui souffre d'un traumatisme crânien, est hospitalisée.

Dans l'île, où le climat reste tendu, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président de l'Assemblée régionale de Corse et député (RPR) de Corse-du-Sud, a lancé à la population un appel solennel dans lequel il déclare notamment : « Samedi, le docteur Lafay sera inhumé à Corte, dans cette terre corse à laquelle il s'était profondément attaché. Tous ceux qui le peuvont doivent l'accompagner jusqu'à sa dernière demeure, pour manifester à sa famille leur émotion et leur soutien ».

DANIELLE ROUARD.

Deux dons de l'assemblée régionale de Corse. — La commission des finances de l'assemblée régionale de Corse présidée par M. Pascal Arrighi a fait un don d'une somme de 500 000 francs à la famille du docteur Lafay. La même somme a été attribuée à l'Association d'aide aux victimes du terrorisme dont le docteur Lafay était président.

Les déclarations au « Monde » de M. Charles Pasqua

« Mardi 16 juin, vous avez déclaré à Danielle Rouard, notre envoyée spéciale en Corse : « Je pars heureux de Corse, car je crois que ma mission est remplie : les Corsees ont repris espoir ». Juste après, intervenant les incidents d'Ajaccio, puis, plus tard, l'assassinat du docteur Lafay. N'avez-vous pas sous-estimé la situation ?

« Ne confondez pas l'essentiel et l'accessoire. Mon voyage avait deux objectifs. Le premier, c'était d'affirmer la volonté de l'Etat de voir rétablir en Corse la sécurité. C'est la première des libertés. La Corse a besoin de paix, autant sinon davantage que toute autre région de France. L'insécurité en Corse est un facteur d'appauvrissement économique et, par conséquent, compromet l'avenir, notamment celui de la jeunesse ».

Deuxièmement, mon voyage avait pour but d'indiquer aux Corsees la place que l'île pouvait occuper à l'avenir dans l'ensemble français. Dans notre philosophie politique, nous ne sommes pas partisans de l'interventionnisme étatique. Mais, compte tenu de ce que la Corse est une île, il y a des secteurs dans lesquels l'Etat doit intervenir, notamment celui des infrastructures ».

Ce message est bien passé, et c'était l'essentiel. Le corollaire était naturellement l'appel aux Corsees pour qu'ils assument leurs responsabilités. L'Etat ne se désengage pas, il assumera les siennes. Mais j'ai voulu rappeler aux Corsees, et d'abord aux élus, que le courage était une qualité traditionnelle de nos compatriotes. C'est pourquoi j'ai été entendu que les séparatistes ont voulu troubler la réunion d'Ajaccio. J'aurais pu faire prendre des mesures préventives — on me l'a d'ailleurs conseillé — qui consistaient à faire arrêter au préalable un certain nombre de gens. Je ne l'ai pas fait. Car je suis respectueux de la liberté d'expression, ce qui, manifestement, n'est pas le cas de tout le monde ».

Pourtant, votre voyage a quand même été terni. Comme si on vous avait fait un sinistre pied de nez...
« Non, le voyage s'est très bien passé. Les incidents d'Ajaccio m'ont laissé de marbre. Pour empêcher de parler, il en faut d'autres ! Ce qui m'a profondément peiné, c'est l'assassinat du docteur Lafay. Cela veut dire qu'un certain nombre de gens, qui se réclament du nom de Corse, ont oublié les valeurs essentielles de la race. Un Corse ne tire jamais dans le dos des gens ; quand on est amené à tirer sur quelqu'un, on le fait de face ! On ne se cache pas le visage, on ne manque pas aux lois élémentaires de l'hospitalité en agissant des femmes et des enfants, on ne s'en prend jamais aux enseignants, parce que, pour nous, Corsees, l'enseignement est la seule manière de s'élever dans la vie !

Autant de choses intolérables, extrêmement difficiles à admettre pour quelqu'un qui veut rester fidèle aux traditions corsees. Mais, sans ces incidents, ce voyage aurait été un grand succès. Il aurait servi à apporter à la Corse un dessin et à la jeunesse une espérance. C'est ce que les séparatistes ont voulu empêcher. Et ils n'y arriveront pas ».

Savez-vous qui a tué le docteur Lafay ?
« Evidemment non. Si je le savais, les assassins seraient déjà en prison. Ce que je sais, c'est que sont les inspirateurs. Tout le monde les connaît comme moi ».

Un signe ? Des noms ?
« Les inspirateurs, ce sont des gens bien précis, que les Corsees connaissent, qui sont les porte-parole officiels des thèses séparatistes. Ils portent la responsabilité de cet assassinat. Il faudra bien que tout le monde rende des comptes. Non seulement ceux qui ont été le bras, mais aussi ceux qui sont le cerveau ».

Cela prendra le temps qu'il faudra. La lutte contre le terrorisme est une affaire de longue haleine. Il y faut de la détermination, de la ténacité et de la philosophie. Il y a des succès et des échecs. Il faut accueillir les premiers avec modestie. Les seconds, il faut les assumer avec philosophie, parce que cela fait partie des choses inévitables. Mais à condition d'en tirer les enseignements qui permettront d'obtenir de nouveaux succès, comme nous en avons obtenu contre le terrorisme interne et le terrorisme international ».

Souvenez-vous ! Que n'a-t-on dit quand j'ai déclaré qu'il fallait terroriser les terroristes ! Il faut du temps. Il faut que les forces de police aient confiance et sachent que nous partagerons avec elles les échecs comme les succès ».

« Le soutien populaire »

« Durant votre voyage, vous avez déclaré, en substance, que vous connaissiez les penseurs de la bombe. Alors pourquoi ne pas les arrêter ?

« N'oubliez pas le contexte. Je parlais devant des assemblées d'élus. Quand je leur ai dit : « Les plastiques, on les connaît », cela signifiait — et chacun a bien compris : « Vous les connaissez ». Et j'ai ajouté : « Le véritable soutien d'un pouvoir démocratique, ce ne sont pas les gendarmes ou les CRS, c'est le soutien populaire. C'est donc aux Corsees eux-mêmes de dire : assez ! »

Les services de police ont des noms. Mais nous sommes dans un système démocratique, et ce n'est pas parce que les gens sont suspectés qu'ils peuvent être arrêtés. Cela limite nos capacités d'intervention. Cela étant, en Corse, comme ailleurs, nous avons obtenu des résultats, et l'action de la police sera conduite avec fermeté, sans se laisser impressionner ».

Vous ne pouvez contester cependant la forte augmentation du nombre des attentats dans l'île, en 1986 et depuis le début de cette année...
« Je ne conteste pas du tout, bien que l'année où il y en a eu le plus reste 1982. Ce que je constate surtout, c'est que l'organisation séparatiste devient de plus en plus une organisation criminelle. Elle n'hésite pas à plastiquer et à racketter. Elle a franchi, depuis un certain nombre de mois, un nouveau seuil. Le moment est donc venu pour les pouvoirs publics d'utiliser tous les moyens que nous donne la loi et de se montrer impitoyable ».

Ce qui signifie, concrètement ?
« Toutes les mesures que donne la loi. Rien de plus, rien de moins. Et nous allons procéder, comme nous l'avons fait en d'autres circonstances, à l'affichage des portraits des individus recherchés. De même que nous allons offrir des primes ».

Vous avez parlé de « pantalonnade » à propos de l'attitude des élus nationalistes durant votre visite. Encore une fois, n'êtes-vous pas sous-estimation de l'adversaire ?
« J'ai qualifié ainsi l'attitude de représentants des séparatistes qui se mettaient des bâillons et des menottes. Alors que ce sont des gens qui appartiennent à la même mouvance — et je suis aimable en disant cela — que ceux qui, notamment, s'attaquent aux enseignants, à ceux qui sont susceptibles de prodiguer le savoir. Cela veut dire qu'on est entré dans une dérive fasciste et totalitaire ! Que ces gens-là se battent pour donner l'impression que leur liberté est en péril, oui, c'est vraiment une pantalonnade !

« Un souhait naturel »

« Vous êtes corse vous-même. Y a-t-il, selon vous, une spécificité du terrorisme dans l'île ?
« Oui, dans une certaine mesure. Il y a d'abord eu une revendication régionaliste, le souci de trouver des racines, de défendre la langue, les traditions ; la culture corse. C'était un souhait naturel. Moi qui parle corse aussi bien sinon mieux que ceux qui veulent me donner des leçons, je suis que rester fidèle à ses racines, c'est une richesse ».

Mais de cette revendication légitime, du régionalisme, on est passé à l'autonomisme, puis au séparatisme et à la volonté d'imposer ce point de vue par la force. Cela, c'est inadmissible. Oui, il y a un certain particularisme dans l'inspiration, mais les méthodes sont désormais celles du terrorisme que nous connaissons ailleurs. Nous savons qu'il y a entre les séparatistes corsees et les terroristes internationaux d'autres pays un certain nombre de connexions ».

L'aspiration à l'indépendantisme ne se limite pourtant pas au terro-

risme. Il y a quand même une implantation, des associations, des cercles culturels, des syndicats, etc.

« C'est une tentative pour avoir une apparence normale, ce qui rend l'organisation séparatiste encore plus dangereuse. Mais ce qui compte, c'est l'influence réelle. Aux dernières élections régionales, autonomistes et nationalistes ont fait moins de 10 % des voix. A Ajaccio, contre moi, ils étaient plus près de cinquante que de cent. Non, leur audience décroît dans l'opinion. C'est bien pourquoi les éléments les plus radicaux se lancent dans l'action violente ».

N'oubliez pas non plus que certains d'entre eux ne perdent pas de vue l'aspect lucratif de leurs activités. On plastique, on rackette, on incite les gens à quitter, à vendre à bas prix, et on rackette. De cela aussi nous allons nous occuper. En Corse comme ailleurs, le crime ne doit pas payer ».

La criminalité en Corse ne se réduit cependant pas au terrorisme. Diriez-vous, comme l'un de vos prédécesseurs, qu'il existe une mafia corse ?
« Je constate avec regret que lorsqu'un gangster — et cela arrive — est d'origine corse on ne manque pas de le signaler. Si c'est d'ailleurs un académicien ou un magistrat, on oublie bien de le dire. Il est vrai que, dans le bassin méditerranéen, les gens sont peut-être un peu plus violents qu'ailleurs. Et c'est vrai qu'en Corse il y a une tradition d'être un peu porté à se faire justice soi-même. Cela vient de ce que la Corse a été occupée pendant des siècles. Mais il n'y a aucune comparaison avec ce qui existe en Sicile, où il y a un mélange entre le gangstérisme et la classe politique. Cela, ça n'existe pas en Corse ! Pas plus que sur le continent !

« Ne pas tout attendre de Paris »

Sur le fond du problème, la situation économique, le sous-emploi, l'absence de débouchés, n'avez-vous pas le sentiment d'être dans l'impasse ?
« Pas du tout. Au risque de paraître prétentieux, je crois être un de ceux qui voit clairement ce que devrait être l'avenir de la Corse. Nos compatriotes ont toujours été portés entre deux sentiments. Le premier, c'est de diriger eux-mêmes leurs affaires, et ce n'est pas propre aux autonomistes ou aux séparatistes ! Ce qui avait d'ailleurs incité nos prédécesseurs à proposer un statut particulier qui n'a, en fait, rien résolu. Parce que, dans le même temps, les Corsees ont toujours tendance à se retourner vers l'Etat et à dire : que fait Paris ? que pense Paris ?

Moi, je suis allé dire à mes compatriotes : cessez de tout attendre de Paris, commencez par réfléchir vous-mêmes. Et j'ai donné mes propres idées. La Corse a des potentialités, le tourisme notamment. Il faut aussi se dire que la Corse est en Méditerranée. Notre peuple avait autrefois une mentalité d'explorateur, qui l'a mis en contact avec d'autres civilisations, d'autres peuples. Pourquoi avons-nous de meilleures relations avec le Maghreb et les Africains ? Parce que nous sentons mieux les choses ! La Corse pourrait ainsi devenir le lieu privilégié de recherche du tronc commun des civilisations méditerranéennes. Ce n'est pas seulement intellectuel : il devrait être possible d'y installer un institut de la coopération, d'y former les volontaires qu'aujourd'hui on envoie sans qu'ils connaissent les cultures et les usages. Nous, gaullistes, croyons que la coopération est une chance pour la France et que celle-ci ne serait plus elle-même si elle n'avait pas de politique africaine et méditerranéenne. La Corse a un rôle capital à jouer en ce domaine ».

Mais il ne faut pas que les Corsees pensent que nous allons tout régler à leur place. Aucun gouvernement ne peut tolérer qu'un médecin qui n'aurait qu'une seule ambition — vivre paisiblement en Corse, aider les Corsees — et qui cherchait simplement le respect des droits de l'homme soit assassiné lâchement de deux balles dans le dos. Je l'ai dit, et j'ai constaté, avec satisfaction, que le président de la République pensait de même. Mais si nous, l'Etat, devons venir à bout des seuls de cette affaire, alors les Corsees n'auraient pas bien d'être fières ».

Propos recueillis par
EDWY PLENEL.

Vous aussi, entrez à l'E.N.A. !

Camille Dubac met à nu les rouages de la plus grande école française. Le moins qu'on puisse dire, c'est que zonzards et mafiosi sont des enfants de chœur à côté de nos futurs hauts fonctionnaires.
JEAN-PIERRE ENARD, VSD

Parents qui rêvent de voir votre rejeton entrer à l'E.N.A. sur les traces de Giscard, Chirac ou Rocard, changez d'avis. Même les années sans meurtre à l'E.N.A., c'est l'enfer !
CLAUDE REYFUS, Les Dernières Nouvelles d'Alsace

Un réquisitoire impitoyable.
ALEXANDRE WICKHAM, Le Monde

Comment découvrir ces princes qui nous gouvernent ou nous gouverneront ? Mais en suivant l'enquête, parbleu !
PIERRE ROSSIER, Elle

Un très divertissant roman policier.
JEAN-LUC JERWER, Le Point Magazine

Dès demain, je vous le garantis, ce livre décollera un beau tou-tou-tou au Conseil d'Etat, à la Cour des Comptes, dans les cabinets ministériels, les préfectures, etc. Car, au fil d'un récit policier fort amusant, c'est le système énarchoïque qui est démonté, l'arrogance énarchoïque qui est dénoncée, les meurs souvent choquantes de ceux qui hennent en main tout l'appareil de l'Etat qui sont étalées sur la place publique.
ALBERT DU ROY, Le Parisien Libéré

C'est l'E.N.A. qu'on assassine ! Libération

Almann-Levy



La plaidoirie de M^e du Granrut au procès de Klaus BarbieDe claires réponses
aux arguments juridiques de la défenseLYON
de notre envoyé spécial

Une plaidoirie magistrale dominait la journée du 18 juin au procès Barbie, où continuent de s'exprimer les représentants des parties civiles. Ce fut, de l'avis unanime, celle de M^e Bernard de Granrut, ancien bâtonnier du barreau de Paris. A priori, il n'avait pas la meilleure part puisqu'il lui revenait « de dire en droit pourquoi Klaus Barbie et, avec lui, les nazis, doivent être condamnés ». Et chacun sait que dire le droit dans le cadre de ce procès d'assises n'est pas une sinécure.

Bien peu dans l'assistance présent le juriste, au motif souvent fallacieux que son propos ne peut intéresser que d'autres juristes. L'ancien bâtonnier en avait conscience et maintes fois il devait répéter : « Je risquerai d'être aride et peut-être ennuyeux ». Il ne fut ni aride ni ennuyeux. Pour la première fois de claires réponses, parce que simples, étaient données aux arguments juridiques que la défense entend, son tour vint, invoquer et qu'elle a d'ailleurs connus et invoqués, avec le refus de comparaitre que Klaus Barbie a décidé depuis le 13 mai, en soutenant que sa détention par la France était illégale et qu'il se trouvait soumis à la loi du vainqueur.

C'est cela qu'entendait réfuter par avance M^e du Granrut. Il avait à traiter trois chapitres. Le premier portait précisément sur les conditions de l'arrestation de Barbie par les autorités françaises, le 5 février 1983. Le second concernait l'affirmation adverse que l'ancien SS avait été jugé par contumace en 1952 puis en 1954, les condamnations alors prononcées et aujourd'hui prescrites, interdisent de nouvelles poursuites. Enfin, il s'agissait de bien préciser ce qu'il faut entendre par crimes contre l'humanité, imprescriptibles par leur nature conformément à la loi française du 26 décembre 1964.

Après avoir discrètement, pudiquement, fait comprendre que s'il intervenait dans cette affaire, il avait des raisons personnelles, ayant d'une part plaidé pendant l'Occupation pour des communistes devant les sections spéciales de Vichy et, d'autre part, compté dans sa famille nombre de parents arrêtés et déportés, M^e du Granrut en vint à son sujet.

L'expulsion par la Bolivie, le 5 février 1983, de Klaus Barbie vers la France était-elle une extradition déguisée ? Non, et voici pourquoi : Barbie se trouvait réfugié dans ce pays depuis 1951. On le savait. C'est pourquoi, après les condamnations par contumace de 1952 et 1954, qui visaient des assassinats, des incendies volontaires, des pillages, des séquestrations, mais aucun fait de déportation, une demande d'extradition fut formulée par la France. La Bolivie devait la rejeter le 4 décembre 1974, aucune convention d'extradition n'existait entre les deux pays.

Mais, ajouta M^e du Granrut, la France ne restera pas, pour autant, inactive puisque, à Lyon, le 12 février 1982, une information était ouverte contre Barbie pour des faits ignorés des juges militaires de 1952 et 1954. Cette information était suivie, le 3 novembre 1982, de la délivrance d'un mandat d'arrêt international. C'est ce mandat qui fut exécuté le 5 février 1983, à Cayenne, en Guyane française où

La détention de Barbie en France est-elle illégale ?
Condamné en 1952 puis 1954,
l'ancien officier SS peut-il être jugé de nouveau ?
Qu'est-ce qu'un crime contre l'humanité ?
L'ancien bâtonnier de Paris a répondu
avec précision à toutes ces questions.

arrive Barbie, expulsé de Bolivie par le nouveau président Zúñiga, qui succédait à des dictatures précédentes. En agissant ainsi, le nouveau gouvernement démocratique de Bolivie aurait-il violé le droit international ? Nullement, répond l'avocat et, déjà, la Cour de cassation française, comme la Cour européenne des droits de l'homme, ont rejeté les arguments de Barbie.

La Bolivie, en 1983, poursuit M^e du Granrut, n'a fait que se conformer aux déclarations des alliés qui, successivement, le 25 novembre 1941, le 13 janvier 1942 à Londres et le 30 octobre 1943 à Moscou, avaient, en pleine guerre, dénoncé les crimes nazis pour annoncer solennellement que « les coupables, officiers ou soldats allemands membres du parti nazi, responsables de ces abominations et de ces crimes, comme ceux qui y auraient participé, seraient poursuivis jusqu'aux extrémités de la Terre pour être ramenés dans les pays où ils avaient accompli leurs forfaits et jugés selon les lois en vigueur dans ces pays ».

Comment, d'ailleurs, pourrait-on parler de rétroactivité, car, plaide M^e du Granrut, c'est dans la suite normale de ces déclarations alliées que furent signés, le 8 mai 1945, les accords de Londres et que fut élaboré le statut du tribunal militaire international de Nuremberg, définissant les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Les engagements
de la Bolivie

C'est dans le même esprit, rappelle-t-il encore, que fut votée, le 13 février 1946, la résolution des Nations unies, invitant tous les Etats membres à prendre les mesures nécessaires pour la remise des criminels nazis aux pays où ils avaient opéré. Cette résolution, a rappelé l'ancien bâtonnier, la Bolivie l'avait votée ; c'est donc tout simplement pour cette raison que le gouvernement bolivien de 1983 pouvait expulser à bon droit Klaus Barbie vers la France.

Il n'y a là aucune extradition déguisée, aucune violation du droit international. La Bolivie n'a pas fait preuve de complaisance. Elle a simplement tenu ses engagements de 1946. Il n'y a eu ainsi aucun détournement de procédure, et Barbie se trouve aujourd'hui légitimement détenu en France, dès lors qu'il est assuré d'avoir un procès équitable, au sens de la Convention européenne des droits de l'homme.

L'ancien SS ne pourrait-il plus être jugé parce qu'il fut par contumace en 1952 et en 1954 ? Là encore, M^e du Granrut répond : « Il est exact qu'on ne peut le juger pour des faits qui ont entraîné les premières condamnations. On ne peut davantage retentir, aujourd'hui, contre lui des actes qui seraient des crimes de guerre ignorés des premiers juges, parce que les crimes de guerre se trouvent juridiquement prescrits. Mais le tri a été opéré au moment de l'instruction. »

Ce qui est invoqué aujourd'hui contre Barbie, ce sont uniquement des crimes contre l'humanité, tels qu'ils sont définis par le statut du tribunal militaire international de Nuremberg, dans son article 6-C. Quant à la loi française de 1964, qui constate l'imprescriptibilité de ces crimes, elle n'a fait qu'intégrer dans notre droit national cette législation internationale.

Le groupe
des bourreaux

Qu'est-ce alors qu'un crime contre l'humanité ? « Il ne faut, dit M^e du Granrut, ni trop restreindre la notion ni trop l'étendre. Pour lui, trop la restreindre eût été, comme l'avait estimé la chambre d'accusation de Lyon, la ramener à la seule déportation des juifs. Avec eux, dit-il, il est vrai que nous avons l'illustration la plus caractéristique, la plus permanente, la plus atroce du crime contre l'humanité ; mais ce n'est pas parce qu'il y a une gradation dans l'atrocité que l'atrocité ne demeure pas. Nous en avons la preuve avec le train du 11 août 1944, qui mêle juifs et résistants, tous devant être, pour les nazis, à tout prix déportés. »

Saisi par l'émotion, M^e du Granrut a donné lecture à ce moment du passage par lequel M. Christian Le Gouvello, conseiller rapporteur à la chambre criminelle de la Cour de cassation, donnait son sentiment sur le sujet : « S'il existe une hiérarchie dans l'horreur ou dans la cruauté, le crime contre l'humanité supprime le crime de guerre dans la mesure où il n'est pas seulement une violation de lois et coutumes de la guerre que les hommes auraient mis en place pour se donner bonne conscience et légitimer un recours à la force rendu absolument nécessaire, mais surtout une atteinte aux droits fondamentaux de l'homme : le droit à l'égalité sans distinction de race, de couleur ou de nationalité et le droit au respect des opinions politiques ou religieuses de chacun. »

C'est le crime qui n'a pas seulement pour objet de blesser ou de donner la mort, mais celui qui accompagne de telles blessures ou de telles morts d'une violation volontaire, délibérée et gratuite de la dignité de celles ou de ceux qui en sont les victimes, parce que celles-ci appartiennent à un groupe humain qui n'est pas celui des bourreaux ou qui n'en acceptent pas la domination. »

Donc, ne pas trop restreindre. Mais ne pas non plus trop étendre, comme voudrait le faire la défense, qui invoque les atrocités commises pendant la guerre d'Algérie et du Vietnam, mais, relève M^e du Granrut, « à aucun moment celles accomplies au Cambodge par le régime de Pol Pot ».

En conclusion, l'avocat dira : « Vous êtes aujourd'hui, jurés du Rhône, les jurés de la France tout entière et aussi, je dois le dire, les jurés, les mandataires, les représentants de la communauté internationale ; et c'est une décision de portée internationale que vous avez à ren-

dre en vous rappelant que, hélas, l'humanité n'a jamais progressé qu'au travers de ses malheurs. »

C'est aussi au nom de la FNDIRP et de M^e Lesèvre que M^e Joe Nordmann prenait la parole. Il entendait, après « la grande plaidoirie de M^e du Granrut, juriste et homme de cœur », montrer en quoi le cas Barbie illustre bien le droit et en quoi l'ancien SS s'était bien voué à cette politique d'hégémonie du III^e Reich, condition nécessaire pour l'accomplissement d'un crime contre l'humanité.

Il rappelle ainsi longuement la carrière, l'adhésion de Barbie d'abord aux Jeunesses hitlériennes, puis aux SS, « la garde prétorienne de Hitler », et, enfin, au SD, la police du parti. « Il était donc avant la guerre un policier déjà investi d'un pouvoir de vie et de mort, voué au culte du chef, obsédé de la pureté de la race aryenne, convaincu qu'il faut éliminer sans merci les adversaires. Le nazisme n'a pu exister que par des hommes comme Barbie. »

M^e Nordmann ne pouvait manquer, non plus, de rappeler que, s'il a fallu attendre près de quarante-cinq ans pour juger Barbie, c'est « parce que, alors que se déroulait le procès de Nuremberg, il y avait, à une centaine de kilomètres de là, des hommes qui, eux, s'intéressaient à Barbie, rêvaient de l'éliminer mais pour utiliser ses compétences éprouvées d'anticommuniste ».

Il devait aussi s'appliquer à établir que, dans le combat contre le nazisme, « si aucun des combattants ne ressemblait à l'autre, si d'Estienne d'Orves était différent des communistes décapités à Paris à la prison de la Santé, si le MOI et les otages de Châteaubriant se différencient d'autres résistants, si tout ne combattait pas pour un même avenir, tous combattent un ennemi commun ».

Le « bluff »
de M^e Vergès

Enfin, M^e Paul Vergès, ancien bâtonnier de Lyon, a montré qu'à quatre-vingt-deux ans il demeurerait un octogénaire performant pour représenter ici « des associations de résistants sans obédience politique ni confessionnelle ».

« Pourtant, ajouta-t-il aussitôt, il n'y aura pas ici de dénonciation de la Résistance française, elle constitue un bloc indissoluble que rien ne pourra détruire. »

Il entreprit alors de faire revivre les martyres subis par ceux qui furent aux mains de Barbie et qu'avaient relatés tant de témoins. Il y apporta beaucoup d'émotion et de ce qu'il avait connu lui-même à Lyon au temps des années noires. Pour finir, il avait réservé une apostrophe pour le chef des Jacques Vergès, « qui entendait renverser les rôles, faire du procès de Barbie celui de la Résistance et de la France et qui resta muet devant Jacques Chaban-Delmas et se garda bien de mettre en accusation Raymond Aubrac ».

« Tout cela, lança-t-il, n'était donc que du bluff ! »

Hélas, M^e Vergès, en cette journée du 18 juin, n'était pas à son banc. Il y avait seulement laissé M^e Benoit, avocat au barreau de Brazzaville, qui doit plaider lui aussi pour la défense de Barbie.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Des caméras pour l'histoire

LYON
de notre envoyé spécial

« Claude, tu es à l'antenne, ne bouge pas ! » Dans la cabine vidéo qui surplombe légèrement la cour d'assises, le réalisateur Daniel Borgeot lance ses ordres, rapides, précis. Depuis le 11 mai, trois magnétoscopes enregistrent méthodiquement les images d'un film-fluave : le procès Barbie. Un reportage à chaud, mais qui ne pourra être consulté par les historiens et autres chercheurs que dans vingt ans, avec l'autorisation de la chancellerie.

M^e Serge Klarsfeld se lève. C'est le premier avocat des parties civiles à plaider. Nouveau plan de la caméra 2. L'avocat évoque la rafle d'Yzieu, rend hommage à M^e Halsunbrenner et Benguigui. La caméra 1 cherche aussitôt leurs visages dans l'assistance. Grâce à leur casque, les caméramen sont reliés en permanence au réalisateur et reçoivent ses demandes. Un travail silencieux, discret. Les caméras sont presque dissimulées de part et d'autre du prétoire, derrière le ministère public et les bancs de la défense. Au-dessus des jurés, une troisième caméra, commandée à distance, a pu filmer la centaine de témoins qui ont déposé ces derniers semaines.

La peine
et les larmes

Dernière sa console, Daniel Borgeot choisit ses images, tente de varier les plans. A ses côtés, Christine Depont, premier substitut, veille au bon déroulement des opérations. « La philosophie générale s'est dégagée progressivement, explique-t-elle. La chancellerie a consulté deux historiens. Le premier nous a conseillé d'être froids, objectifs ; le second était plus favorable à un enregistrement proche du reportage. Nous avons opté pour un moyen terme. »

C'est ainsi que les trois caméras installées dans le prétoire, plus une quatrième de rétrospective, disposées au fond de la salle d'audience, glissent de temps en temps sur les jurés, les

sténographes, surprennent parfois M^e Vergès regardant ostensiblement le plafond lorsque ses contradicteurs prennent la parole, cherchant à rendre au plus près l'ambiance de la cour.

« Je ne prends pas forcément ceux qui parlent, dit Daniel Borgeot ; il ne faut pas laisser s'installer une routine. »

Le risque est minime. Le matériel et les techniciens mis à la disposition du ministère de la Justice par FR3, après un accord, permettent d'obtenir une gamme très large d'images. Le meilleur poste d'observation des audiences est à coup sûr cet espace de quelques mètres carrés où cinq écrans de télévision vous propulsent vers les visages des principaux acteurs du procès. « J'avoue que, pendant les dépositions des témoins des parties civiles, j'étais bien content d'être très occupé, raconte Daniel Borgeot. Dans la cabine, l'émotion était énorme : il n'y a que nous qui les avons vus déposer en très gros plan, avec leur peine sur le visage, parfois les larmes. Nous avons pu mettre côte à côte les images de quelques témoins et celle de Barbie. »

Toutes les heures, le technicien vidéo présente au magistrat les trois cassettes qui viennent d'être enregistrées. Les bandes s'accumulent ainsi sur son bureau tout au long de l'audience, sous la protection discrète de la DST. En fin de journée, le premier substitut les remet au greffier. Les fameuses cassettes sont alors précieusement rangées dans un carton, dûment scellé et scellé, le procès-verbal est rédigé et le colis expédié aux archives départementales, puis place Vendôme à Paris.

La chancellerie devra veiller à ne pas s'endormir sur ce très long documentaire. Pour que les cassettes puissent être visionnées en l'an 2007, il faudra impérativement les « rapatrier sur des supports inaltérables d'ici quelques années », selon les spécialistes. Leur conservation est à ce prix.

LAURENT GRELSAMER.

Menacés de sanctions disciplinaires

Les deux avocats bordelais
de François Korber
renoncent à défendre leur clientBORDEAUX
de notre correspondant

Les deux avocats bordelais de l'ex-candidat RPR à Bordeaux François Korber, M^e Denis Sutter et Daniel Lalanne, du barreau de Bordeaux, renoncent à défendre leur client, accusé de trafic d'or et de devises et de meurtre d'un de ses collaborateurs. Ils ont officiellement fait part de leur décision à François Korber et au président de la cour d'assises de la Gironde, M. Jean-Pierre Bouscharain, le 16 juin. Les deux avocats ne s'estimeraient plus dans les meilleures conditions pour défendre leur client. Pour sa part, le troisième avocat de François Korber, M^e Thierry Lévy, du barreau de Paris, n'avait pas encore pris de décision le 19 juin.

Le 10 juin, le bâtonnier de Bordeaux, M^e Alfred Peyrelongue avait été saisi d'une demande de sanctions à l'encontre des deux avocats de son barreau, formée par le procureur général de Bordeaux (le Monde du 13 juin). Parallèlement, une procédure similaire a été engagée contre l'avocat parisien, M^e Thierry Lévy, sur intervention du parquet général de Bordeaux auprès du procureur général près la cour d'appel de Paris.

Ces demandes de sanctions sont consécutives aux incidents ayant conduit au renvoi de l'audience de la cour d'assises de la Gironde, qui devait juger François Korber, le 11 mai dernier. Les trois avocats, récusés par leur client, avaient refusé de l'assister, bien qu'ils aient été commis d'office. En conséquence, l'affaire avait dû être renvoyée à une autre session (le Monde du 21 mai).

Pour le parquet général de Bordeaux, l'attitude des avocats constituerait une faute déontologique puisqu'elle permettrait à un accusé

de choisir les magistrats amenés à le juger.

M^e Sutter et Lalanne ont comparu devant le conseil de l'ordre du barreau de Bordeaux, le 16 juin, quelques heures après s'être officiellement désolés de l'affaire Korber. Le conseil de l'ordre a mis son jugement en délibéré jusqu'au 22 juin, jour où François Korber doit comparaître de nouveau devant les assises de la Gironde.

GINETTE DE MATHA.

Au tribunal d'Evry

Neuf mois
de prison ferme
pour deux brigadistes
italiens

Deux ressortissants italiens, membres des Brigades rouges italiennes, Roberto Pelli, trente et un ans, et Umberto Passigatti, vingt-sept ans, arrêtés au mois d'octobre 1986 à Gif-sur-Yvette (Essonne), ont été condamnés, mercredi 17 juin, à neuf mois de prison ferme pour vol, recel de voiture, détention et usage de fausses pièces d'identité par la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance du tribunal d'Evry.

Avant d'être condamné, Umberto Passigatti a pris la parole après la plaidoirie de son avocat, M^e Chalanet, pour lire au tribunal un texte de quatre pages, violente diatribe contre les conditions de détention qui ont, assure-t-il, été les siennes à Fleury-Mérogis. Il a notamment dénoncé le « mitard », où il a passé plusieurs jours en raison de sa conduite indisciplinée : « On assassine tous les jours des détenus politiques à Fleury-Mérogis », a-t-il affirmé.

EN BREF

● GRENOBLE : acquittement d'un policier poursuivi pour coups et blessures. — Le tribunal correctionnel de Grenoble a acquitté, mercredi 17 juin, un policier grenoblois, M. Michel Minier, trente et un ans, sous-brigadier, qui était poursuivi pour coups et blessures volontaires à la suite d'une plainte déposée par un ingénieur, M. Victor Gallet, cinquante-neuf ans.

M. Gallet se plaignait d'avoir été passé à tabac au début du mois d'août 1986 à la suite d'une interpellation consécutive à une situation entre automobilistes (le Monde des 10-11, 13 et 15 août 1986). Quatre jours après son séjour dans les locaux du commissariat de police, l'ingénieur avait subi une intervention chirurgicale pour une rupture de la vessie et une occlusion intestinale (le Monde du 16 août 1986).

● Le président de la CNIL a remis son rapport annuel à M. Jacques Fauriol, président de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) à Paris, jeudi 18 juin, son rapport annuel au président de la République. Il sera rendu public le 1^{er} juillet. « Le trait le plus marquant,

[de ce rapport], a dit M. Fauriol, porte sur la confidentialité des données, notamment dans le domaine médical et sur la sécurité des systèmes informatiques du fait du développement de la télématique et du réseau téléphonique qui n'est pas très sûr, puisqu'on peut le pirater. »

● SIDA : trois journalistes suisses inculpés. — Trois journalistes ont été inculpés le mercredi 18 juin à Zurich, pour avoir refusé de donner le nom d'une prostituée tocamane qui avait continué à exercer

son métier après avoir été déclarée séropositive par un test de dépistage du SIDA. Le procureur public de Zurich a déclaré qu'il avait essayé de retrouver l'identité de la femme, connue seulement sous le nom de « Yvonne », après qu'elle eut déclaré, lors d'une interview à la télévision, en février, qu'elle continuait à exercer son métier malgré un test de SIDA positif. Cette prostituée pourrait être inculpée pour propagation d'une maladie humaine, acte incriminé par le droit suisse.

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

M. Pasqua répond
aux questions d'Edwy Plenel
36.15 TAPÉZ LEMONDE

Société

ÉDUCATION

Les inscriptions à l'université Paris-VI

Querelle autour du minitel

« Voilà, monsieur Garnier, on a écrit un texte de quelques lignes. On va vous le lire et on vous demande de le signer. Comme ça, les choses seront claires : « Tous les bacheliers qui sollicitent une inscription à Paris-VI en juillet, faisant partie ou non du recensement par minitel, auront, comme le dit la loi, le droit de s'inscrire dans l'université de leur choix. »

— Pas question. Je suis revenu de la réunion de la conférence des présidents d'université pour m'expliquer avec vous. Je suis prêt à recevoir une délégation de quatre ou cinq étudiants. Mais pas à discuter avec un comité d'occupation. C'est une question de principe.

Pendant trois heures, le vendredi 18 juin en fin d'après-midi, le dialogue de sourds s'est poursuivi entre M. Michel Garnier, président de l'université Paris-VI, et une cinquantaine d'étudiants de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) qui occupent son bureau. Ils entendaient ainsi dénoncer le système mis en place par cette université pour recenser puis inscrire par minitel les futurs bacheliers (le Monde du 21 mai).

Pour eux, il s'agit d'un système de préinscription qui, sous couvert d'efficacité de la gestion des inscriptions, permet en réalité d'opérer une sélection des bacheliers sur la base de leurs notes et de leur section de baccalauréat. En outre, et c'est indéniablement là que le bât blesse, en supprimant les files d'attente, les tensions et les mécontentements qui

accompagnent traditionnellement les inscriptions dans quelques universités parisiennes, le système inauguré cette année à Paris-VI prive du même coup les syndicats étudiants d'un moment privilégié de sensibilisation et d'adhésion. Et il supprime, soulignent hier les « occupants », « tout moyen de défense collective pour les non-inscrits. »

A quoi M. Michel Garnier oppose une série de chiffres qu'il veut rassurants. « Nous avons reçu 3 500 candidatures directes, auxquelles sont venues s'ajouter 1 600 demandes, grâce au système RAVEL mis en place par le rectorat. Les élèves de terminale peuvent encore demander à s'inscrire à Paris-VI jusqu'au 25 juin. Nous aurons donc 5 500 demandes environ au bout du compte. »

A partir de là, il faut tenir compte des échecs au bac, qui élimineront quelque 1 500 demandes, puis des nombreuses doubles inscriptions à l'université et dans les classes préparatoires ou les IUT (estimées cette année à 2 000). « Il ne restera donc à loger, compte M. Garnier, à peu près 2 100 étudiants, c'est-à-dire exactement la capacité d'accueil à Jussieu et dans le nouveau centre que nous aurons cette année à Versailles (300 places). »

Les étudiants appellent déjà à une manifestation. Le 10 juillet, des lycéens qui ne pourraient s'inscrire à l'université, faute de s'être fait connaître dès à présent.

G. C.

RELIGIONS

Vatican

Mgr Séjourné quitte la secrétairerie d'Etat

Chef de la section française de la secrétairerie d'Etat, Mgr René Séjourné a été nommé, le vendredi 19 juin, évêque titulaire de Lapice et reste à la disposition personnelle du pape. Il devient recteur de Saint-Louis-des-Français, la paroisse des Français de Rome, succédant à Mgr André Boissac, nommé à ce poste par l'ambassadeur de France près le Saint-Siège et par la conférence épiscopale française en accord avec le diocèse de Rome.

[Né le 20 mai 1930 à Avrilly (Maine-et-Loire), Mgr Séjourné a été ordonné prêtre du diocèse d'Angers en 1955 et est entré en 1967 à la secrétairerie d'Etat. C'est en 1972 qu'il a succédé à Mgr Paul Poupard, futur cardinal, comme chef de la section française, chargé de la diplomatie du Saint-Siège dans tous les pays francophones.]

● Une mise en garde de l'Eglise d'Angleterre contre la franc-maçonnerie. — Dans un rapport adopté, le jeudi 18 juin, à Londres, l'Eglise d'Angleterre déconseille l'appartenance des fidèles anglicans à la franc-maçonnerie, jugée incompatible avec le christianisme. La ritual secret maçonnique y est vivement mis en cause. L'Eglise d'Angleterre rejoint ainsi des initiatives semblables prises par d'autres Eglises méthodistes et catholiques. La Grande-Bretagne compte cinq cent mille francs-maçons, groupés dans huit mille cinq cents loges. Cousin de la reine Elisabeth, le duc de Kent est grand-maître de l'une des obédiences britanniques.

G. C.

(Suite de la première page.)

On les avait pourtant avertis, de divers côtés, qu'ils maniaient là un brûlot. D'abord, parce que la nationalité porte une charge symbolique considérable, étant liée à des concepts comme le sol, le sang, l'identité, l'assimilation, le loyalisme, le mérite... Mais aussi parce que la réforme concernait essentiellement des enfants et des adolescents — ceux qui sont nés en France de parents étrangers.

Ces enfants sont français à la naissance si l'un de leurs parents est lui-même né en France (ou dans un ex-territoire français, comme l'Algérie jusqu'en 1962). Le gouvernement a renoncé à changer cette disposition. En revanche, il veut empêcher de devenir automatiquement français à dix-huit ans ceux dont les deux parents sont nés hors de France. Ces enfants-là devraient faire en quelque sorte une demande de naturalisation au moment de leur majorité.

Devant le concert de protestations, le garde des sceaux a commandé par courrier tel article, atténuer tel autre, polir et repolir ses phrases pour s'apaiser finalement qu'il ne s'en sortirait pas. D'un côté, on criait à la capitulation. De l'autre, au racisme. M. Chirac a fini par « geler » cette réforme en suspendant, le 12 mars, la création d'une commission de « sages » qui se mettrait à la tâche dans les plus brefs délais. Il lui a fallu plus de trois mois pour concrétiser cette loi.

Pour faire bonne figure, la commission devait compter un Maghrébin. C'est un médecin libanais, le docteur Salem Kasac qui a été choisi. Diverses personnalités, de gauche ou

Le code de la nationalité sous l'œil des « sages »

de droite, se sont réunies, par manque d'enthousiasme ou de temps. D'autres avaient été écartées d'office, malgré leur compétence en la matière, pour s'être engagées dans le débat. Cela n'empêche pas le professeur Pierre Chaunu de figurer sur la liste, lui qui vient d'apposer sa signature à une motion d'universitaires (le Monde du 17 juin), réclamant une réforme du code de 1973 et... « déplorant que ce problème fondamental soit soustrait à la souveraineté nationale et délégué à de prétendus sages ou consciences... » M. Le Pen a saisi la balle au bond : dans un communiqué, il estime, lui aussi, que la réforme du code relève de la souveraineté nationale et « observe avec intérêt que l'un des membres de cette commission (...) partage ce point de vue ».

Après l'élection présidentielle ?

Les seize « sages » n'ont pas pour mission de récrire le texte mais de fournir des observations. A la fois sur le code actuel et sur le projet gouvernemental. S'ils rendent leur copie en septembre, un nouveau projet de loi pourrait être soumis au Parlement à la session d'automne. Dans le cas contraire, l'affaire irait fort d'être reportée après l'élection présidentielle de 1988.

« La commission en a au moins pour trois mois de travail », dit-on dans l'entourage de M. Chalandon. Trois mois au bas mot, car elle n'est pas chargée seulement d'étudier les acquisitions automatiques de nationalité, la réforme des procédures de naturalisation et la lutte contre les mariages blancs. On lui a demandé aussi d'examiner une question très délicate qui ne figurait pas dans le projet de loi : la double nationalité et ses conséquences sur le service militaire.

C'est une vraie question, souligne Jacqueline Costa-Lascoux, directrice de recherche au CNRS, dans un excellent ouvrage collectif qui paraît ces jours-ci en librairie (1).

« Il est clair que l'un des problèmes essentiels des années à venir sera celui de l'augmentation, démographiquement sensible, de la catégorie des « plurinationaux ». Ne comptait-on pas déjà en France près d'un million de Franco-Algériens, qui sont français aux yeux de Paris mais algériens pour le gouvernement d'Alger ?

Cette double nationalité présente quelques avantages, surtout psychologiques, mais beaucoup d'inconvénients, remarque Jacqueline Costa-Lascoux. Ce statut ambigu fait peser des soupçons de non-intégration chez ses titulaires dans chacun des deux pays. Mettre fin à cette situation du jour au lendemain par un accord entre Etats apparaît impensable. Mais on peut imaginer des solutions intermédiaires, comme par exemple l'extension de la double nationalité pour une durée limitée ou une « mise au sommeil » de la nationalité d'origine, qui ne repré-

draient effet qu'en cas de retour au pays... »

Une douzaine de pays ont conclu un accord avec la France, permettant aux titulaires d'une double nationalité d'effectuer leur service national dans un seul des deux Etats. Un jeune Franco-Algérien par exemple, peut choisir de faire son service dans l'un ou l'autre des deux pays. Or, une campagne a été lancée par le Front national, sur le thème : « n'est pas normal qu'un nombre croissant de Français choisissent de faire leur service militaire en Algérie ».

En réalité, la grande majorité des conscrits boursiers optent pour le drapeau tricolore. Mais il est vrai que, pour la classe d'âge de vingt ans par exemple, la proportion de ceux qui ont choisi l'Algérie est passée de 14,4 % en 1983 à 20 % en 1986 et 26 % en 1987. Comment l'interpréter ? Un examen plus attentif des chiffres permet de constater que ceux qui accomplissent effectivement leur service militaire en Algérie sont en baisse constante en raison des exemptions : 537 en 1983, 329 en 1986, 132 en 1987. En-à-dire que ces jeunes sont d'autant plus attirés par le service militaire algérien qu'ils ont moins de chances de le faire ?

Il faudrait trois ans aux « sages » et non trois mois pour étudier de près la psychologie de ces binationaux assis entre deux chaises. Dans l'ouvrage collectif *Questions de nationalité*, M. Abdelmalek Sayad, chargé de recherche au CNRS, décrit de manière saisissante ces enfants d'Algérie qui découvrent à seize ans qu'ils sont français « qu'ils le veulent ou non. Ils s'en félicitent ou qu'ils le déplorent ; et souvent s'en félicitent et le déplorent en même temps sans avoir, pour autant, le sentiment de se contredire ». Adapter équitablement à ces jeunes un code de nationalité infiniment complexe ne sera pas facile. On souhaite un bel été aux seize « sages » de la commission !

ROBERT SOLÉ.

(1) *Questions de nationalité. Histoire et enjeux d'un code*. Ouvrage collectif, sous la direction de Smah Lacher, éditions CIEMLI-Harmattan, 257 pages, 98 F.

Seize membres

« Vous savez combien la question de la nationalité est juridiquement complexe et met en jeu tout à la fois des problèmes historiques, sociologiques, démographiques, religieux et bien sûr humains », a écrit le garde des sceaux dans une lettre récente aux membres de la Commission de la nationalité. « La préparation du projet de loi élaboré à monré que la question de la nationalité suscitait chez nos concitoyens des réactions passionnées et diverses, souvent d'ailleurs fondées sur des informations inexactes. J'ai donc souhaité qu'un groupe de travail étudie cette question en toute indépendance et avec la sérénité et la hauteur de vue qui conviennent à un sujet dont la complexité apparaît de plus en plus au fur et à mesure de son étude ».

Outre son président, M. Marc Long, soixante-et-un ans, vice-président du Conseil d'Etat, ancien PDG de l'ORF et d'Al-France, la commission compte les personnalités suivantes :

Docteur Léon Bouthien, ancien député socialiste ;
M. Jean-Jacques de Bresson, conseiller d'Etat honoraire ;
M^{me} Hélène Carrère d'Encausse, universitaire ;
M. Pierre Catala, universitaire ;
M. Pierre Chaunu, universitaire, membre de l'Institut ;
M. Berthold Goldman, universitaire ;
M. Salem Kasac, assistant de cardiologie ;
M. Pierre-Patrick Kaltenbach, conseiller référendaire à la Cour des comptes ;
M. Emmanuel Le Roy-Ladurie, professeur au collège de France ;
M. Yvon Loussouarn, universitaire ;
M. Jean Rivero, universitaire ;
M^{me} Dominique Schnapper, universitaire ;
M. Alain Touraine, universitaire ;
M^{re} Jean-Marc Varaut, avocat ;
M. Henri Verneuil, réalisateur de films.

Elephant Man n'est pas à vendre

Le show-biz est sans pitié. Michael Jackson vient de proposer 1 million de dollars pour acquérir le cadavre de John Merrick, conservé au London Hospital Medical College. Digne refus des Britanniques.

John Merrick, mort en 1900, atteint d'une maladie incurable, la neurofibromatose, avait connu une triste célébrité sous le nom d'Elephant Man. Un film récent de David Lynch a repris l'histoire exemplaire de cet homme au visage monstrueux et à l'âme

pure : une vie horrible portée à bout de bras, un triomphe de la nature humaine.

Michael Jackson, qui joue les monstres dans un vidéo-clip à succès, *Thriller*, sans doute marqué par son rôle, voulait exposer la dépouille mortelle de Merrick dans une chambre des horreurs aménagée dans sa maison de Los Angeles.

On se souvient du cri de Merrick dans le film de Lynch : « Je ne suis pas un animal ! »

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

L'INFORMATION vit de la violation des lois. Si celles-ci étaient respectées à la lettre, les journaux, qu'ils soient de droite ou de gauche, populaires ou plus guidés, ne comprendraient que des communiqués officiels et des petites annonces. Autrement dit, il suffirait d'un seul journal (à moins que ce ne soit déjà trop) pour donner ce qu'il serait, alors, abusif de nommer encore « information ».

C'est ce que vient une fois de plus de mettre en lumière l'inculpation notifiée à deux journalistes, l'un de *Libération*, l'autre du *Quotidien de Paris*, à qui il est reproché (par nous notre élan) une « complicité de recel de violation du secret de l'instruction ».

Bien qu'elle soit représentative d'un climat qui n'est pas très favorable à la liberté de l'information (expression plus précise que l'abstraite « liberté de la presse »), climat qu'illustrent les plaintes déposées naguère par M. Chirac, M. Pasqua ou, sur un autre registre, par M. Le Pen, cette poursuite doit être accueillie avec sérénité, si ce n'est avec humour.

En tout cas avec modestie, dans la mesure où une telle inculpation n'a pas de quoi faire rougir ceux qu'elle vise. L'inculpation n'est rien, son motif est tout. Comme disait quelqu'un, « le crime fait la honte et non pas l'échafaud ».

Etre accusé d'avoir trop dit, quand c'est exactement, quand rien n'entache la découverte des faits ou des documents, cela joue plutôt contre celui qui s'en plaint que contre celui qui a dévoté un injuste mystère.

L'inculpation n'est qu'un geste de procédure, qui ne préjuge de rien. Surtout lorsqu'il s'agit d'affaires de presse où les cartes biseautées et les fausses fenêtres sont monnaie courante.

Il est évidemment pour le moins paradoxal d'avouer, c'est-à-dire de rappeler, que la presse, vertueuse par son objet sinon par sa nature, n'acquiesce sa personnalité que grâce à l'illégalité. Telle est pourtant la réalité.

Car contrairement à ce que voudrait faire croire le solennel intitulé de la loi du 29 juillet 1881 « sur la liberté de la presse », celle-ci n'est encadrée que d'interdits. La loi protège le silence et non pas la parole, le secret et non pas l'information.

Outrance d'une plume qui est juge et partie ? Nullement. L'Etat, les institutions, les entreprises, les particuliers ont sous la main un arsenal de dispositions permettant (et c'est bien la première chose qui soit permise) de réduire les journaux à des pages blanches.

En son temps, le ministère de la justice s'est efforcé de rassembler les articles énonçant ces interdictions. Il a mis des semaines à accomplir ce travail, et rien n'assure qu'il soit complet.

Qu'il s'agisse de Greenpeace, de Chaurmont, des « avions renifleurs », ou de la plus lointaine Garantie foncière, ou encore de quelques autres dossiers qui n'avaient pas, eux, de coloration pénale, tous ont été « sortis », comme on dit dans le métier, en infraction avec les lois.

Quelqu'un a « parlé » qui ne le devait pas, qui s'est rendu coupable d'une indiscrétion industrielle, politique, judiciaire ou commerciale, à ce titre justiciable de la rigueur des lois.

N'en a-t-il pas d'ailleurs toujours été ainsi ? Saint-Simon, journaliste à sa manière, puisqu'analyste, a vécu d'espionnage mondain (à l'époque grande affaire politique), de

secrets dévoilés et de confidences trahies. Faut-il le promettre au pilon ?

Fallait-il de nos jours garder le silence sur la triste mascarade de Greenpeace, sur la peu ragoutante déconfiture Chaurmont, sur les grotesques « avions renifleurs », sur le sordide Carrefour du développement ?

Répondre oui ramènerait la France légèrement en deçà des régimes de censure. C'est pourtant ce qu'ordonnent la logique et la lettre des lois. Répondre non, c'est consentir à l'idée que la presse ne peut satisfaire à sa mission d'information qu'en contournant constamment les lois, en jouant avec elles ou en se jouant d'elles.

Modérons tout de suite ce qu'a d'excessivement dramatique une vision prospective légale du régime de la presse. Il est vrai que, en dehors de la diffamation et des textes qui l'accompagnent, les lois du silence sont rarement mises en œuvre. Mais elles pourraient l'être.

Information

Légalement, tout journal, toute publication, de droite, comme de gauche, hostile au gouvernement ou soutenant sa politique, celui-ci ou celui-là, vit au péril du « papier bleu », en survis.

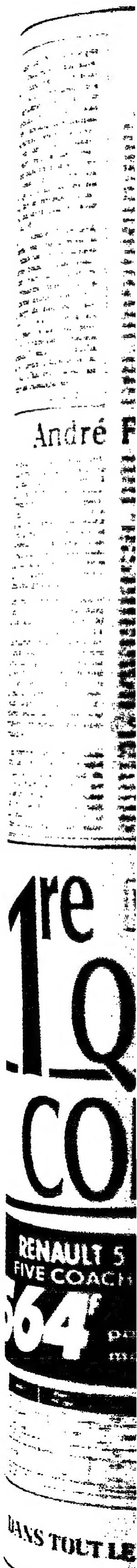
Que n'attendez-vous, rétorquent les âmes pieuses, que « l'affaire vienne au grand jour d'une audience publique ! Ah, ouïe ! Quand elle sera bien enrubannée, asseptée, embaumée de procédures, que ses aspects les plus scandaleux (lâches ou le mort) auront été ramassés à de beaucoup plus tolérables « infractions » ! A moins qu'entre-temps un gentleman's agreement ne soit intervenu, qui sera baptisé non-lieu.

Et que ferait-on, même, de ce qui n'a pas de caractère pénal : un détestable projet de loi préparé en catimini, ou bien l'élaboration d'une mise en fiches systématique des citoyens ? Faut-il remettre la liberté de ceux-ci à la seule vigilance du Conseil constitutionnel, à la seule audace du Conseil d'Etat, à la seule diligence des tribunaux ordinaires ? Courage ! Fuyons !

Il ne s'agit naturellement pas de faire loi l'égoïsme d'un journalisme dont les membres seraient autant de cow-boys ou de justiciers, épiant les consciences, sondant les intentions, réunissant en eux seuls le prêtre et le gardien de la paix. La loi nous en préserve ! Mais qu'il nous garantisse aussi des journalistes obéissants.

Qu'on ne vienne pas davantage nous bésiner avec ce « journalisme d'investigation », nouveau venu dans les gaudes langagiers, qui excite les nostalgies contraires des jeunes et des vieux, et qui n'est ni plus ni moins que le journalisme tout court.

Chaque membre de cette profession a vocation à découvrir des informations et à ne pas les garder pour lui. Mais il se trouve que les puissances estiment avoir intérêt à se cacher et que les journalistes sont là pour les empêcher. C'est tout. Mais c'est l'essentiel.



Lettres

Deux élections à l'Académie française

Georges Duby : un historien insatiable

L'élection de M. Georges Duby à l'Académie française, le jeudi 18 juin, en remplacement de Marcel Aymon, n'a surpris personne : il était le seul candidat. Et c'est sans doute cette candidature unique qui a raconté les six académiciens qui ont voté blanc. Cinq d'entre eux ayant surchargé leur bulletin d'une croix hostile. Mais l'historien du Moyen Âge a tout de même triomphé dès le premier tour, avec une majorité confortable (24 voix sur 30).

Pour M. André Frossard, élu le même jour, on a noté le nombre inhabituel et croissant de bulletins blancs tous marqués d'une croix, six, sept et dix au troisième tour, qui a tout de même assuré son élection au siège du duc de Castillon, avec 17 voix. Il en avait obtenu 11 puis 14 au tour précédent. M. François Châtelet a obtenu 7, puis 3, et enfin aucune. M. Jean Elie et M. 6 et 3. M. Charles Dédéyan avait retiré sa candidature.

J.-M. D.

Georges Duby fit avec application et succès ses classes d'historien tout au long des années 40. Docteur honoraire et professeur, le voici à trente-deux ans, en 1951, touchant au havre de sa chère Provence d'adoption : il ne quittera sa chaire d'Aix qu'en 1970 pour le Collège de France. Mais aujourd'hui encore, membre de l'Institut et prêt à endosser l'habit vert, lauréat à répétition, figure éminente, parisienne et internationale, de la « jet society » historique, il régnait à quitter des lieux de la Seine. Quelques choses d'intime le lie à ces calcaires, à cette lumière spirituelle qui entretient peut-être aussi sa passion pour l'art moderne, son culte des eaux-fortes de Soulas et des métamorphoses de Masson.

Il était promis à une carrière sans encombre d'historien des *Annales* dans le sillage de grand aîné, Marc Bloch. Pour sa thèse de doctorat, il s'était plongé avec délice dans les cartulaires (1) assemblés par les

bons moines de Cluny et il leur avait arraché le secret des premiers âges féodaux, de châtellenie en principauté, jusqu'à l'intervention du roi capétien.

En grattant les chartes et en quantifiant utilement, il avait ordonné le paysage des liens d'homme à homme et des forces productives quelque part entre la Seine embrumée et les croupes ensolées du Beaujolais. Sa *Société aux siècles et dix-septième siècles dans la région marseillaise* (A. Colin, 1953), il la lut, enfiévrée, accrochée au sol, promise aux hiérarchies, à travers les lunettes assez marxistes qu'on portait volontiers en ces années d'après-guerre. Mais, outre sa plume acérée, il avait déjà révélé dans cet exercice d'école une insatiable fécondité.

En s'aventurant avec prudence et nuances hors de son terroir de Bourgogne, Duby, toujours en bon élève, creuse l'étude des fondements matériels de la société médiévale, distri-

bue des produits et classe les producteurs, lit les bocages et les champs ouverts, mais préserve sa joie à soupeser la masse documentaire avec un regard d'enfance. Il aurait pu sombrer dans la monotonie de la quantification, sophistiquer jusqu'à l'épuisement, comme tant d'autres épigones de l'esprit des *Annales*, l'illusion positiviste du chiffre de longue durée.

Chantier médiéval

Mais un jour — un beau jour pour l'histoire, et pas seulement pour celle du Moyen Âge — sans doute après avoir parcouru de l'est à l'ouest un Polakoff, il sent que le temps des abbayes romanes et des cathédrales médiévales plus que tout autre le matériel et le mental, que les valeurs et les formes ordonnantes la matière première de l'histoire. Dès lors, il part à l'aventure, en raide victoire, entraînant une

foote d'élèves et multipliant les textes de vaillance où il rendait compte de la chevauchée.

Dès 1967, il achève pour Skira un *Moyen Âge* en trois volumes (repris en 1984) qui bat fièrement son nouveau pavillon. Il a rédigé chez les anthropologues et les linguistes, salué bien bas la trilogie de Dumézil qu'il expérimente dans son chantier médiéval (*Les Trois Ordres*, ou *l'Imaginaire du féodalisme*, Gallimard, 1978), scruté les images et repéré les structures de la parenté. Son *Moyen Âge* est au croisement des traces du mental qui façonne le réel et du quotidien qui révèle les seuils de l'indicible, un peu comme dans les collages cubistes. Le rite est signe social, l'image trahit un ordre, l'esprit travaille le matériel : l'orgue de Duby souffle à plein jeu, à grand clavier complet, elle mélodie et bombarde à cœur joie. De *Guerriers et Paysans* (Gallimard, 1973) au *Chevalier, la femme et le prêtre* (Hachette, 1981), on admirera le doigté et le coup de pédale.

Désormais, tous les genres historiques peuvent être ravivés sous sa plume. Son *Dinastie de Bouvines* (Gallimard, 1973) transfigure l'événement au feu de la mémoire collective, jusqu'en pleine bataille de la Marne de 1914. Son *Guillaume le Maréchal* (Fayard, 1984) campe le héros inconnu dont la biographie résume une époque. De l'image au livre pour enfants, à la BD ou à la

série télévisée, il n'y a qu'un pas, que Duby franchit avec plaisir. Il anime sur ces entrefaites de vastes entreprises collectives d'édition qui gagnent à l'histoire un vaste public, une *Histoire de France* chez Larousse, une *Histoire de la France rurale*, puis de la *France urbaine*, au Seuil. Insatiable, il lance des manuels scolaires, des atlas, des albums, des vidéos et mille autres « produits », avant de tenter l'aventure d'une capitainerie dans l'industrie culturelle des nouvelles incarnées.

Au point que d'aucuns lui reprochent *in petto* d'être devenu insensiblement un entrepreneur trop avisé en histoire courante, de disperser son talent aux mille feux des médias. Mais sans son vif regard sur toutes choses, l'histoire n'aurait peut-être pas connu la vogue que l'on sait depuis une quinzaine d'années. Et tous ceux que le succès chagrine peuvent ouvrir en confiance et en humilité ces livres d'un historien qui a su reconstruire pas à pas son horizon, rehausser sa palette et broder sa lumière en pleine pâte. Un ultime plaisir leur est promis : celui du style, enté de Cézanne. A relire les premières pages du *Temps des cathédrales*, on sait ce qu'est écrire l'histoire.

JEAN-PIERRE RHOIX.

(1) Titres de propriété et privilèges d'un monastère.

André Frossard : l'épée et le carquois

André Frossard s'était déjà présenté à l'Académie française en avril 1985. Battu par Michel Mohr, il commentait son échec, le lendemain, en première page du *Figaro*, mi-amer, mi-sarquois : « Cela prouve que la providence qui veille sur moi tient à me faire passer le goût des honneurs. Je ne peux que remercier ceux qui l'ont aidée dans cette lourde tâche et reporter mon anxiété sur les autres. » La providence a donc changé d'avis.

« Cavalier seul », André Frossard fabrique ses billets quotidiens dans le silence de son appartement de Neuilly, loin de la rampe du monde. La plume de ce prince-sensitif qui pousse pour bouger, sinon pour bourra saut griller et même faire mal. Méchant ? Il s'en défend d'une voix de confessionnal : « Je n'attaque que les idées, pas les personnes, nous aurons-il en 1985. Et je me retiens beaucoup : pour une flèche envoyée, j'en garde neuf dans mon carquois. »

Qu'on le compense bien : dans ces brûlants de vingt lignes, André Frossard fait de l'humour, pas de l'ironie : « L'humour, c'est un regard qu'on porte sur soi. L'ironie porte sur les autres. » Dieu sait pourtant... Mais non : « C'est le regard que je porterais sur moi-même si j'étais l'autre. » Avec des justifications aussi élégantes, Mauriac égratignait chrétiennement, avant lui, dans un journal du même nom.

Un homme de droites ? Certainement pas un homme de gauche, répond le billettiste. Mais il n'arrive d'être à gauche... et parfois à droite. La politique est couverte de péchés par le catholique de soixante-deux ans dont le père, Ludovic-Oscar Frossard, fut le premier secrétaire général du Parti communiste français. Il se demande encore comment il avait été amené à se présenter — pour se faire battre — aux élections législatives de 1951. Cette expérience malheureuse l'a guéri, dit-il, de la politique active qu'il accuse de... mener au pouvoir. Ne rend-elle pas inévitable « des compromis, des transactions avec la morale chrétienne ? »

Car Frossard est chrétien, entièrement, définitivement, depuis que la grâce l'a saisi, à vingt ans, au cours d'une visite fortuite dans une chapelle parisiennne. « Entré là sceptique et athée d'extrême gauche, je suis ressorti quelques minutes plus tard catholique, apostolique et romain », racontera-t-il en 1968 dans son best-seller *Dieu existe, je l'ai rencontré*.

Se convertit-il bien sèrre pour les chrétiens « en recherche » et sait se montrer injuste envers ceux qui tentent d'adapter l'Eglise à la société actuelle. En Jean-Paul II, il a trouvé un modèle et un ami. De ses entretiens privés avec le pape, il devait tirer un autre livre à succès, *N'ayez pas peur !* Son dernier ouvrage a été consacré au Père Maximilien Kolbe, persécuté par les nazis, mort à Auschwitz et canonisé en 1982.

Jeune résistant, André Frossard avait vu le nazisme de près. Arrêté par la Gestapo en 1943, détenu pendant huit mois à Lyon dans la sinistre « baraque aux juifs », il devait raconter cette expérience dans *la Maison des otages*. Et la résumer de manière saisissante, oralement cette fois, au procès de Klaus Barbie, le 25 mai dernier.

Mais ce gaulliste à peu d'attachement pour les discours. C'est un homme de plume, non de tribune. « J'adore clôturer des travaux, annoncer que c'est fini, que tout le monde peut rentrer chez soi, qu'il n'est plus temps de jactancer, mais de méditer », affirmait-il en octobre 1982. Nulle formule d'illustre mieux le personnage affiché de ce cavalier solitaire qui se déclare effaré par son époque et fasciné par les mystiques. Un ciseleur de phrases qui pousse la coquetterie jusqu'à se montrer avare de mots.

ROBERT SOLÉ.

[Né le 14 janvier 1915 à Colombiers-Château (Doubs), André Frossard était rédacteur à l'*Internationale* dès 1934. Après la Libération, il est successivement rédacteur en chef de *Temps présent* (1945-1948), puis de *l'Europe* (1948-1962), où sa verve caustique s'exerce en outre sous le pseudonyme de « Rayon Z ». Dans le même temps, il collabore, entre autres, à *Paris-Match* et au *Bulletin de Paris*, et est directeur de la rédaction de *Nouvelles Contées* (1961). A partir de juin 1962, faisant « cavalier seul », il est billettiste au *Figaro*. En 1965 il a lancé un libelle mensuel, *Ca ira*.

Ses principaux ouvrages sont : *la Maison des otages* (Fort Moncloux, 1943-1944) ; *le Sel de la Terre : Histoire paradoxale de la IV^e République* ; *Voyage au pays de Jésus : Dieu existe, je l'ai rencontré* (Grand Prix catholique de littérature 1969) ; *les Greniers du Vatican* ; *Voire très humble serviteur Vincent de Paul : la France en général* (prix Edmond Michelet, 1975) ; *Il y a un autre monde : les Trente-Six Preuves de l'existence du diable* ; *l'Art de croire* ; *l'Evangile selon Ravenna* ; *N'ayez pas peur !* (Entretiens avec Jean-Paul II) ; *la Baleine et le Ricin*.

[Né à Paris le 7 octobre 1919, lycéen à Mâcon, agrégé d'histoire et géographie, docteur en lettres, M. Georges Duby est tour à tour assistant à la faculté des lettres de Lyon (1944), chargé d'enseignement aux facultés des lettres de Besançon (1950) et d'Aix (1951), où il est promu dès 1953 maître de conférences puis professeur d'histoire du Moyen Âge avant d'accéder au Collège de France en 1970. Membre associé de plusieurs académies étrangères (Académie royale de Belgique, Académie médiévale américaine, American Philosophical Society, British Academy, Accademia Nazionale dei Lincei), il est actuellement directeur du Comité d'étude des sociétés méditerranéennes et membre du directeur du CNRS.

Ses essais font autorité. Retenons-en les principaux titres : *la Société aux siècles et dix-septième siècles* (prix Gobert 1954 de l'Académie des inscriptions et belles-lettres) ; *l'Économie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval* (prix Gobert 1962 de l'Académie des inscriptions et belles-

lettres) ; *Fondements d'un nouvel humanisme et l'Europe des cathédrales* ; *Adolescence de la chrétienté occidentale* ; *Guerriers paysans, septième-douzième siècles* (prix Paul Valéry de la Fondation de France, 1973) ; *la Dinastie de Bouvines* (27 juillet 1214, Prix des Ambassadeurs, 1973) ; *les Procs de Jeanne d'Arc* ; *l'An Mil* ; *le Temps des cathédrales (l'Art et la Société, 980-1420)* ; *Saint Bernard, l'art cistercien* ; *le Chevalier, la femme et le prêtre* (le mariage dans la France féodale) ; *les Trois Ordres ou l'Imaginaire du féodalisme* (Prix des critiques, 1978).

M. Georges Duby a dirigé la publication de *l'Histoire de la France* (trois tomes), de *l'Histoire de la France rurale*, et de *l'Histoire de la France urbaine*. Il a collaboré à *l'Histoire générale des civilisations* et à *l'Encyclopédie de « la Pléiade »* : *l'Europe au Moyen Âge* ; *Art roman, art gothique* (prix Bernier 1980 de l'Académie des beaux-arts). L'Académie française lui a, en outre, décerné son grand prix Gobert, 1978.]

1re QUINZAINES COMMERCIALE RENAULT

DU JEUDI 18 JUIN AU JEUDI 2 JUILLET

RENAULT 5
FIVE COACH

564^F par mois

RENAULT 11 TC
COACH

750^F par mois

RENAULT 21 TL

916^F par mois

RENAULT 25 TS

1171^F par mois

VOITURE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE
RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE
RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE
RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE
RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE	RENTÉE

ENEZ, COMPAREZ, CALCULEZ.

Pour faire une bonne opération, il faut comparer et calculer. Sur l'ensemble de la gamme, RENAULT vous propose un bail avec option d'achat sur 60 mois. Offre valable jusqu'au 30/06/87 sous réserve d'acceptation du dossier par RENAULT Bail - S.A. au capital de 150000000 F - 51-53, Champs-Élysées - 75008 Paris. RENAULT Bail 712002221.

RENAULT présente Elf

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT, LES 15 JOURS LES MOINS CHERS DE L'ANNÉE

RENAULT
DES VOITURES
À VIVRE

Sports

COUPE DU MONDE DE RUGBY

La ligne noire d'Auckland

Depuis l'affaire du Rainbow Warrior aucun membre du gouvernement français ne s'était rendu en Nouvelle-Zélande. M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et au sport, a mis fin à ce gel des relations, en arrivant le 18 juin à Auckland pour assister à la finale de la Coupe du monde de rugby le 20 juin entre les All Blacks et le XV de France. La visite, qualifiée de « privée », a néanmoins décidé M. Mike Moore, ministre des loisirs du sport et du commerce extérieur, à assister à la rencontre. Pour marquer leur condamnation de la tournée des « Cavaliers » en Afrique du Sud en 1986, les membres du gouvernement néo-zélandais n'avaient jusqu'alors assisté à aucun match de cette Coupe du monde.

AUCKLAND
de notre envoyé spécial

« Remember Nantes. » Le rappel de la défaite des All Blacks lors du second test-match de leur tournée en France, l'automne dernier (16-3), barre la « une » des journaux néo-zélandais depuis le début de la semaine. « Le souvenir de cette rencontre est encore frais dans mon esprit, comme si c'était hier », confiait le jeune pilier Steve McDowell. Pourtant, ni lui ni ses coéquipiers ne manifestent la moindre inquiétude de retrouver la France, samedi.

Jusqu'ici, ils ont traversé la Coupe du monde d'un pas conquérant, et ils n'ont aucun doute sur son issue. La certitude de la victoire est inscrite en filigrane dans leurs rares discours. Elle se lit sur leurs visages sereins et déterminés. Elle est palpable à l'entraînement où, par habitude, on rabâche les mêlées tout en élaborant des dispositifs défensifs pour endiguer les feintes des trois-quarts français.

Cette confiance, Brian Lochore, le peu loquace entraîneur néo-zélandais, l'explique d'une phrase : « Depuis un an, notre équipe a beaucoup plus changé que le XV de France, qui a pourtant fortement évolué. » Graham Mourie, ancien capitaine des All Blacks, risque une explication : « L'équipe entière joue durement, selon un schéma collectif qui utilise mieux les talents individuels. »

Il prend l'exemple de John Kirwan, le blond ailier néo-zélandais qui, à vingt et un ans, est en passe de devenir, grâce à ses exploits de la Coupe du monde, la nouvelle diva du rugby mondial. « Depuis plusieurs années, ses capacités étaient évidentes, dit-il. Mais il ne marquait pas d'essais au niveau international. Aujourd'hui, son succès est dû autant à ceux qui lui procurent de bons ballons qu'à ses qualités personnelles. »

Les pénétrations plein champ, qui envoient régulièrement à l'essai les ailiers Kirwan et Green, voire les centres Stanley et Taylor, sont certes l'aboutissement du travail d'un paquet d'avants, considérablement mûris depuis un an, mais aussi le fruit d'une disposition tactique très particulière des lignes arrière.

Dans toutes les équipes du monde, les demis de mêlée et d'ouverture forment un couple qui s'appelle « charnière » dans le jargon ovide. De même les centres droit et gauche sont unis, permutant leurs positions dans la ligne de droite, selon le côté où se

jouent les mêlées et les touches. Or, chez les Néo-Zélandais, le demi d'ouverture est toujours associé au même premier centre. Dans la composition de l'équipe, ils forment un couple, les « five-eight » (5/8). En conséquence, les ailiers jouent toujours avec le même deuxième centre.

Cette disposition, demi d'ouverture - premier centre, et deuxième centre - ailier, confère une unité à toute la ligne des trois-quarts : quelle que soit la position d'attaque, des automatismes peuvent alors se créer. Cela compense avantageusement le manque de créativité des attaquants néo-zélandais.

Moral d'acier

Lancé à pleine vitesse par l'ouvreur, Grant Fox, le premier centre, Joe Stanley, pénètre profondément dans le camp adverse, puis repoint rapidement le soutien de sa première ligne. Répétée inlassablement, cette phase de jeu finit par payer lorsque la balle arrive jusqu'à Kirwan, Green ou l'arrière intercalé Gallagher.

Les avants français auront-ils récupéré samedi 20 juin des formidables efforts produits sept jours auparavant contre les Wallabies ? Ce sera nécessaire pour tenir tête aux All Blacks en finale de cette première Coupe du monde. En tout cas, l'entraîneur du XV de France, Jacques Fouroux, accorde une importance primordiale à ce secteur de jeu.

AUCKLAND
de notre envoyé spécial

« Le pack français, conquérant en mêlée mais aussi en touche, a ouvert la voie du succès contre l'Australie. Comment expliquer cette métamorphose par rapport au match contre les Fidji ? »

Contre les Fidjiens, le pack n'avait pratiqué qu'épisodiquement le jeu qu'il a joué tout au long du match contre l'Australie. Par ailleurs, une donnée technique a changé beaucoup de choses : l'entrée de Condom à la place de Haget en deuxième ligne. Contre les Fidjiens, Lorieux, contraint de sauter en milieu d'alignement, n'avait pas



Jacques Fouroux, entraîneur Daniel Dubroca et Pierre Berbizier.

Cette innovation tactique s'ajoute à l'arsenal des All Blacks, dont l'arme maîtresse depuis toujours est la condition physique. Décevants dans ce domaine aussi l'an dernier, ils ont fait appel depuis plusieurs mois à Jim Blair, le préparateur physique de l'équipe de Nouvelle-Zélande lors de la Coupe de l'Amérique.

Cet Écossais de cinquante-deux ans, qui a émigré aux antipodes en 1962, a mis au point pour chaque joueur de la sélection un programme individualisé dans lequel il a largement utilisé les exercices de pliométrie. Cette technique, employée notamment pour l'entraînement des triple-sauteurs,

a pour effet d'accroître la puissance dynamique des muscles. Grâce à Jim Blair, les deuxième ligne auraient amélioré leur détente de plusieurs centimètres.

La confiance insolente des All Blacks avant la finale repose donc sur un certain nombre de données objectives. Mais, au-delà, chaque joueur a une certitude ancrée au plus profond de lui-même : « Quand on joue pour la Nouvelle-Zélande, il faut gagner parce que les All Blacks ont toujours gagné », racontent les anciens internationaux en évoquant « la pression des ancêtres ».

Le credo de Jacques Fouroux

pris 20 % de ballons et aucun sur remise en jeu adverse. L'incorporation de Condom a permis d'améliorer le système.

De plus, sur lancers adverses, sa présence a créé une diversion : l'adversaire ne pouvait plus se contenter de lancer sur notre point faible. Il était confronté à plusieurs choix, y compris jouer de longues touches. Or notre originalité est d'avoir trois troisième lignes de grande taille capables de sauter en fond de touche. Cette disposition nous permet d'aligner cinq sauteurs contre trois ou quatre au maximum.

En ce qui concerne votre façon originale de faire effectuer les remises en jeu par le demi de mêlée tandis que le talonneur est à la réception, Alan Jones, l'entraîneur australien, a dit qu'il n'en comprenait pas les raisons ?

Tant mieux, le plus tard sera le mieux. Pourtant, les Irlandais et les Écossais ont admis cette année qu'il était l'évidence. Le demi de mêlée n'est plus sous la pression des avants adverses lorsqu'il reçoit la balle. L'affrontement se fait avant contre avants. Couvert selon le cas par Ondarts ou Rodriguez, aidé par

Dubroca, Berbizier peut organiser le jeu en toute sérénité. Depuis trois ans, ce dispositif permet à l'équipe française d'être celle qui marque le plus d'essais à ses adversaires.

Le reproche fait à ce système est d'introduire une phase statique supplémentaire après la touche.

On n'a pas intérêt à écarter trop vite la balle en fond de touche. En effet, tandis que vos partenaires sont polarisés par le saut, les adversaires n'ont qu'un souci : monter en défense. Avec notre système, la défense se trouve face à deux éventualités. Soit Dubroca donne directement au demi d'ouverture. C'est ainsi qu'ont été conçus les deux merveilleux essais français contre l'Irlande au parc des Princes l'an dernier. Soit il s'engage dans l'espace vide. Il crée alors un point de fixation sur les trois-quarts centre adverse et il sème le désordre dans la défense.

Cette conception tactique dicte le choix des joueurs car ils ne sont pas nombreux à pouvoir l'appliquer ; elle n'est pas rodée dans les clubs, où l'on continue de faire lancer le talonneur. Pourtant, ce système est d'une logique sans faille. Le fiasco de Farr-

Jones, le demi de mêlée australien, distribuant sous la pression de mauvais ballons, malgré des deuxième lignes de plus de deux mètres, en est une indiscutable confirmation.

Face à un pack australien très lourd, la mêlée française n'a pourtant éprouvé aucune difficulté à s'imposer. Surprenant ? Non. C'est le résultat de cinq ans de travail collectif. Nous bénéficions d'une première ligne très technique, de bons pousseurs en deuxième ligne, mais aussi d'une disponibilité totale de la troisième ligne. Avec Champ et Erban, aro-boutés sur les flancs de la mêlée, nous poussons vraiment à huit.

Nous avons choisi de produire notre effort dans les mêlées stratégiquement et psychologiquement importantes. C'est-à-dire près des lignes de but ou bien alors au centre du terrain, là où la défense adverse ne peut pas devenir de quel côté partira l'attaque. Cette incertitude empêche l'adversaire de se concentrer à 100 % sur la poussée. Lorsque Rodriguez voit les « flankers » adverses aux aguets se détacher légèrement, il donne le signal

convenu, et nous poussons alors à huit contre six. S'ils reviennent au paquet, Berbizier peut alors ouvrir au toute sécurité.

Dans la circulation de la balle entre les avants, il y a encore des imperfections qui pourraient coûter cher face aux All Blacks.

C'est vrai. Les All Blacks ont pour seul principe de ne pas perdre la balle, alors que les Français succombent souvent à la griserie des grands espaces. C'est une question de culture. L'école du joueur de rugby français, c'est la place du village et un bétail roial en boule qui vole de main en main. Ici, ce sont des terrains d'entraînement trempés par la pluie, balayés par le vent, où l'on se dispute âprement et inlassablement le ballon pour l'acaparer.

Dans ce domaine aussi, les progrès seront liés au travail, à la rigueur, au réalisme, des mots qui ne font pas roquette dans le patois rouennais ou dans le patois normand. C'est la « French flair » et d'inspiration, mais des mots qui, depuis sept ans, constituent mon credo.

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les regrets des Springboks

Johannesburg. — L'Afrique du Sud, tenue à l'écart de la première Coupe du monde de rugby pour cause d'apartheid, suit les déroulements de cette compétition avec un mélange de regret et d'espoir. Regret, parce que convaincue que le trophée lui serait revenu. Espoir, en raison des rumeurs sur la venue prochaine, dans le pays, du vainqueur ou de l'un des dauphins, ou encore d'une sélection multinationale.

Les bruits circulant depuis des mois au sujet d'une tournée étrangère en Afrique du Sud, dans la

foulée de la Coupe du monde, se sont gonflés ces derniers temps en Nouvelle-Zélande et en Australie, et la presse sud-africaine leur donne un large écho.

Les propos du Français Guy Laporte, selon lequel quelque deux cents joueurs ont été contactés en vue d'un voyage chez les Springboks, ont été relayés par ceux du pilier italien Tito Lupini, venu en Afrique du Sud après l'élimination de son équipe en Nouvelle-Zélande. Très connu dans le pays où il a joué plus de cinquante fois, Lupini a déclaré qu'il se passait « beaucoup de choses » dans les coulisses de la Coupe du monde concernant l'Afrique du Sud. Toutefois, il a reconnu ignorer si une tournée serait entreprise par une équipe nationale — All Blacks, Wallabies, Français... — ou par une sélection mondiale, style « XV du Président ».

Pour tous les Blancs du pays — joueurs ou hommes de la rue, pour lesquels le rugby est quasiment une religion, il ne fait aucun doute que la question de la suprématie mondiale ne sera pas tranchée tant que le futur détenteur

du trophée n'aura pas affronté les Springboks.

Les commentateurs sportifs se font un malin plaisir de souligner que les All Blacks néo-zélandais, qui effectuent une promenade de santé, ont pour ossature les « Cavaliers » rebelles venus l'an dernier se faire étriller en Afrique du Sud par les Springboks (trois défaites, une victoire).

Quant aux meilleurs joueurs sud-africains, les résumés des matches du premier tour qu'ils ont vu grâce à des cassettes reçues de Nouvelle-Zélande, loin de les impressionner, les ont, au contraire, confirmés dans leur conviction que les Springboks auraient été difficiles à battre.

Tout ça ressemble à une plaisanterie », a commenté le capitaine des « Boks », Naas Botha, avant de juger « ridicules » les records de points tombés au premier tour de la Coupe. « Les All Blacks, les Wallabies et les Français sont forts, et les équipes britanniques semblent bonnes, mais les autres ne sont même pas du niveau de la Currie Cup [championnat interprovinciales sud-africain] », a-t-il encore estimé. — (A.F.F.)

Les équipes

NOUVELLE-ZÉLANDE : John Gallagher — John Kirwan, Warwick Taylor, Joe Stanley, Craig Green — (o) Grant Fox, (m) David Kirk (cap) — Michael Jones, Wayne Shelford, Alan Whetton — Murray Pierce, Gary Whetton — John Drake, Sean Fitzpatrick, Steve McDowell. (Remplaçants : Andy Dalton, Richard Lee, Ziaxan Brooke, Bruce Deans, Franco Botica, Bernie McCahill.)

FRANCE : Serge Blanco — Patrice Lagisquet, Philippe Sella, Denis Charvet, Didier Camberabero — (o) Franck Mesnel, (m) Pierre Berbizier — Dominique Erban, Laurent Rodriguez, Eric Champ — Alain Lorieux, Jean Condom — Jean-Pierre Garnet, Daniel Dubroca (cap), Pascal Ondarts. (Remplaçants : Philippe Dintbas, Jean-Louis Tolot, Francis Haget ou Jean-Luc Joinel, Rodolphe Modia, Marc Andrien, Jean-Baptiste Lafond.)

ARBITRES : Kerry Fitzgerald (Australie), assisté sur les touches par Brian Anderson (Ecosse) et Jim Fleming (Ecosse).

1^{re} COURSE À PIED
EN COTE À PARIS
9 km dans le 9^e

L'OMS du 9^e arr. de Paris et la Caisse de Crédit Mutuel de Paris Lafayette — 35 bis, rue de Provence — organisent cette manifestation le 21 juin 1987 à 10 h 30 — départ bd. des Italiens — arrivée angle rue des Martyrs, av. Trudaine. Nombreux prix, toutes catégories.

« LE CRÉDIT MUTUEL, LA BANQUE DES ASSOCIATIONS »

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Championnat du Monde de F1. Grand Prix des États-Unis à Detroit, dimanche 21 juin. (Canal Plus à 18 h 10).

Championnat de France de production. Circuit des Essarts (FR3, Sports-loisirs à 14 h 50).

Baseball

Coupe d'Europe. Vétodrome de la Cipale à Paris. Jusqu'au dimanche 21 juin.

Boxe

Championnat d'Europe des mi-lourds : Rufino Angulo, Alex Blanchard. Stade Coubertin, Paris mardi 23 juin. (TF1 à 22 h 30).

Canot

Internationaux de France de descente. Thonon-les-Bains, dimanche 21 juin.

Cyclisme

Championnats de France. Lugny (Haute-Saône et Loire) à partir du mardi 23 juin.

Midi libre. Jusqu'au mercredi 24 juin.

Escrime

Championnats de France épée. Beaupré, samedi 20 et dimanche 21 juin.

Golf

US Open. San Francisco, jusqu'au dimanche 21 juin. (Canal Plus samedi 20 à 1 h et dimanche 21 juin à 23 h 30).

Rugby

Coupe du monde. Finale Nouvelle-Zélande - France, samedi 20 juin à Auckland. (Antenne 2 à 5 h, rediffusion à 18 h.)

Tennis

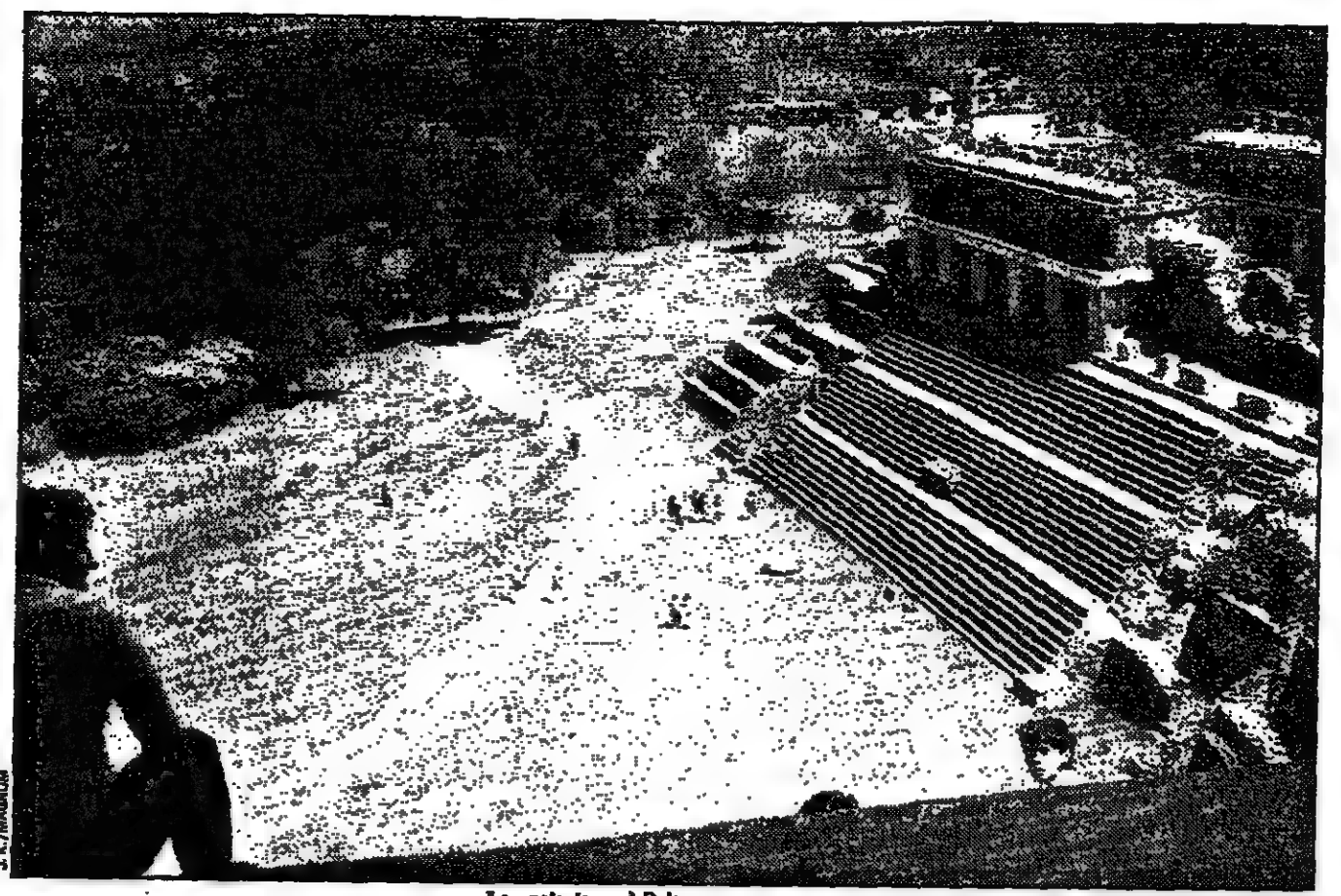
Internationaux de Grande-Bretagne. A Wimbledon du lundi 22 juin au dimanche 5 juillet. (Antenne 2 de 15 h à 18 h.)

Voile

Championnats du monde des séries olympiques (470, Finn, FD Tornado...) A Kiel en RFA à partir du 21 juin.

Le Monde SANS VISA

Temples et palais mayas
dans la jungle à Palenque,
vains palais d'Acapulco.
Et si, pour mourir,
les civilisations préféraient le Mexique ?



Le « palacio » à Palenque

Mexique en contre-plongée

par Bruno Frappat

LE Mexique est une lente et suffocante remontée dans le temps. Il séduit parce qu'il inquiète. Il rend humble parce qu'on y ressent, plus qu'ailleurs au monde, le cycle obsédant des civilisations vouées à disparaître après avoir brillé, l'espace d'un instant, à l'échelle du cosmos. Ce pays est une leçon, la plus dure pour tout ce qui prétend à la durée : excès de la nature, brûlure du soleil, fureurs des eaux, assauts et folies des hommes et de leurs inventions, tout se lie et se conjugue pour assurer la mortalité des civilisations. Jusqu'à la croûte terrestre qui nargue sans cesse les hommes par ses fureurs fœtales. Tout ici est prétexte à une archéologie du provisoire.

Comment méditer plus à loisir que sur le pont du *Capitaine Beulo* ? Ce petit bateau-mouche est amarré, sur le rio Grijalva, au centre de Villahermosa, la capitale de l'Etat du Tabasco, ville de quatre cent mille habitants qui a profité du « boom » pétrolier des années 70. On peut embarquer à 13 heures, l'heure du déjeuner et, dans la touffeur d'un après-midi tropical (il fait entre 35 et 40 degrés), partir pour une paisible croisière sur les eaux boueuses du fleuve. Il suffit de regarder les rives, cinémascope naturel, tandis qu'un orchestre local, le « grupo Venus », siffre et tambourine inégalement.

Fleuve en forêt

Regardons : c'est le Mexique qui passe, avec la lenteur des puissants continents ! D'abord la ville, au sens où on l'entend habituellement. Circulation, ponts, buildings, habitations pour trop crasseuses. Et puis, insensiblement, la rive se désorganise sous le ciel gris. Le béton se mite par endroits. Les jardins deviennent terrains vagues, les bâtiments bicoques et les quais rivages escarpés, creusés en escaliers dans la terre. La végétation, chassée du centre, reprend ses aises, s'étale avec plus d'opulence, de plus en plus haute, gorgée d'incessantes pluies. L'homme et la nature se partagent le territoire dégoulinant.

A quelques kilomètres du centre, la ville n'est plus là, mais l'homme y est encore, multiple, logé dans des cahutes, un bric-à-brac de constructions branlantes, bidonville à fleur d'eau. Le sol n'est que boue. Des enfants à demi-nus jouent sous la pluie dans des flaques d'eau chaude. Un homme se baigne dans l'eau grasse du fleuve. Partout pend le linge qui sèche (?) dans la moiteur. Des femmes aux robes colorées portent des seaux. Au pied de chaque bicoque, un tas d'ordures plonge vers la rivière et, dans les interstices de ces cônes de déjection artificielle, jouent et paissent des enfants aux corps bronzés. Passe une pirogue : un pêcheur et sa femme. On les salue, ils s'en moquent, ramant lentement. Le ciel est gris

plombé, l'eau jaune-marron : ils sont séparés par le liseré de plus en plus affirmé de la forêt tropicale.

Peu à peu, la verdure l'emporte. Les bicoques s'espacent, les humains se font rares. Plus de gamins dansant sur le rivage au son de notre orchestre. Les musiciens s'arrêtent, enfin ! Le bateau glissera longtemps encore, entre deux rives qui paraissent se resserrer dans un silence végétal. Voilà : nous

quelques heures de navigation cabotante les villages se font rares. Le ciel bas entreprend de rejoindre la terre. On ne verra pas le soleil. C'est l'obscurité en plein après-midi, le déluge quotidien. Les pluies ont raviné les routes, fleuves de boue où l'on roule à 10 à l'heure.

Parfois une âme passe, paysan au dos nu, dégoulinant d'eau tiède, portant fagot, bardo, gros sac, outil sommaire. La forêt se fait montagnarde. Par endroits

l'impression d'avoir vu un recoin du monde.

Dans l'ensemble, les Américains préfèrent Acapulco, à 800 kilomètres de là, à l'ouest, sur la côte du Pacifique. Les riches aiment à s'y ennuier au bord des piscines d'hôtel. Comment mieux résumer la version officielle d'Acapulco qu'en citant cette phrase d'un article écrit par un journaliste qui vient d'être primé par les officiels mexicains : « *Acapulco, le climat le plus idéal au monde, les plages dépassant les hyperboles des rédacteurs de brochures, un style de vie de loisir et de plaisir total* ». Journalisme de loisir, plaisir partiel...

Prières à la Vierge de Guadalupe

Laissons notre officier à ses blousonnements et risquons un aveu : Acapulco, quel ennui ! Quand la torpeur vous saisit au bord des piscines ombragées, quand les rouleaux du Pacifique cessent de vous amuser, quand vous laissez la contemplation des corps rouiss sur place, quand s'atténue l'intérêt d'observer les parachutes ascensionnels — jouets pour enfants riches, — quand vous sortez par chaque pore la sueur de la vacuité, le moment est venu de s'interroger sur la civilisation des loisirs.

Il y a, pour tenter de fuir, deux lieux privilégiés et deux seulement. L'un s'impose au touriste. L'autre, il faut le chercher bien. Au bout de la ville, vers l'ouest, la Sierra Madre occidentale plonge dans la mer par des falaises escarpées. En haut d'un de ces gouffres, on a placé un hôtel et ses terrasses en forme d'amphithéâtre : l'hôtel *El Mirador*. La nuit venue, les touristes y émettent aux lumières tandis qu'en bas se préparent les jeunes plongeurs de la fameuse Quebrada. Ils sont beaux et musclés, ils ont quinze ans, vingt ans peut-être. Un escalier acrobatique permet aux touristes d'accéder à des plates-formes d'où ils pourront assister à des plongeurs insensés, du haut des rochers, à 35 mètres au-dessus d'une eau agitée.

Musique hollywoodienne. Eclairages de même. De loin on distingue, dans les rochers, un oratoire. Chacun sait que les plongeurs y font une courte prière à la Vierge de Guadalupe avant de livrer leur corps au tourisme. Sauts de l'ange, sauts d'enfer. Vivats crispés. Frayeurs momentanées dans la nuit maritime. Feu d'artifice. Les plongeurs remontent à toute vitesse vers les tonnerres, les dépassent et quand le flot des badauds venus de tous les continents montera à son tour vers la place où attendent les taxis, les jeunes héros du saut, soigneusement postés, éviteront de tendre la main. On ne saurait alors refuser une obole à ces condamnés : tôt ou tard ils deviendront aveugles et sourds, et ils mourront jeunes. Manière de louer son corps et son courage.

Autres lieux, autres corps. A la Huerta, une boîte mal famée, au

nord d'Acapulco, dans une banlieue inaccessible où se risquent peu d'étrangers, le bordel est circulaire. Sous une toiture qui n'est pas sans rappeler celle de la tente d'Abraham — qu'il leur pardonne — dans une semi-obscurité glauque et une musique rock, quelques femmes rôdent parmi les tables. La plupart sont épuées, fessues, joufflues. Provocantes bien sûr : des seins remuent à l'air libre, des fessiers monstrueux s'exhibent. Des clés cliquent au bout des doigts. Quelques clients atanguis choisissent au passage dans cette ronde de gros oiseaux de nuit, étoiles plus dérisoires qu'attirantes. Dans le jardin, dehors, quand l'affaire est conchue, on voit devant des cases une petite lumière passer du vert au rouge : occupé ! Il y a aussi, vers la sortie, un drôle de petit réduit où brûlent quelques cierges. C'est un oratoire à la Vierge de Guadalupe.

Elle est décidément requise de bien des façons et pour bien des exploits, la Vierge. Notre Dame des plongeurs, sainte protectrice des prostituées de la Huerta, vos bras sont-ils si larges et votre bienveillance si océanique qu'ils puissent protéger tant d'âmes, dans tant de corps vendus ?

Jaguar dansant

Qu'au moins reste l'admirable vision de la danseuse du Cencali. C'était dans un hôtel de Villahermosa. Quinze touristes avaient été conviés à assister à des danses folkloriques. On s'apprêtait à s'assourdir dans une ambiance de catalogue quand surgit la merveille des merveilles. Une jeune danseuse, seize ans, dix-sept ans peut-être, souple comme le jaguar qui donna naissance au peuple des Olmèques, longue comme un jour sans tortilla, rythmée, en jambes. Une inimitable grâce métilse. Jubilation d'un corps dans l'espace, sans lascivité, sans ambiguïté. On se prit à songer qu'elle

ferait, ailleurs qu'à Villahermosa, une carrière fabuleuse. Et l'on se risqua à demander son nom à la maîtresse de ballet. C'était sa fille. On n'eut droit qu'au nom de la maman (pudeur ou soupçon ?). Le voici, à tout hasard et pour prendre date : Biby Graytan Barragan. Si vous passez à Villahermosa et si vous n'exigez pas de voir danser cette prodigieuse fleur des tropiques, vous aurez fait le voyage pour rien et commis, par abstention délictueuse, un crime contre l'esthétique.

Remontées dans le temps des paysages. Fascination ambiguë des corps. Rapports terrifiants des hommes et de la nature. Traces laissées par l'homme. C'est le destin du Mexique que d'avoir fait surgir, depuis des centaines d'années, des civilisations florissantes qui, toujours, de demi-millénaire en demi-millénaire, se sont perdues, mangées par les forêts, assassinées par les guerres, rongées par les moisissures et la folie.

Traces : mystères des mots et des choses sculptées dans la pierre, le stuc, l'argile, le basalte. Enfouies et défenoulées. Paysages de méditation. Strates de peuplements toujours recommencés. Noms de peuples et traces de peuples : Olmèques, Mayas, Teotihuacans, Aztèques, Zapotèques, Huastèques... Vagues successives sur un rivage toujours à découvrir.

Il y a, à Villahermosa, dans un jardin public, quelques-unes des fameuses « grosses têtes » laissées par les Olmèques dans le célèbre site de la Venta (site aujourd'hui livré aux sociétés pétrolières). Elles ont des moues impénétrables. Si les moustiques en laissent le loisir, on peut en faire lentement le tour, respectueusement. Chaque angle de vue ajoute au mystère de ces lèvres épaisses, de ce regard brutal et insensible, à la force sérieuse de cette masse posée.

(Lire la suite page 14.)



Sur la plage d'Acapulco

sommes les derniers hommes ! On les prendrait dans ce Mexique primordial.

Avec un peu d'imagination, on se croirait embarqué sur les pirogues de l'*Oreille cassée* à la rencontre des Arumbayas... Le rio Grijalva a un charme pesant. On croit que dans ce silence peu à peu obtenu — il y a deux heures qu'on navigue ainsi — le ciel va finir par nous tomber sur la tête. Et puis, soudain, le *Capitaine Beulo* fait demi-tour, comme s'il était apeuré lui-même par les mystères de la jungle qu'il commence à pénétrer.

Le paysage défilera dans l'autre sens : de la vie sauvage à la civilisation, ou prétendue telle. Du calme de la selva au vacarme de la ville, tellement rassurant.

En partant de Villahermosa, il est une autre manière de quitter le monde et de pénétrer un Mexique fantasmagique : par la route qui, en direction du sud-est et du Guatemala, passant tout près de Palenque — on y reviendra — mène aux chutes d'Agua Azul, dans l'Etat du Chiapas, le plus méridional du pays. Il y faut de la patience, des bons pneus et des reins solides. Dans les plaines du Tabasco règnent les marécages, sorte de mer stagnante sur laquelle, à la saison des pluies, trônent les cocotiers, les « flamboyants » si bien nommés, et où s'agrippent sur des mottes de terre rouge des familles dont l'environnement immédiat tient de la décharge publique et de l'atelier de réparation automobile.

Peu à peu émergent des collines abruptes, plus bossues qu'ondulantes. A la dureté d'une chaussée infernale s'ajoute la sécheresse de virages plus nombreux. Après

elle est brûlée sur de larges surfaces et sur le sol charbonneux poussent des plants de maïs, espacés comme des arbres dans un verger. On tue la forêt pour nourrir l'homme.

Arrivera-t-on jamais ? De gros camions fendent parfois les flots, projetant cailloux et boues. Toutes les heures, un village de dix maisons, toits de palme ou de toile ondulée, toujours surmontées d'antennes de télévision. Et puis l'interminable plongée dans une gorge enfouie dans les nuages chauds. On irait vers le centre de la terre, le bout du monde. Et on y arrive en effet, harassé, aux premiers instants du couchant. Une fin de journée pathétique dans un paysage monstrueux : les chutes d'Agua Azul, magnifiques, obédantes, larges et jaunes. Autour, la terre détrempée qui fume. Trois baraquements sur la berge posée. La forêt, le ciel, rien et tout : six enfants aux pieds nus, proposant en s'épouillant des gâteaux « tortillas » et des bananes à des grosses Américaines qui éclatent de rire en plongeant dans l'eau froide.

Les enfants d'Agua Azul

Les moustiques attaquent. Une vache solitaire broute parmi ses bouses. L'heure est moite, l'air gras comme les tables du bar où l'on n'ose poser ses coudes. On sera humain : 100 pesos à chacun des enfants d'Agua Azul, petits mendicants du bout du monde, habitant un pays impossible, aquatique et terreux, parmi les insectes performants. La nuit tombe vite sous les tropiques. On quittera Agua Azul, ses bêtes, ses chutes et ses rares habitants, avec

AIR HAVAS

NEW YORK
DAKAR
PALERME
MEXICO

à partir de 2100 F
à partir de 2520 F
à partir de 820 F
à partir de 4965 F

Vol à dates fixes. Prix au 01.02.87

En vente à la boutique AIR HAVAS
15, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42.96.97.34
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS

Havas Voyages : faites la différence

ESCALES



Sculpture, gravure, ciselure

Profiter de ses vacances pour s'initier à l'art de la sculpture, de la gravure ou du tissage, voilà qui est d'autant moins sot que le cadre ne manque pas de finesse : un hameau restauré au cœur du Bergeracois. Depuis onze ans déjà, les Ateliers de La Salle (Cunèges, 24240 Sigoulès) accueillent des stagiaires de tous âges et de tous niveaux, à raison de cinq heures par jour d'apprentissage ou de perfectionnement. André Bonhomme (tél. : 53-58-43-82) enseigne la sculpture, la gravure et la ciselure, Nicole Jouanne (tél. : 53-58-81-46) le tissage et la tapisserie haute lice. Enseignement personnalisé : pas plus de quinze personnes par stage.

Cet été, quatre dates sont proposées : 6-18 juillet, 20 juillet-1^{er} août, 3-15 août, 17-29 août. Pour deux semaines, le prix demandé - 3 300 F par personne - comprend les heures d'atelier, les repas (préparés et pris en commun) et l'hébergement dans

Chevaux tyroliens

Découvrir les montagnes tyroliennes en compagnie d'un cavalier expérimenté. Galoper d'un lac haut perché à une tuerie d'alpage isolée. Savourer une pause casse-croûte à la tyrolienne (jambon ou fumé) dans la Stube (salle de séjour) de la ferme d'accueil où, le soir venu, on trinque avec les hôtes : c'est ce que propose, cet été, l'Office national autrichien du tourisme (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris; tél. : 47-42-78-57).

Une brochure spéciale, *Vacances d'équitation à la ferme*, présente les trois fermes choisies à cet effet. A la disposition des cavaliers, plusieurs chevaux « à sang chaud » (une des fermes offre des « Haflinger » connus pour leur bienveillance à l'égard des enfants) et, parfois, manèges et terrains pour le saut. Une semaine de vacances coûte

entre 1 300 F et 2 340 F par personne, prix comprenant l'hébergement en chambre double avec petit déjeuner campagnard, demi-pension ou casse-croûte, 8 à 10 heures d'équitation, une promenade d'une journée et une fête barbeque. Possibilité de se renseigner directement au 19-43-52-22-39-18-82.

Modélisme au sommet

Situées dans le massif des Arves en Maurienne, les stations savoyardes du Corbier et de La Toussuire accueillent, du 19 au 26 juillet, le deuxième Festival international de la télécommande et du modélisme (FITM). Se succéderont à cette occasion lancements de missiles, récupérations de navette spatiale, ballets d'hélicoptères, évolutions de deltaplanes et de montgolfières. Une nouveauté : le rail, avec des maquettes animées et des locomotives à vapeur.

A noter que les sites et les infrastructures offertes par les stations (pistes pour avions, voitures de vitesse et véhicules tout-terrain, plans d'eau pour bateaux) seront ouverts jusqu'au 30 août, ce qui permettra aux fans de pratiquer leur « hobby » sans sacrifier les vacances familiales. Enfin, les jeunes de plus de douze ans pourront s'initier à la construction et au pilotage de modèles réduits en participant aux stages organisés à cet effet du 13 au 17 juillet et du 27 au 31 juillet.

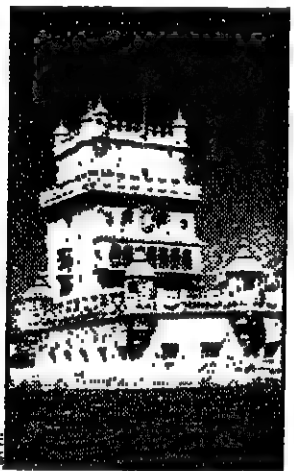
Prix du stage de cinq jours : 900 F ; 2 100 F avec hébergement en pension complète. Renseignements : offices du tourisme du Corbier (78-84-28-58) et de La Toussuire (78-56-70-18).

C'est à Lisbonne...

La Tentation de saint Antoine, triptyque de Jérôme Bosch, est au musée national, à Lisbonne, rue des Voies-Vertes. Le dimanche matin, pendant l'office, au monastère des Jeronimos, il n'est pas interdit de lever le regard vers la nef, ample, défilée, dégagée du surabondant décor sculptural de cette architecture de style manuelin. Vasco de Gama s'est tombé dans le cloître. En face, sur le quel, la tour de Belem veille sur de prochains départs vers les Indes de la mémoire. C'est à Lisbonne...

On peut, moyennant 2 350 F par personne, s'y rendre par exemple avec un forfait week-end de Jet Tours (19, avenue de Tourville, 75007 Paris, tél. : 47-05-01-95) et dans les agences de voyages qui comprennent les vols Paris-Lisbonne et retour sur vol régulier, deux nuits à l'hôtel Florida (ou 2 600 F si l'on choisit le Méridien), les petits déjeuners et une assurance.

La découverte est libre de contraintes : vieux quartiers



de la ville, l'Alfama, églises baroques, cafés de la grande place, marché de Ribeira Nova... On prendra l'ascenseur construit par Eiffel qui conduit de la rue principale directement au sommet de la colline où se trouve, à demi en ruine, l'église des Carmes, haut lieu du fantasmagorique : le toit s'est effondré à la Toussaint de 1755, la tour a tremblé. Jamais on ne l'a reconstruit, mais le décor convient parfaitement aux collections archéologiques qu'il « abrite ».

La brochure des week-ends Jet Tours (dans les agences de voyage) comprend vingt-trois destinations européennes avec forfait avion-hôtel, les formalités, les centres d'intérêt, le plan de la ville et la description détaillée des hôtels d'accueil. De 1 180 F (Londres) à 3 380 F (Sofia).

Barbara Hendricks à Marrakech

Pour un mélomane, c'est tantant : il pourra écouter Barbara Hendricks, le pianiste Christian Ivaldi, la soprano Mariana Nicolesco, le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France dirigé par Pierre-Michel Durand et de jeunes talents : le violoniste Olivier Charlier et le violoncelliste américain Gary Hoffman. Ce sera à Marrakech, à la bonne saison (du 28 octobre au 5 novembre), dans le cadre majestueux de la cour du palais de la Bahia, pour la première édition d'un tout nouveau festival : le Festival musical de Marrakech.

Pour cette manifestation touristique et culturelle, Vendôme International (96, avenue d'Iéna, 75118 Paris; tél. : 47-20-60-39) propose des forfaits modulés qui comprennent les vols Paris-



Marrakech-Paris, l'hébergement en chambre double et demi-pension, les transferts locaux, les taxes de séjour et assurances et, bien entendu, les entrées aux concerts.

Particularité de ce programme : le choix entre des hôtels de différentes catégories - prix en conséquence. A la Mémoria somptueusement rénovée mais digne (15 375 F une chambre avec vue sur l'Atlas), on peut préférer l'Essad (5 étoiles, 9 220 F), le PML N°1 (4 étoiles, 7 320 F) ou le Shema (4 étoiles, 6 940 F), par exemple. Sont compris également un concert de musique andalouse à la Palmeraie, la visite guidée des sites historiques de Marrakech et une verte aux enchères publiques d'antiquités d'art islamique. Des soirées, dîners et excursions (notamment à Ouzka) sont prévus moyennant des suppléments.

Le monde en fêtes

Pour ceux qui aiment l'atmosphère des fêtes

populaires et traditionnelles, itinérances (5, rue Racine, 75006 Paris; tél. : 43-28-02-00) a sélectionné un certain nombre de rendez-vous aux quatre coins du monde. Pour une immersion dans l'ambiance particulière qui, le temps d'une fête ou d'un festival, règne dans une ville, une région ou un pays tout entier.

Cela va de l'Essa Pérahé, cet été au Sri-Lanka (dans le cadre d'un circuit de 18 jours, 9 200 F), avec procession d'éléphants à la lueur des torches dans les rues de Kandy, au carnaval de Kalibo, aux Philippines, en janvier 1988 (17 jours, 12 200 F), où se déroule une fête païenne exubérante et baroque, en passant par la fête de Pushkar, en Inde, fin octobre (circuit Rajasthan de 26 jours, 13 825 F), où, parallèlement à un pèlerinage, se déroule une foire rassemblant plusieurs milliers de chameaux, et la fête de Timimoun, en novembre, dans le Sahara (8 jours, 7 440 F), au cours d'une ménagerie dans le Grand Erg occidental.

Mexique en contre-plongée

(Suite de la page 13.)

On ne lui fera rien dire à cet imperturbable. A ses pieds un gigantesque cortège de fourmis rouges, chacune d'elles transportant la jeune pousse vert tendre d'un arbre. On dirait un défilé propitiatoire. Depuis combien de siècles cet hommage minuscule et aussi muet que la tête qui le surmonte et ne le voit pas ?

Temple-visage à Palenque

Et puis le meilleur pour la fin. Palenque, qui vaut à soi seul la traversée de l'Atlantique, du temps et de l'espace. Ce site maya n'est pas le plus grandiose mais, de l'avis de beaucoup, il est le plus beau. Intime et fort. Plusieurs temples sont posés, chacun sur sa colline verte. On est dans la jungle, la selva la Cardona, à la limite des montagnes et de la plaine qui regarde vers le golfe du

Mexique. La mer végétale lèche les pierres qu'on a libérées d'elle. On ne décrit pas Palenque : on la déguste. On s'y arrête pour l'éternité, la gorge nouée et l'esprit vacillant.

Bien sûr, les jambes peuvent gravir tous les monuments, la pyramide (temple des inscriptions), le « Palacio » et ses dédales étouffants ou aérés, tous les petits temples piquant la jungle alentour. Mais le plus beau n'est peut-être pas là. Il est dans un recoin. Quand on a gravi les marches du Temple du soleil et qu'on regarde vers la montagne, on peut voir, à 100 mètres, au plus haut du parc archéologique, le « Temple de la Cruz ». Il est comme englobé dans la verdure. On dirait une figure humaine avec des yeux, une bouche et, sur son toit, comme une crête de coq, coiffure punk avant la lettre. Au-dessus de lui une chevelure

d'arbres, comme lui tombant autour des oreilles jusqu'aux épaules que forme la colline où il est bâti. Ce temple est humain et arrêté. Humain par son aspect, son allure de visage, arrêté parce que la forêt qui l'environne ne le menace plus vraiment : l'homme y veille.

Petit temple maya levé dans son berceau végétal, temple regard qui plonge vers la plaine fumant d'humidité, temple petit au regard du reste, mais immense par le passé qu'il suggère, le mystère qu'il entretient. Vrai temple en somme, où rêver et songer en regardant au loin la houle bleue et verte du ciel et de la forêt.

Le Mexique est un défi lancé par l'homme à la nature, et réciproquement. Toujours la nature a paru l'emporter, et toujours l'homme a fini par surmonter ses défaites. Il ne se lassera donc jamais de perdre ? Sédiments laissés par les précolombiens.

Vague hispanique important ici tant d'aspects de l'Europe, dont une langue et une foi. Affirmation de la « mexicanité » au milieu d'une invasion culturelle - au sens large - venue d'Amérique du Nord. Il n'est pas d'exemple qu'une civilisation ait laissé ici autre chose que des traces dans le paysage et des blessures dans l'homme.

Piscines rituelles

A qui le tour ? A quand l'archéologue découvrant, dans mille ans, sur les rives du Pacifique les ruines des vains palais d'Acapulco et leurs piscines rituelles ? A quand l'enfouissement brutal de Mexico, la plus grande ville du monde, et la plus meurtrie ? Celle où - justement - on plante des arbres sur les emplacements des immeubles



détruits par le tremblement de terre de 1985.

Ce qui rend le Mexique très fort, comme on le dit d'un café, c'est qu'on y vérifie la prophétie de Paul Valéry sur le caractère

mortel des civilisations. Dans son roman *Sous le volcan*, qui se passe au Mexique dans les années 40, Malcolm Lowry fait dire au Consul, son héros : « Cela ne me dérangerait sans doute pas d'être enterré dans un cimetière américain. Mais je crois que, pour mourir, je préfère le Mexique. » On peut penser que, pour mourir, les civilisations, elles aussi, préfèrent le Mexique. Il a fait ses preuves.

Sur une petite place d'Acapulco, ce soir-là, vers onze heures, dans l'atmosphère pesante d'une nuit chaude, le restaurant Caballero accueillait ses derniers clients venus d'Europe. Entre les attablés et la place, une simple barrière de bois. Et sur cette barrière, la jone posée sur ses bras, un enfant regardait les dîneurs. Il était vêtu d'un vague torchon noué autour de la taille. Pieds nus. Les cheveux plutôt clairs. Il regardait, l'œil lointain, les convives gênés. Il restait ainsi deux bonnes heures, disponible mais ne quémandant rien, observant sans mot ces animaux étranges dont il n'espérait rien. Et nous regardions, confus, le Mexique nous regarder muet.

BRUNO FRAPPAT.

Carnet de route

4 625 000 étrangers ont visité le Mexique en 1986, soit près de 10 % de plus qu'en 1985, année du tremblement de terre de Mexico. Ces touristes ont dépensé 1 milliard 792 millions de dollars. Pour 1987, le flux touristique paraît s'accroître dans des proportions importantes, selon les déclarations du ministre du tourisme faites au début du mois à Acapulco, à l'occasion du XII^e Tianguis (marché) touristique du Mexique, et l'on devrait dépasser le record de 1983 (4 749 000 visiteurs).

La grande majorité des touristes étrangers sont des Américains du Nord, mais les Européens sont de plus en plus nombreux. En tête de ceux-ci figurent les Allemands (125 000 en 1986) puis les Français (environ 95 000) avant les Britanniques (60 000) et les Espagnols (35 000).

● VOYAGE. — Pour se rendre au Mexique depuis Paris, les vols ne manquent pas. La ligne d'Air France

(avec escale à Miami le dimanche et le lundi, et à Houston le mercredi, le vendredi et le samedi) fonctionne cinq jours par semaine. Aeromexico a trois vols hebdomadaires, le mardi, le jeudi et le samedi (avec escales à Madrid et Miami). American Airlines organise chaque jour des vols pour Mexico avec escale (et changement d'avion) à Dallas. Il existe également des vols KLM (Paris-Amsterdam-Houston-Mexico), Iberia, Lufthansa, Panam.

Le tarif de base pour un aller-retour (et pour un séjour de treize jours à deux mois) est de 5 995 F.

● DÉPLACEMENTS. — Compte tenu de la taille du pays, il est recommandé d'utiliser, sur place, l'avion pour les déplacements de ville à ville. Les liaisons sont régulières et nombreuses. Aeromexico dispose, pour ces liaisons, d'un système de forfait (Demex) avec kilométrage illimité.

● SÉJOUR. — En raison du taux de change du peso mexicain, les frais de séjour - sauf si l'on choisit les palaces... - sont peu élevés, et certaines dépenses paraîtront même dérisoires. Les cartes de crédit (American Express, Visa...) sont recommandées. Il est plus facile de changer - notamment dans les grands hôtels - des dollars américains que des francs français.

● CLIMAT. — Tropical. L'été est la saison des pluies, abondantes et quotidiennes. Prévoir des vêtements pour la ville de Mexico où les nuits peuvent être très fraîches en raison de l'altitude (plus de 2 200 m).

● MÉTÉO EN FRANCE. — Ambassade : 9, rue de Longchamp, Paris 16^e (45-53-78-43); consulat et office de tourisme, 4, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris 2^e (42-61-51-80). Institut mexicain du commerce extérieur : 5, rue de la

Baume, Paris 8^e (45-63-54-39). Centre culturel du Mexique : 28 bd Raspail, Paris 7^e (45-49-16-26). Aeromexico : 12, rue Auber, Paris 9^e (47-42-40-50).

● FORAITS. — De très nombreux voyagistes, et notamment tous les grands « généralistes », proposent des séjours et des circuits organisés au Mexique. Citons, parmi d'autres, Nouvelles frontières (45-68-70-00); UNICLAM (43-29-12-36); Carrefour du Mexique (42-86-67-15); El Condor (43-20-90-46 et 45-74-48-13); Club Méditerranée, qui dispose bientôt de six villages au Mexique (42-96-10-00); Sytours (42-62-01-11); Voyages Saunier, en croisière (42-60-37-51); Aviator (48-78-86-91); La Voyagé SA (48-24-09-90); CERT-Voyages (43-55-34-73), etc.

● LIVRES. — Compte tenu de la durée du voyage pour se rendre au Mexique, il ne faut pas hésiter à emporter de la lecture...

Parmi les guides - fort nombreux - on peut signaler le *Guide bleu Mexique-Guatemala* (Hachette, 943 p., 200 F), le *Guide Delta* (Arthaud, 408 p., 88 F), et le *Guide Nagel* (752 p., 218 F).

Pour tenter de comprendre encore mieux le passé, on peut se référer aux nombreux ouvrages de Jacques Soustelle et notamment à sa *Vie quotidienne des Aztèques à la veille de la conquête espagnole* (Hachette, 318 p., 74 F).

Enfin, parmi les œuvres des nombreux écrivains qui ont tenté de pénétrer l'âme mexicaine, on retiendra comme lectures impératives les trois livres suivants : *Sous le volcan*, de Malcolm Lowry (Grasset, nouvelle traduction, 446 p., 110 F), *Matinées mexicaines et pensées*, de D.H. Lawrence (Stock, 140 p., 37 F) et la meilleure réflexion, selon nous, sur le Mexique d'hier et d'aujourd'hui : *Le Labyrinthe de la solitude*, d'Octavio Paz (Gallimard, 256 p., 85 F).

arre-N
ntre de

des spectacles
à la
du Mexique
à la

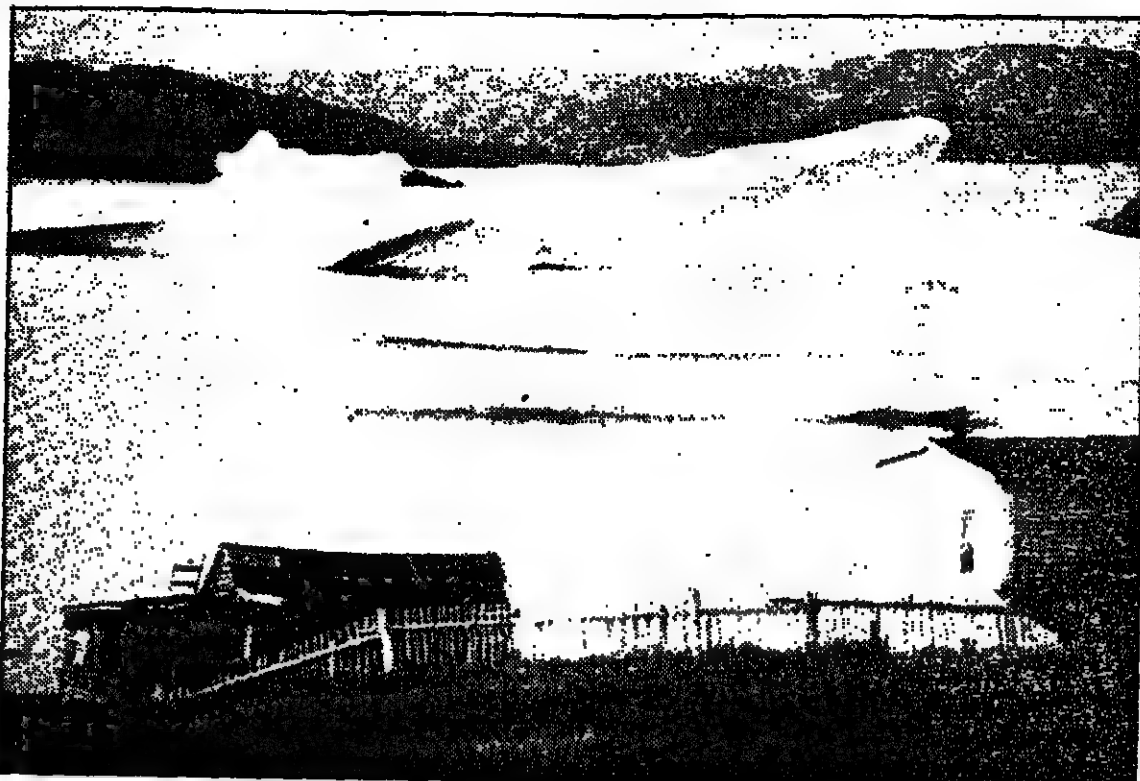
Repère

LES AMÉR
AU MEILLE

ENCORE D'AUTRES
ACCESS VOY
MEXICO

Terre-Neuve entre deux icebergs

Destination des pêcheurs au long cours
qui donna son nom à leurs bateaux,
Terre-Neuve, province canadienne,
fut aussi la première pierre de l'Empire britannique.



PORT aux Basques, La Grand-Terre, Trois Cailloux, Maison d'Hiver... Non ! ces appellations, ces toponymes, ces hameaux ne sont pas inscrits sur une carte d'état-major du plateau de Millevaches, du parc d'Armoiries ou du pays de Jean Giono : ils appartiennent à une contrée lointaine que les romans et les souvenirs populaires ont longtemps assimilée au sud et à la peine : Terre-Neuve.

D'une longue histoire qui l'a ballottée entre les empires et les convoitises britanniques et françaises, avant qu'elle rejoigne en 1949 la Confédération du Canada (ce qui en fait la plus jeune des dix provinces du pays), Terre-Neuve garde non pas tant dans ses paysages — encore que ses falaises rappellent parfois le Breizh ou le Cotentin — mais surtout dans le nom de bien des localités les traces de la « douce France ».

Aujourd'hui, la France est à la fois lointaine et proche de cette vaste province canadienne qui, au sens administratif, comprend non seulement l'archipel décapité de Terre-Neuve lui-même, mais l'immense Labrador plus au nord. Les « cailloux » de Saint-Pierre-et-Miquelon où vivent six mille habitants au moral d'acier surgis-

sent à quelques encablures de la côte sud, mais le très aigre contentieux sur la pêche place les insulaires de cette collectivité territoriale d'outre-mer dans une situation précaire.

Terre-Neuve et le Labrador maintiennent ici et là de vivaces et militantes communautés francophones qui résistent au « monstre de l'assimilation ». A Saint-John's, la capitale, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, qui édite le *Gabonier* et qui a pignon sur la principale artère de la ville, évalue à 2 655 le nombre de francophones sur un total de 560 000 habitants, rassemblés essentiellement dans le sud-ouest et le nord-est de l'île ainsi qu'au Labrador.

Couleurs d'Acadie

Et il s'est passé le 30 mai, dans la presqu'île de Port-au-Port, un événement de nature à signifier l'intérêt des professeurs de droit international et constitutionnel : la levée du drapeau des francophones de la province, en présence de ministres et autres personnalités officielles. Un drapeau aux couleurs de l'Acadie et de la France, le tricolore servant de toile de fond au jaune de l'étoile

acadienne dans un mouvement de voiles gonflées par le vent. Quelques jours auparavant, devant des familles répondant aux noms de Benoît, Morazé, Briand, Cornic, Aucoin, les gouvernements fédéral et provincial avaient officiellement annoncé la construction à la Grand-Terre de la première école francophone de la province.

Froudeuse envers Ottawa, n'ayant guère d'autres ressources que l'exploitation du bois et la pêche à la morue, Terre-Neuve fait figure, avec un taux de chômage beaucoup plus élevé qu'ailleurs, de région en « queue de peloton » dans la Confédération canadienne. Il est vrai que d'une certaine manière, lorsque la brume légendaire, le ciel bas et le vent rageur s'en mêlent, les bas quartiers livides du port de Saint-John's où sont mouillés des chalutiers soviétiques, coréens, canadiens (mais les français sont interdits de séjour) poussent le promeneur à la sinistrose.

Ce soir de mai, dans un bar sordide de Waterstreet, quelques pauvres héros jettent un œil vers deux marins occupés à jouer aux échecs. Debout, l'énorme et vieille Buick bleu ciel de la compagnie de taxi Bugden's, moteur rouillant, attend les rares clients.

« Un tour de ville s'il vous plaît, il fait plus chaud dans votre voiture... » Les réservoirs d'essence de la société Irving incrustés dans la falaise de l'autre côté du port dessinent des pions blancs au-dessus des bris-glaces canadiens rangés à couple, coque vermillon contre coque vermillon. Les rues pentues derrière le confortable hôtel Newfoundland, entièrement rénové, sont bordées de maisons de toutes les couleurs, aux façades de bois et aux doubles fenêtres.

Parcs, jardins sans clôtures, lac au cœur de la ville sur les rives duquel a été installée la nouvelle prison, fjord minuscule et barreaux où les pêcheurs vendent saumons, turbots, homards juste sortis de l'eau, université Memorial avec ses douze mille étudiants et son département de recherche ethnologique sur les diverses communautés de pêcheurs de la province, aéroport très actif, bâtiment en modules du centre océanographique du ministère des pêches : Saint-John's, qui se targue d'être la plus ancienne ville d'Amérique du Nord, n'est, en fin de compte, pas si délaissée. Et les spécialités d'escalopes de morue ou de homard du restaurant Amiral Fishing, fréquenté par l'élite de la cité, laissent un fort agréable souvenir.

Il faut, au crépuscule ou à l'aube, monter sur les hauteurs de Signal Hill et s'arrêter au pied de

la tour de pierre qui rappelle l'endroit où, en 1901, Marconi reçut un message télégraphique sans fil en provenance de la Cornouaille britannique. Ce fut un événement. Saint-John's de Terre-Neuve est en effet le point du territoire américain le plus proche de l'Europe.

Autre originalité : cette province orientale n'est, par rapport à Ottawa, en avance ni d'une heure ni de deux, mais d'une heure et demie.

Pied-à-terre viking

Contrairement à la légende, le climat n'est pas glacial, alors que, dans les provinces centrales, le thermomètre peut descendre en dessous de -20°C. Ici, on connaît des -2°C, voire -9°C, avec, certes, des icebergs au large et des ports pris par les glaces l'hiver, des brouillards épais et des tempêtes qui agitent les histoires que racontent les vieux marins malouins, mais l'été est tempéré, bien qu'humide.

Deux immenses parcs naturels mettent en valeur l'extraordinaire beauté sauvage et pure de sites dont certains sont probablement encore vierges. Fjords, baies, promontoires, lacs innombrables, rivières à saumon, excursions avec les pêcheurs pour observer les baleines, troupeaux de caribous, traque à l'ours noir, sentiers serpentant parmi les saracénies (les fleurs fétiches de l'île) apporteront aux chercheurs de silence absolu et aux amateurs de dépaysement une satisfaction pleine et entière.

Avec en prime la possibilité d'aller soit par bateau, soit par avion à Saint-Pierre-et-Miquelon, qu'on aperçoit par beau temps depuis Fortune, goûter le sel de la vraie France, l'un des derniers « confettis de l'Empire », et acheter un souvenir qui fera échoquer les yeux : un porte-monnaie ou un porte-lunettes en peau de morue.

Difficile de déterminer avec précision quel fut le fondateur de Terre-Neuve. Tout au nord de la péninsule a été repéré le site du plus ancien établissement européen connu dans le Nouveau Monde. Sous des tertres recouverts d'herbe sont enfouis les seuls vestiges authentiques d'un pied-à-terre viking en Amérique du Nord datant des environs de l'an mil, à l'époque d'Éric le Rouge. De nombreux objets et les fondations de demeures ont été retrouvés. Les répliques de trois de ces maisons ont été reconstruites et ce site de l'anse aux Meadows fut le premier à être inscrit sur la liste

du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Découverte officiellement par John Cabot en 1497, qui avait appareillé de Bristol, Terre-Neuve fut vraiment fondée à la fin du seizième siècle par Sir Humphrey Gilbert. C'était un explorateur-né dans le Devon, qui fut le premier à proposer une colonisation anglaise en Amérique du Nord. En 1583, il passe deux semaines dans la région puis impose son autorité aux pêcheurs. Il repart

alors vers l'Angleterre proposer à Elisabeth I^{re} un plan de colonisation pour la saison suivante, mais, au cours du voyage de retour, son vaisseau s'échoua et il se noya.

Face au port de Saint-John's, une plaque commémorative rappelle en anglais et en français, comme il se doit au Canada : « C'est ici que, le 5 août 1583, commença l'Empire britannique... »

FRANÇOIS GROSCHARD.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace
Pour vos vacances
68590 ST-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH ***
« AUX DUCS DE LORRAINE »
Au pied du Haut-Koenigsbourg, montagne, forêt, promenade, séjour agréable, demi-pension. — Tél. 89-73-00-09

Côte d'Azur
06310 BEAULIEU-SUR-MER
LE VICTORIA **
80 chambres, salle de bains, w.c., Pension, demi-pension, Sélect.
Jardin. Accès. 2 salons, TV, bar.
Tél. 93-91-42-28 — Tél. 470-983 F.

06340 CAVALAIRE
HOTEL-RESTAURANT
LA CALANQUE ***
« Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV, Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 400 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-64-27.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de Maître ***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR, PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-67-62-56 — Tél. 470-416.

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plaisirs de ville. Calme.
Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
Tél. direct, minibar.

Montagne
05490 SAINT-VÉRAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste, fond. Plus hte cour. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD + TENNIS
Chamb. et duplex + cuisine, déjeu. 350 F pers./sem. Tél. 92-45-62-06.
BEAUREGARD + TENNIS + PISCINE
Pensions 1190/1680 F sem. Demi-pens. 910/1400. Tél. 92-45-62-62.

ÉTÉ EN SAVOIE
CHALET-HOTEL DE LOULX-ROUGE ***
LOUIS DE FRANCE. Alt. 1550 m. Calme, détente, nature, 10 ch. personnalisées dans chalet confortable XVIII^e s. Exposé plein sud. Vue panoramique, vaste terrasse ensoleillée. Cuis. traditionnelle du terroir. Nombreuses promenades, randonnées, excursions.
A 15 km de Saint-Jean-de-Maurienne, les disciples d'Épierre sauront s'y retrouver.
Pens. 190/240 F TTC - 1/2 pens. 90/110 F.
Famille SURRIER LA CHAL
73500 ST-JEAN-D'ARVES. T. 73-33-70-99.

Périgord
PRÈS DE MONTAZIER
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
Hôtel rest. Pêche. Pêche. Crenels pédestres et cycl. Équité. 2 km. Très ch. w.c. + bain. Pens. compl. 195 et 205 F. Masseryelles, 24550 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD. Tél. (16) 53-29-95-94.

Provence
Vacances d'été dans le Midi une adresse
HOTEL DU COMMERCE **
30630 GOURDARQUES
(GARD, PROVENCE, LANGUEDOC)
Nombreux loisirs : baignade, pêche, tennis, pétanque, canoë, kayak, discothèque, randonnées pédestres, excursions en car dans la région. Cuis. qual. calme, repos. Documentation gratuite sur demande.
Tél. 64-82-20-68.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort.
Réservation : 41-52-32-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LAC MAJEUR
LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI
Tél. 19-41/93/33-02-82 — Tél. 846143
Via Scarpone, CH 6600 LOCARNO.

CH-1800 VEVEY
HÔTEL DES TROIS COURONNES
CH-1800 VEVEY
Accueil personnalisé dans un cadre élégant et raffiné. Forfait séminaire Fr. s. 205.— en demi-pension p.p.j.
Tél. 021/51 30 05 - Tél. 451 148 htc hc

TOURISME
SÉJOUR ENFANTS ÉTÉ 1987
(Haute-Doubs, alt. 900 m)
Yves et Liliane (36 a.) accueillent vos enfants dans ambiance familiale, dans ancienne ferme XVII^e, restaurée, au milieu des pâturages et forêts. 12 enfants maxi. pour garantir qualité, chères avec s. de bns, tennis, poney, rand. pédestres, découverte milieu rural, fabrique du pain.
Fr. 1400 F/sem. /enfant.
Tél. 16 (81) 38-12-51.

Repères

A partir d'Halifax, noué aérien de l'Est canadien, lui-même bien relié à la fois à Montréal et à l'Europe (Londres et Amsterdam), de multiples lignes d'Air Nova, de Canadian Pacific ou d'Air Canada desservent Terre-Neuve en une heure de vol. Saint-John's, Gander, Deer-Lake sont les principaux aéroports.

Terre-Neuve est aussi accessible par ferry depuis Sydney en Nouvelle-Écosse et depuis Blanc-Sablon au Québec, sur le golfe du Saint-Laurent. L'île est traversée d'est en ouest par la route transcanadienne et parcourue par un assez bon réseau secondaire.

Les terrains de camping, les hôtels et motels sont nombreux.

Les cartes qui distribue l'Office de tourisme font apparaître les sites

historiques et intéressants, en précisant chaque fois si ces lieux d'excursions et ces villes ont été créés et revendiqués au cours des seizième et dix-septième siècles par les Français ou par les Anglais.

● Département du développement et du tourisme : P.O. Box 2016, Saint-John's, Newfoundland, Canada A1C 5R8. Tél. : 016-4849.

● Ambassade du Canada en France : 37, avenue Montaigne, 75008 Paris.

● Air Canada : 31, rue Falguère, 75015 Paris.

● Canadian Pacific (CP Air) : 15, rue de la Paix, 75002 Paris.

● Air France : 119, Champs-Élysées, 75008 Paris.

ACCESS VOYAGES

LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

NEW YORK	1980 F	1980 F	SAN DIEGO	1980 F	1980 F
ANCHORAGE	2280 F	4280 F	SAN FRANCISCO	1800 F	3800 F
ALABAMA	1550 F	2800 F	SEATTLE	1800 F	3800 F
BALTIMORE	1780 F	2840 F	WASHINGTON	1800 F	3800 F
BOSTON	1720 F	2220 F	EDMONTON	2710 F	4185 F
CHICAGO	1485 F	2280 F	CALGARY	2290 F	4185 F
CLEVELAND	1350 F	2280 F	MONTREAL	1280 F	2280 F
DALLAS	1530 F	2500 F	TORONTO	1880 F	2380 F
DENVER	1900 F	2800 F	VANCOUVER	2280 F	4385 F
DETROIT	1550 F	2280 F	BONNAY	1280 F	4080 F
HOUSTON	1550 F	2280 F	BUENOS AIRES	4780 F	5220 F
LAS VEGAS	1900 F	3800 F	CARACAS	2910 F	4020 F
LOS ANGELES	1880 F	3800 F	LIMA	3500 F	6820 F
MARSA	1650 F	2800 F	MEXICO	2480 F	4285 F
NEW ORLEANS	1550 F	2800 F	RIO DE JANEIRO	2785 F	4800 F
ORLANDO	1550 F	2800 F	SÃO PAULO	2885 F	4820 F
PHILADELPHIE	1550 F	2400 F	DEHRAUN	1800 F	3800 F
PHOENIX	1880 F	3800 F	LUXEMBOURG	1800 F	3800 F
PITTSBURGH	1550 F	2800 F	TOKYO	3880 F	7380 F
PORTLAND	1800 F	3800 F	TANZI	1800 F	3800 F
SAINT-LOUIS	1550 F	2800 F	AUSTRALIE	4480 F	7470 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

RÉDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES
ACCESS VOYAGES
8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les-Halles
Tél. (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

NOS TOURS DU MONDE 1987

DERNIER départ le 2 octobre

SINGAPOUR - JAVA
BALI - SYDNEY - TAHITI
MOOREA - BORA BORA
SAN FRANCISCO
30 jours de Paris à Paris
du 2 au 31 octobre : 25 850 F

LA CROIX DU SUD
8, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. 42 61 82 TOLL. 4881 LÉVASSOR

NOMADE ?
Une vie à découvrir
des voyages inoubliables
Randonnées & Expéditions
avec guides et spécialistes
NOMADE
Société de voyages d'aventure
10, rue de la Harpe, 75005 PARIS
Tél. 47 78 10 10

JEUX

échecs

N° 1233

LE RETOUR
DE LA HOLLANDAISE

(Tournoi SWIFT, Bruxelles, 1987)

Blancs : M. Tal (URSS)

Noirs : R. Meulders (Belgique)

Défaite hollandaise

Variante de Leningrad

ECHecs N° 1233

1. e4 e5 (1) 17. Td1-e1 25 (1)
2. f3 c6 18. d2-d5 (m) 26-28
3. f2 g6 (1) 19. g3 (n) 29-31
4. c3 f7 20. f2-f3 32-34
5. d4 d5 21. f4-f5 35-37
6. h3 (c) 22. Td2 38-40
7. f4 f3 23. f4-f5 41-43
8. c3-d2 (7) 24. Td1+ 44-46
9. c4-d5 (n) 25. f6-f7 47-49
10. c3-d3 26. d7-d8 50-52
11. d4 (1) 27. d4-d5 53-55
12. c4-d5 28. f2-f3 56-58
13. c4-d5 29. Td1 59-61
14. e4 f3 30. f4-f5 62-64
15. d4-d5 31. Td1+ (a) 65-67
16. f4 d7

PARTIE N° 1233 bis

(Même tournoi)

Blancs : L. Ljubojevic (Yougoslavie)

Noirs : R. Meulders (Belgique)

1. e4 e5 15. f4-f5 23. f6-f7 31. Td1+ (a)
2. c3 c6 16. d2-d5 24. Td1 32. f4-f5 (b)
3. f2 g6 17. c2-c3 25. f6-f7 33. Td1+ (c)
4. f3 f7 18. d4-d5 26. d7-d8 34. Td1+ (d)
5. d4 d5 19. d4-d5 27. d4-d5 35. Td1+ (e)
6. e4 e5 20. f4-f5 28. f6-f7 36. Td1+ (f)
7. c3 c6 21. d2-d3 29. Td1 37. Td1+ (g)
8. f2 g6 22. Td2 30. f4-f5 38. Td1+ (h)
9. d4 d5 23. f4-f5 31. Td1+ (i)
10. c3-d3 24. Td1 32. f4-f5 39. Td1+ (j)
11. d4 (1) 25. f6-f7 33. Td1+ (k)
12. c4-d5 26. d7-d8 34. Td1+ (l)
13. c4-d5 27. d4-d5 35. Td1+ (m)
14. e4 f3 28. f4-f5 36. Td1+ (n)
15. d4-d5 29. Td1 37. Td1+ (o)
16. f4 d7 30. f4-f5 38. Td1+ (p)
17. Td1+ (q) 39. Td1+ (r)
18. Td1+ (s) 40. Td1+ (t)
19. Td1+ (u) 41. Td1+ (v)
20. Td1+ (w) 42. Td1+ (x)
21. Td1+ (y) 43. Td1+ (z)

NOTES

a) Le retour de la «démolition hollandaise» dans les grands tournois, depuis près de deux siècles, est probablement dû à l'entrepreneur anglais qui comptait bien s'enrichir grâce à Short, Meulders, mais aussi aux Soviétiques comme Piatnik et Belavsky.
b) La «variante de Leningrad» qui combine la «Hollandaise» avec l'«Est» indique.
c) Au lieu d'entrer dans la variante principale issue de 6. e4, les Blancs opposent le f2 sur la grande diagonale, une stratégie tranquille qui oblige leur adversaire à lutter immédiatement sous le coup de la théorie.
d) Déjà une incertitude, 6... d5 est préférable, par exemple, 7. f4. C64 ou 7... a5 et 8... C64.
e) Une manœuvre délicate qui vise à passer le d sur f4 - R afin d'obtenir une attaque typique de la «Démolition hollandaise» par h6-g5 - D65.
f) Les Blancs, avec des moyens simples, ont déjà obtenu le contrôle du centre. Il est clair que le renouveau de l'avance du pion e au profit du fianchetto - D a porté ses fruits et a troublé les Noirs.
g) Logique mais non nécessaire. La suite d'incertitudes (c5 - D68 - h6) ne paraît pas extrêmement grave mais l'ancien champion du monde ne se précipite pas à prendre un net avantage. 9... C65 était à envisager.
h) L'attaque spatiale et avantage de développement dans les mains de Tal sont des atouts décisifs.
i) La position est à peu près égale. 11... Td1 paraît meilleur.

j) On 12... C64; 13. f4-f5; 14. Dd2 et la promotion des Blancs subit.
k) Absolument les cases blanches mais 14... f4-f5 n'est pas si bon plus.
l) Il est clair que l'ouverture des lignes est souvent dangereuse pour le camp le moins développé mais on comprend que les Noirs ne puissent pas ouvrir rapidement.
m) Une position à évaluer. Les Blancs gagnent.
n) Une manœuvre en trois temps. Ouverture de la colonne h. Passage du f-R sur la diagonale a2-g8 et de la T-R en h3 via f3.
o) Si 20... Td1; 21. f6-f7; 22. f6-f7; 23. f6-f7; 24. f6-f7; 25. f6-f7; 26. f6-f7; 27. f6-f7; 28. f6-f7; 29. f6-f7; 30. f6-f7; 31. f6-f7; 32. f6-f7; 33. f6-f7; 34. f6-f7; 35. f6-f7; 36. f6-f7; 37. f6-f7; 38. f6-f7; 39. f6-f7; 40. f6-f7; 41. f6-f7; 42. f6-f7; 43. f6-f7; 44. f6-f7; 45. f6-f7; 46. f6-f7; 47. f6-f7; 48. f6-f7; 49. f6-f7; 50. f6-f7; 51. f6-f7; 52. f6-f7; 53. f6-f7; 54. f6-f7; 55. f6-f7; 56. f6-f7; 57. f6-f7; 58. f6-f7; 59. f6-f7; 60. f6-f7; 61. f6-f7; 62. f6-f7; 63. f6-f7; 64. f6-f7; 65. f6-f7; 66. f6-f7; 67. f6-f7; 68. f6-f7; 69. f6-f7; 70. f6-f7; 71. f6-f7; 72. f6-f7; 73. f6-f7; 74. f6-f7; 75. f6-f7; 76. f6-f7; 77. f6-f7; 78. f6-f7; 79. f6-f7; 80. f6-f7; 81. f6-f7; 82. f6-f7; 83. f6-f7; 84. f6-f7; 85. f6-f7; 86. f6-f7; 87. f6-f7; 88. f6-f7; 89. f6-f7; 90. f6-f7; 91. f6-f7; 92. f6-f7; 93. f6-f7; 94. f6-f7; 95. f6-f7; 96. f6-f7; 97. f6-f7; 98. f6-f7; 99. f6-f7; 100. f6-f7; 101. f6-f7; 102. f6-f7; 103. f6-f7; 104. f6-f7; 105. f6-f7; 106. f6-f7; 107. f6-f7; 108. f6-f7; 109. f6-f7; 110. f6-f7; 111. f6-f7; 112. f6-f7; 113. f6-f7; 114. f6-f7; 115. f6-f7; 116. f6-f7; 117. f6-f7; 118. f6-f7; 119. f6-f7; 120. f6-f7; 121. f6-f7; 122. f6-f7; 123. f6-f7; 124. f6-f7; 125. f6-f7; 126. f6-f7; 127. f6-f7; 128. f6-f7; 129. f6-f7; 130. f6-f7; 131. f6-f7; 132. f6-f7; 133. f6-f7; 134. f6-f7; 135. f6-f7; 136. f6-f7; 137. f6-f7; 138. f6-f7; 139. f6-f7; 140. f6-f7; 141. f6-f7; 142. f6-f7; 143. f6-f7; 144. f6-f7; 145. f6-f7; 146. f6-f7; 147. f6-f7; 148. f6-f7; 149. f6-f7; 150. f6-f7; 151. f6-f7; 152. f6-f7; 153. f6-f7; 154. f6-f7; 155. f6-f7; 156. f6-f7; 157. f6-f7; 158. f6-f7; 159. f6-f7; 160. f6-f7; 161. f6-f7; 162. f6-f7; 163. f6-f7; 164. f6-f7; 165. f6-f7; 166. f6-f7; 167. f6-f7; 168. f6-f7; 169. f6-f7; 170. f6-f7; 171. f6-f7; 172. f6-f7; 173. f6-f7; 174. f6-f7; 175. f6-f7; 176. f6-f7; 177. f6-f7; 178. f6-f7; 179. f6-f7; 180. f6-f7; 181. f6-f7; 182. f6-f7; 183. f6-f7; 184. f6-f7; 185. f6-f7; 186. f6-f7; 187. f6-f7; 188. f6-f7; 189. f6-f7; 190. f6-f7; 191. f6-f7; 192. f6-f7; 193. f6-f7; 194. f6-f7; 195. f6-f7; 196. f6-f7; 197. f6-f7; 198. f6-f7; 199. f6-f7; 200. f6-f7; 201. f6-f7; 202. f6-f7; 203. f6-f7; 204. f6-f7; 205. f6-f7; 206. f6-f7; 207. f6-f7; 208. f6-f7; 209. f6-f7; 210. f6-f7; 211. f6-f7; 212. f6-f7; 213. f6-f7; 214. f6-f7; 215. f6-f7; 216. f6-f7; 217. f6-f7; 218. f6-f7; 219. f6-f7; 220. f6-f7; 221. f6-f7; 222. f6-f7; 223. f6-f7; 224. f6-f7; 225. f6-f7; 226. f6-f7; 227. f6-f7; 228. f6-f7; 229. f6-f7; 230. f6-f7; 231. f6-f7; 232. f6-f7; 233. f6-f7; 234. f6-f7; 235. f6-f7; 236. f6-f7; 237. f6-f7; 238. f6-f7; 239. f6-f7; 240. f6-f7; 241. f6-f7; 242. f6-f7; 243. f6-f7; 244. f6-f7; 245. f6-f7; 246. f6-f7; 247. f6-f7; 248. f6-f7; 249. f6-f7; 250. f6-f7; 251. f6-f7; 252. f6-f7; 253. f6-f7; 254. f6-f7; 255. f6-f7; 256. f6-f7; 257. f6-f7; 258. f6-f7; 259. f6-f7; 260. f6-f7; 261. f6-f7; 262. f6-f7; 263. f6-f7; 264. f6-f7; 265. f6-f7; 266. f6-f7; 267. f6-f7; 268. f6-f7; 269. f6-f7; 270. f6-f7; 271. f6-f7; 272. f6-f7; 273. f6-f7; 274. f6-f7; 275. f6-f7; 276. f6-f7; 277. f6-f7; 278. f6-f7; 279. f6-f7; 280. f6-f7; 281. f6-f7; 282. f6-f7; 283. f6-f7; 284. f6-f7; 285. f6-f7; 286. f6-f7; 287. f6-f7; 288. f6-f7; 289. f6-f7; 290. f6-f7; 291. f6-f7; 292. f6-f7; 293. f6-f7; 294. f6-f7; 295. f6-f7; 296. f6-f7; 297. f6-f7; 298. f6-f7; 299. f6-f7; 300. f6-f7; 301. f6-f7; 302. f6-f7; 303. f6-f7; 304. f6-f7; 305. f6-f7; 306. f6-f7; 307. f6-f7; 308. f6-f7; 309. f6-f7; 310. f6-f7; 311. f6-f7; 312. f6-f7; 313. f6-f7; 314. f6-f7; 315. f6-f7; 316. f6-f7; 317. f6-f7; 318. f6-f7; 319. f6-f7; 320. f6-f7; 321. f6-f7; 322. f6-f7; 323. f6-f7; 324. f6-f7; 325. f6-f7; 326. f6-f7; 327. f6-f7; 328. f6-f7; 329. f6-f7; 330. f6-f7; 331. f6-f7; 332. f6-f7; 333. f6-f7; 334. f6-f7; 335. f6-f7; 336. f6-f7; 337. f6-f7; 338. f6-f7; 339. f6-f7; 340. f6-f7; 341. f6-f7; 342. f6-f7; 343. f6-f7; 344. f6-f7; 345. f6-f7; 346. f6-f7; 347. f6-f7; 348. f6-f7; 349. f6-f7; 350. f6-f7; 351. f6-f7; 352. f6-f7; 353. f6-f7; 354. f6-f7; 355. f6-f7; 356. f6-f7; 357. f6-f7; 358. f6-f7; 359. f6-f7; 360. f6-f7; 361. f6-f7; 362. f6-f7; 363. f6-f7; 364. f6-f7; 365. f6-f7; 366. f6-f7; 367. f6-f7; 368. f6-f7; 369. f6-f7; 370. f6-f7; 371. f6-f7; 372. f6-f7; 373. f6-f7; 374. f6-f7; 375. f6-f7; 376. f6-f7; 377. f6-f7; 378. f6-f7; 379. f6-f7; 380. f6-f7; 381. f6-f7; 382. f6-f7; 383. f6-f7; 384. f6-f7; 385. f6-f7; 386. f6-f7; 387. f6-f7; 388. f6-f7; 389. f6-f7; 390. f6-f7; 391. f6-f7; 392. f6-f7; 393. f6-f7; 394. f6-f7; 395. f6-f7; 396. f6-f7; 397. f6-f7; 398. f6-f7; 399. f6-f7; 400. f6-f7; 401. f6-f7; 402. f6-f7; 403. f6-f7; 404. f6-f7; 405. f6-f7; 406. f6-f7; 407. f6-f7; 408. f6-f7; 409. f6-f7; 410. f6-f7; 411. f6-f7; 412. f6-f7; 413. f6-f7; 414. f6-f7; 415. f6-f7; 416. f6-f7; 417. f6-f7; 418. f6-f7; 419. f6-f7; 420. f6-f7; 421. f6-f7; 422. f6-f7; 423. f6-f7; 424. f6-f7; 425. f6-f7; 426. f6-f7; 427. f6-f7; 428. f6-f7; 429. f6-f7; 430. f6-f7; 431. f6-f7; 432. f6-f7; 433. f6-f7; 434. f6-f7; 435. f6-f7; 436. f6-f7; 437. f6-f7; 438. f6-f7; 439. f6-f7; 440. f6-f7; 441. f6-f7; 442. f6-f7; 443. f6-f7; 444. f6-f7; 445. f6-f7; 446. f6-f7; 447. f6-f7; 448. f6-f7; 449. f6-f7; 450. f6-f7; 451. f6-f7; 452. f6-f7; 453. f6-f7; 454. f6-f7; 455. f6-f7; 456. f6-f7; 457. f6-f7; 458. f6-f7; 459. f6-f7; 460. f6-f7; 461. f6-f7; 462. f6-f7; 463. f6-f7; 464. f6-f7; 465. f6-f7; 466. f6-f7; 467. f6-f7; 468. f6-f7; 469. f6-f7; 470. f6-f7; 471. f6-f7; 472. f6-f7; 473. f6-f7; 474. f6-f7; 475. f6-f7; 476. f6-f7; 477. f6-f7; 478. f6-f7; 479. f6-f7; 480. f6-f7; 481. f6-f7; 482. f6-f7; 483. f6-f7; 484. f6-f7; 485. f6-f7; 486. f6-f7; 487. f6-f7; 488. f6-f7; 489. f6-f7; 490. f6-f7; 491. f6-f7; 492. f6-f7; 493. f6-f7; 494. f6-f7; 495. f6-f7; 496. f6-f7; 497. f6-f7; 498. f6-f7; 499. f6-f7; 500. f6-f7; 501. f6-f7; 502. f6-f7; 503. f6-f7; 504. f6-f7; 505. f6-f7; 506. f6-f7; 507. f6-f7; 508. f6-f7; 509. f6-f7; 510. f6-f7; 511. f6-f7; 512. f6-f7; 513. f6-f7; 514. f6-f7; 515. f6-f7; 516. f6-f7; 517. f6-f7; 518. f6-f7; 519. f6-f7; 520. f6-f7; 521. f6-f7; 522. f6-f7; 523. f6-f7; 524. f6-f7; 525. f6-f7; 526. f6-f7; 527. f6-f7; 528. f6-f7; 529. f6-f7; 530. f6-f7; 531. f6-f7; 532. f6-f7; 533. f6-f7; 534. f6-f7; 535. f6-f7; 536. f6-f7; 537. f6-f7; 538. f6-f7; 539. f6-f7; 540. f6-f7; 541. f6-f7; 542. f6-f7; 543. f6-f7; 544. f6-f7; 545. f6-f7; 546. f6-f7; 547. f6-f7; 548. f6-f7; 549. f6-f7; 550. f6-f7; 551. f6-f7; 552. f6-f7; 553. f6-f7; 554. f6-f7; 555. f6-f7; 556. f6-f7; 557. f6-f7; 558. f6-f7; 559. f6-f7; 560. f6-f7; 561. f6-f7; 562. f6-f7; 563. f6-f7; 564. f6-f7; 565. f6-f7; 566. f6-f7; 567. f6-f7; 568. f6-f7; 569. f6-f7; 570. f6-f7; 571. f6-f7; 572. f6-f7; 573. f6-f7; 574. f6-f7; 575. f6-f7; 576. f6-f7; 577. f6-f7; 578. f6-f7; 579. f6-f7; 580. f6-f7; 581. f6-f7; 582. f6-f7; 583. f6-f7; 584. f6-f7; 585. f6-f7; 586. f6-f7; 587. f6-f7; 588. f6-f7; 589. f6-f7; 590. f6-f7; 591. f6-f7; 592. f6-f7; 593. f6-f7; 594. f6-f7; 595. f6-f7; 596. f6-f7; 597. f6-f7; 598. f6-f7; 599. f6-f7; 600. f6-f7; 601. f6-f7; 602. f6-f7; 603. f6-f7; 604. f6-f7; 605. f6-f7; 606. f6-f7; 607. f6-f7; 608. f6-f7; 609. f6-f7; 610. f6-f7; 611. f6-f7; 612. f6-f7; 613. f6-f7; 614. f6-f7; 615. f6-f7; 616. f6-f7; 617. f6-f7; 618. f6-f7; 619. f6-f7; 620. f6-f7; 621. f6-f7; 622. f6-f7; 623. f6-f7; 624. f6-f7; 625. f6-f7; 626. f6-f7; 627. f6-f7; 628. f6-f7; 629. f6-f7; 630. f6-f7; 631. f6-f7; 632. f6-f7; 633. f6-f7; 634. f6-f7; 635. f6-f7; 636. f6-f7; 637. f6-f7; 638. f6-f7; 639. f6-f7; 640. f6-f7; 641. f6-f7; 642. f6-f7; 643. f6-f7; 644. f6-f7; 645. f6-f7; 646. f6-f7; 647. f6-f7; 648. f6-f7; 649. f6-f7; 650. f6-f7; 651. f6-f7; 652. f6-f7; 653. f6-f7; 654. f6-f7; 655. f6-f7; 656. f6-f7; 657. f6-f7; 658. f6-f7; 659. f6-f7; 660. f6-f7; 661. f6-f7; 662. f6-f7; 663. f6-f7; 664. f6-f7; 665. f6-f7; 666. f6-f7; 667. f6-f7; 668. f6-f7; 669. f6-f7; 670. f6-f7; 671. f6-f7; 672. f6-f7; 673. f6-f7; 674. f6-f7; 675. f6-f7; 676. f6-f7; 677. f6-f7; 678. f6-f7; 679. f6-f7; 680. f6-f7; 681. f6-f7; 682. f6-f7; 683. f6-f7; 684. f6-f7; 685. f6-f7; 686. f6-f7; 687. f6-f7; 688. f6-f7; 689. f6-f7; 690. f6-f7; 691. f6-f7; 692. f6-f7; 693. f6-f7; 694. f6-f7; 695. f6-f7; 696. f6-f7; 697. f6-f7; 698. f6-f7; 699. f6-f7; 700. f6-f7; 701. f6-f7; 702. f6-f7; 703. f6-f7; 704. f6-f7; 705. f6-f7; 706. f6-f7; 707. f6-f7; 708. f6-f7; 709. f6-f7; 710. f6-f7; 711. f6-f7; 712. f6-f7; 713. f6-f7; 714. f6-f7; 715. f6-f7; 716. f6-f7; 717. f6-f7; 718. f6-f7; 719. f6-f7; 720. f6-f7; 721. f6-f7; 722. f6-f7; 723. f6-f7; 724. f6-f7; 725. f6-f7; 726. f6-f7; 727. f6-f7; 728. f6-f7; 729. f6-f7; 730. f6-f7; 731. f6-f7; 732. f6-f7; 733. f6-f7; 734. f6-f7; 735. f6-f7; 736. f6-f7; 737. f6-f7; 738. f6-f7; 739. f6-f7; 740. f6-f7; 741. f6-f7; 742. f6-f7; 743. f6-f7; 744. f6-f7; 745. f6-f7; 746. f6-f7; 747. f6-f7; 748. f6-f7; 749. f6-f7; 750. f6-f7; 751. f6-f7; 752. f6-f7; 753. f6-f7; 754. f6-f7; 755. f6-f7; 756. f6-f7; 757. f6-f7; 758. f6-f7; 759. f6-f7; 760. f6-f7; 761. f6-f7; 762. f6-f7; 763. f6-f7; 764. f6-f7; 765. f6-f7; 766. f6-f7; 767. f6-f7; 768. f6-f7; 769. f6-f7; 770. f6-f7; 771. f6-f7; 772. f6-f7; 773. f6-f7; 774. f6-f7; 775. f6-f7; 776. f6-f7; 777. f6-f7; 778. f6-f7; 779. f6-f7; 780. f6-f7; 781. f6-f7; 782. f6-f7; 783. f6-f7; 784. f6-f7; 785. f6-f7; 786. f6-f7; 787. f6-f7; 788. f6-f7; 789. f6-f7; 790. f6-f7; 791. f6-f7; 792. f6-f7; 793. f6-f7; 794. f6-f7; 795. f6-f7; 796. f6-f7; 797. f6-f7; 798. f6-f7; 799. f6-f7; 800. f6-f7; 801. f6-f7; 802. f6-f7; 803. f6-f7; 804. f6-f7; 805. f6-f7; 806. f6-f7; 807. f6-f7; 808. f6-f7; 809. f6-f7; 810. f6-f7; 811. f6-f7; 812. f6-f7; 813. f6-f7; 814. f6-f7; 815. f6-f7; 816. f6-f7; 817. f6-f7; 818. f6-f7; 819. f6-f7; 820. f6-f7; 821. f6-f7; 822. f6-f7; 823. f6-f7; 824. f6-f7; 825. f6-f7; 826. f6-f7; 827. f6-f7; 828. f6-f7; 829. f6-f7; 830. f6-f7; 831. f6-f7; 832. f6-f7; 833. f6-f7; 834. f6-f7; 835. f6-f7; 836. f6-f7; 837. f6-f7; 838. f6-f7; 839. f6-f7; 840. f6-f7; 841. f6-f7; 842. f6-f7; 843. f6-f7; 844. f6-f7; 845. f6-f7; 846. f6-f7; 847. f6-f7; 848. f6-f7; 849. f6-f7; 850. f6-f7; 851. f6-f7; 852. f6-f7; 853. f6-f7; 854. f6-f7; 855. f6-f7; 856. f6-f7; 857. f6-f7; 858. f6-f7; 859. f6-f7; 860. f6-f7; 861. f6-f7; 862. f6-f7; 863. f6-f7; 864. f6-f7; 865. f6-f7; 866. f6-f7; 867. f6-f7; 868. f6-f7; 869. f6-f7; 870. f6-f7; 871. f6-f7; 872. f6-f7; 873. f6-f7; 874. f6-f7; 875. f6-f7; 876. f6-f7; 877. f6-f7; 878. f6-f7; 879. f6-f7; 880. f6-f7; 881. f6-f7; 882. f6-f7; 883. f6-f7; 884. f6-f7; 885. f6-f7; 886. f6-f7; 887. f6-f7; 888. f6-f7; 889. f6-f7; 890. f6-f7; 891. f6-f7; 892. f6-f7; 893. f6-f7; 894. f6-f7; 895. f6-f7; 896. f6-f7; 897. f6-f7; 898. f6-f7; 899. f6-f7; 900. f6-f7; 901. f6-f7; 902. f6-f7; 903. f6-f7; 904. f6-f7; 905. f6-f7; 906. f6-f7; 907. f6-f7; 908. f6-f7; 909. f6-f7; 910. f6-f7; 911. f6-f7; 912. f6-f7; 913. f6-f7; 914. f6-f7; 915. f6-f7; 916. f6-f7; 917. f6-f7; 918. f6-f7; 919. f6-f7; 920. f6-f7; 921. f6-f7; 922. f6-f7; 923. f6-f7; 924. f6-f7; 925. f6-f7; 926. f6-f7; 927. f6-f7; 928. f6-f7; 929. f6-f7; 930. f6-f7; 931. f6-f7; 932. f6-f7; 933. f6-f7; 934. f6-f7; 935. f6-f7; 936. f6-f7; 937. f6-f7; 938. f6-f7; 939. f6-f7; 940. f6-f7; 941. f6-f7; 942. f6-f7; 943. f6-f7; 944. f6-f7; 945. f6-f7; 946. f6-f7; 947. f6-f7; 948. f6-f7; 949. f6-f7; 950. f6-f7; 951. f6-f7; 952. f6-f7; 953. f6-f7; 954. f6-f7; 955. f6-f7; 956. f6-f7; 957. f6-f7; 958. f6-f7; 959. f6-f7; 960. f6-f7; 961. f6-f7; 962. f6-f7; 963. f6-f7; 964. f6-f7; 965. f6-f7; 966. f6-f7; 967. f6-f7; 968. f6-f7; 969. f6-f7; 970. f6-f7; 971. f6-f7; 972. f6-f7; 973. f6-f7; 974. f6-f7; 975. f6-f7; 976. f6-f7; 977. f6-f7; 978. f6-f7; 979. f6-f7; 980. f6-f7; 981. f6-f7; 982. f6-f7; 983. f6-f7; 984. f6-f7; 985. f6-f7; 986. f6-f7; 987. f6-f7; 988. f6-f7; 989. f6-f7; 990. f6-f7; 991. f6-f7; 992. f6-f7; 993. f6-f7; 994. f6-f7; 995. f6-f7; 996. f6-f7; 997. f6-f7; 998. f6-f7; 999. f6-f7; 1000. f6-f7; 1001. f6-f7; 1002. f6-f7; 1003. f6-f7; 1004. f6-f7; 1005. f6-f7; 1006. f6-f7; 1007. f6-f7; 1008. f6-f7; 1009. f6-f7; 1010. f6-f7; 1011. f6-f7; 1012. f6-f7; 1013. f6-f7; 1014. f6-f7; 1015. f6-f7; 1016. f6-f7; 1017. f6-f7; 1018. f6-f7; 1019. f6-f7; 1020. f6-f7; 1021. f6-f7; 1022. f6-f7; 1023. f6-f7; 1024. f6-f7; 1025. f6-f7; 1026. f6-f7; 1027. f6-f7; 1028. f6-f7; 1029. f6-f7; 1030. f6-f7;

Gâteau blond de Bresse

SEMAINE GOURMANDE

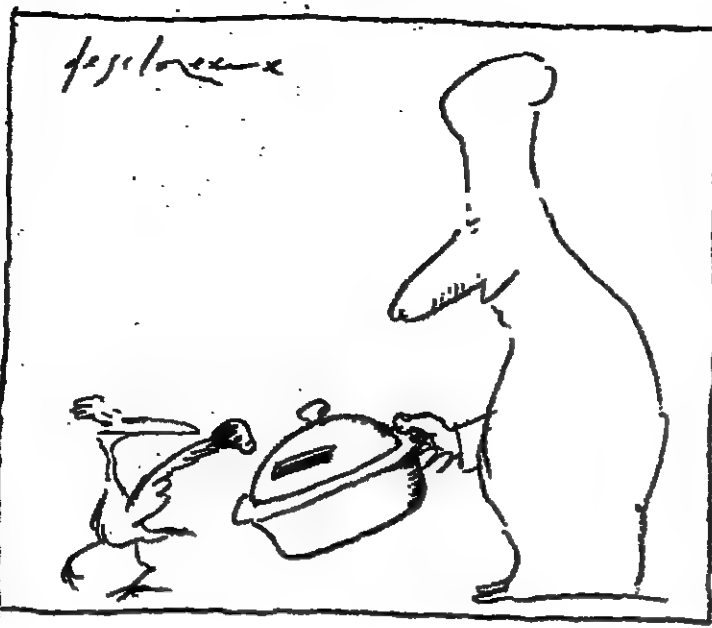
« **U**n plat d'enchantement, ma jeunesse », m'écrit un lecteur. Un plat que faisait sa maman et qu'il a recherché en vain : le gâteau de foie à la lyonnaise dont il se souvient nappé d'une sauce tomate avec quelques olives. Et il ajoute croire se souvenir aussi qu'il y entrerait moitié foie de porc, moitié foie de volaille, avec du persil.

C'est là une des variations sur le célèbre gâteau de foie blond de Bresse. Paul Blanc, à Thoissey (son *Chapon fin* existe toujours, une étoile au Michelin, deux étoiles au *Bottin gourmand*), ajoutait, lui, pour 6 foies blonds, 150 g de moelle de bœuf, avec aussi 50 g de farine, 10 œufs, 2 cuillères de crème double, 3/4 de litre de lait, sel, poivre, muscade, pincée de persil, un soupçon d'ail. Le gâteau, sorti de son moule beurré (après cuisson au bain-marie) est démoulé et nappé d'un coulis de tomate fraîche « monté au beurre » ou encore d'une réduction à base de porto créant, voire d'un mélange des deux.

J'en sais même qu'ajoutent quelques larmes de truffe par-dessus, histoire de faire riche !

L'indispensable est évidemment les foies. On les dit blonds parce que leur couleur est en effet dorée, leur taille importante, issue de volailles de Bresse bien élevées et bénéficiant du label.

On se souvient alors, à leur vue, des vers de Gabriel Vicaire :



Et soudain, frais et joyeux
Comme une épouse nouvelle
Un chapon des bords de Veyle
S'épanouit à nos yeux...

Donc il vous faut des foies blonds et qui doivent se suffire à eux-mêmes (foie du foie de porc et foie de moelle de bœuf). Mais souvenons-nous que la Bresse est aussi le pays

de la sauce Nantua. Plus exactement le Bugey voisin et que l'on y associera gastronomiquement. Qu'elles soient blanches de Bourg, grises de Bény, noires de Louhans, les « parties blanches » donc donnent leurs foies. Et le Bugey sa sauce aux écrevisses (qu'aujourd'hui les restaurateurs parisiens, fans de bonnes écrevisses, font aux langoustines, ce qui n'est pas, mais pas du tout, la même chose).

Il était donc logique que, dans les grands restaurants, les repas de fête, le gâteau de foie blond soit nappé de Nantua.

Mais, dans les formes, chez les humbles, il n'est pas rare de la voir remplacée par une fondue de tomate fraîche. C'est là, à mon avis, la meilleure façon d'honorer la volaille. En l'arrosant d'un vin du pays, le Manicle (ne cherchez point dans les *annuaires* multiples et autres répertoires, il n'y figure pas !) où encore le Montagnieu, quel régal tout bonnement simple, rustique et franc !

Mais à Paris ?

Diab ! Essayez donc, au Bellecœur (22, rue Sarcouf, tél. : 45-51-46-93), la double carte (mais c'est celle des lyonnaises qu'il faut choisir, bien sûr !), ou quelquefois le gâteau de foie de volaille se glisse entre le sabordé, la salade de clapotons et le tablier de sapeur.

Et notez aussi *Le Pays de Bresse* (40, rue Pergolèse, tél. : 45-00-21-40), où les « parties blanches » triomphent sous toutes leurs recettes et le gâteau de foies blonds tomates s'arrose du beaugénois de l'année.

LA REYNÈRE.

P.-S. — M. Robert Lepin trouvera des recettes de gâteau de foie blond dans la *Cuisine lyonnaise*, de Félix Benoit et Henry Chas-Jouve (Solar), Lyon, à table, de Bernard Franje (Albin Michel) et la *Cuisine de Lyon*, d'André Mure (Stock).

Les Cypres

C'est tout petit et « sympa ». Marie-Laure Watrinelle, élève de Christiane Massia, a en cuisine, le talent de ne pas forcer son talent : de savoir préparer un foie gras de canard que le verre de sauternes fait exploser, de proposer l'ail de rais au beurre de pamplemousse, mais le rognon tout bonnement à la moutarde melleuse, ainsi qu'un magret au beurre rouge qui s'accorde avec son saint-émilion Châteauneuf. Compter 175-200 F. Mais, le soir, un menu « gourmets » ravira les couples en fête par son prix raisonnable. La qualité des plats, le bonhôte des desserts. Marie-Laure songe à déménager... Profitez donc de l'occasion pour pouvoir dire plus tard, lorsque Marie-Laure figurera dans les guides et sera à la mode : « A ses débuts, moi, j'y fus ! »

● Les Cypres
40, rue des Dames, Paris-17*,
tél. : 43-87-86-19.
Fermé samedi soir et dimanche.
Parking boul. des Batignolles.
AE-CC.

Morens

On va fêter, je crois, la trentième année d'un règne sans histoire. Bravo pour M. Morens, qui, dans ce cadre rassurant (et si agréable l'est), perpétue la sage cuisine classique, de la sole meunière au merlan frit, de la rôtie aux légumes au steak au poivre, du carré d'agneau rôti au ris de veau braisé grand-mère. Excellents desserts et bon service. Carte des vins riche en bordeaux, notamment. Comptez 350 F.

● Morens,
10, avenue de New-York,
Paris-16*,
tél. : 47-23-75-11.
Fermé vendredi soir et samedi
AE-CC.

Michel Clavé

Quel dommage ! Voilà un bon cuisinier qui vient de se mettre à son compte. On voudrait n'en dire que du bien ! Pourtant, à lire, sur une carte, un « ruban de saumon », une « mitonnée » de champignons, un « dôme » de volaille, un « rectangle » d'agneau... On se croit chez Balthus.

Sans doute me suis-je régalé du tartare de poisson aux pommes rôties et de concombre, mais il y avait là, tout au plus, quatre petites

Restaurant Poquelin

Ah ! la belle — et bonne — carte ! Ici tout est clair, tentateur, et les nouvelles belles assiettes, signées Léonard, ne servent pas que d'appâts : elles sont bien garnies, que ce soit des foies gras variés au torchon, en dégustation (105 F) ou du thon rouge cru à la tomate (80 F), du saumon à l'uni-téral beurre de persil (103 F), ou du poulet fermier (de Loué) crème estragon (80 F) jusqu'au roquefort Coulet (le meilleur et de loin !) avec son verre de porto (48 F), et aux desserts succulents. Bonne cave. Accueil charmant de Maguy, la patronne. Avec un menu de choix de deux plats, fromage ET dessert à 173 F. A la carte comptez 350 F.

● Restaurant Poquelin,
17, rue Molière, Paris-1*,
tél. : 42-96-22-19.
Fermé samedi midi et dimanche.
Parking : Pyramides
DC-AE-CC.

Quai Voltaire à Dammarie-les-Lys

Car ils en ont un aussi, là-bas ! Sur ce quai Voltaire, donc, et en bord de Seine, une municipalité intelligente a aidé la création d'un joli restaurant qui doit, ce printemps, attirer son monde.

Chef-patron, Joël Leduc, un garçon que nous connaissons fort bien chez Laperouse et qui, depuis, surmontant quelques épreuves, se révèle ici au mieux de sa forme. Pour une quarantaine de couverts seulement il cuisine un foie gras qui enchante un ami (et que l'on peut acheter à 800 F le kilo), du turbot au saint-émilion, de la barbe de la vinaigrette de poivron, un blanc de volaille au gingembre, des noix de saumon aux gousses d'ail.

Plats entre 60 et 100 F (les entrées à partir de 40 F et les desserts de 35 à 40 F).

C'est une découverte à faire aux premiers beaux jours.

● Quai Voltaire,
249, quai Voltaire,
à Dammarie-les-Lys (77190),
tél. : 64.39.31.55.

Dans un cadre 1900...

La Belle Epoque

« Café-Concert » - Restaurant

Des Spectacles — Des Restaurants

80540 Briquemesnil
22.90.83.18

Routes d'Asie

CONTINUANT sur sa lancée asiatique, Arthaud offre à l'amateur de découvertes lointaines la Carte du Sud et, plus classique, l'Inde du Nord. Moins connu sans doute que son voisin le Japon et moins connu que la Chine, le Pays du matin calme vaut cependant plus qu'un simple détour. Ses particularismes sont indiqués succinctement dans ce guide qui répond aux exigences de base du voyageur. Renseignements pratiques et points de repère se complètent judicieusement, et les clés proposées pour la lecture peuvent se révéler bien utiles. Un dépaysement à goûter si possible avant l'échéance des Jeux olympiques en 1988.

Inépuisable univers que celui de l'Inde, où chacun découvre peut-être ce qu'il cherche, et plus encore. Maintenant qu'elle est plus ouverte à toutes les bourses, le guide se démultiplie par tranches, tant elle est diverse et difficile à condenser en un volume. Nul ne saurait en dresser un tableau exhaustif, et donc le choix de la partie septentrionale se justifie. Suffisamment diverse pour fournir matière à l'aventure, elle est l'occasion ici d'une approche chaleureuse et scrupuleuse. Les renseignements pratiques sont précieux, mais il faudra parfois vérifier sur place, car les changements parfois inopiné et sans préavis.

Avec le Népal et la Thaïlande, les Editions du Jaguar donnent à la fois le guide et l'album de souvenirs, comme de coutume dans leur collection. La structure adoptée pour approcher le sujet est judicieuse, d'autant qu'elle permet de situer lieux et gens dans le temps historique, mais aussi dans l'environnement géographique, culturel et politique. Avec clarté et concision, l'essentiel est indiqué dans le domaine artistique, ce qui n'est pas négligeable dans des pays où les concepts de beauté et d'expression sont très différents de la vision occidentale. Enfin, les quelques conseils de comportement social ne sont pas superflus, afin de ne pas heurter des populations éminemment accueillantes, parfois désarmées par des attitudes de l'étranger de passage. L'illustration photographique est de qualité. Unique regret, le format par ailleurs agréable est un peu encombrant quand on aime voyager léger.

J.-C. B.

★ *Carte du Sud*, de Christine Rivet, Arthaud, 200 p., 90 F.
★ *Inde du Nord*, de Yves Belgodan, Arthaud, 310 p., 130 F.
★ *La Thaïlande aujourd'hui*, de Maurice Pireux, photos de Bruno Morand, Editions du Jaguar, 224 p., 130 F.
★ *Le Népal aujourd'hui*, de Gérard Ponsard, photos de Suzanne Field, Editions du Jaguar, 240 p., 130 F.

de la sauce Nantua. Plus exactement le Bugey voisin et que l'on y associera gastronomiquement. Qu'elles soient blanches de Bourg, grises de Bény, noires de Louhans, les « parties blanches » donc donnent leurs foies. Et le Bugey sa sauce aux écrevisses (qu'aujourd'hui les restaurateurs parisiens, fans de bonnes écrevisses, font aux langoustines, ce qui n'est pas, mais pas du tout, la même chose).

Il était donc logique que, dans les grands restaurants, les repas de fête, le gâteau de foie blond soit nappé de Nantua.

Mais, dans les formes, chez les humbles, il n'est pas rare de la voir remplacée par une fondue de tomate fraîche. C'est là, à mon avis, la meilleure façon d'honorer la volaille. En l'arrosant d'un vin du pays, le Manicle (ne cherchez point dans les *annuaires* multiples et autres répertoires, il n'y figure pas !) où encore le Montagnieu, quel régal tout bonnement simple, rustique et franc !

Mais à Paris ?

Diab ! Essayez donc, au Bellecœur (22, rue Sarcouf, tél. : 45-51-46-93), la double carte (mais c'est celle des lyonnaises qu'il faut choisir, bien sûr !), ou quelquefois le gâteau de foie de volaille se glisse entre le sabordé, la salade de clapotons et le tablier de sapeur.

Et notez aussi *Le Pays de Bresse* (40, rue Pergolèse, tél. : 45-00-21-40), où les « parties blanches » triomphent sous toutes leurs recettes et le gâteau de foies blonds tomates s'arrose du beaugénois de l'année.

LA REYNÈRE.

P.-S. — M. Robert Lepin trouvera des recettes de gâteau de foie blond dans la *Cuisine lyonnaise*, de Félix Benoit et Henry Chas-Jouve (Solar), Lyon, à table, de Bernard Franje (Albin Michel) et la *Cuisine de Lyon*, d'André Mure (Stock).

agréables, fruités et... pas encore de prix excessif.

● Le nouveau Laurent a dit. Le nouveau chef, Bernard Guilheudin, enrichit à cette occasion la carte célèbre, notamment d'un feuillet de gambas fraîches, d'un gaspacho aux raviolis de pétoncles, d'un filet de saumon froid à la coriandre, d'une joue de bœuf en feuille de choucroute, en sa gelée et d'un quartet de chocolats. Ces plats font merveille dans le jardin d'été que l'on sait. Laurent, 41, avenue Gabriel (tél. 47-23-79-18).

● A Bruxelles, Théo Bogers, l'âme du célèbre restaurant le Cygne (sur la Grand-Place) s'en va. Mais, m'assure Jacques Kother, du *Guide des connaissances*, la succession est pleinement assurée par le nouveau directeur, Philippe Dekens. Le Cygne, 9, Grand-Place (tél. 511-82-44).

● Le prochain Trophée Coq Saint-Honoré, délaissant les poulets de Loué, demandera aux chefs concurrents de mûrir à partir des pintades fermières, de Loué toujours. Renseignements : M. André Collignon, 33, rue de la Sourdière (tél. 42-60-77-22).

● Jusqu'au 26 juillet, à l'Espace Noga Hilton, à Genève, exposition des aquarelles photographiques « A manger des yeux », de Reinhard Wolf, Noga Hilton, 19, quai du Mont-Blanc, Genève (tél. 31-98-11).

L. R.

RÉSIDENCES

VILLAS A LOUER GRÈCE

Des locations
Juin à octobre.
Tél. 43-25-28-32.

UN ATRI POUR VOTRE CARAVANE

A 80 km au sud de PARIS. Places de parking à louer dans un hangar fermé. Tél. : 64-24-08-85.

CAMPAGNE MER MONTAGNE

VILLE SAINT-GIRONS

An cœur de la forêt landaise
A 5 km de la mer, votre maison sur un terrain de 1 000 m².
T 3 à partir de 238 000 F, cdt en main.
Ecr. SOCOPT, avenue de la Gare
40100 DAX. Tél. (16) 58-90-00-90.

Victoria-Lauberhorn Wengen

****Hôtel de famille de 1ère cat. garanti avec son grand confort un séjour agréable. Restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain/vc, tél., radio, demi-pension, menus aux choix, buffet riche de petit déjeuner, dîn. buffets aux chandelles, etc. 72-87/- selon dte, séjour et saison. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, menus aux choix, bain/vc, incl. abonnement régional de vacances dès 87.- ou bien 94.- pour 14 jours.

Hôtel Victoria-Lauberhorn, CH-3823 Wengen, tél. 0947/3656 51 51, tél. 523 232, fax. S.H. Castel

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHS
VERTEUIL 51200 EPERNAV. T. 26-58-48-37
Vin blanc en tous. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C.

Vente directe
12 boulevard 1864 : 480 F TTC franco dom.
TARIF RUE DEMARDE - Tél. 85-47-13-94
Louis Mercuré, viticulteur, 71500 Mercuré.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS

A la propriété LES ALMANACHS
VERTEUIL 51200 EPERNAV. T. 26-58-48-37
Vin blanc en tous. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C.

Vente directe
12 boulevard 1864 : 480 F TTC franco dom.
TARIF RUE DEMARDE - Tél. 85-47-13-94
Louis Mercuré, viticulteur, 71500 Mercuré.

MONTLOUIS

appellation contrôlée
vin blanc sec. 1/2 sec.
moelleux, méthode champenoise.
Tarifs sur demande.
A. CHAPEAU, vigneron,
18, rue des Altres, Housseau
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

Auvergnates ARTOS ISIDORE ROUZEYROL , 13, r. d'Artois, P. 42-25-01-10. F. sam. dim.	FRANCAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN , 37, r. François-I ^{er} , 4743-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cdt. dim. et dim. F. sam. dim.	SARLADAISES LE SARLADAIS , 2, r. de Viennet, P. 43-23-73-42. Cdt. 90 F. Cdt. 90 F.	DANOISES ET SCANDINAVES 142, av. du Champ-Élysée, 45-59-38-41. COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. FLORA DANICA et son agréable jardin.	INDIENNES-PAKISTANAISES MAHARAJAH , 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. M ^{re} Muebert, 7 j. par 7. SERVICE NON-STOP. P. 25 à 30. Vm, sam. 3 h. Cdt. 100 F. S. 100 F.	MAROCAINES LA BONNE TABLE DE FES (anc. rest. Atlas), 5, rue Ste-Beuve, P. 20 h à 0 h 15. F. dim. lundi. 45-48-07-22. Même direction, même cuisine depuis 1963. COUSCOUS, PASTILLA, TAGINES. R. à part. 17 h. Carte bleue.
Bourguignonnes CHEZ PIERROT , 15, rue E.-Marcel, 43-06-48/17-44. F. sam. dim. Cuisine bourgeoise. Fermé en juillet.	FRUITS DE MER ET POISSONS LA BONNE TABLE , P. sam. dim. 42, r. F. sam. dim. Spéc. POISSONS. Fermé du 4 juillet au 4 août.	SUD-OUEST LE PIGEON , 174, r. Ordener, 46-27-45-28. F. sam. soir et dim. Grillade. Poisson. P.M.R. 130 F.	ETHIOPIENNES ENTOTO , 45-87-08-51. F. dim. 143, r. L.-M.-P. 45-87-08-51. Darwaz, Beyrouthien av. Tadjikien.	ITALIENNES L'APPENNINO , 61, rue Amiral-Monchec, 13. 45-89-08-15. F. dim. 143, r. L.-M.-P. 45-87-08-51. Darwaz, Beyrouthien av. Tadjikien.	VIETNAMIENNES NEM , 66, 66, rue Lauriston (16 ^e), 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
Bretonnes TY COZ , 35, r. St-Georges, 43-78-42-93. F. dim. lundi.	LYONNAISES LA FOUX , 2, rue Clément (6 ^e), P. dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.	ENCLOS DE NINON Tous les jours - Tél. 42-72-22-51 19, bd Beaumarchais (près la Bastille)	HONGROISES LE HONGROIS DE PARIS LE PAPRIKA , 43, r. F. sam. 9. 43-31-65-86. Orchestre tzigane de Budapest. T. les soir.	Service traiteur MAHARAJAH , 72, bd St-Germain, 43-54-26-07. Ouvert tout l'été. « Grill d'Or 66 » de la gastronomie indienne. Ouvert tout l'été.	

100

Les états généraux de la culture

Cahiers de doléances

Jean-Marie Drot balale ce défilé de récriminations d'un revers de sa large main : « Le président de la République, qui m'a nommé, sait très bien que je suis un homme de communication. Il a suivi mon action à Athènes et m'a envoyé ici avec, pour mission, d'ouvrir grand



les portes et les fenêtres de la vieille maison. En réalité, je ne fais qu'appliquer à la lettre le décret de 1971, qui définit l'orientation de la villa. Son article 2 précise — je cite — que l'Académie de France a pour mission principale de favoriser la création artistique et littéraire dans tous les domaines et d'organiser des expositions, des concerts, des projections cinématographiques, des colloques ou des séminaires sur des sujets relevant des arts, des lettres et de leur histoire.

« C'est exactement mon rôle depuis plus de quatre ans, le ministre de la culture, François Létord, soutient lui aussi mon travail : il m'a envoyé une lettre pour me féliciter l'intérêt qu'il porte au prochain Festival d'été. On me cherche donc une mauvaise querelle. Il s'agit en réalité, au-delà des citages politiques, de l'éternelle dispute des anciens et des modernes. Or, il est indispensable aujourd'hui d'aller de l'avant. Plus que jamais la France doit être attentive à toutes les civilisations.

» Enfin sa volonté d'accueillir de la peinture italienne contemporaine se traduit par des choix contestables. La villa prenait en charge une partie du charme de Rome. Elle se banalise. Elle a perdu ce côté un peu grandiloquent, archaïque peut-être, mais flamboyant. Son directeur est un homme qui déborde d'énergie, mais il ne comprend pas que Rome n'a pas besoin d'un centre culturel supplémentaire ni d'un petit Beaubourg. »

Cette année, il organise pour la deuxième fois consécutive, dans les jardins de la villa, un Festival qui mêle la musique contemporaine (Boulez) et classique (Rameau), la danse (Jean-Claude Gallota et Roland Petit) et le cinéma (*Insolence*, de Griffith, et un film sur la Callas). Un programme ambitieux qui nécessite la construction d'un amphithéâtre de mille cinq cents places devant la célèbre loggia.

**« Ouvrir portes
et fenêtres »**

« La villa Médicis est une fenêtre ouverte sur l'Italie. Au lieu de gémir, profitons de ce dialogue franco-italien pour faire avancer l'Europe des cultures. C'est pour nous une question de vie ou de mort. Si nous ratons ce train, dix ans dans la communication sera américaine ou japonaise, mais certainement pas européenne. Il faut transformer peu à peu la villa Médicis en une sorte de Royaume-midi de l'Europe dont les activités seraient financées à la fois par la France et l'Italie, mécénat inclus ».

Les académies étrangères installées à Rome - il y en a une demi-douzaine - voient d'un mauvais œil leurs plates-bandes piétinées par ce Français boulimique et se plaignent d'un manque élémentaire de con-

Jean-Marie Drot ne cherche pas à se justifier. Il persiste et signe. Ce dialogue de sourds peut donc continuer longtemps. Jusqu'au mois de décembre en tout cas. A cette date un nouveau mandat lui sera proposé. A moins qu'un autre candidat ne lui soit préféré. Et ils ne manquent pas.

tion. Ne parlons pas des centres culturels. Paul Bédariada, directeur de l'un des deux centres français, fulmine : « Rome est une ville largement universelle et n'a pas attendu Jean-Marie Drot pour le devenir. »

Il déplore la médiocre qualité des expositions : la place excessive

DIAMANT DE ROUGE

et leurs doléances : grande misère des acteurs débutants, compagnies théâtrales privées à l'abandon, troupes chorégraphiques aux abois, un moment même où elles commençaient à exister, chaînes de télé-bradées, cirques en perdition, jeunes architectes confrontés pour plus de la moitié d'entre eux au péril. Les chaînes furent dénoncées - sondages d'audience, objectifs de rentabilité, - marchandisation de la culture - et quelques grands principes - primat de l'œuvre sur l'argent, élan du plurimédia - consignés dans une « Déclaration des droits de la culture » adoptée par la majorité des modifications de détail, à l'unanimité.

Quelle en sera l'efficacité ? « Il est des textes qui, par leur nature, sont une forme d'action », a dit M. Lalite. Quelques voix se sont élevées pour souhaiter un sujet de mobilisation plus concret. Rendez-vous fut pris au Zénith, pour la rentrée.

Cinéastes, hommes de télévision, écrivains, danseurs, musiciens, photographes, chanteurs, architectes, plasticiens, graphistes, metteurs en scène, acteurs, tous graves face à l'adversité, sceptiques sur leur avenir et, semble-t-il, un peu incertains sur les moyens de l'assurer, s'étaient rassemblés et ont débattu, sept heures durant, dans un Théâtre de Paris bondé. Cela à l'appel de M. Jack Ralite, député et maire PC d'Aubervilliers, dont l'appartenance politique ne fut pas une seule fois évoquée.

Et puis, quelques phrases furent lancées sans fard, et reçues sans tollé : « *Instaurons pour nos formations musicales, un protectionnisme de bon aloi.* » - *Le concept de décentralisation n'est-il pas périmé ?* - Ainsi fut définitivement dissipé le souvenir de mai 68.

Ces états généraux qu'avaient antérieurs près de deux mille signataires, et qui avaient été précédés de larges consultations à la base, disciplinés par discipline, ne furent pas la récupération politicienne des acquis que l'on aurait pu craindre. Dans la tradition républicaine, les porte-parole de chaque corps de métier, et ceux de quelques délégations régionales (Poitou-Charentes, Val-de-Marne) ont simplement exprimé pile-mêlé leurs expériences.

Le chanteur Gilbert Lafaye, en revanche, fit un tabac, préconisant un « *sursaut éthique* », et Vitez un flop, en déclarant que « *la culture et la politique avaient parié lité* ».

En vingt ans, la crainte de l'avenir sidant, le vocabulaire a décidément beaucoup changé.

ANNE REY.

Visitez le chantier de la Bastille

— Êtes-vous pour l'Opéra de la Bastille ? — Oui. — Êtes-vous pour la salle modulable ? — Oui. — Êtes-vous pour que ce soit bien ? — Oui. — Êtes-vous pour que ça coûte moins ? — Oui. — En quitte le chantier de l'Opéra de la Bastille, M. François Mitterrand a lui-même mis ce dialogue. Il venait de les visiter; vendredi matin, en compagnie de l'architecte du projet, Carlos Ott, du sculpteur Pierre Laviollette et du directeur de la musique au ministère de la culture, et de toute l'équipe de l'Établissement public de l'Opéra-Bastille. Il s'était arrêté devant le cube inachevé de béton, cette salle modulable et a commenté la dalle sur laquelle devaient danser les acteurs de l'Opéra. Mais la destination est encore incertaine.

der ensuite. Le maintien des ateliers à cet endroit est officiellement exclu. Cependant, M. Soubie, présent sur le chantier, et dont le rapport a été approuvé par le ministre, précisait bien que le futur complexe Garnier-Bastille, aurait besoin d'un atelier de construction de décors. Où l'implanter ? Boulevard Berthier, où existent déjà de vastes bâtiments réservés à la guerre ? Lieu indésirable pour la modernité, est estimé 30 millions de francs. Sur le lieu de production, à la Bastille ? La vente du terrain du boulevard Berthier pourrait être une bonne opération financière, 250 à 300 millions de francs. Elle pourrait largement financer la construction des ateliers tels qu'ils étaient prévus à l'origine.

La commission Jacob rendra son avis sur ce point le 26 juin. Au ministre François Lévesque de déci-

« C'est la bonne logique économique et artistique », soulignait Pierre Boulez.

ne Festival Montmartre

Un festival de quartier qui prend
l'ampleur. Sur le thème « Un
cité, un lieu », le festival de la
Montmartre est, d'un côté, une
manifestation de quartier, et de l'autre,
une manifestation de la ville. C'est
un festival de quartier, car il se
déroule dans le quartier de Montmartre,
et c'est une manifestation de la ville,
car elle est organisée par la ville de
Paris. Le festival de la Montmartre
est une manifestation de quartier
qui prend l'ampleur. Sur le thème
« Un cité, un lieu », le festival de
la Montmartre est, d'un côté, une
manifestation de quartier, et de l'autre,
une manifestation de la ville. C'est
un festival de quartier, car il se
déroule dans le quartier de Montmartre,
et c'est une manifestation de la ville,
car elle est organisée par la ville de
Paris.

Paris 1985) octoient les plus jeunes. Le Théâtre des Arènes, le musée de Montmartre et l'église Saint-Pierre accueilleront l'Orchestre symphonique des universités de Jussieu, l'Ensemble instrumental Jean Walter Andou (pour deux concerts), la création d'André Stocchetti, *la Petite enchante*, et Horizons Sonores pour un concert consacré aux enfants de... But, des romantiques à nos jours... Les petits pourront eux aussi aller voir « leurs » spectacles. Et le Studio 28, la seule salle d'art et essai du dix-huitième arrondissement, programme une semaine de cinéma sur le thème « Paris va par... ».

● Francis Huster dauphin de Jean-Louis Barrault. — Francis Huster renonce à la direction du théâtre de l'Athénée et rejoint la Compagnie Renaud-Barrault. C'est Jean-Louis Barrault qui l'a annoncé jeudi 18 juin. Le comédien appartenait à la troupe à partir de septembre prochain (voir *le Monde* daté 5 avril). La Compagnie Renaud-

★ Renseignements et réservations :
syndicat d'initiative de la place du Tertre.
Tél. 42-62-21-21.

Barraut se transformera en Compagnie du Théâtre du Rond-Point. Son ambition est de faire naître une troupe, « calquée sur la modèle de la Royal Shakespeare Company ». Les spectacles mis en scène par Barraut et Huster seront montés en alternance. Dès l'automne le public pourra voir *Lorenzaccio* (Huster) puis *Antoine et Cléopâtre* (Barraut).

Mairie de Paris
THÉÂTRE, MUSIQUE & DANSE
DANS LA VILLE

MERCREDI 24 JUIN à 18 h 30
ARÈNES DE LUTÈCE
 49, rue Monge, PARIS-5^e
GRAND CONCERT DE JAZZ
 « La Bande à Badault » Big Band

MERCREDI 24 JUIN à 22 h 30
JARDINS DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE
FEUX DE LA SAINT-JEAN
Bûchers - GRAND FEU D'ARTICE
Productions Jacques QUÏRY
Paris 42 55
SPECTACLES GRATUITS - Renseignements : 42-77-18.00

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Un prodigieux scénario...
Woody Allen est passé par là. STARREX.

Une comédie loufoque... Une formidable
addition de numéros d'acteurs. **PLAYBOY**

TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE...


REICHARD DREYFUSS DANNY DEVITO BARBARA HERSHEY

TIN MEN

- LES FILOUS -

THOMAS FOSTER présente une production de DANNY DEVITO
DREYFUSS DEVITO DANNY DEVITO BARBARA HERSHEY "TIN MEN" avec THOMAS FOSTER
dans les rôles de DREYFUSS DEVITO DANNY DEVITO BARBARA HERSHEY
avec les acteurs DREYFUSS DEVITO DANNY DEVITO BARBARA HERSHEY

WOWBALL


SAISON
1987-1988

*L'Orchestre de Paris
fête son 20^e anniversaire.*

*Fêtez-le avec lui
en vous abonnant !*

13 séries d'abonnement avec :

BALLOUX • BAUDO • BONNEY • BOULEZ • BYRONOV • CELESDACHE • CLARKE • COISEL • DENOIT •
VON DONNANY • DUPOUT • DURAND • ENGERS • FLOU • GUILIS • GRUNIN • GUERANG • GOLDBERG •
SPINAUD • HUGUES • MARCELL • HEROLD • HYMAN • JOHANNICH • JOHANSSON • KOSKAMEN • KUBINE •
KRETZSCHMAR • LAFONT • LAURENCE • LIEDLAND • LIMOSNY • LEVIN • LIPKOWICZ • LONGARD •
LUPU • MAAZEL • MERIA • MESSI • MICHO • MORAGUER • VON NES • NIKISSIM • OLIV • PANKRICH •
PECHOU • PERLMAN • PIRES • REE • RENAUD • RUBY • SALOMON • SANDERLING • SARGOLINETT •
SEDER • SCHWY • ZALKNER • SOUL • SVETLANOV • TATE • TRELS • TROMBONI • TEUCHNER •
TURNER • UCHIDA • VALENTE • VERROT • WATTS • WOODWARD • YORDANOFF

et l'orchestre PHILARMONIQUE DE MONACO

DÉPLIANT DE LA SAISON 1988 DISPONIBLE SALLE PLEYEL, OU SUR APPEL AU 45.63.07.40

 **MAIRIE DE PARIS**
THÉÂTRE, MUSIQUE & DANSE
DANS LA VILLE
MERCREDI 24 JUIN à 18 h 30
ARÈNES DE LUTÈCE
49, rue Monge, PARIS-6*
GRAND CONCERT DE JAZZ
e La Bande à Badault e Big Band
MERCREDI 24 JUIN à 22 h 30
JARDINS DU SACRÉ-CŒUR DE MONTMARTRE
FEU DE LA SAINT-JEAN
Bûchers - GRAND FEU D'ARTIFICE
Productions Jacques OURIY
 **SPECTACLES GRATUITS - Renseignements : 47-72-72**
Paris 75001

INTERNATIONAL
THEATRE
PARIS
SPECTACLE

Culture

MUSIQUE

L'Accroche Note à l'Espace instrumental



Dans le cadre du cinquantenaire de l'exposition de 1937, l'Accroche Note présentait des œuvres de Cage et d'Aperghis. L'occasion de découvrir un groupe original dont on commence à parler beaucoup.

Composé d'un « noyau dur » : Armand Angster (clarinette), François Kubler (soprano) et Jean-Michel Collet (percussions) qui, selon les circonstances, s'ajoutent d'un pianiste ou d'un contrebassiste, le groupe Accroche Note est né en 1980. Mais on a commencé à prendre conscience de son existence en 1983, au Festival de La Rochelle notamment, puis au cours des éditions successives de Musica à Strasbourg, sur les ondes de France-Culture et, plus récemment, au Festival des musiques nouvelles de Vandœuvre-lès-Nancy où il faisait figure d'invité privilégié.

Désormais, l'Accroche Note a sa place parmi les ensembles constitués qui se consacrent à la musique contemporaine. Mais c'est une place à part, qu'il doit à la légèreté de ses effectifs, au pari du maître de l'espace autant que possible les œuvres qu'il interprète — sous une forme qu'on pourrait appeler le théâtre instrumental — et surtout à la qualité toujours exemplaire de ses prestations. Qu'il s'agisse d'œuvres nouvelles écrites spécialement à son intention, ou de classiques (Kagel, Aperghis, voire Mozart et Schubert), l'Accroche Note ne cède jamais aux facilités de l'interprétation : les notes sont les notes, et il ne suffit pas de les interpréter pour s'arroger le droit de les oublier.

Ce n'est pourtant pas faute de savoir improviser, lorsque l'occasion se présente, dans le jazz ou, avec quelque contrainte, dans Cage ou Kagel, mais l'une des vertus de ces musiciens est précisément de pratiquer des genres différents, avec le même talent et la même exigence, sans les mélanger inconsidérément.

Il est vrai qu'il n'est nul besoin, de dissimuler derrière une musique d'une modernité cache-misère des insuffisances techniques ou stylistiques : Armand Angster est aussi remarquable quand il joue Mozart, Berg ou Donatoni. François Kubler, qui reprend avec brio le répertoire de Cathy Berberian, ne s'y enferme pas, car elle possède une vraie voix de soprano, chaude et par-

faitement homogène. En outre, elle chante juste et sans difficulté apparente les partitions les plus délicates. Jean-Michel Collet, enfin, est un amoureux de la percussion et il apporte à jouer de ses instruments le même soin qu'il prend à les collectionner.

A toutes ces qualités s'ajoute le sens aigu de la présence scénique, avec quelques clins d'œil car ils savent trop qu'un musicien ne sera jamais tout à fait un comédien, mais qu'il est toujours fructueux de repousser ses limites.

GERARD CONDE.

CINÉMA

« Tin Men », de Barry Levinson

Le charme discret de la médiocrité

Aventures et mésaventures de deux commis voyageurs qui à la mort préfèrent le rire.

Chacun a ses rêves qu'il mérite. Ceux des *Tin Men* de Baltimore dans les années 50, ne valent pas haut : échapper au fisc, faire des bouffes avec les pots et surtout, se payer une Cadillac d'occasion. Qui sont les *Tin Men* ? Ces hommes (men) tentent de vendre à l'esbroufe à des clients récalcitrants des panneaux d'aluminium (tin) censés relever le prestige et l'étanchéité des pavillons banlieusards. Même leurs maigres salaires sont modestes, même leurs arnaques sont minables.

Telle est la trame cossue de fer-blanc du film de Barry Levinson. Rien de grisant, apparemment, et des lenteurs chemin faisant. Mais il y passe tant de tonique compassion pour un poignard de matamores de drugstore et le refus de porter des jugements sur leurs mesquines tribulations est si réjouissant qu'on les suit avec une croissante sympathie.

Surtout Bill Babowsky (Richard Dreyfuss) et Ernest Tilley (Danny DeVito). Le premier est un vendeur merveilleux, le roi du baratin, le second est le plus besogneux, il n'a pas la baraque. Ils se trahissent depuis que Tilley a embouti la Cadillac d'occasion de Babowsky, qui, à son tour, détruit la Cadillac d'occasion de Tilley, puis lui pique sa

femme (Barbara Hershey) dont d'ailleurs il ne voulait plus. Cependant que leur vie privée se dégrade, leur vie professionnelle tourne au désastre : une commission d'enquête débouche leurs agissements frauduleux et leur retire leur carte de représentant. Les *Tin Men*, accablés, devraient en bonne justice se suicider.

Et bien non, car ce film n'est pas une tragédie, pas un drame non plus, c'est une comédie amère et gaie, l'avère chaleureux de la Mort d'un commis voyageur. Ici les commis voyageurs ne meurent pas. Galvanisés par leurs échecs, ils repartent dans la lutte vers une vie que l'on imagine bien pourrie, bien ratée, mais qu'ils illuminent ces deux soleils qui un jour ou l'autre brillent pour tout le monde, l'amour et l'amitié.

Barry Levinson, natif de Baltimore, filme sa ville avec l'affection lucide d'un fils pour sa vieille mère : « *Tes moche, mais je t'aime*... » et il a trouvé des comédiens formidables. Barbara Hershey, attendrissante « dindonne » de la farce, retrouve presque sa qualité de *Jen de Hamah et ses sœurs*. Richard Dreyfuss, « bidonneur » de charmes, reprend goût à son métier et ça se voit, quant à Danny DeVito, silhouette de tectel obèse, il vaut à lui seul qu'on aille applaudir *Tin Men*, hymne salubre à la médiocrité.

DANIEL HEYMANN.

« La Chambre de mariage » de Bilgé Olçac

La sage folle

At Festival 1985 des films de femmes de Créteil, ce film avait reçu le Grand Prix du jury et une mention spéciale des femmes journalistes. Pourtant, il lui a fallu deux ans pour trouver une sortie commerciale. Mystères de la distribution, à une époque où l'on voit de plus en plus de films insipides, médiocres, inutiles, encombrer les écrans.

Cela débute par un fait divers horrible. Dans un village d'Anatolie, un mariage va être célébré selon les vieilles coutumes. Parmi les cadeaux se trouve une bonbonne de gaz. Une main maladroite l'allume : elle explose tuant la mariée et toutes les femmes qui se trouvaient avec elle dans la chambre des préparatifs. Une seule en réchappe, Elig, la folle du village, qui, avec quelques commères, représente désormais toute la population féminine.

De ce fait divers, provoqué par les inconvénients d'une règle trop strictement observée, la réalisatrice passe à la satire : les hommes, livrés à eux-mêmes, ne savent plus à qui s'adresser pour les travaux ménagers, les tâches quotidiennes. Il leur faut chercher des femmes dans les villages voisins. Cela ne marche pas très bien. Elig observe tout et met son grain de sel. Tout elle l'est devenue depuis ses épaulettes avec un vieillard mort en consommant le mariage. Elig (l'étonnante Perihan Savac) est une victime de la phalocratie. Et elle va prendre sa revanche en apportant aux machos une sagesse qui ne peut venir que de la nature féminine.

Bilgé Olçac tient compte d'une réalité sociale et de phénomènes culturels relatifs à tout un réseau de coutumes. Mais elle traduit cela, avec humour, avec ironie, dans un conte folklorique trouvant, tout naturellement, sa moralité.

JACQUES SICLIER.

Les films arabes font lire et danser

Deux cadeaux cette semaine pour les cinéphiles arabophiles : d'abord la sortie d'un super numéro conjoint des revues *Cinémaction* et *Grand-Magreb* sur le septième art arabe. Sous la direction de Guy Hennebelle, trente signatures sans parler de celles des photographes, font le tour de la cinématographie algérienne, maghrébine et autres. En annexe un dictionnaire de quatre-vingts cinéastes. Le tout est une vraie réussite.

Et comme travaux pratiques, la Cinéma-thèque organise, samedi 20 juin à partir de 21 heures et jusqu'à l'aube, au Palais de Chaillot, la Nuit de la comédie musicale égyptienne et de la danse orientale. Des extraits d'une quarantaine de films, notamment égyptiens — avec Samia Gamal — y seront présentés. On peut prévoir que le spectacle sera aussi dans la salle.

J.-P. P.-M.

* *Cinémaction*, 106, boulevard Saint-Denis, 93400 Contrabois, numéro sur les cinémas arabes co-édité par le Cerf et l'Institut du monde arabe, 192 pages, 120 francs.

* Nuit de la danse orientale, tous renseignements au (1) 45-53-21-86, poste 115.

Communication

L'introduction de TF 1 en Bourse

Une privatisation à risques

La commission des opérations de Bourse (COB) a donné son feu vert pour l'introduction de TF 1 au second marché, phase finale de sa privatisation. Un feu vert assorti d'un avertissement adressé aux acquéreurs éventuels des actions (40 % pour le public, 10 % pour les salariés).

La COB justifie en effet le choix du second marché, de préférence à la cote officielle, en invoquant « les spécificités du marché audiovisuel et les modifications importantes récemment intervenues dans le secteur de la télévision ». Elle ajoute : « Dans ce contexte, il est apparu impossible à la société de fournir des données financières qui permettent d'apprécier sa capacité bénéficiaire dans les conditions habituellement requises pour l'admission à la cote officielle ».

Dans la partie de bras de fer qui oppose M. Francis Bouygues au ministre des finances, M. Edouard Balladur avait gagné la première manche en imposant une mise en bourse rapide. Le patron de TF 1 vient de remporter la seconde en obtenant le second marché. L'avertissement de la COB est clair : le paysage audiovisuel français est agité de tels soubresauts que l'on ne peut garantir aux futurs acquéreurs de TF 1 la rentabilité de l'opération.

Le jugement de la COB rejoint les mises en garde multipliées par M. Bouygues et les dirigeants de la chaîne depuis quelques semaines. Ils les répètent dans la note d'information rédigée à l'attention de la COB. La rentabilité de TF 1, expliquent-ils en substance, est liée à un grand nombre de conditions. L'audience ne doit pas se partager également entre les six chaînes nationales, mais se concentrer sur deux ou trois télévisions « leaders ».

Les réseaux hertziens ne doivent pas être trop vite concurrencés par d'autres médias comme le satellite. Les chaînes publiques doivent réduire peu à peu leurs recettes publicitaires. La Cinq et M 6 doivent respecter leurs cahiers des charges et étendre leur zone de diffusion dans les limites fixées lors de l'autorisation. Enfin, la législation devrait rester stable pendant cinq ans.

La liste est impressionnante, et nombre de ces hypothèses demeurent aléatoires ou sont déjà battues en brèche. On comprend, dans ces conditions, que M. Bouygues et son équipe aient vigoureusement plaidé pour le second marché. En cas de mauvais résultats de TF 1, les risques de spéculation ou d'OPA y sont plus limités que sur le marché à terme. Le ministre des finances, réticent au départ, a dû s'incliner devant la COB et concéder à TF 1 une entrée « protégée » sur le marché boursier.

Rassurer les investisseurs

Les dirigeants de TF 1 espèrent pourtant qu'à l'horizon 1990 le marché audiovisuel ne sera stabilisé et que la chaîne conservera 33 % de l'audience et 40 % des ressources publicitaires. En attendant, pour rassurer les investisseurs, ils présentent des premiers résultats satisfaisants.

Sur les huit premiers mois de l'année, TF 1 devrait tenir ses prévisions publicitaires et réduire ses frais financiers. Les salaires des stars ont gonflé la masse salariale, mais de nombreux départs en pré-retraite devraient l'alléger.

De même, la note d'information présentée à la COB affirme que TF 1 a de fortes chances de voir renouveler son autorisation d'émission au bout de dix ans en plaçant « l'expérience acquise », les engagements respectés et les renouvellements de concessions très fréquents à l'étranger. Une promesse importante pour les investisseurs.

Les dirigeants de TF 1, comme le ministre des finances, affichent un optimisme serein sur le déroulement de la vente des actions au public. De récents sondages feraient état d'une forte demande. Reste à connaître le prix des actions, dernière manche du duel entre M. Bouygues et le ministre des finances. La commission de la privatisation se réunira dans les jours qui viennent pour réévaluer la chaîne en fonction du nouveau contexte audiovisuel et des prévisions des dirigeants de TF 1. M. Edouard Balladur et M. François Léotard devraient annoncer le prix de vente le 26 juin. La mise en vente des actions pourra alors débuter le 29 juin.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Cinq jours de répit pour le « Matin de Paris »

Le tour de table de la dernière chance

Elle est PDG d'une petite entreprise de la région de Dijon. Socialiste, le trépas du *Matin de Paris* serait pour elle un crève-cœur. Par téléphone, elle prend contact avec le groupe des « Dix » journalistes initiateurs d'un « tour de table », destiné à sauver le quotidien de gauche, et leur remet un chèque de 200 000 francs. En tout anonyme et sans contrepartie.

Les lecteurs de *Matin*, sollicités depuis le début de la semaine, ont adressé à leur quotidien favori 640 000 francs, base fondatrice d'une société des lecteurs encore à venir qui figurerait parmi les futurs actionnaires du journal. L'hebdomadaire *l'Événement du jeudi*, dont le directeur, M. Jean-François Kahn, dirigea pendant quelques mois en 1983 la rédaction du *Matin*, a avancé 400 000 francs. Cette somme pourrait aussi donner à l'*Événement* une place au sein des actionnaires. Cependant, hormis ce gros million de francs venu d'horizons divers, c'est l'engagement ferme de quelques industriels, financiers et acteurs du monde de la communication à figurer au futur capital du *Matin* ou leur caution bancaire fournie au quotidien, qui a fait pencher la balance du tribunal de commerce de Paris. Les 2,2 millions de francs débiqués par M. Jacques Chirac au titre des « aides à la presse » y sont aussi pour quelque chose (le *Monde* du 17 juin).

Le 18 juin, le tribunal décidait en effet de reporter au mardi 23 juin l'examen des propositions par les « Dix ». Par ce jugement qui continue à placer le *Matin* en « période d'observation », le tribunal refusait de transformer celle-ci en liquidation. « Même si le *Matin* perd entre 100 000 francs et 200 000 francs par jour, même si ses créances le mettent à l'extrême limite des délais, expliquait un membre du tribunal, l'arrêt de liquidation aurait tué le titre. Or, il n'est pas exclu que des propositions sérieuses se manifestent le 23 ».

Les « Dix » estiment devoir rassembler entre 40 et 45 millions de francs pour sauver durablement le *Matin*. Parmi les souscripteurs qui ont donné leur aval, figurent la troisième agence de publicité française, l'agence de M. Jacques

Séguela (l'inventeur de « la force tranquille »), Roux-Séguela-Cayzac-Goudard (RSCG) ; le mensuel *Globe* et un groupe de personnes physiques encore anonymes. Mais d'autres actionnaires initiés d'un « tour de table », une banque récemment privatisée, une entreprise déjà présente dans une chaîne de télévision privée, une mutuelle sont aussi en négociations avec les « Dix ». Quant à M. Pierre Bergé, directeur général de Yves Saint-Laurent, s'il a fourni sa caution bancaire au *Matin* dès le 18 juin, il ne fait qu'*envoyer* une participation future au tour de table attend pour s'engager « des financiers, un choix rédactionnel et un patron crédible ».

Les « Dix » contestés

Le moral est quelque peu revenu au journal. Même si l'administrateur judiciaire du *Matin*, M. Claude Levat, a annoncé aux salariés qu'il ne pouvait leur consacrer qu'un acompte de 5 000 francs à chacun sur leur salaire de mai impayé. Les contrats publicitaires de longue durée promis au *Matin* par M. Michel-Edouard Leclerc (groupe Edouard Leclerc) ou par M. Alain-Dominique Perrin (directeur de Cartier International) comme les cautions sur œuvres d'art fournies par certaines galeries parisiennes renforcent encore l'idée d'une possible survie et éloignent la menace de la liquidation.

Tout n'est cependant pas réglé : les « Dix » sont toujours contestés par une partie des salariés du quotidien qui leur reprochent « leur goût du pouvoir » et les suspectent de « vouloir ensuite nettoyer le journal ». Les « Dix » ne cachent d'ailleurs pas qu'ils sauveront tout au plus 96 ou 106 postes sur 156.

Mardi 23 juin, les jeux seront faits. A moins que deux outsiders, le groupe Idétel-Intermédiaires qui édite la *Lettre socialiste* ou le groupe d'origine américaine Pacific, qui ont fait part au tribunal de leur intention de reprendre le *Matin*, ne sèment le trouble dans ce qui n'est pas encore une fête.

YVES-MARIE LABÉ.

PRINTEMPS DU THEATRE A PARIS 9-27 JUIN RESERVATION 42 96 82 00

8 SPECTACLES EN COMPETITION

PLACE ST-GERMAIN DES PRÉS du 9 au 11 juin THÉÂTRE DU ROND-POINT du 12 au 27 juin

LA CIGALE du 9 au 21 juin THÉÂTRE DE LA BASTILLE du 16 au 27 juin

GRANDE HALLE-LA VILLETTE du 10 au 20 juin BATACLAN du 17 au 27 juin

THÉÂTRE DE LA BASTILLE du 11 au 27 juin THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT, SALLE GÉMIER du 23 au 27 juin

Alpha Fnac STUDIO France Inter AOR

Economie

Après sa chute de 2,3 % le 18 juin La Bourse retrouve son niveau de la fin 1986

L'annonce d'une aggravation du déficit commercial de la France en mai n'a pas été du tout appréciée, le 18 juin, au palais Brongniart. Le marché a baissé de 2,3 %. Pratiquement aucune des valeurs françaises cotées au RM (réglement mensuel) n'a été épargnée. Globalement, la Bourse, après sa montée du premier trimestre, a fini de perdre les derniers gains péniblement conservés pour se retrouver virtuellement à son niveau du 31 décembre 1986.

Plus inquiétante a été la réaction négative du marché obligataire et du MATIF (marché à terme des instruments financiers), que la remontée du dollar avait un peu revigorés ces derniers jours en faisant reculer le risque de tension sur le front monétaire, et qui se sont littéralement effondrés. L'un et l'autre se sont repliés de 1 point, le MATIF se retrouvant à proximité de ses cours d'inauguration du mois de février 1986.

La situation s'est révélée si mauvaise que la Caisse de refinancement hypothécaire a dû renoncer à son adjudication, prévue pour la fin de la semaine. Les résultats du commerce extérieur français, que l'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, juge « désastreux », sont-ils seuls responsables de cette dégradation accélérée de la situation boursière ? Ils ne constituent en fait qu'un des éléments ayant contribué au déclin financier de la place parisienne.

L'horizon ne s'obscurcit pas seulement sur le front économique. Les problèmes politiques agitent beaucoup les milieux boursiers, et la récente querelle Chirac-Léotard a été ressentie avec appréhension.

Sur un plan technique, le marché français souffre des excès commis pendant ces quatre années d'une incroyable bulle d'actions. Ces derniers temps, le montant des positions acheteur à découvert avait considérablement augmenté, rendant la Bourse encore plus vulnérable, avec la crise de liquidités déjà accrue par une privatisation accélérée. Les performances accomplies par le London Stock Exchange, voire par Wall Street — les deux

marchés sont parvenus à leur plus hauts niveaux historiques, — n'ont pas facilité les choses. Les investisseurs étrangers sentent qu'ils ont mieux à faire en allant placer leurs capitaux outre-Manche. Pas forcément par défiance, mais ils commencent à désertir la place. Les Japonais, en particulier, ont quitté jeudi le MATIF en range serré.

La Bourse est-elle à la veille d'effectuer un nouveau plongeon comparable à celui qu'elle avait fait au lendemain de l'arrivée des socialistes au pouvoir en mars 1981 ? Malgré le risque de voir le nouvel actionnariat de la Bourse, qui n'a aucune expérience de la baisse, prendre ses cliques et ses claques, les professionnels ne le croient pas. L'activité, très modérée, n'incline pas au pessimisme. En période trouble, elle est autrement plus importante. D'autre part, l'allègement des positions pourrait, selon eux, favoriser une reprise des achats. Car les résultats des entreprises sont toujours excellents et peuvent susciter des envies de placement au moment où de nombreuses valeurs ont retrouvé des cours attractifs. Tous les espoirs d'une reprise d'été ne sont donc pas perdus. Mais l'alerte a quand même été donnée, et la Bourse mettra, à n'en pas douter, un certain temps avant de surmonter son dernier malaise.

ANDRÉ DESSOT.

● UTA achète six Airbus A-340. — La compagnie française UTA a commandé six Airbus A-340 et pris des options sur six autres, devenant compagnie de lancement de ce nouveau quadricoptère long-courrier aux côtés de Lufthansa et d'Air France. Les six premiers avions seront livrés de 1992 à 1994, ils seront équipés pour transporter deux cent quatre-vingt passagers répartis en trois classes. C'est la première fois qu'UTA achète des Airbus, son réseau exclusivement long-courrier l'ayant poussé, jusqu'à ce jour, à utiliser des Boeing 747 et des DC 10. L'A-340 et son frère jumeau l'A-330 seraient commandés ou en option pour cent trente appareils.

Le monde industriel confronté à une très faible croissance

En un an, l'OCDE est passée de l'optimisme à la circonspection, de la prudence à un certain pessimisme. Ce dernier terme, les responsables des « perspectives économiques » des dix-huit mois à venir, publiées le vendredi 19 juin, le récusent comme excessif. Tout n'est effectivement pas totalement sombre dans la conjoncture mondiale : la croissance devrait se poursuivre pour la sixième année successive sur fond d'inflation douce. Mais comment qualifier les mises en garde des auteurs du rapport sur les conséquences d'un effritement persistant de la confiance des investisseurs, les d'attendre la concrétisation des promesses répétées de meilleurs équilibres mondiaux ?

Envoit l'espoir d'une accélération de la croissance due à la « norme déflationniste » de fin 1985, déçue, pour l'instant tout au moins, la maîtrise de déséquilibres « rebelles » entre les déficits américains et les excédents japonais ou allemands. Les pays industriels se voient condamnés au mieux à une expansion anémique jusqu'à la fin de 1988 s'ils ne réagissent pas rapidement et de façon coordonnée.

Par rapport aux précédentes « perspectives » de décembre, les experts du Châneau de la Muette ont révisé en baisse d'un demi-point leurs estimations et penchent désormais pour une hausse moyenne du produit national brut de la zone OCDE de 2,25 % cette année et de 2,5 % l'an prochain. Lorsqu'on sait qu'à leurs yeux une remontée de plus de 3 % de ce PNB moyen, fondée sur une croissance américaine inférieure à celle des autres grands pays industriels, serait souhaitable, on mesure mieux l'effort demandé à chacun.

Un effort dont les caractéristiques sont désormais connues de chacune des organisations internationales, qui se contentent désormais d'en

préciser quelques aspects. Après la Banque des règlements internationaux (le Monde du 14 février), l'OCDE préconise, en effet, un aménagement des politiques budgétaires susceptibles de relancer la demande interne dans les pays excédentaires comme la RFA et le Japon, mais aussi de donner un signal positif aux marchés financiers, toujours sceptiques sur l'évolution de la conjoncture, comme aux investisseurs, peu enclins à s'engager compte tenu des risques de change.

Assainir la situation américaine, desserrer les verrous japonais ou allemands, ces leitmotivs de temps incertains constituent des objectifs difficiles à atteindre. L'OCDE le reconnaît dans ses évaluations. « Priorité absolue », sous peine d'ébranler « gravement » la confiance aux États-Unis comme à l'étranger, la réduction du déficit budgétaire américain n'est pas, pour le moment, sur la bonne voie. Pour l'exercice 1988, l'OCDE prévoit une impasse de 183 milliards de dollars, alors que la commission budgétaire du Congrès table sur 169 milliards, et la loi Gramm-Rudmann sur le retour à l'équilibre implique 108 milliards. Aucune issue ne semble viable sans une gamme de mesures assez larges que confinent en termes de politique intérieure, ce que ne mentionne pas bien sûr, le rapport : réduction des dépenses civiles et militaires, et, surtout, augmentation des impôts.

Des propositions de relance

Non contents de dénoncer un tabou du président Reagan en préchant un allouement de la fiscalité, l'OCDE s'attaque à de fortes réserves japonaises en recommandant une augmentation du déficit public équivalente à 1 % du PNB pour « orienter davantage l'épargne sur les investissements intérieurs et les importations ». Même attitude à l'égard des autorités allemandes, appelées à accepter des « réductions de subventions » permettant de diminuer les taux d'imposition. Dans ce dernier cas, les préoccupations des experts du Châneau de la Muette sont illégitimes par une réduction de moitié de leurs estimations sur la croissance probable en RFA, 1,5 % seulement en 1987.

Ces propositions de relance s'appuient sur une inflation révisée en légère hausse par rapport aux dernières « perspectives » mais suffisamment modeste pour permettre d'accompagner une accélération de la croissance par une politique monétaire d'« aisance », voire, si les turbulences sont évitées sur les marchés des changes, par une nouvelle baisse des taux d'intérêt en dehors des États-Unis. La « déflation salariale » devrait, elle aussi, toucher à sa fin, mais la remontée de la productivité constituera un bon antidote.

Ces propositions prennent toute leur signification lorsque les auteurs, inquiets des tensions qui se multiplient dans le commerce international, rappellent que les écarts entre excédents japonais ou allemands et déficits américains sont appelés à durer plus longtemps que prévu en raison de l'ampleur de la dépréciation.

Résumé des projections (*)

	1985	1986	1987	1988
Produit national brut par habitant à la fin de l'année				
Zone OCDE	27	25	21,2	23,4
États-Unis	47	25	2	2
Japon	25	24	11,4	2
Allemagne	25	24	11,4	2
Total de l'OCDE	3	25	21,4	23,4
Inflation				
Zone OCDE	3,5	2,1	4	4,2
États-Unis	2,1	0,6	0	1,3
Japon	2,1	0,6	3,4	1,2
Allemagne	2,1	0,6	3,4	1,2
Total de l'OCDE	4,5	2,8	3,2	3,4
Taux de chômage				
Zone OCDE	5,9	5,7	7,3	7,3
États-Unis	5,9	5,7	7,3	7,3
Japon	5,9	5,7	7,3	7,3
Allemagne	5,9	5,7	7,3	7,3
Total de l'OCDE	5,9	5,7	7,3	7,3
Taux de population active				
Zone OCDE	7,2	7	6,9	6,2
États-Unis	2,6	2,8	3	3
Japon	6,3	6	6	6,4
Allemagne	6,3	6	6	6,4
Total de l'OCDE	6,4	6,3	6,4	6,4

(*) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les projections sont les suivantes :
— Les politiques en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
— Les taux de change ne varient pas par rapport à leur niveau le 21 avril 1987 ;
— Prix en dollars (OCDE importations, FOB) du pétrole : 18 dollars le baril.

L'OCDE inquiète du fort

hausse des prix». Ainsi, l'OCDE prévoit-elle, sans grand risque de se tromper, que, « dans ce contexte de croissance lente, le chômage continuera vraisemblablement de s'aggraver, les programmes actuels de stages permettant à peine de stabiliser l'emploi ».

Autre déséquilibre : celui des comptes extérieurs qui risque de s'aggraver. « L'amélioration de la compétitivité devrait être compensée par la dégradation des termes de l'échange avec, en particulier, un allouement de la facture pétrolière, de sorte que l'excédent de la balance courante pourrait faire place à un léger déficit à la fin 1988 ». L'OCDE avance le chiffre de 750 milliards de dollars (4,5 milliards de francs) de déficit l'année prochaine, succédant à 2,5 milliards de dollars d'excédent (15 milliards de francs) en 1987 et 3,5 milliards de dollars d'excédents également (21 milliards de francs) en 1986. La balance commerciale passerait, quant à elle, d'un excédent de 4,5 milliards de dollars en 1987 (27 milliards de francs) à un déficit de 7,2 milliards de dollars en 1988 (43 milliards de francs).

Manifesterait-elle l'OCDE l'inquiète des conséquences de la mollesse de l'activité et de l'atténuation des chefs d'entreprise.

La situation économique française s'est dégradée mais le deuxième semestre pourrait être meilleur

« La situation économique s'est quelque peu dégradée au cours des premiers mois de 1987 », écrit l'OCDE dans l'analyse qu'elle fait de l'état de la France. « L'activité s'est ralentie (...), le chômage a rapidement progressé et la hausse des prix s'est accélérée ».

Le tableau dressé n'est cependant pas complètement gris : « L'évolution des salaires devrait continuer à faire preuve de modération », estime l'OCDE. Conséquence directe de cette sagesse : « Une hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre parmi les plus faibles des principaux pays de l'OCDE », ce qui constitue un atout important pour notre commerce extérieur et « devrait permettre d'atténuer les pertes des parts de marché à l'exportation ». D'un autre côté, la forte remontée des profits en 1986 pourrait inciter les chefs d'entreprise à accroître leurs investissements.

Si l'on fait l'addition de ces évolutions, les uns négatives, les autres positives, on voit que, « après un premier semestre 1987 médiocre, on pourrait assister à une reprise de la demande et à un ralentissement de l'inflation ». Cela pour la tendance, mais en moyenne annuelle. « Les résultats de 1987 se dégradent par rapport à ceux de 1986 tant en ce qui concerne l'activité que la

Une croissance à peine supérieure à 1 % (Variation en volume)

	1986	1987	1988
PIB	2	1,2	2
Importation	7,1	4	4
Consommation	3,1	1,5	1,7
Investissement productif	4,4	4	4,7
Exportation	4,1	2,5	3,7
Prix de détail	2,2	3,2	2,5
Taux de chômage (en % de la population active)	5,5	11,2	12

AGRICULTURE

Sous la pression des agriculteurs

M. Edgar Faure annule la conférence pour l'aménagement rural

La première conférence nationale de l'aménagement rural, qui devait réunir, les 24 et 25 juin à Besançon, un aréopage de personnalités très distinguées dont le premier ministre lui-même, est annulée. La décision a été prise le mercredi 17 juin par M. Edgar Faure, président du conseil régional de Franche-Comté, président du comité d'organisation de la conférence et ancien ministre de l'Agriculture.

Celui-ci, dans un communiqué, explique qu'il entend se montrer solidaire des paysans franc-comtois. Cette décision plonge dans la consternation tous ceux qui, de la DATAR au ministère de l'Agriculture, de M. Méhaignerie à la FNSEA, n'avaient ménagé ni leur peine ni leur temps depuis six mois pour réunir une documentation d'actualité, préparer une série de mesures à faire annoncer par MM. Guillaume et Chirac, mettre en valeur des expériences réussies dans les Alpes, le Massif central ou en Bretagne, démontrant que les campagnes ne sont pas toutes des déserts, et qu'à côté de l'agriculture des initiatives et des réussites contredisent au et à les discours pessimistes.

Si M. Edgar Faure s'est résigné à tout annuler, c'est précisément à cause de la pression que faisaient monter depuis une semaine les agri-

culteurs de Franche-Comté. Dans cette région où la production laitière constitue l'essentiel des revenus des agriculteurs, les quotas sont vus comme un véritable garrot. « Libérez nos quotas, sinon nous sabotons votre conférence », ont lancé en substance à M. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, les responsables régionaux de la FNSEA, amenant du même coup M. Lacombe, président de ladite FNSEA et co-organisateur de la conférence, dans une impasse.

Redoutant un Fort Chabrol agricole, et en dépit des assurances données par le préfet qu'il prendrait toutes dispositions pour que l'ordre républicain soit respecté, M. Edgar Faure a jeté l'éponge. Par contre, il a jugé indispensable pour aller de l'avant.

Paradoxalement, le monde agricole se réveille à cet égard une initiative dont le but était précisément d'essayer d'organiser sa survie. L'impasse — le drame — est en effet comble. En 1982, il y avait 1,2 million d'agriculteurs. Ils ne seront plus que 600 000 en 1995. Entre ces deux dates, 4,5 millions de hectares auront été libérés par les exploitants, et le désert rural aura déployé son grand manteau sur des centaines de cantons.

FRANÇOIS GROSCHARD.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



S'ADAPTER POUR GAGNER

Dans un marché très concurrentiel, Esso a, en 1986, une nouvelle fois fait la preuve de sa vigueur, de son dynamisme et de sa capacité d'adaptation.

● Modernisation du réseau de stations-service : Un vaste programme de modernisation du réseau est en cours. Près de 300 stations-service d'une nouvelle génération, adaptées à la satisfaction des besoins futurs des consommateurs étaient déjà opérationnelles à la fin 1986.

● Innovation et produits nouveaux : Premier réseau français de distribution de super sans plomb. Esso, après avoir lancé son nouveau super carburant Esso XCL 12 et de nouvelles huiles haute performance, a été la première société pétrolière à commercialiser en France un gazole « grand froid ».

EXERCICE 1986

Sélectivité des investissements :

Réduction des investissements d'exploration production liée à la chute du prix du pétrole brut et la fiscalité qui ont profondément affecté les activités d'Esso Rep.

Importants investissements de modernisation dans les raffineries de Port-Jérôme et Fos-sur-Mer.

Restructuration :

Un programme de réduction progressive des effectifs dans tous les secteurs d'activité a été mis en place afin de préserver le potentiel de développement pour l'avenir.

Cette stratégie alliant flexibilité, prudence et ambition a permis un net retour à un résultat économique positif, retour déjà amorcé en 1985.

Résultats Esso S.A.E. 1986

Chiffre d'affaires hors taxes	15 894 millions de francs
Immobilisation	688,9 millions de francs
Résultat net (après prise en compte du dividende reçu d'Esso Rep)	305 millions de francs
Augmentation du dividende	25 francs par action + avoir fiscal : 12,50 francs



SOCIÉTÉ
DU GROUPE
EXON

Economie

ralentissement de la croissance occidentale

Bonn sourd aux appels à la relance

(Suite de la première page.)

Pour la deuxième année consécutive, les salaires augmentent suffisamment pour permettre un gain de pouvoir d'achat évalué entre 2,5 et 3 %. Une demande interne appelée à progresser plus vite que le revenu national, une tendance à la baisse des stocks, les meilleurs bénéfices depuis des années pour les sociétés, l'absence de goulets d'étranglement dans la production, une inflation marginale — sans doute de 1 % en 1987 — tout semble en place pour assurer une expansion confortable. D'où vient que la croissance continue à se traîner aussi lamentablement ? Le diagnostic est connu. La thérapeutique est beaucoup moins évidente.

Si l'on n'a pas en la même violence qu'avec le yen, le « choc dollar » a obligé la RFA à ajuster ses structures. L'appréciation de la devise allemande par rapport au dollar est à l'origine de la baisse de 90 % depuis février 1985. Pour un pays dont le tiers du produit national brut dépend des exportations, les conséquences ne pouvaient qu'être ruées, même si les milieux d'affaires comme les économistes s'accrochent à reconnaître qu'il était urgent de rééquilibrer une croissance trop dépendante des marchés extérieurs.

Une nouvelle chance

Vientra sans doute le temps où les Allemands verront dans cette phase de transition économique printemps 1985 une « nouvelle chance » comme le souligne un responsable de la puissante DIHT (association des chambres d'industrie et de commerce). En attendant, ils ont plutôt de sérieux frissons. Certains secteurs ont même déploré que d'autres la chute du dollar à quelque 1,80 dollar/marque. Chez Siemens, on considère que « le point de non-retour ne sera pas atteint avant un dollar à 1,40 mark », et d'autres, à la Fédération des machines-outils, affirment pouvoir tenir jusqu'à 1,30 mark. Encore faut-il disposer de la puissance et de la diversification d'une multinationale rompu aux inévitables et aux placements monétaires de l'étranger.

d'un créneau industriel inexpugnable. Ce n'est pas toujours le cas, et les statistiques globales font apparaître une baisse des exportations vers les États-Unis depuis un an, une chute libre des ventes des pays producteurs de pétrole depuis l'écroulement de l'or noir, des pertes de contrats sur les marchés où les Allemands et les Américains se trouvent en concurrence. Au total, les prévisions oscillent autour d'une baisse de 2 % en volume des exportations, une position de deux tiers de point sur le PNB.

Ce recul a longtemps été masqué par les effets de « courbes en J » à répétition, chaque phase d'appréciation de la monnaie se traduisant, dans un premier temps, par un gonflement en valeur des exportations libérées en marks. Avec l'espoir d'une relative stabilisation de la monnaie américaine renait celui de comptes extérieurs moins provoquant. De 13 milliards de dollars en 1985, l'excédent de la balance allemande des comptes courants avait bondi à 36 milliards un an plus tard, au grand dam des partenaires, notamment américains, de la RFA, mais aussi au détriment des grands équilibres mondiaux. Il pourrait équilibrer à quelque 30 milliards cette année.

Dans l'atmosphère feutrée des ministères de Bonn, toujours le « premier village de l'Allemagne » ou à l'écart du petit Manhattan financier de Francfort, où règne la Bundesbank, les responsables de la politique économique et monétaire ne cessent de souligner, à juste titre, « l'importance de cet effort de restructuration », même s'il a été largement imposé par la pression des événements internationaux. Chacun rappelle qu'en ce domaine la RFA n'est pas la dernière. Le Japon, dont le rééquilibrage des comptes extérieurs est plus lent et s'accompagne d'une politique laborieuse de relance de la demande interne. Les limites de cet exercice (où la justification se mêle à une pointe d'autosatisfaction) n'en sont pas moins évidentes.

La baisse des exportations s'est accompagnée d'une réduction, plus

forte que prévue des programmes d'investissements. Maintenant que sont levées une part des incertitudes liées aux discussions sur la réforme fiscale, aux élections régionales du printemps et aux négociations avec les métallurgistes qui ont abouti à un très inhabituel accord triennal en avril (1), les investisseurs

de la situation interne, socialement et par là même politiquement dangereuse. « Nous avons fait tout ce que nous avons annoncé pouvoir faire », estime M. Tiedtmeier. Une façon de souligner que, contrairement aux Japonais, passés maîtres dans l'art d'annoncer des plans de relance impressionnants et finale-

Malgré une croissance qui s'étiole et des excédents impressionnants, le gouvernement s'accroche à une rigueur budgétaire qui se justifie de moins en moins.

représentent-ils confiance ? Directeur de la politique économique au ministère de l'économie, M. Bernhard Molitor l'assomble bien. Mais les dernières enquêtes mensuelles de l'Institut de conjoncture de Munich, IFO, font état d'un pessimisme persistant des chefs d'entreprise. L'accroissement des investissements pourrait être limité à 2 % cette année contre 4,6 % en 1986.

Autre frein à la croissance, les ménages continuent de donner la priorité à l'épargne sur la consommation. En ce domaine également, M. Molitor attend une détente, le taux d'épargne par rapport au revenu pouvant décrocher, d'ici à la fin de l'année, de ses niveaux élevés actuels (13,5 %). Mais, à encore, il s'agit d'un simple espoir. « Contrairement à 1986, l'année 1987 n'apporte rien de nouveau aux consommateurs », ni allègement fiscal immédiat ni baisse des prix de l'énergie. Quant à l'inflation, elle ne pourra certainement pas aux achats de précaution », conclut un économiste, qui reconnaît être condamné à ajuster ses prévisions « à la petite semaine, sans la situation est mauvaise ».

Une croissance inférieure à un maigre 2 % serait-elle une fatalité ? Nul ne l'accepte. Mais, au sein du gouvernement, la crainte des risques inhérents à toute politique de relance l'emporte encore sur la menace de pressions internationales renouvelées ou d'une détérioration

ment décevante, les Allemands sont des alliés faibles. Reste à savoir si Bonn, accusé de pusillanimité par certains de ses partenaires, a les moyens de dépasser ses positions actuelles sur la politique monétaire, fiscale, budgétaire.

Pas d'alarme inflationniste pour M. Poehl

Maître incontesté de la politique monétaire, la Bundesbank estime avoir rempli sa part de contrat. Depuis plus d'un an, le pragmatisme et la souplesse l'ont emporté, pour souligner le président de l'Institut d'émission, M. Karl Otto Poehl. Un taux d'escompte ramené à 3 %, un rythme de croissance monétaire de 7,8 % en mai, soit sensiblement plus que la fourchette de 3 à 6 % que s'était fixée la « Baba », comme la surnomment les Allemands, ont constitué des soutiens à la conjoncture. Contrairement à certains de ses compatriotes, M. Poehl n'est pas inquiet des retombées sur les prix d'une telle politique. « Le signal d'alarme inflationniste n'a pas encore sonné en RFA », estime-t-il, tout en assurant qu'il continuera de suivre de près la situation pour éviter tout dérapage réel. Mais, en admettant que l'expansion allemande, trop faible, exige un coup de fouet, le président de la Bundesbank ne pense pas que « la politique monétaire puisse encore faire grand-chose » pour accélérer le mouvement.

L'institut d'émission se trouve d'ailleurs plus que tout autre confronté à un « conflit de devoirs », pour reprendre l'expression d'un expert international : le niveau du loyer de l'argent est jugé trop bas par les investisseurs allemands et ce sont les étrangers qui, attirés par la fermeté du mark, sont venus acheter les bons fédéraux nécessaires au financement du déficit public. Opter dans ces conditions pour une nouvelle baisse des taux afin d'entraîner un mouvement comparable dans les autres pays et faciliter une reprise internationale pourrait être imprudent. « Sans compter qu'à ce jeu la Bundesbank risque de perdre une part de ce qui lui est et nous est le plus précieux, sa réputation de statue du commandeur de la stabilité », lance, pensif, un économiste.

Un petit coup de fouet fiscal ne peut être exclu si le second semestre se révèle par trop décevant et si les risques de récession importée des États-Unis se précisent. Ce choix reste d'autant plus dangereux pour le gouvernement que l'accélération en 1988, d'une part, de la « grande réforme » prévue pour 1990 ne fait pas l'unanimité, loin s'en faut. Les syndicats trouvent ce programme inadéquat et plaident pour une promotion sélective des investissements, seule capable à leurs yeux de lutter efficacement contre un chômage appelé à croître. Les industriels ne cachent pas leur irritation. L'impôt sur les sociétés devant être ramené de 56 % à 53 % seulement, alors qu'ils préconisaient une rupture « à l'américaine » et des taux de 30 %. Les économistes n'ont pas de ce « simple ajustement » de 1988 qu'une hausse supplémentaire de 0,2 % du PNB l'an prochain. Quant aux Länder, ils dénoncent une politique qui limitera leurs recettes. Dans ce concert de protestations contradictoires, M. Stoltenberg, ministre des finances, joue une partie difficile. Devenu un symbole de la rigueur et de la lutte contre les déficits budgétaires, il ne peut, sans paraître se déjuger, assouplir ses positions. Tout au moins jusqu'à l'échéance du scrutin qui se déroulera dans son fief du Schleswig-Holstein, en septembre prochain.

« La rigueur reste politiquement payante en RFA », assurent ses proches. Un pari risqué, répliquent ceux qui ne croient pas en un rebond de la conjoncture et connaissent les incertitudes internationales. Au cas où les élections de l'automne confirmeraient le recul des chrétiens-démocrates, la « boîte de Pandore » pourrait s'ouvrir, et aux pressions des partenaires de Bonn viendraient s'ajouter celles de groupes multiples soucieux de sauvegarder ou d'accroître les subventions dont ils bénéficient. Encore discrètes, des voix se font ainsi entendre dans les milieux dirigeants en faveur d'un accroissement pur et simple des dépenses fédérales, « sans attendre qu'il soit trop tard ».

Pour ces partisans d'une relance modérée mais ouverte, un accroissement du déficit de quelque 10 milliards de deutschemarks ne serait pas une catastrophe. « 1987 n'est pas 1978 », rappelle l'un d'eux : il y a neuf ans, la RFA a, en acceptant de jouer le rôle de sinistre mémoire pour les Allemands de locomotive internationale, provoqué une poussée de fièvre inflationniste et conduit à aggraver l'endettement fédéral. Aujourd'hui, cette dette est gérable, l'inflation tendanciellement ne dépasse pas 2 % en rythme annuel et les syndicats font preuve d'une grande modération. Force est de constater qu'une marge de manœuvre existe, permettant aux Allemands de faciliter une période de restructurations sans remettre en cause des années de rigueur. Ces propos, aucun partenaire de la RFA ne les infirmerait. Ils n'ont encore que peu d'écho dans les milieux gouvernementaux de Bonn.

FRANÇOISE CROUGNEAU

(1) Pour la première fois depuis 1967, le syndicat des métallurgistes, IG Metall, a accepté un accord sur trois ans conjuguant hausses de salaire modérées (3,7 % entre avril 1987 et avril 1988, 2 % un an plus tard, 2,5 % en 1988-1989) et réduction progressive du temps de travail (37,5 heures hebdomadaires en moyenne à compter du 1^{er} avril 1988, 37 heures en moyenne à partir du 1^{er} avril 1989).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BULL. LA STRATEGIE CONFIRMÉE.

Bull : un groupe informatique international, présent dans 75 pays, 26 800 personnes, une force commerciale de 14 000 personnes dont plus de 5 500 hors de France, un outil industriel moderne (6 centres, près de 7 000 personnes), des familles de produits articulées autour d'une architecture de réseau distribuée et ouverte.

PROFITABILITÉ.

Le Groupe Bull a poursuivi l'amélioration de sa situation financière. Le résultat net a été multiplié par 2,5 avec 271 millions de francs pour 110 millions de francs en 1985. Le chiffre d'affaires a atteint 17,8 milliards de francs (dont 6,1 milliards de francs hors de France), en augmentation de 10,5 %.

La marge brute d'autofinancement, 1 741 millions de francs (1 318 millions de francs en 1985), représente 9,8 % du chiffre d'affaires.

Ces améliorations traduisent la continuité d'une politique de gestion rigoureuse :

- le chiffre d'affaires par employé est passé de 610 000 francs à 664 000 francs ;
- l'effort de gestion des actifs a été poursuivi, les actifs d'exploitation représentant 37 % du chiffre d'affaires en 1986 contre 40 % en 1985 ;
- les frais financiers nets sont passés de 4,2 % du chiffre d'affaires en 1985 à 3,6 % en 1986.

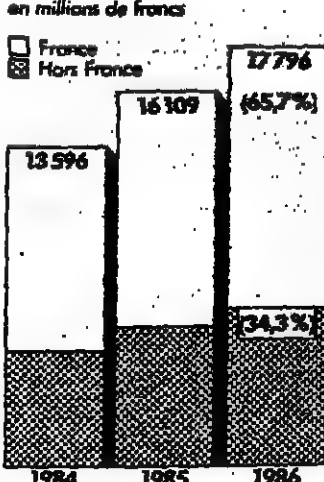
L'action entreprise pour assurer l'avenir à moyen et long terme s'est poursuivie. Les investissements industriels et commerciaux ont progressé pour atteindre 1 672 millions de francs (1 492 millions de francs en 1985), soit 9,4 % du chiffre d'affaires.

Les dépenses totales consacrées à la recherche et au développement ont atteint 10,4 % du chiffre d'affaires, soit 1 842 millions de francs (1 636 millions de francs en 1985).

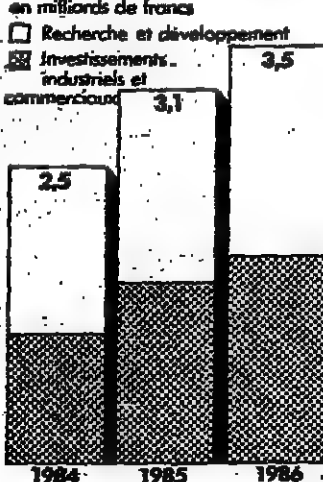
INVESTISSEMENTS.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT.

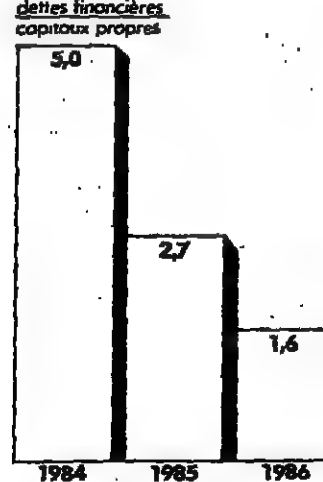
Chiffre d'affaires mondial en millions de francs



Investissements en millions de francs



Ratio d'endettement dettes financières capitaux propres



Jacques STERN
Président Directeur Général du Groupe Bull

Le Rapport Annuel 1986 peut être obtenu sur simple demande en écrivant à :
Direction de la Communication
121, avenue Malakoff 75116 Paris.

Bull

Economie

La deuxième convention nationale des cercles de qualité

John Deere en quête d'autocontrôle

L'Association française des cercles de qualité (AFCERQ) organise le vendredi 19 et le samedi 20 juin à Villepinte la deuxième convention nationale des cercles de qualité pour « relever le défi français de la qualité ». Trente mille cercles de qualité existent en France — dont 20 % à 30 % « vivants », selon M. Gilbert Raveleau, délégué général de l'AFCERQ, — dont mille dans les services publics. Pour M. Raveleau, qui est aussi conseiller au cabinet de M. Balladur, la qualité totale suppose « une évolution du style de management dans ce pays » afin d'arriver à ce qu'il appelle une « concertation » du personnel. Selon l'AFCERQ, qui depuis huit ans a formé cinq cent mille personnes à la qualité, la « non-qualité » (rebuts, retouches, gaspillage, etc.) coûtait en 1985 à l'économie française 300 milliards de francs.

SARAN
de notre envoyé spécial

Il a vingt-sept ans, et depuis huit ans il travaille chez John Deere (machinisme agricole). L'usine de Saran (Loiret), qui fabrique des moteurs Diesel, c'est son domaine. A longueur de journée, cet « opérateur » rectifie des manetons (partie d'un vilebrequin). Se disant lui-même « passif », il n'est ni démotivé ni enthousiaste mais semble se rebeller quand on lui parle de qualité, comme si on l'agressait : « J'ai une conscience professionnelle, je dois faire des pièces de qualité. On essaie toujours de faire un maximum ». L'idée de lui parler des cercles de qualité de John Deere, qu'on appelle ici groupes de progrès, il n'y est pas et se plaint de ne pas être informé : « On devrait être informé de ce qui se passe dans l'entreprise ».

On ne connaît pas la marche à suivre. La qualité peut apporter plus de motivation mais il faut que, derrière, l'encadrement suive. Et on travaille avec des machines qui ont vingt-cinq ans !

A quelques mètres de ce jeune ouvrier, sur la même ligne, un autre opérateur, qui rectifie des paliers de vilebrequin, a choisi, lui, de jouer le jeu du groupe de progrès. Depuis dix ans à Saran, il « fait » quarante-cinq pièces dans sa journée mais il n'a pas été transformé par la qualité : « J'étais déjà motivé avant. Cela n'a pas changé, même dans la façon de travailler. Mais nos retouches, on les fait nous-mêmes et on se rend mieux compte des problèmes qu'on peut avoir sur la machine ».

La démarche qualité, chez John Deere, ce n'est pas encore la révolution, mais c'est du moins une amorce de changement des mentalités. Grand manitou de l'opération à Saran, M. Pierre Guignard, quarante-quatre ans, autodidacte, est entré à l'usine il y a vingt-trois ans comme ouvrier. Il est aujourd'hui responsable du service « contrôle » (appelé logiquement à disparaître). Dans son bureau, une citation de Colbert évoque la « qualité supérieure » qu'il faut imposer dans « nos fabriques ». « On y croit, dit-il avec passion. L'ensemble de l'entreprise aura un langage commun. Chacun doit fournir un travail de qualité. Notre but est d'autocontrôler l'ensemble de nos fabrications ».

A Saran, l'absentéisme a récemment enregistré une chute importante, mais, reconnaît-on, celle-ci tient surtout à la mise en œuvre du plan social qui, il y a trois mois, a entraîné la suppression de cent vingt emplois — ramenant l'effectif à environ huit cents — par départs volontaires. L'idée de se lancer dans une démarche qualité remonte au 10 mai 1985 : un intervenant extérieur fut sollicité, une charte des groupes de progrès, « pour améliorer la qualité de leur production, de

leurs outils et de leur vie au travail », fut ensuite élaborée. Le 31 octobre 1985, le premier groupe de progrès démarrait après une information du personnel et un appel au volontariat — seize volontaires sur cent un dans le département « vilebrequins ».

Une autonomie limitée

Ce mercredi de juin, dans une petite salle attenant aux ateliers, M. Michel Perdreau, un ancien contremaître du service qualité, anime pendant deux heures une réunion bimensuelle du « GP4 ». Formé par l'AFCERQ, M. Perdreau a été nommé « facilitateur » pour l'ensemble des groupes, qui seront 7 au 19 juin (avec au total cinquante-deux personnes, pour l'essentiel des ouvriers). Opérateurs, réglureurs, électriciens, ils sont au « GP4 » à essayer de réduire les rebuts et les retouches, en un mot à « faire » de la qualité. Pour cela, ils ont bénéficié d'une formation de base de quarante-huit heures ramenée depuis à trente heures.

Pour chaque groupe, il s'agit de poser le problème, de rechercher les solutions possibles, de mesurer et de contrôler les résultats. Mais le groupe a une autonomie limitée : avant de choisir le problème et aussi avant d'arrêter la solution, il demande l'avis du « groupe de pilotage », formé de trois directeurs qui « couillent » 85 % du personnel. A un stade ou à un autre, un refus de la direction, dit un ouvrier, « évite de faire fausse route ». Chef d'orchestre de ce remue-méninges (ici, on dit « production d'idées »), M. Perdreau aide à choisir le problème et à trouver les outils appropriés, en fonction des critères retenus (qualité, sécurité, délai). Mais il s'abstient de critiquer : « Si on critique dans le départ, la gars rentre la tête dans les épaules et on ne l'entend plus ». « Précédemment, commente M. Guignard, on disait à l'ouvrier, ce n'est pas à toi de résoudre le pro-

blème et... le problème n'était jamais traité ».

Sortis des diagrammes, des histogrammes et des graphiques en tout genre, les résultats n'ont pas manqué. Dans certains secteurs, les retouches ont été diminuées de moitié. « On a, en moyenne, explique M. Perdreau, 30 % à 40 % de mal-façons en moins ». Le pourcentage de vilebrequins rayés est ainsi tombé de 40 % à 5 %. « On n'a pas eu, ajoute-t-il, de difficultés majeures. Les problèmes sont plutôt venus de l'encadrement moyen. La maîtrise de fabrication n'a jamais été contre, mais elle a observé parfois une certaine passivité ».

Un but louable

Au-delà des groupes de progrès, volontaires, M. Guignard a lancé, pour l'ensemble de l'usine, un vaste programme de formation de dix mille heures pour la qualité à la source en avril 1986. Quatre mille heures ont déjà été dispensées et 100 % des techniciens, des cadres et des agents de maîtrise sont formés à la qualité totale. « La détection des mauvaises pièces, estime M. Guignard, c'est déjà trop tard. Il faut beaucoup moins d'inspections et plus d'autocontrôle. Chacun doit s'autocontrôler ». Grâce à la magie de l'informatique, un instrument de mesure tridimensionnel permet de contrôler les pièces. Et toutes les machines de cette usine, d'apparence vétuste, sont dotées d'appareils de contrôle des pièces.

« Notre renommée, c'est la qualité », proclament les affiches de cette usine où la CGT est majoritaire. Coup de bluff ou innovation de progrès ? Présentés comme une nouvelle technique de gestion, les cercles de qualité ont un but louable qui est d'améliorer la qualité des produits. Mais à Saran comme ailleurs on ne peut éviter les effets pervers. Les groupes de progrès sont déconnectés des groupes d'expres-

sion, alors que ceux-ci peuvent s'occuper aussi, depuis 1986, de qualité. Les conditions de travail sont mises au service de la recherche de qualité sans que leur amélioration soit nécessairement au bout du chemin. La démarche sous-tend un certain consensus interne, mais n'est-ce pas artificiel quand, à plusieurs étapes du processus, la direction peut mettre un feu rouge aux recherches des salariés ?

Qui dit consensus dit aussi mise dans le coup des syndicats, qui craignent le court-circuitage. A Saran, les syndicalistes ne sont pas défavorables à la qualité mais ils s'interrogent sur les méthodes. « On ne nous a pas demandé notre avis, assure M. Doisneau, délégué syndical CGC, par ailleurs favorable aux groupes de progrès. Il aurait fallu une concertation préalable et un suivi. Or le comité d'entreprise n'a vraiment qu'une petite information ». John Deere a sans doute à travailler encore sa méthode. Même dans la région il a pris de l'avance. Une enquête de mars 1986, réalisée par Entreprise et qualité auprès de cent quatre-vingt-huit entreprises de la région Centre, ne révèle-t-elle pas que « les opérations de motivation, de sensibilisation, de responsabilisation n'apparaissent régulièrement que dans 38 % des cas pour l'ensemble du personnel » ?

MICHEL NOBLECOURT.

Chômage : en dessous des 3 millions en Grande-Bretagne. — Le nombre des chômeurs est tombé, en mai, en dessous des 3 millions en Grande-Bretagne. Avec 2,95 millions de sans-emploi, les données corrigées des variations saisonnières, ce résultat est le meilleur depuis juillet 1984. Ce nouveau recul confirme l'amélioration de la conjoncture depuis un an, la progression de 0,3 % de la production industrielle d'avril tendant à le confirmer. En trois mois, la hausse de la production industrielle atteint 1 % sur les trois mois précédents et 4,5 % sur la période correspondante de 1986.

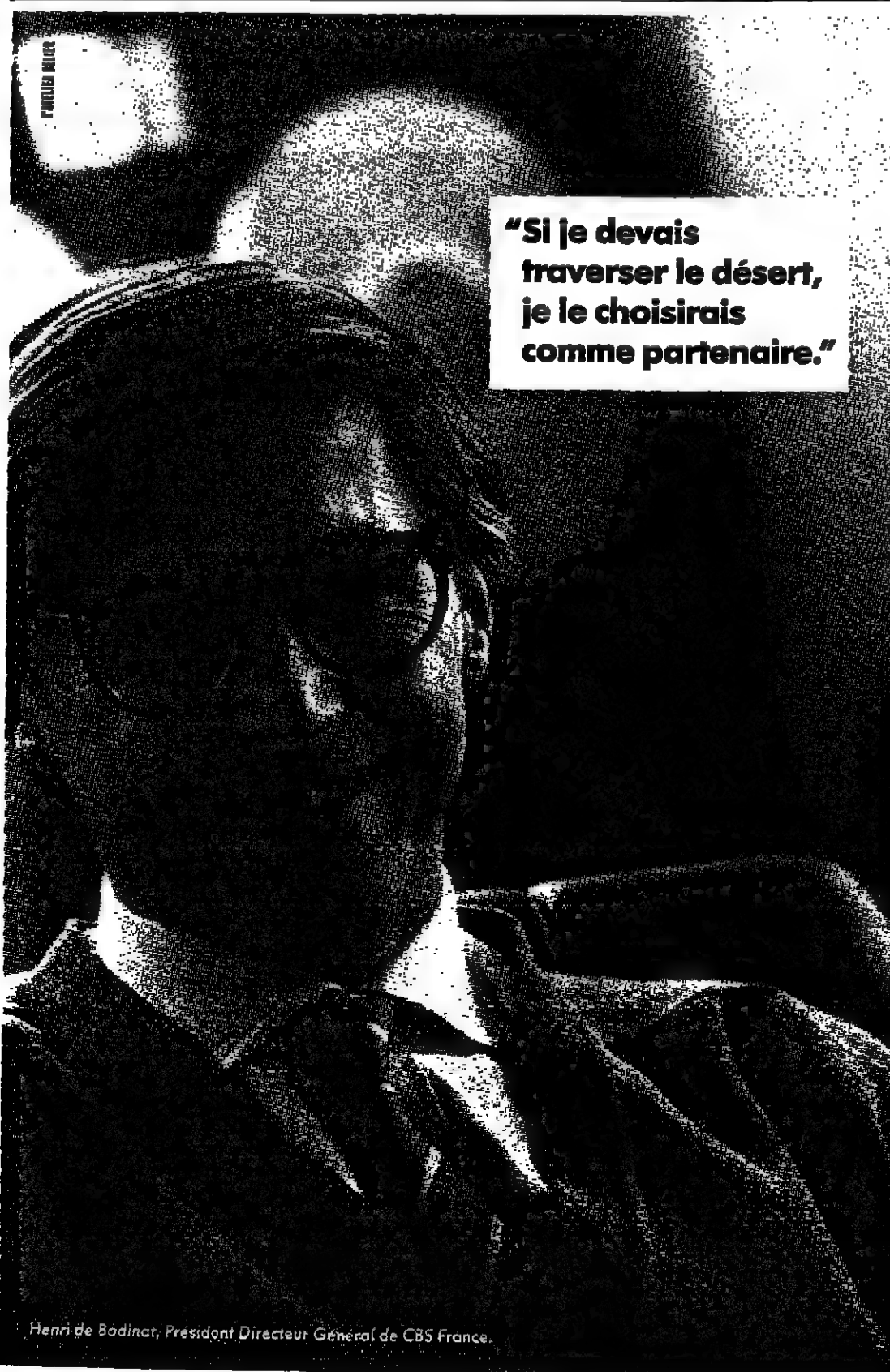
Le droit de grève dans la fonction publique

La CGT n'a pas fait le plein

La mobilisation de la CGT, le jeudi 18 juin, contre les projets du gouvernement sur le droit de grève dans la fonction publique et la « répression » chez Renault n'a pas été à la hauteur de ses ambitions. A Paris, la manifestation qui s'est déroulée du Trocadéro à Billancourt a réuni moins de 10 000 personnes (50 000 selon les organisateurs). Si ce chiffre est nettement supérieur à celui de la manifestation CFDT-FEN-Autonomies du 15 juin (1 000), il est très inférieur aux manifestations CGT du 14 mai sur la Sécurité sociale (30 000) et pour le 1^{er} Mai (20 000).

Les arrêts de travail ont été peu suivis : débrayages limités en fin de journée à EDF, 1,57 % de grévistes à Renault-Billancourt « aux alentours de 5 % à 6 % » dans la fonction publique, notamment aux PTT. En province, les manifestations CGT ont été très inégales : 20 000 à Marseille selon la CGT (4 000 selon la police), 3 000 à Bordeaux selon les organisateurs (1 700 selon la police). La CGT avance elle-même des chiffres modestes pour d'autres villes : 2 000 au Mans, 1 800 à Saint-Nazaire mais 5 000 au Havre et 3 000 à Toulouse.

Cette absence de succès réel n'a pas empêché M. Krasucki de parler de thèse « forte, puissante ». « On ne laissera pas banaliser la répression », a-t-il affirmé. La liberté ne se divise pas. On ne peut rien laisser passer. Dans le cortège avait pris place une importante délégation du PCF avec M. Georges Marchais et M. Assol Le Pors, ancien ministre communiste de la fonction publique. Le 22 juin, la CGT a décidé d'envoyer des délégations au Sénat et dans toutes les préfectures.



« Si je devais traverser le désert, je le choiserais comme partenaire. »

Henri de Bodinat, Président Directeur Général de CBS France.

Ce témoignage est celui d'un chef d'entreprise. Son expert-comptable est son expert-confiance. Pourquoi ? Parce que les domaines d'intervention de l'expert-comptable sont nombreux et variés.

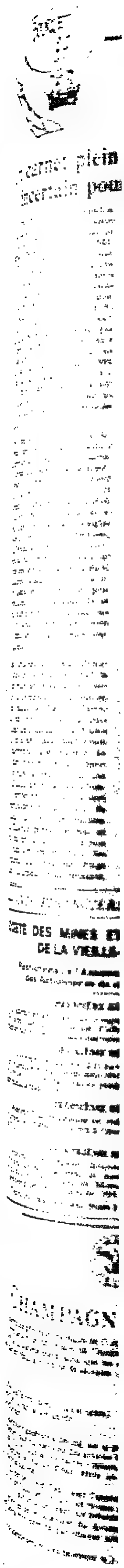
Dans les petites et moyennes entreprises, il établit les états financiers. Dans les entreprises privées ou publiques, qui ont leur propre service comptable, il « révise » les comptes (audit) apportant la sécurité de sa signature. Dans les groupes de sociétés il consolide les comptes.

L'expert-comptable conseille aussi, pour mettre en place une organisation administrative et comptable ou un système informatique. Il est là pour aider à la création d'une entreprise, la transformer et l'adapter aux contraintes du marché. Conseil permanent, l'expert-comptable aide l'entreprise à être performante, à rester dynamique. Avec compétence et expérience, il participe ainsi activement à la vie économique.

L'Ordre des experts comptables.



L'expert-comptable.
La sécurité pour entreprendre.



Aéronautique

Le lancement des satellites

Un carnet plein et un calendrier incertain pour Arianespace

Ceux qui espéraient connaître enfin la date de reprise des lancements de la fusée Ariane clonée au sol depuis l'échec, le 31 mai 1986, du lanceur V-18 en auront été pour leurs vains. Le prochain tir aura lieu à la fin du mois d'août si les derniers essais en cours à la Société européenne de propulsion donnent satisfaction. Rien de plus. Le Salon du Bourget, souvent prétexte aux grandes annonces, n'aura donc pas donné cette année à Arianespace l'occasion de briller même si les résultats de la société pour 1986 sont plus que satisfaisants : 259 millions de francs de résultats avant impôt (208 MF en 1985) pour un chiffre d'affaires de 1 289 millions de francs.

« Profil bas » donc comme le fait remarquer un des participants à la conférence de presse qu'Arianespace a tenue au Salon du Bourget. Mais pouvait-il en être autrement lorsque, au même moment, les concurrents d'Ariane, les sociétés américaines Martin Marietta (Fusées Titan), McDonnell Douglas (Thor-Delta) et, plus récemment, General Dynamics (Atlas Centaur), affirment de nouvelles ambitions sur le marché des services de lancement de satellites, assurés qu'ils sont d'obtenir quelques commandes gouvernementales. Difficile aussi de ne pas tenir compte des intentions des Chinois et des Soviétiques bien décidés, semble-t-il, à prendre leur part du gâteau.

Certes, Arianespace peut s'enorgueillir d'avoir obtenu en 1985 la moitié du marché mondial des services de lancement de satellites. Elle peut aussi se flatter d'avoir enregistré en 1986 dix-huit contrats d'une valeur de 6 milliards de francs et d'avoir mis en place, bien avant ses concurrents, une société de garantie des risques de lancement (S3R) offrant à ses clients des primes d'assurance acceptables. Mais il n'empêche, il y a toujours cette incertitude sur l'issue du tir du mois d'août qui freine les enthousiasmes. Chacun prend son mal en patience tout en suivant avec la plus grande attention les résultats des améliorations du troisième étage d'Ariane (allumage plus puissant,

modifications sur certains roulements du moteur) apportées par la Société européenne de propulsion qui, selon M. Frédéric d'Allest, PDG d'Arianespace, « a fait des efforts exceptionnels » dont la clientèle du lanceur européen a apprécié « le sérieux ».

Quelques essais restent à faire pour valider ce troisième étage modifié, notamment en ce qui concerne des tests d'allumage du moteur dans le vide et de fonctionnement de longue durée qui n'ont pu être encore menés à bien en raison de la défaillance d'une installation de la SEP. Ce contretemps devrait en principe être vite corrigé de manière que soit rapidement connue « peut-être à la fin du mois de juin » la date exacte du prochain tir.

En attendant, Arianespace prépare l'avenir et s'apprête à engager la commande de huit nouveaux lanceurs de type Ariane-4 pour répondre aux besoins de sa clientèle. « A ce jour », précise M. Charles Bigot, directeur général d'Arianespace, « nous avons signé des commandes de lancement de satellites, toutes catégories confondues, ont été commandés à l'industrie européenne et huit ont déjà été tirés (1) ». Mais, compte tenu de la nature du marché pour les prochaines années, ce sont essentiellement des modèles de la version la plus puissante du lanceur européen, Ariane-4, qui seront mis en chantier. M. Bigot estime d'ailleurs que soixante-dix Ariane-4 représentant une valeur de 32 milliards de francs sur une période de huit à dix ans seront ainsi construits, ce qui devrait permettre « de mieux rationaliser la production, d'améliorer la productivité et les contrôles de qualité », mesures auxquelles Ariane ne peut espérer rester compétitive face à ses concurrents.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Pour être précis, il faudrait ajouter à ces trente et un Ariane, les dix que l'Agence spatiale européenne avait commandés au titre de ses programmes de qualification et de préérie. Ainsi, avec la nouvelle commande en préparation, ce sont au total trente-neuf lanceurs qui auront été construits depuis le début du programme.

Les Soviétiques cassent les prix

M. Ignatov est PDG de Licenzintorg. Ne vous précipitez pas à la Bourse pour en savoir plus. Licenzintorg est une « centrale commerciale » du gouvernement soviétique créée il y a vingt-cinq ans pour monter des opérations d'import-export, d'achat de licences, d'ingénierie. La fonction modéliserait-elle les hommes ? En tout cas, le discours de M. Ignatov passerait sans problème dans la bouche de bien des hommes d'affaires occidentaux, et les références à Marx ou Lénine en sont absentes.

M. Ignatov était, le mercredi 17 juin, au Salon du Bourget pour parler affaires, au moins avec les journalistes, en compagnie de M. Firsirot, vice-président de Glavkosmos. A l'origine, l'activité de Licenzintorg était axée sur la sidérurgie. Ensuite se sont ouverts des domaines comme la machine-outil, la construction mécanique, la chimie... On peut se demander pourquoi n'y figurait pas l'espace, branche où l'antériorité soviétique est incontestable et où sa technologie n'est pas négligeable. Cela devrait en tout cas changer. Licenzintorg va équiper Glavkosmos - organisme qui gère les coopérations internationales de l'URSS en matière spatiale - dans la commercialisation de trois activités : le lancement de satellites, les télécommunications spatiales, l'installation à bord de satellites soviétiques d'équipements expérimentaux fonctionnant pour le compte de tiers.

Nous garantissons un « accès sûr » vers l'espace, explique M. Ignatov à ses interlocuteurs, qui

« ne sont pas sans savoir » que l'Occident est actuellement bien en peine d'en dire autant. L'Union soviétique met sept lanceurs spatiaux différents à la disposition des clients éventuels, le principal étant la fusée Proton, qui peut propulser 2 tonnes de charge utile vers l'orbite géostationnaire. Ce lanceur a été tiré cent neuf fois depuis 1970 et n'a connu que neuf échecs. Certes, deux échecs ont été enregistrés en janvier et avril de cette année, mais M. Firsirot précise que, dans les deux cas, la défaillance est venue d'un nouveau modèle de quatrième étage.

Le client est roi

Or ce qui est proposé aux clients est le quatrième étage standard, rodé par une quarantaine de mises en orbite depuis 1982. L'Union soviétique, qui dispose de deux pas de tir pour le Proton à Baïkonour, peut réaliser deux ou trois tirs par an pour la clientèle étrangère, sur une base tarifaire d'environ 15 000 dollars (90 000 F) le kilogramme en orbite - soit les deux tiers ou la moitié de ce que demande Arianespace. Le délai est d'un an, jour pour jour, à partir de la signature du contrat. Le satellite peut être assuré par un organisme soviétique spécialisé « à des conditions qui ne sont pas pires que celles du marché mondial » et, en cas d'échec, le tir de remplacement est gratuit. Actuellement, un seul contrat est signé - un satellite indien sera mis en orbite avant la fin de l'année - et des négociations sont

en cours avec plusieurs clients potentiels. Un journaliste de l'assistance croit savoir que « plusieurs » signifie « quatre », mais M. Ignatov ouvre des yeux étonnés et se déclare très intéressé de l'apprendre.

L'un des clients potentiels est l'organisme international de communications avec les navires Immarist. M. Firsirot précise que l'accord s'est fait sur les aspects techniques, et s'indigne des obstacles mis par l'administration américaine qui ont empêché la signature du contrat. Les Américains s'inquiètent de possibles transferts de technologie. Les Soviétiques répondent que le premier ministre, M. Mikhaïl Rykov, s'est clairement engagé sur ce point en janvier, déclarant que « les équipements à lancer seront dispensés de contrôle douanier et pourront traverser le territoire soviétique en containers scellés » et que « des spécialistes étrangers pourront escorter leur satellite et le surveiller pendant son transport et son installation sur le lanceur ». M. Firsirot indique que la zone de travail de Baïkonour comporte des salles stériles où toutes les opérations de préparation utilisant des équipements étrangers seront faites par des techniciens étrangers.

Quant à savoir si à cette offre de lancements s'associe la réciproque, la possibilité de mettre en orbite des satellites soviétiques sur des lanceurs étrangers, M. Ignatov répond, en parfait homme d'affaires, qu'il est un prestataire de services et que, pour le choix du lanceur, c'est le client qui décide.

MAURICE ARVONNY.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les actionnaires de Penarroya, réunis le 17 juin 1987 sous la présidence de M. Jean-Pierre Rodier, ont approuvé les comptes de l'exercice 1986 qui, compte tenu de profits résultant d'écarts exceptionnels pour 131 millions de francs, s'établissent en perte de 75 210 864 francs. L'assemblée a décidé d'affecter cette perte au report à nouveau qui, compte tenu du report déficitaire antérieur, se trouve porté à moins 305 187 831 francs.

S'adressant aux actionnaires, et après avoir rappelé les mesures prises en 1986 pour redresser la situation de la société, M. Rodier a indiqué que, dans le cadre de la politique de redressement des activités autour du secteur métallurgique, un certain nombre de décisions importantes étaient intervenues récemment. En particulier, la cession de la filiale australienne détentrice du gisement de Thalanga vient d'être menée à bien, au Brésil dont le calendrier de réalisation est en cours d'examen par les autorités compétentes. Enfin, la participation de Penarroya dans la filiale du Pérou sera prochainement ramenée à un niveau légèrement inférieur à 20 %. Après avoir commenté la situation des différentes filiales, M. Rodier a précisé que Penarroya envisagerait encore probablement des pertes d'exploitation en 1987 et qu'un retour à l'équilibre ne pouvait être escompté qu'à la fin de 1988 sur la base d'hypothèses de change et de cours comparables aux valeurs observées en 1986.

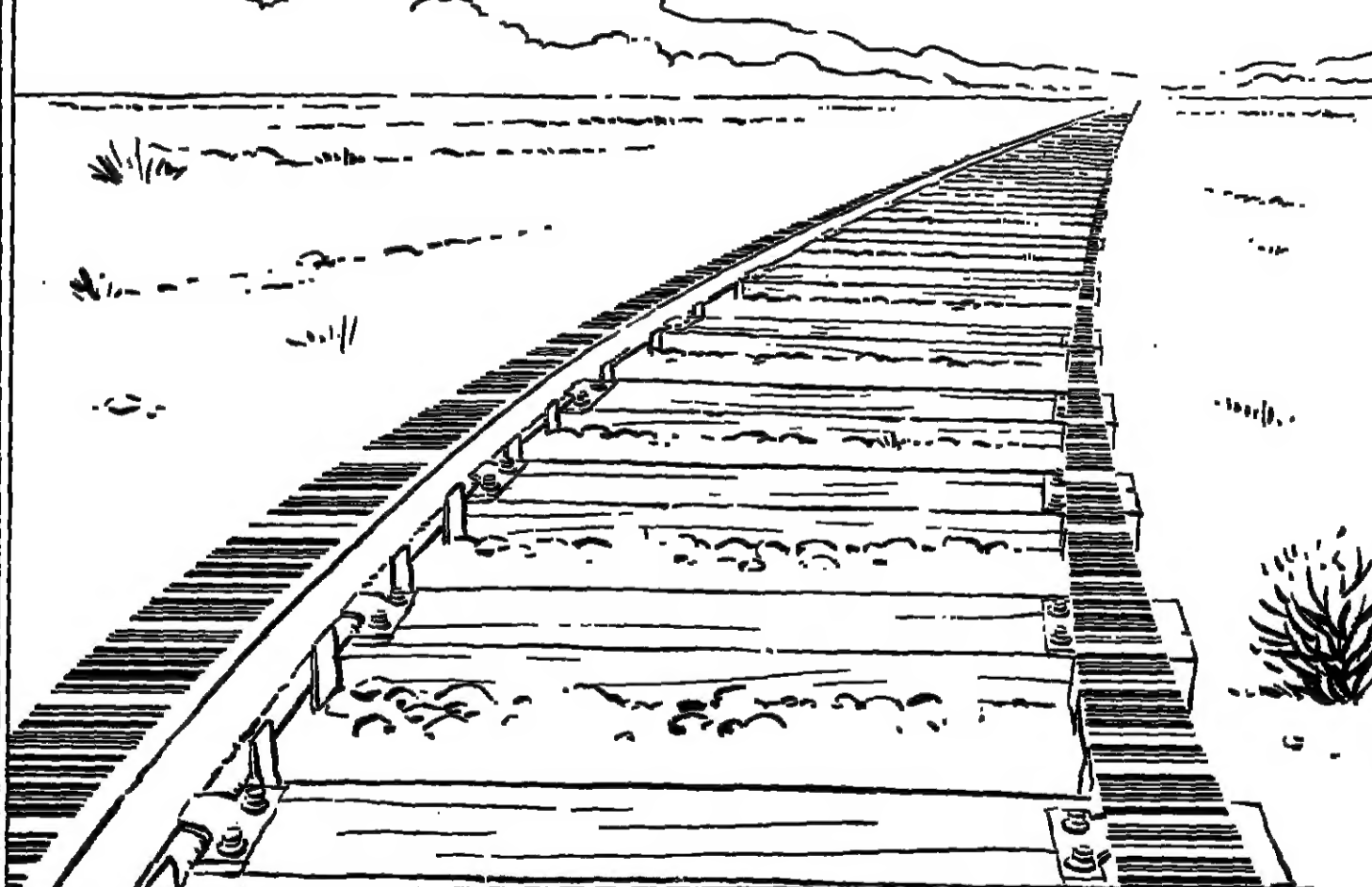
Enfin, le président a indiqué que les études entreprises avec quatre autres sociétés européennes pour la mise en commun éventuelle au sein d'une même entité de l'essentiel des activités métallurgiques progressaient favorablement.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SUIVEZ VOS COLIS A LA TRACE.



SUIVEZ L'INFOSUIVEUR

Aujourd'hui, avec ce nouveau système, le SERNAM vous donne les moyens de suivre vos colis express à la trace. Un code à barres pour les identifier, un système de suivi informatique des plus performants, et vous contrôlez chaque étape de leur acheminement d'un simple coup de téléphone à votre agence ou centre SERNAM. Pour vous, c'est la tranquillité de pouvoir vous organiser en toute sécurité. Mais l'INFOSUIVEUR, c'est aussi un véritable défi. Celui de la dynamisation et de l'informatisation de l'ensemble des agences et des centres SERNAM... Cette dynamisation, c'est l'un des aspects de la politique novatrice du SERNAM. Une politique fondée sur l'écoute et l'étude approfondie de vos besoins, afin de vous offrir des services dignes de votre entreprise et de votre exigence... Alors, suivez le SERNAM.



8714501534

SERNAM

SERNAM C'EST POSSIBLE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ DES MINES ET Fonderies DE ZINC DE LA VIEILLE-MONTAGNE

Résolutions de l'Assemblée générale ordinaire des Actionnaires du vendredi 5 juin 1987

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée approuve les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1986, ainsi que la proposition d'affectation de la perte de l'exercice présentée par le Conseil d'administration.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée donne décharge aux membres du Conseil d'administration et au commissaire-réviseur de tous les actes de gestion et de contrôle effectués par ceux-ci pendant l'exercice 1986 en exécution de leurs mandats respectifs.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Monsieur Charles Lejeune est réélu administrateur pour un terme de six années. Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire de 1993.

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Monsieur Noël Masson, directeur général de la société, est élu administrateur pour achever le mandat de Monsieur Roger Martin, démissionnaire. Le mandat de Monsieur Masson expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire de 1989.

Toutes ces résolutions sont prises à la majorité des voix.



CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire de G.H. MUMM et Co. réunie le 17 mars 1987, sous la présidence de M. Alain de Gumburg, a approuvé les comptes de l'exercice 1986 de la société mère, ainsi que les comptes consolidés du groupe qui se traduisent par les résultats comparés suivants (en millions de francs) :

	1985	1986	Variation en %
- Chiffre d'affaires (hors droits et taxes)	1 039 285	1 124 298	+ 8,2 %
- Bénéfice courant avant impôt	152 552	228 399	+ 49,7 %
- Bénéfice net	74 242	133 752	+ 80,1 %

L'assemblée générale a décidé, sur la proposition du conseil d'administration, et conformément aux dispositions des articles L.351 à 353 de la loi sur les sociétés commerciales, d'offrir aux actionnaires l'option, pour le paiement de la totalité du dividende revenant à chacun d'eux, entre un versement en numéraire ou la remise d'actions de la société.

Ce dividende a été fixé, pour l'exercice 1986, à 14 F par action, auxquels s'ajoute l'avoir fiscal de 7 F, soit un revenu global par action de 21 F, en augmentation de 10,5 % sur celui de l'exercice précédent.

L'option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions de la société devra être exercée par chaque actionnaire au plus tard le 18 septembre inclus.

Le dividende sera mis en paiement le 3 août 1987.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

19 JUIN

Cours relevé
à 14 h 56

15 JUIN 1968 14h56

Règlement mensuel

Compan- sion	VALEURS	Cours prédict	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- sion	VALEURS	Cours prédict	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- sion	VALEURS	Cours prédict	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan- sion	VALEURS	Cours prédict	Premier cours	Dernier cours	% + -						
1823	A.S. 1973	1805	1805	1840	+ 1.96	1210	Grélat, Nat. y.	1147	1160	1137	- 0.87	705	Lucanessa	871	870	855	- 0.17	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
4230	C.R.E. 3%	4255	4285	4265	- 0.70	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1823	B.A.P. C.I.	831	825	825	- 1.13	280	Dumont S.A.	2855	2670	2670	+ 0.19	1110	L. Valmont S.A.	1042	1025	1044	- 0.17	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1823	B.A.P. C.I.	831	825	825	- 1.13	280	Dumont S.A.	2855	2670	2670	+ 0.19	1110	L. Valmont S.A.	1042	1025	1044	- 0.17	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1170	C.F.E. 1%	1222	1272	1222	+ 0.08	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1823	C.F.E. 1%	1222	1272	1222	+ 0.08	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1210	Grélat, Nat. y.	1147	1160	1137	- 0.87	705	Lucanessa	871	870	855	- 0.17	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37						
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1470	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
475	Agace	450	448	446	- 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
1370	Thomson T.P.	1328	1358	1365	+ 0.88	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+ 0.12	1220	1220	1230	1230	1230		720	720	730	730	+ 0.27	
2173	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
2380	Renault T.P.	2280	2280	2810	- 0.64	320	Croissant	303	293	280 10	- 0.25	805	Grélat, Nat. y.	810	875	875	- 0.57	1810	Shelton	1820	1901	1901		1080	Chenue Mart.	270	271	271	+ 0.37
1370	St-Gobain T.P.	1358	1358	1365	+ 0.71	400	Da Diemich	2220	2180	2140	- 0.38	1680	Lyons, Eau et	1408	1410	1415	+												

Comptant (sélection)

Second marché

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom.	% du coupon		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours
Obligations									Étrangères											
Emp. 7 1/2 1877	8800		Casse-Com	875		OPR Paris	350	350	A.E.P.S.A.	1130		Dracast	470	470	Méridien Internat.	600	575			
Emp. 5 1/2 1877	125 01	0 673	Carnot (H)	867		Orléans	250	255	Agropol	696	675	Dracast	465		M.M.S.	850	75			
9 1/2 1877 1/2	303 58		Cassini	961	881	Orléans L.T.C.	2590	3000	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
10 1/2 1877 1/2	128 01		Cochet (H)	2070	2153	Orléans-Dreux	1140	1102	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
10 1/2 1877 1/2	128 01		Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	600	25			
12 1/2 1877 1/2	108 20	0 676	Cochet (H)	440	422	Orléans-Nantes	928	925	A.E.P.S.A.	1130		Edouard Lott	360	360	Orléans	60				

SICAV (sélection)

18/6

[illegible]**Hors-cote**

non-Market	302	401	Jaeger	200	188	33.90	876	Amep		8 05	8 05	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75
B.T.P.	1290 90	1401	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Call	880	880	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Cambridge	790	790	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.A.M.E.	670	670	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Cashier	490	490	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Comptex-Lyonnais	910	874	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.E.R.P.	719	746	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Cashier	2850		Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Cartes Post	224	270	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.F.R.E.	58	57	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Chenouery (A.)	1046	855	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Chenouery (B.)	1046	855	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
Chenouery (C.)	1046	855	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	Lambert-Bell	592	564	S.P.A.	715 70	Cabotage	417	815	Cashier	811	490 12	274	259 95	S&P 500	11899 76	11907 75	
C.C.F. Finance	326	363	L																

Droits et bons

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
Tapez LEMONDE puis BOURSE

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La prochaine visite de M. Weidmann au Vatican. 3 Soudan : nouvelles menaces contre les populations du Sud. 5 Inde : défaite des partisans de M. Gandhi.	6 Le débat sur la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale. 7 M. Le Pen en campagne : « l'homme le plus diffamé de ce siècle... » 8 La situation en Corse : les déclarations au Monde de M. Pasqua.	9 Le procès de Klaus Barbie. 10 Code de la nationalité : les « sages » à la rescousse. — La chronique de Philippe Boucher. 12 Sports : la Coupe du monde de rugby.	18 La situation à la villa Médicis à Rome. 19 Musique : Cinéma. — Communication : la privatisation de TF 1. 11 Lettres : Georges Duby et André Frossard à l'Académie française.	24 La Bourse revient à son niveau de 1986. — Les perspectives de l'OCDE. 27 Le Salon du Bourget. 28-29 Marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées 23 Carnet 23 Météorologie 22 Philatélie 22 Mots croisés 16 Loto 21	● M. Charles Pasqua répond aux questions d'Edwy Plenel (POL). ● SIDA : interview de Jean-Paul Aron (SIDA). ● Grandes écoles : admissibilités (ECOL). Actualité Sports International. Bourse, Culture, Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

TCHAD

Le ministre de l'intérieur reprend les contacts avec M. Oueddei à Alger

Arrivé aux États-Unis le jeudi 18 juin pour une visite officielle de six jours, M. Hissène Habré devait être, vendredi, l'hôte à déjeuner du président Reagan. De source américaine, on indique que l'objet de cette visite n'est pas, en principe, de mettre en place une aide supplémentaire de Washington à N'Djamena. Les Américains ne pensent pas que M. Hissène Habré soit venu « avec une liste de demandes », mais il veut lui « manifester leur respect et leur soutien », après les victoires de son armée sur la Libye.

D'autre part, le ministre tchadien de l'intérieur, M. Mahamat Ino, est arrivé jeudi 18 juin à Alger accompagné du secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Ahmed Korom, de l'ambassadeur à Paris, du secrétaire général de l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), M. Ino est porteur d'un message du président Hissène Habré au président Châdli. Il doit également rencontrer M. Goukouni Oueddei rentré à Alger, le 5 juin, après un voyage au Cameroun où il a rencontré le président Paul Biya.

Pour protester contre l'incarcération de Pierre-André Albertini

M. Mitterrand va refuser les lettres de créances du nouvel ambassadeur sud-africain

Le président Mitterrand a décidé de refuser les lettres de créance du nouvel ambassadeur sud-africain à Paris pour protester contre le traitement réservé au coopérant français Pierre-André Albertini, incarcéré dans le bantoustan du Ciskei.

Le nouvel ambassadeur sud-africain devait présenter ses lettres de créance le 24 juin prochain au même temps que quatre autres chefs de mission diplomatique. Le président a décidé de manifester ainsi sa réprobation du traitement infligé à Pierre-André Albertini, explique-t-on à l'Élysée.

La décision, indique-t-on encore, devrait être notifiée ce vendredi 19 juin au chargé d'affaires sud-africain par le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raymond.

Pierre-André Albertini, un coopérant français de vingt-sept ans, est emprisonné dans le Ciskei depuis huit mois. Il a été condamné à quatre ans de prison pour avoir refusé de témoigner contre des militants anti-apartheid de l'ANC, le Congrès national africain, interdit.

La guerre du Golfe

Téhéran annonce une double offensive

Tandis que M. Iouli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, quittait Bagdad, le jeudi 18 juin, pour Moscou au terme d'une visite de deux jours en Irak effectuée aussitôt après ses entretiens à Téhéran avec les dirigeants iraniens, les forces de Téhéran lançaient une double offensive sur le front.

Selon la radio iranienne, une première opération, lancée dans la nuit de mercredi à jeudi dans le Kurdistan irakien et baptisée Fath-6, avec l'aide des moudjahidines kurdes, aurait permis de mettre hors de combat plus de mille soldats irakiens et de s'emparer de plusieurs hauteurs stratégiques dans les montagnes du nord de l'Irak, au nord d'Erbil. Téhéran a également annoncé une opération éclair, nommée « Naxos », menée à l'autre bout du front (sud-est de l'Irak) « en représailles aux tentatives de Bagdad visant à étendre au Golfe et à d'autres pays le conflit irano-irakien et aux pillonnages répétés par l'artillerie irakienne des villes de Khorramchar et Abadan ».

Sur le vif

Les salauds !

Faut m'excuser, mais moi j'ai eu de l'humour, de l'humour noir, aujourd'hui, j'ai paumé. Ça me chavire, cette ignoble affaire de balles roses et bleues, bleus surtout, organisée sous le couvert de l'UNICEF à Bruxelles. Ils avaient installé des labos de photos pornos dans les caves du bureau, vous vous rendez compte ! Et le patron, un vieux mec de soixante-trois borges, a été inculpé d'outrage aux mœurs et d'incitation à la débauche de mineurs de moins de seize ans. Moins de seize ans, en effet ! Les clients de cet énorme réseau — il couvrait toute l'Europe — allaient jusqu'à se taper des bébés. Ils ont violé, torturé, assassiné une fillette de neuf mois.

Quand j'ai entendu ça, ce matin à Europe 1, j'y ai pas cru. Je me suis dit, c'est pas possible, j'ai mal compris. Je les ai appelés... L'horreur. L'horreur et la honte. Là, je crois qu'on a touché le fond. En émergeant au budget d'une organisation internationale au-dessus de tout soupçon, en squatterant des locaux, ce fonctionnaire lui a porté un seul coup.

L'aide à l'enfance, par exemple ! Le martyre, oui, la déchéance de gamins, des Nord-Africains pour la plupart, lous, c'est le mot, par le Centre de recherche et d'information sur l'enfance et la sexualité. Un truc tout ce qu'il y a de plus officiel.

Moi, ce qui me choque le plus, c'est le cynisme de ces salauds, c'est cette façon de tourner en dérision nos élan de solidarité et de responsabilité. Ah ! vous les aimez, bien, ces gosses. En bien, nous aussi. Mais autrement. Si on se penche sur leur libido, à ces chers petits anges, on est bien obligés de se livrer à des manips, à des travaux pratiques. C'est vous, les cochons. Les cochons de payants.

CLAUDE SARRAUTE.

Deux disparitions

Arnold Mandel : la solitude, la bohème, une immense culture...

L'écrivain et critique Arnold Mandel est mort d'un cancer à l'hôpital de Bigny (Essonne), le mercredi 17 juin. Il était âgé de soixante-quatre ans (le Monde date 19 juin).

Noe ne verrons plus la silhouette frêle du critique redoutable, de l'essayiste brillant, du tendre romancier que fut Arnold Mandel parcourent les couloirs du Monde, de l'Arche et de l'Information juive, toujours des livres sous le bras, Gitanes pendues à sa ceinture. La gentillesse qu'il manifestait envers ses camarades allait de pair avec une impitoyable causticité.

En dehors de toute mode, fuyant les coteries littéraires, ce grand solitaire gracile et grincheux avait le jugement ferme, et le verbe souvent assaisonné de vitriol n'épargnait personne. Il suivait sa voie, fidèle à son éthique et à ses choix esthétiques, toujours impavide malgré une exquise fragilité apparente. Ses prises de position tranchées lui ont valu des rancunes tenaces et aussi quelques précieuses amitiés, même parmi ceux qu'il égratignait. Car Mandel était droit et intègre, cela se savait.

Écrivain français nourri de Montaigne et de Bossuet, carcériel aussi, bien qu'il s'en défendit, non sans coquetterie, il était surtout fait de sensibilité juive, sensibilité d'écorché mais aussi d'amoureux du Livre. C'est justement son attachement aux textes sacrés qui lui dictait sa rigueur, qui le rendait impénétrable à la complaisance et le faisait rejeter les conventions stériles en vigueur dans le café littéraire de l'Europe, New-York, de Rio ou d'ailleurs. Mandel, dernier grand bohème, riche d'expérience juive et d'une culture encyclopédique immense, était dans la vie un homme vivant modestement des pages dérisoires qui lui tombaient d'un peu partout, lui qui ne rêvait que d'un « salaire stable ».

Il est né à Strasbourg en 1913, et c'est dans sa famille traditionnelle et pieuse, comme celle de Claude Vigée, qu'il a puisé la vigueur angossée de son œuvre. Après des études religieuses, ce juif alsacien s'en va en Sorbonne, élargit et approfondit son savoir. Et puis c'est la guerre, la fuite et la traque, le havre provisoire en zone libre, Grenoble et Alger.

Parmi ses romans les plus connus on relève les *Aristocrates* (la Table ronde, 1954) et *Les Nouveaux Aristocrates* (Calmann-Lévy, 1960). Grand prix du roman de l'Académie française en 1955 pour *Les Aristocrates*, il avait été candidat malheureux à l'Académie en 1982.

Le directeur de l'UNICEF de Bruxelles est arrêté pour pédophilie

BRUXELLES. Révélé par le *Soir* de Bruxelles en mars 1987, l'existence d'un réseau de pédophilie basé à Bruxelles a pris une nouvelle dimension avec l'arrestation, mercredi 17 juin, dans la capitale belge, du directeur du bureau de l'UNICEF, M. Jos Verbeek. Il a été inculpé « d'outrage public aux mœurs et d'incitation à la débauche de mineurs de moins de seize ans ». Le nom de l'UNICEF ou plutôt des locaux abritant l'Organisation des Nations unies pour l'aide à l'enfance — était cité depuis plusieurs mois dans cette affaire.

Parmi les milliers de clichés pornographiques saisis dans différents pays d'Europe il était en effet apparu que plusieurs séries avaient été prises dans ces bureaux et qu'un matériel de laboratoire avait été installé dans les caves. Un fonctionnaire subalterne de l'UNICEF avait d'ailleurs été arrêté.

Quel rôle jouait M. Jos Verbeek ? S'agissait-il de « couvrir » les activités de ce fonctionnaire ou a-t-il été aussi « complice » de ses activités comme le parait la laisse entendre ? Avec cette arrestation ce sont maintenant quatorze personnes au total qui ont été inculpées en Belgique. Toutes sont soupçonnées d'avoir participé ou organisé un réseau d'enfants louches sous le couvert du CRIES (Centre de recherches et d'information sur l'enfance et la sexualité). L'un des inculpés, le directeur sportif de l'Université de Louvain-la-Neuve, a été retrouvé pendu dans sa cellule le lendemain de son arrestation.

Le juge d'instruction chargé de l'affaire avait aussi fait diffuser dans la presse belge deux photos d'une fillette de six à huit mois, déshabillée, qui fut victime de violences sexuelles et que l'on cherche à identifier. En effet un nombre minimum d'enfants a pu être identifié. D'après les photos saisis le réseau utilisait beaucoup de jeunes d'origine nord-africaine.

Le réseau a des ramifications dans les autres pays européens. Un architecte néerlandais a été arrêté à Delft, le principal responsable du CRIES-Suisse a été interpellé en Grande-Bretagne et un citoyen belge a lui aussi été mis sous les verrous, en France. A Bruxelles on se demande enfin si un rapport doit être fait avec le récent scandale découvert aux Pays-Bas (le Monde du 13 juin 1987) où plusieurs adultes avaient abusé de près de soixante-dix enfants d'un village proche de Groningen.

JOSÉ-ALAIN FRALON.



RODIN MODE
LA MODE EN SOLDES !
Les milliers de mètres de tissus de soie, laine, polyester, coton, lin, etc.
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

En Une Demi Heure, vos Repas CHEZ VOUS par «LAYRAC à domicile» en téléphonant à 46.34.21.40 (Vous pouvez choisir votre Menu sur MINITEL à 43.31.24.24) Prix nets • Livraison gratuite



V6
Vente exceptionnelle des véhicules d'exposition et de direction des Ets. NEUBAUER
• prix exceptionnels
• garantie totale du neuf
• reprise 6000 F minimum
Nous vous proposons :
2 505 V6 • 2 505 turbo injection • 1 505 break GTI
1 309 SRD • 1 305 GTX • 1 305 break GTX • 1 505 GRD aut.
NEUBAUER
(ouverture exceptionnelle samedi 20 et dimanche 21 juin, de 8 à 18 h)
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Michel de Saint-Pierre : écrivain et militant
L'écrivain Michel de Saint-Pierre est mort le vendredi matin 19 juin, dans son château de Saint-Pierre du Val (Eure), des suites d'une récente opération. Il était âgé de soixante et onze ans. Dans ses dernières volontés, rédigées le 11 juin, l'écrivain déclarait : « Je meurs dans la fidélité à la tradition catholique, en union avec le siège de Rome et la sainte Eglise romaine ».

Romancier et essayiste né à Blois en 1916, Michel de Saint-Pierre s'était aussi fait remarquer par ses prises de position politiques et religieuses. Il avait notamment conduit une liste du Parti des forces nouvelles (PFN) pour les élections européennes de 1979. Catholique intégriste, il avait publié un essai sur *Les Nouveaux prêtres* (la Table ronde, 1964).

Parmi ses romans les plus connus on relève les *Aristocrates* (la Table ronde, 1954) et *Les Nouveaux Aristocrates* (Calmann-Lévy, 1960). Grand prix du roman de l'Académie française en 1955 pour *Les Aristocrates*, il avait été candidat malheureux à l'Académie en 1982.

Préservez votre dos fragile avec **Pirelax** de **PIRELLI** sommier articulé à lattes de bois soutient bien la COLONNE VERTEBRALE. DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MÉDECIN
37, Avenue de la République
CAPÉLOU 75001 PARIS Tél. 43-57-45-35
DISTRIBUTEUR Metro : PARMENTIER

SOCIETÀ ITALIANA TRASMISSIONI INDUSTRIALI
RECHERCHONS AU PLUS VITE SUR LE MARCHÉ FRANÇAIS DES REVENDEURS EXCLUSIFS ET DES AGENTS REGIONAUX
STI Via Brodolini, 16 40069 ZOLA PREDOSA - (Bologna) ITALIE

FNAIM
21.000 appartements et maisons à vendre à Paris et en région parisienne (service étendu à l'Yonne et à l'Oise) sur minitel
36.15 tapez LE MONDE puis FNAIM
Après avoir donné vos impératifs, vous obtenez une sélection personnalisée d'affaires disponibles, ainsi que les coordonnées des Agents Immobiliers FNAIM responsables de leur vente.